BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

LE PROGRAMME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PROJETS PRÉSENTÉS
A LA DISCUSSION DU
Ve CONGRÈS MONDIAL

1924

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ
120 o RUE LAFAYETTE o 120 oo PARIS

Prix : 7 francs

306
68491
(5)

LE PROGRAMME
de
l'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Projets
présentés à la discussion
du 5e Congrès Mondial

PRÉFACE

A la veille du V^e Congrès de l'Internationale Communiste, où sera discuté à fond notre programme, il était urgent de mettre à la disposition des militants français un certain nombre de documents essentiels.

Une partie des textes qui sont publiés ici était déjà connue en France. Il a paru cependant indispensable de regrouper les travaux les plus importants. On a tenu à placer en tête de cette brochure le Programme du Parti communiste russe qui reste un modèle auquel il faudra toujours se reporter.

Vient ensuite le fameux projet Boukharine, qui constituera sans doute la base la plus sérieuse d'une rédaction définitive.

Le projet du camarade Thalheimer, esquisse du programme du Parti communiste allemand, contient, tracée en traits vigoureux, l'image du monde tel que l'a laissé la guerre, tel que l'annonce la Révolution russe.

La publication du programme de l'Internationale Communiste des Jeunes s'imposait également. Nous publions le projet que l'I.C.J. s'est proposé de substituer à son programme de 1919.

Outre ces quatre textes, nous donnons ici un certain nombre de travaux (Projets des Partis bulgare, italien, japonais) qui peuvent constituer des variantes intéressantes ou des compléments utiles.

Enfin l'étude de Lénine, sur le Parti russe en 1917, vient clore ce recueil. Sous le titre : « Projet de plate-forme d'un parti prolétarien », on y trouve les indications les plus précieuses sur les méthodes de travail qui doivent orienter toute organisation révolutionnaire.

On voit donc que cette brochure comprend deux sortes de textes : d'une part, des programmes ou des analyses se rapportant à l'action de tel ou tel parti national ; d'autre

part, des projets pour un programme international, les premiers pouvant servir de modèles pour les seconds.

C'est ainsi que le programme du Parti russe est avant tout un programme de politique d'Etat, tandis que le programme du Parti allemand est un programme d'action révolutionnaire.

Un programme international devra sans doute joindre ces éléments : conquête de l'Etat, organisation et défense de l'Etat.

Quelle que soit d'ailleurs la méthode de travail adoptée au V^e Congrès, nous espérons que cette brochure facilitera le travail des communistes français. En tout cas, elle restera un document indispensable pour comprendre le travail doctrinal de l'Internationale Communiste.

Le Programme du Parti Communiste Russe (Bolchevik)

La Révolution russe d'octobre (25 octobre-7 novembre 1917) a réalisé la dictature du prolétariat. Ce dernier a commencé, avec l'appui de l'élément le plus pauvre de la classe paysanne ou du demi-prolétariat, à poser les bases de la société communiste. Les progrès de la révolution en Allemagne et en Autriche-Hongrie, le développement du mouvement révolutionnaire du prolétariat dans tous les pays avancés, la diffusion de la forme soviétiste revêtue par ce mouvement, tendant directement à la réalisation de la dictature du prolétariat, tout cela a montré que l'ère de la révolution prolétarienne communiste a vraiment commencé dans le monde entier.

Cette révolution est apparue comme le résultat inévitable du développement du capitalisme, actuellement dominant dans la majorité des pays civilisés. Dans notre ancien programme, la nature du capitalisme et de la société bourgeoise a été justement caractérisée, abstraction faite de la dénomination inexacte de « social-démocrate » que portait alors le Parti, dans les termes suivants :

La particularité principale d'une telle société réside dans l'organisation de la production sur des bases capitalistes : sous ce régime, la partie la plus importante et la plus considérable des moyens de production et de circulation appartient à une classe composée d'un petit nombre d'individus, tandis que l'énorme majorité de la population se compose de prolétaires et de demi-prolétaires que leur situation économique oblige, d'une façon constante ou périodique, à vendre leur force de travail, c'est-à-dire à

devenir les salariés des capitalistes et à créer par leur labeur le revenu des classes supérieures de la société.

Le domaine sur lequel règne ce régime capitaliste de la production s'élargit de plus en plus en fonction du constant perfectionnement de la technique, qui, augmentant l'importance économique des grosses entreprises, conduit peu à peu à la suppression des petits producteurs autonomes, dont une partie se change en prolétaires et dont les autres voient leur rôle dans la vie sociale et économique se réduire au point de tomber par endroits, d'une façon plus ou moins complète, plus ou moins évidente, plus ou moins pénible, sous la dépendance du capital.

Ce même progrès technique donne, en outre, aux entrepreneurs la possibilité d'employer, dans des proportions toujours plus grandes, le travail des femmes et des enfants, dans le processus de la production et de la circulation des marchandises. Et comme, d'autre part, il conduit à une diminution relative du besoin qu'ont les entrepreneurs de travail humain, la demande de main-d'œuvre devient nécessairement inférieure à l'offre, ce qui a pour conséquence d'augmenter la dépendance du travail salarié vis-à-vis du capital et d'élever le niveau de son exploitation.

L'état de choses ainsi décrit à l'intérieur des pays bourgeois, ainsi que leur concurrence toujours plus âpre sur le marché mondial rendent de plus en plus difficile l'écoulement des produits, fabriqués en quantité toujours croissante. La surproduction qui se traduit par des crises industrielles plus ou moins aiguës, que suivent des périodes plus ou moins prolongées de marasme dans l'industrie, apparaît comme la conséquence fatale du développement des forces de production dans la société bourgeoise. Les crises et les périodes de marasme, à leur tour, ruinent encore davantage les petits producteurs, en augmentant encore plus la dépendance du travail salarié vis-à-vis du capital, amènent encore plus vite à l'empirement relatif, parfois même absolu, de la situation de la classe ouvrière.

Aussi, le perfectionnement de la technique, qui signifie l'augmentation de la productivité du travail et l'accroissement de la richesse publique, entraîne nécessairement, dans la société bourgeoise, un accroissement de l'inégalité sociale, un agrandissement de la distance qui sépare les possédants des non possédants, et pour des couches toujours plus larges des masses laborieuses, une augmentation

de l'incertitude de leurs moyens d'existence, du chômage et des privations de toutes sortes.

Mais, à mesure que croissent et se développent ces antithèses propres à la société bourgeoise, croît également le mécontentement de la masse des travailleurs et des exploités contre l'ordre de choses existant. De même croît le nombre et la cohésion des prolétaires, et s'accentue la lutte entre eux et leurs exploiteurs. En même temps, le perfectionnment de la technique, qui concentre les moyens de production et de circulation et socialise les processus du travail dans les entreprises capitalistes, crée avec une rapidité sans cesse croissante les conditions matérielles nécessaires au remplacement du régime capitaliste de la production par un régime communiste, c'est-à-dire à la révolution sociale, qui est le but final de toute l'activité du Parti communiste international, expression consciente du mouvement de classe.

Après avoir remplacé la propriété privée sur les moyens de production et de circulation par la propriété publique et institué peu à peu une organisation méthodique de la production sociale capable d'assurer le bien-être et le développement, sous tous les rapports, de tous les membres de la société, la révolution sociale du prolétariat supprimera la division de la société en classes et, par là même, affranchira toute l'humanité opprimée, en mettant fin à tous les modes d'exploitation d'une partie de la société par l'autre.

La condition nécessaire de cette révolution sociale est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la conquête par le prolétariat d'un pouvoir politique tel, qu'il lui permette d'écraser toute résistance de la part des exploiteurs. En se proposant comme but de rendre le prolétariat capable d'accomplir sa grande mission historique, le Parti communiste international l'organise en parti politique autonome, opposé à tous les partis bourgeois, dirige toutes les manifestations de sa lutte de classe, lui révèle l'antagonisme inconciliable existant entre les intérêts des exploiteurs et ceux des exploités, et lui explique la portée historique et les conditions nécessaires de la révolution sociale prochaine. En même temps, il découvre à tout le reste de la masse des travailleurs et des exploités leur situation sans espoir dans la société capitaliste et la nécessité de la révolution sociale pour les affranchir du joug du capital. Le parti de la classe ouvrière, le Parti communiste, appelle dans ses rangs toutes

les couches de la population laborieuse et exploitée, pour autant qu'elles acceptent le point de vue du prolétariat.

Le processus de la concentration et de la centralisation du capital, en supprimant la libre concurrence, a abouti, au début du xx^e siècle, à la création de puissants monopoles capitalistes — syndicats, cartels, trusts — qui ont acquis une importance décisive dans la vie économique entière. Il a amené également la fusion du capital bancaire avec le capital industriel, parvenu au point extrême de concentration, et une exportation intensive du capital dans des pays étrangers. Les trusts, en englobant des groupements entiers de puissances capitalistes, ont commencé le partage économique du monde, déjà partagé, territorialement, entre les pays les plus riches. C'est cette époque du capital financier, exaspérant fatalement la lutte entre les Etats capitalistes, qui constitue l'époque de l'impérialisme.

De là résultent inévitablement les guerres impérialistes, guerres pour les marchés d'écoulement des produits, pour les sphères d'influence du capital, pour les matières premières et la main-d'œuvre, c'est-à-dire pour l'hégémonie mondiale et pour l'assujettissement des peuples, petits et faibles. Telle est bien, en effet, la première grande guerre impérialiste, celle de 1914-1918.

Le niveau extrêmement élevé qu'a atteint le développement du capitalisme mondial en général ; la substitution à la libre concurrence du monopolisme capitaliste d'Etat ; la préparation par les banques, ainsi que par les syndicats de capitalistes, d'un appareil permettant la régularisation par la société de la production et de la distribution des produits ; puis, tous phénomènes en rapport direct avec l'extension des monopoles capitalistes, l'augmentation du prix de la vie et l'oppression de la classe ouvrière par les syndicats patronaux, l'asservissement de cette classe par l'Etat impérialiste et les difficultés gigantesques de la lutte économique et politique du prolétariat ; enfin, les horreurs, les ruines, les calamités issues de la guerre impérialiste, tout cela a rendu inévitable la faillite du capitalisme et le passage à un type supérieur d'organisation économique et sociale.

La guerre impérialiste, non seulement n'a pas pu se terminer par une paix équitable, mais même, d'une façon générale, par la conclusion, entre les Etats bourgeois, d'une paix tant soit peu stable. Au degré de développement que la guerre atteint par le capitalisme, elle s'est transformée

et se transforme infailliblement sous nos yeux en guerre civile des masses laborieuses exploitées, ayant à leur tête le prolétariat, contre la bourgeoisie.

La pression croissante du prolétariat, et surtout ses victoires dans certains pays, renforcent la résistance des exploiteurs et provoquent de leur part la création de nouvelles formes d'associations internationales de capitalistes (Ligue des Nations, etc.) qui, en organisant à une échelle mondiale l'exploitation systématique de tous les peuples de la terre, dirigent leurs efforts immédiats vers l'écrasement direct des mouvements révolutionnaires du prolétariat dans tous les pays.

Tout cela conduit infailliblement à combiner, avec la guerre civile à l'intérieur des différents Etats, les guerres révolutionnaires, tant des pays prolétariens obligés de se défendre, que des peuples opprimés secouant le joug des puissances impérialistes.

Dans ces conditions, les formules du pacifisme : désarmement universel sous le régime capitaliste, tribunaux d'arbitrage, etc., apparaissent non seulement comme une utopie réactionnaire, mais encore comme une véritable duperie des travailleurs, tendant à désarmer le prolétariat et à le distraire de sa tâche, qui est le désarmement des exploiteurs.

Seule, la révolution prolétarienne communiste peut faire sortir l'humanité de l'impasse créée par l'impérialisme et les guerres impérialistes. En dépit des difficultés et des échecs qui peuvent atteindre la révolution, en dépit des vagues momentanées de la contre-révolution, la victoire définitive du prolétariat est fatale.

Cette victoire de la révolution prolétarienne dans le monde exige, de la part de la classe ouvrière dans les pays avancés, la confiance la plus absolue, l'union fraternelle la plus étroite et l'unité la plus grande possible dans l'action révolutionnaire.

Ces conditions ne sont pas réalisables sans rupture décisive de principe et sans lutte implacable avec cette réformation bourgeoise du socialisme qui a triomphé dans les couches supérieures des partis social-démocrates et socialistes officiels.

Cette déformation revêt, d'une part, la forme de « l'opportunisme » et du « social-chauvinisme », socialisme en paroles, chauvinisme en fait, qui masque, sous la formule fausse de la défense de la patrie, la défense des intérêts

rapaces de la bourgeoisie nationale. Ce phénomène général s'est manifesté pendant la guerre impérialiste de 1914-1918. Cette première tendance provient de ce que, dans les pays capitalistes avancés, le pillage des colonies et des peuples faibles permet à la bourgeoisie, avec le surplus de bénéfices ainsi obtenus, de placer dans une situation privilégiée et d'acheter de cette façon les couches supérieures du prolétariat, de leur assurer, en temps de paix, une existence supportable de petits bourgeois et de prendre à son service les chefs de ces couches. Les opportunistes et les social-patriotes, devenus les serviteurs de la bourgeoisie, apparaissent comme les ennemis directs du prolétariat, en particulier aujourd'hui, qu'alliés aux capitalistes, ils répriment par les armes le mouvement révolutionnaire du prolétariat, aussi bien dans les autres pays que dans le leur propre.

La déformation bourgeoise du socialisme revêt, d'autre part, la forme centriste, tendance qu'on observe également dans tous les pays capitalistes et qui oscille entre le social-patriotisme et le communisme, mais conserve son union organique avec la première et tente de ressusciter la IIe Internationale après sa faillite.

Le seul guide du prolétariat dans sa lutte pour l'émancipation est la nouvelle, la IIIe Internationale Communiste, dont le Parti communiste russe est une des sections. Cette Internationale a été créée en fait par la constitution dans une série de pays et, en particulier, en Allemagne, de partis communistes comprenant les éléments véritablement prolétariens des anciens partis socialistes ; elle a été fondée en droit, en mars 1919, lors de son premier Congrès, tenu à Moscou. L'Internationale Communiste, qui recueille les sympathies sans cesse croissantes des masses prolétariennes de tous les pays, ne se borne pas à revenir au marxisme par sa dénomination ; par tout son contenu doctrinal et politique, par tous ses actes, elle réalise l'enseignement révolutionnaire de Marx, purifié de toutes les déformations de l'opportunisme bourgeois.

Pour développer d'une façon plus concrète le rôle de la dictature du prolétariat appliquée à la Russie, dont la caractéristique essentielle est la prédominance numérique des couches petites-bourgeoises, le Parti communiste russe définit ce rôle comme il suit :

La Politique générale

1. La république bourgeoise, même la plus démocratique, a beau se couvrir des principes sacrés de la volonté populaire universelle, nationale, en dehors de toute considération de classes : elle est toujours inévitablement demeurée en fait, par suite de la persistance de la propriété privée sur la terre et les autres moyens de production, la dictature de la bourgeoisie, c'est-à-dire une machine permettant à une poignée de capitalistes d'exploiter et d'opprimer l'immense majorité des travailleurs.

Au contraire, la démocratie prolétarienne ou soviétiste a fait des organisations groupant précisément les masses des classes opprimées par le capitalisme, prolétaires et paysans les plus pauvres ou demi-prolétaires, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, la base constante et unique de tout l'appareil étatique, local et central, depuis le bas jusqu'en haut. Par là-même, l'Etat soviétiste a réalisé, entre autres, dans des proportions incomparablement plus grandes que nulle part ailleurs, le « self-government » local et régional, sans aucune autorité nommée d'en haut.

La tâche du Parti consiste à travailler inlassablement à la mise en pratique effective et complète de ce type supérieur de démocratie, qui exige pour son fonctionnement régulier une constante élévation du niveau de culture, de l'organisation et de l'esprit d'initiative des masses.

2. A l'inverse de la démocratie bourgeoise, qui dissimule le caractère de classe de l'Etat bourgeois, le pouvoir soviétiste reconnaît ouvertement le caractère de classe que porte inévitablement tout Etat, tant que n'a pas disparu complètement la division de la société en classes et en même temps tout pouvoir étatique. L'Etat soviétiste, par son essence même, tend à réprimer la résistance des exploiteurs, et la Constitution soviétiste, partant de ce fait que toute liberté est une duperie si elle empêche le travail de s'affranchir du joug du capital, n'hésite pas à enlever aux exploiteurs les droits politiques.

La tâche du Parti du prolétariat consiste à continuer sans faiblir d'écraser la résistance des exploiteurs, à combattre par sa propagande les préjugés profondément enracinés sur la valeur absolue des droits et libertés de l'idéologie bourgeoise et à expliquer en même temps que la

privation des droits politiques et toutes autres restrictions de liberté sont nécessaires exclusivement à titre de mesures temporaires pour lutter contre les tentatives des exploiteurs, pour défendre ou rétablir leurs privilèges. Au fur et à mesure que disparaîtront les circonstances de fait qui rendent possible l'exploitation de l'homme par l'homme, disparaîtra aussi la nécessité de ces mesures temporaires que le Parti s'efforcera de restreindre et ensuite d'abolir complètement.

3. La démocratie bourgeoise se bornait à étendre de façon purement formelle les droits et libertés politiques comme le droit de réunion, d'association, la liberté de la presse, à tous les citoyens également. Mais, en réalité, la pratique administrative et surtout l'esclavage économique des travailleurs a toujours placé ces derniers, sous le régime de la démocratie bourgeoise, dans l'impossibilité d'user tant soit peu largement de ces droits et libertés.

Au contraire, la démocratie prolétarienne, au lieu de faire une déclaration formelle des droits et libertés, les met en fait à la disposition avant tout et surtout de ces mêmes classes de la population qui étaient opprimées par le capitalisme, c'est-à-dire du prolétariat et de la classe paysanne. Dans ce but, le pouvoir des Soviets enlève à la bourgeoisie ses immeubles, ses imprimeries, ses stocks de papier, etc., pour les mettre à la complète disposition des travailleurs et de leurs organisations.

La tâche du Parti communiste russe consiste à faire jouir des droits et libertés démocratiques des masses toujours plus grandes de la population laborieuse et à multiplier les conditions matérielles qui rendent possible cette jouissance.

4. La démocratie bourgeoise a proclamé pendant des siècles l'égalité des individus, indépendamment du sexe, de la religion, de la race et de la nationalité ; mais nulle part le capitalisme n'a permis de réaliser en fait cette égalité, et, dans sa phase impérialiste, il a abouti à une oppression plus aiguë que jamais des races et des nationalités.

C'est seulement parce que le pouvoir des Soviets est le pouvoir des travailleurs qu'il a pu, pour la première fois au monde, réaliser jusqu'au bout cette égalité dans tous les domaines de la vie, jusques et y compris la complète suppression des derniers vestiges d'inégalité de la femme

dans le domaine du droit matrimonial, et, en général, du droit familial.

A l'heure actuelle, la tâche du parti est, avant tout, de travailler par la propagande et l'éducation à supprimer jusqu'à la racine tous les restes de l'inégalité et des préjugés d'autrefois, surtout parmi les couches arriérées du prolétariat et de la classe paysanne.

Loin de se borner pour la femme à une égalité formelle de droits, le parti tend à la libérer des charges matérielles d'une économie domestique désuète, en remplaçant cette dernière par les maisons communes, les repas en commun, les buanderies centrales, les crèches, etc.

5. En assurant aux masses laborieuses, à un degré incomparablement plus grand que la démocratie bourgeoise et le parlementarisme, la possibilité d'élire et de rappeler leurs députés de la façon la plus facile et la plus accessible aux ouvriers et aux paysans, le pouvoir des Soviets abolit en même temps les côtés négatifs du parlementarisme, en particulier la distinction des pouvoirs législatif et exécutif, l'absence de contact entre les institutions représentatives et les masses, etc.

L'Etat soviétiste rapproche l'appareil étatique des masses également par ce fait qu'il prend pour unité électorale et pour noyau fondamental de l'Etat, non plus une circonscription territoriale, mais une unité économique (usine, fabrique).

La tâche du parti consiste, en faisant converger tout son travail dans cette direction, à obtenir un rapprochement toujours plus parfait des organes du pouvoir et des masses laborieuses, grâce à la mise en pratique par ces masses, d'une façon toujours plus stricte et toujours plus complète, des principes démocratiques, en particulier de la responsabilité et du contrôle des fonctionnaires.

6. Tandis que la démocratie bourgeoise, contrairement à ses déclarations, en séparant l'armée des masses laborieuses et en la leur opposant, en interdisant aux soldats ou en entourant de difficultés l'exercice des droits politiques, a transformé l'armée en un instrument des classes possédantes, l'Etat soviétiste dans ses organes, dans ses Soviets, fond ensemble les ouvriers et les soldats sur la base de l'égalité complète de leurs droits et de l'identité de leurs intérêts.

La tâche du parti consiste à maintenir et à développer cette union des ouvriers et des soldats dans les Soviets,

et à fortifier le lien indissoluble qui existe entre la force armée et les organisations du prolétariat et du demi-prolétariat.

7. Le rôle directeur joué dans toute la révolution par le prolétariat industriel des villes en tant que partie la plus concentrée, la plus unie, la plus éclairée et la plus aguerrie des masses laborieuses, s'est manifesté tant au moment de l'apparition même des Soviets que dans le cours du développement qui a fait d'eux les organes du pouvoir. Notre Constitution soviétiste a reflété cet état de choses, en conservant un certain privilège au prolétariat des villes comparativement aux masses petites-bourgeoises et moins cohérentes des campagnes.

Le Parti communiste russe, en expliquant le caractère temporaire de ces privilèges liés historiquement aux difficultés de l'organisation socialiste de la campagne, doit tendre à mettre à profit constamment et systématiquement cette situation du prolétariat industriel pour faire contre-poids aux intérêts étroits d'atelier et de corporation développés par le capitalisme parmi les ouvriers et pour unir plus étroitement à l'avant-garde ouvrière les masses plus arriérées et moins cohérentes des prolétaires et demi-prolétaires des campagnes, ainsi que la classe paysanne moyenne.

8. Ce n'est que grâce à l'organisation soviétiste de l'Etat que la révolution du prolétariat a pu, d'un seul coup, briser et démolir jusqu'à la base le vieil appareil étatique bourgeois, administratif et judiciaire. Cependant, le degré de culture insuffisamment élevé des masses, l'absence de l'expérience nécessaire des affaires d'administration chez les travailleurs portés par la masse à des postes considérables, la nécessité de faire un appel hâtif dans des conditions difficiles aux spécialistes de l'ancienne école, et le prélèvement de la couche la plus développée des ouvriers des villes pour les besoins de l'armée, ont abouti à une renaissance partielle de la bureaucratie au sein du régime soviétiste.

Décidé à faire une guerre acharnée à la bureaucratie, le Parti communiste russe préconise pour la complète suppression de ce mal, les mesures suivantes : 1° Obligation pour tout membre d'un Soviet d'effectuer un travail déterminé dans l'administration de l'Etat ; 2° Variation méthodique de ces travaux, de sorte qu'ils embrassent progressivement toutes les branches de l'administration ;

3° Participation progressive de toute la population laborieuse, sans exception, au travail de l'administration de l'Etat.

La complète réalisation de toutes ces mesures sous tous leurs aspects, progrès dans la voie ouverte par la Commune de Paris, et la simplification des fonctions administratives avec l'élévation du niveau de culture des travailleurs, conduisent à la suppression du pouvoir étatique.

Les Rapports entre Nationalités

9. Dans la question nationale, le Parti communiste russe se guide d'après les principes suivants :

a) A la base est placée une politique tendant à rapprocher les prolétaires et demi-prolétaires des diverses nationalités, en vue de la lutte révolutionnaire commune pour le renversement des propriétaires et de la bourgeoisie.

b) Afin de triompher de la méfiance des masses laborieuses des pays opprimés envers le prolétariat des Etats oppresseurs, il faut anéantir tous les privilèges de toutes sortes et tous les groupes nationaux quels qu'ils soient, instituer une complète égalité entre les nations, reconnaître aux colonies et aux nations tenues en tutelle le droit de se séparer des autres Etats ;

c) Dans la même intention, le parti propose comme une des formes transitoires tendant à l'unification complète, l'union fédérative des Etats organisés sur le type soviétiste ;

d) Pour savoir qui est qualifié pour exprimer la volonté de séparation d'une nation, le Parti communiste russe, se plaçant au point de vue de l'histoire et des classes, tient compte du degré de développement historique atteint par cette nation sur la voie du régime féodal vers la démocratie soviétiste ou prolétarienne, etc...

En tout cas, il faut de la part du prolétariat des nations qui apparaissaient comme des nations oppresseuses, une prudence particulière et une attention spéciale envers les survivances de sentiments nationaux des masses laborieuses des nations opprimées ou tenues en tutelle. Seule, une telle politique peut créer les conditions nécessaires à l'union réellement solide et volontaire des éléments nationaux divers du prolétariat international, ainsi

que l'a démontré l'expérience du groupement d'une série de républiques soviétistes nationales autour de la Russie soviétiste.

Le Domaine militaire

10. Dans le domaine militaire, le programme du Parti est déterminé par les points de vue fondamentaux suivants :

a) A l'époque de la dissolution de l'impérialisme et de l'extension de la guerre civile, il est également impossible de conserver l'ancienne armée et d'en construire une nouvelle sur la base nationale, en dehors des considérations de classe. L'armée rouge, comme instrument de la dictature du prolétariat doit, nécessairement, avoir un caractère de classe bien net, c'est-à-dire être recrutée exclusivement dans le prolétariat et les couches voisines du demi-prolétariat paysan. C'est seulement à la suite de la suppression des classes que cette armée de classe se changera en une milice nationale socialiste ;

b) La plus large instruction militaire de tous les prolétaires et demi-prolétaires est une nécessité absolue, de même que l'enseignement dans les écoles des matières correspondantes ;

c) L'instruction et l'éducation militaires de l'armée rouge se font conformément aux principes de la cohésion de classe et de la formation socialiste. C'est pourquoi sont indispensables, à côté des chefs militaires, des commissaires politiques, communistes sûrs et dévoués, ainsi que dans chaque unité, des cellules communistes assurant la cohésion morale intérieure et la discipline consciente ;

d) Par opposition à l'ordre de choses en vigueur dans l'ancienne armée, il faut réduire au minimum le temps du dressage en caserne, faire autant que possible de la caserne une espèce d'école militaire ou politico-militaire, établir des liens aussi étroits que possible entre les formations militaires et les usines, syndicats, organisations de paysans pauvres ;

e) Le seul moyen de donner à la jeune armée révolutionnaire la cohésion organique et la solidité est de tirer le commandement, au moins pour commencer, le bas commandement, du sein des ouvriers et des paysans conscients. C'est pourquoi la préparation au commandement des soldats les plus capables, les plus énergiques et les plus dévoués à la cause du socialisme est un des problèmes les plus graves de la création de l'armée ;

f) Il faut utiliser le plus largement possible et appliquer les leçons techniques et tactiques de la dernière guerre mondiale. Par suite, il faut employer à l'organisation de l'armée et à la direction de ses opérations les spécialistes militaires formés à l'école de l'ancienne armée. D'autre part, la condition nécessaire de l'emploi des spécialistes est la remise de toute la direction politique de l'armée et d'un contrôle absolu sur le personnel de commandement entre les mains de la classe ouvrière ;

g) L'élection des chefs, réclamée comme un principe d'une importance considérable quant à l'armée bourgeoise, où le commandement était trié et éduqué comme un appareil destiné à assurer la domination de la classe bourgeoise sur les soldats et, par eux, sur les masses laborieuses, perd toute valeur absolue quant à l'armée rouge de la classe ouvrière et paysanne. Une combinaison de l'élection et de la nomination peut être dictée à l'armée de classe révolutionnaire par des considérations exclusivement pratiques et dépend du niveau atteint dans sa formation, du degré de cohésion des unités, des cadres disponibles et autres considérations semblables.

Le Domaine judiciaire

11. Après s'être emparée de tout le pouvoir, après avoir aboli, sans exception, les organes de la domination bourgeoise qu'étaient les tribunaux de l'ancien régime, la démocratie prolétarienne, rejetant la formule de la démocratie bourgeoise sur « l'élection des juges par la nation », lança la devise de classe de « l'élection des juges par les travailleurs seuls et dans leur sein ». Elle a pratiqué ce principe dans toute l'organisation judiciaire, réalisant en outre l'égalité complète des deux sexes, soit pour l'élection des juges, soit dans l'exercice de ces fonctions.

Afin de faire participer aux fonctions judiciaires la plus grande partie possible des masses prolétariennes et paysannes pauvres, le gouvernement soviétiste a décrété l'entrée dans les tribunaux de juges temporaires ou jurés constamment renouvelés et dont les listes sont établies par les organisations ouvrières, syndicats, etc.

Le pouvoir des Soviets a créé un Tribunal populaire

unique, au lieu du nombre infini des anciens tribunaux de toutes sortes avec leurs multiples instances. Il a, en outre, simplifié la procédure, rendue absolument accessible à la population, et supprimé tous les retards dans l'examen des affaires.

Le pouvoir des Soviets ayant aboli les lois des gouvernements déchus, a confié aux juges élus par les Soviets la mission de réaliser la volonté du prolétariat en appliquant ses décrets, ou bien, au cas où le décret sur la matière n'existerait pas ou serait incomplet, en se guidant d'après leur conscience socialiste.

Dans le domaine pénal, les tribunaux ainsi organisés ont déjà conduit à un changement radical dans le caractère de la peine, réalisant dans une large mesure la condamnation conditionnelle, introduisant parmi les mesures de répression le blâme public, remplaçant la privation de liberté par le travail obligatoire n'entraînant pas cette privation, remplaçant les prisons par des établissements d'éducation et permettant la pratique du jugement de chacun par ses camarades..

Le Parti communiste russe, préconisant le développement ultérieur du système judiciaire sur les mêmes bases, doit tendre à ce que toute la population laborieuse, sans exception, soit amenée à exercer les fonctions de juges et à ce que le système pénal soit définitivement remplacé par un système de mesures de caractère éducatif.

L'Instruction publique

12. Dans le domaine de l'instruction publique, le Parti communiste russe se propose de mener à bonne fin l'œuvre commencée lors de la révolution d'octobre 1917 pour faire de l'école, instrument de domination pour la classe bourgeoise, un instrument capable de détruire complètement la division de la société en classes, et de régénérer la société sur des bases communistes.

Dans la période de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire dans la période où se préparent les conditions qui rendent possible la réalisation complète du communisme, l'école doit être non seulement un système de propagande des principes communistes en général, mais encore un moyen pour le prolétariat d'étendre son influence morale, éducatrice, sur les couches demi-prolétariennes ou non prolétariennes des masses travailleuses, afin d'élever une génération capable d'instituer définitivement le communisme.

Dans cette voie, le but prochain est, à l'heure actuelle, le développement des principes suivants, déjà mis par le pouvoir des Soviets à la base de son œuvre sociale et éducatrice :

a) Enseignement gratuit et obligatoire, général et polytechnique, c'est-à-dire familiarisant l'élève avec la théorie et la pratique de toutes les branches principales de la production, pour tous les enfants des deux sexes, jusqu'à 17 ans ;

b) Création d'un réseau d'institutions pré-scolaires (crèches, jardins, foyers, etc.) dans le but d'améliorer l'éducation sociale et d'affranchir la femme de son servage ;

c) Mise en pratique de tous les principes de l'école manuelle unique, enseignement mixte dans leur langue maternelle pour tous les enfants des deux sexes ; absolue laïcité, c'est-à-dire indépendance de toute influence religieuse ; liaison étroite entre l'enseignement et le travail socialement producteur ; formation pour la société communiste de membres développés sous tous les rapports ;

d) Fourniture à tous les élèves de nourriture, de vêtements, chaussures et matériel d'enseignement aux frais de l'Etat ;

e) Préparation de cadres de nouveaux maîtres, pénétrés de l'idéal communiste ;

f) Participation active de la population laborieuse à l'enseignement public (développement des « Conseils d'instruction publique », mise à la disposition de l'Etat de tous les citoyens ayant une instruction primaire, etc.) ;

g) Soutien le plus complet possible accordé par le pouvoir des Soviets aux ouvriers et paysans désirant s'instruire et se développer (création d'un réseau d'établissements spéciaux : bibliothèques, écoles d'adultes, maisons du peuple, universités populaires, cours, conférences, cinématographes, etc.) ;

h) Large développement de l'éducation professionnelle pour les jeunes gens, à partir de 17 ans, en concordance avec leurs connaissances techniques générales ;

i) Accès largement ouvert dans les amphithéâtres des écoles supérieures à tous ceux qui désirent apprendre, et avant tout aux ouvriers ; appel aux fonctions de l'enseignement supérieur de tous ceux qui sont capables d'y enseigner ; suppression des barrières artificielles de toutes

sortes existant entre les forces scientifiques vives et la chaire ; fourniture aux étudiants de moyens matériels, afin de mettre réellement les prolétaires et les paysans en état de fréquenter les écoles supérieures ;

j) Il faut également ouvrir et rendre accessibles aux travailleurs tous les trésors d'art créés sous le régime de l'exploitation de leur travail et se trouvant jusqu'à ce jour à la disposition exclusive des exploiteurs ;

k) Développement de la plus large propagande de l'idéal communiste et utilisation, dans cette intention, de l'appareil et des ressources du pouvoir gouvernemental.

Rapports religieux

13. Par rapport à la religion, le Parti communiste russe ne se déclare pas satisfait de la séparation déjà décrétée de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'Ecole, mesures déjà inscrites au programme de la démocratie bourgeoise, qui ne les a nulle part au monde réalisées jusqu'au bout, à cause des liens multiples existant de fait entre le capital et la propagande religieuse.

Le Parti prend pour guide sa conviction que, seules, une systématisation et une conscience parfaites introduites dans toute la vie économique et sociale des masses entraîneront la complète disparition des préjugés religieux. Il tend à briser complètement le lien existant entre les classes exploitantes et l'organisation de la propagande religieuse. Il aide les masses laborieuses à se libérer réellement des préjugés religieux, et mène pour cela la plus large propagande d'instruction scientifique et antireligieuse. Dans cette tâche, il faut éviter soigneusement toute offense aux sentiments des croyants, dont le seul résultat serait de renforcer le fanatisme religieux.

Rapports économiques

1. Continuer fermement et mener à leur terme l'expropriation de la bourgeoisie déjà commencée et terminée dans les points essentiels et fondamentaux, ainsi que le passage des moyens de production et de circulation en la propriété de la République soviétiste, c'est-à-dire en la propriété commune de tous les travailleurs.

2. Se proposer comme but principal et fondamental, déterminant toute la politique économique du gouvernement soviétiste, l'élévation aussi grande que possible des forces productives du pays. Etant donné l'état de désorganisation extrême traversé par le pays, se donner comme but pratique l'augmentation immédiate et à tout prix de la quantité des produits les plus indispensables à la population. A cela, doit être subordonné tout le reste. Aux résultats pratiques obtenus dans ce sens devra se mesurer l'efficacité du travail de toute institution soviétiste ayant quelque rapport avec l'économie nationale.

A ce sujet, il est indispensable d'attirer l'attention en premier lieu sur ce qui suit :

3. La dissolution du régime économique impérialiste a laissé en héritage à la première période de construction soviétiste un certain état chaotique dans l'organisation et la direction de la production. Il n'en découle qu'avec plus de nécessité le triple programme suivant : coordination maximum de toute l'activité économique du pays selon un plan général unique ; centralisation maximum de la production obtenue à la fois par son organisation en branches d'industrie et en groupements de branches, par sa concentration dans les unités de production les meilleures et par la rapidité d'exécution des travaux économiques ; fonctionnement le plus satisfaisant possible de tout l'appareil de production, assurant l'utilisation rationnelle et la plus économique de toutes les ressources matérielles du pays.

A ce sujet, il est indispensable de songer à développer la collaboration économique et les liens politiques avec les autres peuples, en s'efforçant en même temps d'établir un plan économique unique avec ceux d'entre eux qui sont déjà passés au régime soviétiste.

4. En ce qui concerne la petite industrie et l'industrie rurale, il est indispensable de l'utiliser largement en remettant des commandes de l'Etat aux petits artisans ; il faut comprendre la petite industrie et l'industrie rurale dans le plan général d'approvisionnement du pays en matières premières et en combustible et, de même, la soutenir financièrement ; il faut pour cela que les artisans isolés, les ateliers ruraux, les coopératives de production et les petites entreprises se réunissent en unités industrielles et de production plus considérables ; il faut encourager ces groupements en leur accordant des avantages économiques tendant, de pair avec d'autres mesures, à paralyser la tendance des artisans à se changer en petits

industriels, et préparer une transition sans douleur de ces formes arriérées de la production à une grande industrie mécanique d'un type plus élevé.

5. L'appareil d'organisation de l'industrie socialiste doit s'appuyer au premier chef sur les unions professionnelles ; celles-ci doivent de plus en plus se libérer de l'étroitesse corporative et devenir de grands groupements de production embrassant d'abord la majorité des travailleurs, puis peu à peu, tous les travailleurs, sans exception, d'une branche donnée de la production.

Les unions professionnelles qui, déjà, conformément aux lois de la République soviétiste et à la pratique établie, participent à tous les organes locaux et centraux dirigeant l'industrie, doivent finalement réunir entre leurs mains toute la direction de l'économie nationale, comme un ensemble économique unique. Assurant de cette façon un lien indissoluble entre la direction centrale par l'Etat de l'économie nationale et la masse des travailleurs, les unions professionnelles doivent, dans la plus large mesure, amener ces derniers à prendre une part directe à la gestion de l'économie nationale. La participation des unions professionnelles à la politique économique et à l'accès préparé par elles de la masse ouvrière à cette politique, apparaissent en même temps comme le moyen principal de combattre la bureaucratisation de l'appareil économique du pouvoir des Soviets et donnent la possibilité d'établir un contrôle réel du peuple sur les résultats de la production.

6. Afin de développer méthodiquement la vie économique du pays, il faut utiliser au maximum toute la main-d'œuvre existante, la répartir régulièrement et modifier, le cas échéant, cette répartition, soit entre les diverses régions territoriales, soit entre les diverses branches de la vie économique du pouvoir des Soviets, but qui ne peut être réalisé par lui qu'en accord étroit avec les unions professionnelles. La mobilisation générale par le pouvoir des Soviets et les unions professionnelles de toute la population apte au travail, pour l'exécution de certains travaux d'utilité publique, doit être appliquée d'une façon incomparablement plus large et plus systématique que cela n'a été fait jusqu'à ce jour.

7. Dans l'état de dissolution actuelle de l'organisation capitaliste du travail, les forces productives du pays ne peuvent être restaurées et développées, le type socialiste

de la production ne peut être assis que grâce à la discipline volontaire des travailleurs, à leur initiative maximum, à l'éducation du sentiment de responsabilité et au plus sévère contrôle mutuel de la productivité du travail.

Ce but ne peut être atteint que par un travail acharné et systématique pour l'éducation des masses. Cette éducation est actuellement facilitée précisément dans la mesure où ces masses voient la suppression réelle du capitaliste, du propriétaire et du marchand, et acquièrent par leur propre expérience pratique la conviction que le niveau de leur bien-être dépend exclusivement du degré de discipline de leur propre travail.

Dans cette œuvre de création d'une nouvelle discipline socialiste, le rôle principal revient aux unions professionnelles. Ces dernières, rompant avec l'ancienne routine, doivent, pour réaliser ce but, appliquer et essayer en pratique des mesures variées, comme la présentation de comptes rendus, la fixation d'un minimum normal de production, la comparution de camarades ouvriers devant les tribunaux spéciaux, etc.

8. Le développement des forces productives exige l'utilisation immédiate, large et complète des spécialistes de la science et de la technique que nous a laissés en héritage le capitalisme. Bien que, dans la majorité des cas, ils soient inévitablement pénétrés d'idées et d'habitudes bourgeoises, le Parti estime que la période de lutte violente contre eux, suscitée par le sabotage en masse qu'ils avaient organisé, est terminée dès lors que ce sabotage est brisé dans son ensemble. Le Parti doit, en accord étroit avec les groupements professionnels, appliquer son ancienne ligne de conduite : d'une part, ne pas faire la moindre concession politique à la couche bourgeoise en question et écraser impitoyablement toute tentative contre-révolutionnaire de sa part, et, d'autre part, combattre avec la même inflexibilité le pseudo-radicalisme, fait en réalité de présomption et d'ignorance, selon lequel les travailleurs seraient en état de triompher du capitalisme et du régime bourgeois, sans avoir rien à apprendre des spécialistes bourgeois, sans les utiliser, sans s'imposer une longue pratique de travail à leurs côtés.

Tout en tendant à l'égalisation de la rémunération de tous les travaux et au parfait communisme, le pouvoir des Soviets ne peut se proposer comme but la réalisation immédiate de cette égalité dans la période actuelle, qui

constitue seulement les premiers pas dans le passage du capitalisme au communisme. C'est pourquoi il faut, pendant un certain temps encore, accorder une rémunération plus élevée aux spécialistes, afin qu'ils puissent travailler, non pas plus mal, mais mieux qu'auparavant ; de même, et pour le même but, il est impossible de renoncer au système de primes accordées aux travaux les plus réussis et spécialement aux travaux d'organisation.

Il faut également placer les spécialistes bourgeois dans des conditions leur permettant de travailler en camarades, la main dans la main, avec la masse des simples ouvriers, guidés par les communistes conscients, afin de favoriser la compréhension mutuelle et le rapprochement des travailleurs manuels et intellectuels séparés par le capitalisme.

9. Le pouvoir des Soviets a déjà adopté toute une série de mesures tendant à développer la science et la rapprocher de la production : création de tout un réseau de nouveaux instituts d'application scientifique, de laboratoires, de stations d'essais, de fabrications destinées à faire l'expérience de nouvelles méthodes techniques, perfectionnements, inventions, recensement et organisation de toutes les forces et ressources scientifiques, etc.

Le Parti communiste russe, en soutenant toutes ces mesures, s'efforce de les développer encore et de placer dans les conditions les plus favorables le travail scientifique tendant au relèvement des forces productives du pays.

L'Economie rurale

10. Le pouvoir des Soviets, après avoir réalisé la complète abolition de la propriété privée sur la terre, a déjà abordé la mise en pratique d'une série de mesures tendant à organiser la grande culture socialiste. Les plus importantes de ces mesures sont :

a) L'installation de domaines soviétistes, c'est-à-dire de grandes exploitations agricoles socialistes ;

b) Les encouragements accordés aux collectivités et sociétés pour la culture du sol en commun ;

c) L'ensemencement par l'Etat de toutes les terres non ensemencées, quel que soit leur détenteur ;

d) La mobilisation par l'Etat de toutes les forces agronomiques, pour assurer l'exécution de mesures énergiques tendant à élever le niveau des connaissances rurales ;

e) Les encouragements accordés aux communes agricoles, associations entièrement facultatives d'agriculture pour la culture en commun et en grand.

Le Parti communiste russe, voyant dans toutes ces mesures l'unique moyen d'obtenir l'accroissement absolument indispensable de la productivité du travail agricole, s'efforce de pousser le plus loin possible leur mise en pratique, de les étendre aux régions les plus retardataires du pays, et de continuer dans la suite dans cette même voie.

En particulier, le Parti communiste russe préconise :

a) L'encouragement intensif par l'Etat de la coopération rurale, quand celle-ci se consacre à l'élaboration des produits de l'économie rurale ;

b) Une large application des procédés d'amélioration du sol ;

c) Une large et méthodique distribution de matériel aux paysans pauvres et moyens, par l'intermédiaire des centres de location.

Prenant en considération que la petite exploitation paysanne existera encore longtemps, le Parti communiste russe s'efforce de mettre en pratique une série de mesures ayant pour but l'élévation de la productivité de l'exploitation paysanne. Ces mesures sont notamment :

a) Une répartition des plus judicieuses du sol entre les paysans (suppression des enclaves, des parcelles toutes en longueur, etc.) ;

b) La fourniture aux paysans de semences améliorées et d'engrais artificiels ;

c) L'amélioration des races de bétail ;

d) La vulgarisation des sciences agronomiques ;

e) L'envoi d'agronomes dans les campagnes ;

f) La constitution d'ateliers nationaux pour la réparation du matériel agricole des paysans ;

g) L'établissement de centres de locations, de stations d'essais, de champs de démonstrations, etc.;

h) L'amélioration des terres paysannes.

11. Etant donné que l'opposition existant entre la ville et les campagnes est une des causes les plus profondes du retard économique et moral de ces dernières, et que par là, dans une période de crise aussi profonde que la crise actuelle, la campagne comme la ville sont exposées à un péril immédiat de dégénérescence et de mort, le Parti communiste russe voit dans la suppression de cette

opposition un des points fondamentaux du travail de construction communiste. Outre les mesures générales prises, il est nécessaire d'appeler largement et systématiquement les ouvriers de l'industrie à collaborer à la construction communiste dans l'agriculture et de développer l'activité du « Comité Ouvrier de Collaboration » déjà institué dans ce but auprès du Commissariat d'Agriculture.

12. Dans tout son travail dans les campagnes, le Parti communiste russe s'appuie, comme auparavant sur les couches prolétariennes et demi-prolétariennes. Il les organise avant tout en une force indépendante, créant dans les villages des groupements communistes, des organisations de paysans pauvres, des associations professionnelles spéciales de prolétaires et demi-prolétaires de la campagne, etc.. en un mot, les rapprochant de toutes les façons du prolétariat des villes et les arrachant à l'influence de la bourgeoisie rurale et des intérêts propres au petit propriétaire.

Vis-à-vis des accapareurs de village, de la bourgeoisie rurale, la politique du Parti communiste russe consiste dans une lutte décidée contre leurs tendances exploitatrices, dans l'écrasement de leur résistance à la politique soviétiste.

Par rapport à la classe paysanne moyenne, la politique du Parti communiste russe consiste à l'amener progressivement et systématiquement à travailler à la construction socialiste. Le Parti se propose comme but de séparer cette classe des accapareurs de village, de l'attirer dans le camp de la classe ouvrière, en apportant un souci attentif à ses besoins, en luttant par l'idée, et non par des mesures de répression, contre ses préjugés retardataires, en s'efforçant, dans tous les cas où ses intérêts vitaux sont touchés, d'obtenir un accord pratique avec elle, en lui faisant des concessions dans le choix des modes d'application des réformes socialistes.

La Répartition

13. Dans le domaine de la répartition, le but du pouvoir des Soviets à l'heure actuelle consiste à poursuivre inflexiblement la substitution au commerce d'un appareil méthodique et organisé selon un plan gouvernemental unique, pour la répartition des produits. Le but est l'organisation de toute la population en un réseau unique de communes

de consommation, capables de réparfir avec le maximum de rapidité, de régularité, d'économie et le minimum de travail tous les produits nécessaires grâce à une stricte centralisation de tout l'appareil de répartition.

A la base des communes de consommation et de leurs fédérations, doivent être placés les organismes existants de la coopération nationale et de la coopération ouvrière, qui sont les groupements de consommateurs les plus importants et l'appareil de répartition globale le mieux préparé par l'histoire du capitalisme.

Le Parti communiste russe, considérant que la seule voie juste au point de vue des principes est le développement poussé jusqu'au communisme de l'appareil coopératif et non sa suppression, doit poursuivre systématiquement sa politique : obliger tous les membres du Parti à travailler dans les coopératives, diriger ces dernières, en usant également des unions professionnelles, dans l'esprit du communisme, développer l'initiative et la discipline de la population laborieuse groupée en coopératives, obtenir que les coopératives embrassent toute la population et que ces coopératives se fondent en une seule, embrassant du haut jusqu'en bas toute la Russie soviétiste ; enfin, chose principale, veiller à ce que l'influence dominante du prolétariat sur les autres classes de travailleurs soit constamment assurée, à ce que partout soient essayées et mises en pratique des mesures variées, facilitant et réalisant la transition des coopératives petites-bourgeoises de l'ancien type capitaliste aux communes de consommation dirigées par les prolétaires et les demi-prolétaires.

La Monnaie et la Banque

14. Evitant les erreurs de la Commune de Paris, le pouvoir des Soviets en Russie s'empara immédiatement de la Banque d'Etat, passa ensuite à la nationalisation des banques de commerce privées, procéda enfin à l'union des banques nationalisées, des caisses d'épargne et des trésoreries avec la Banque d'Etat. Il créait ainsi l'ossature d'une banque populaire de la Russie soviétiste et transformait la banque, centre de domination politique des exploiteurs, en un instrument du pouvoir ouvrier et en un levier de la révolution économique.

Se proposant comme but la continuation logique et

conséquente jusqu'à complet achèvement du travail commencé par le pouvoir des Soviets, le Parti communiste russe place au premier plan les principes suivants :

a) Monopolisation de toutes les opérations de banque entre les mains de l'Etat soviétiste ;

b) Transformation radicale et simplification de ces opérations, grâce à la transformation de l'appareil bancaire en un appareil d'enregistrement uniforme et de comptabilité générale de la République soviétique. L'organisation méthodique de l'économie nationale amènera peu à peu la suppression de la banque et sa transformation en un bureau central de comptabilité de la société communiste.

15. Au début de la période transitoire entre le capitalisme et le communisme, tant que la production et la répartition des produits ne sont pas complètement organisées selon le type communiste, la suppression des signes monétaires apparaît comme impossible. Dans cet état de choses, les éléments bourgeois de la population continuent à utiliser les signes monétaires demeurés leur propriété privée en vue de spéculation, de lucre et de spoliation des travailleurs. S'appuyant sur la nationalisation des banques, le Parti communiste russe s'efforcera de faire prendre des mesures pour élargir le domaine de l'échange direct et préparer l'abolition des signes monétaires : ainsi le dépôt obligatoire de la monnaie dans la Banque Populaire, l'institution de livrets-budgets, la substitution à la mounaie de chèques, de billets à court terme donnant droit de recevoir des produits, etc.

Système financier

16. A l'époque où commence la socialisation des moyens de production repris aux capitalistes, l'Etat cesse d'être un appareil parasite dominant le processus de production ; il commence à devenir une organisation remplissant directement les fonctions de directeur de la vie économique du pays, et, dans la même mesure, le budget de l'Etat devient le bilan de toute l'économie nationale dans son ensemble.

Dans ces conditions, la balance des revenus et dépenses n'est réalisable que si la production et la répartition des produits sont réglées par l'Etat, selon un plan systématique. En ce qui concerne les moyens de faire face

aux dépenses de l'Etat pendant la période de transition, le Parti communiste russe préconisera l'abandon du système de contributions levées sur les capitalistes, historiquement nécessaire et légitime dans les premiers temps de la révolution socialiste et l'adoption d'un impôt progressif sur le revenu et sur les biens. Et, dans la mesure où cet impôt se détruit par lui-même par suite de l'expropriation largement poursuivie des classes possédantes, les dépenses de l'Etat doivent être couvertes par la transformation directe d'une partie des revenus des différents monopoles d'Etat en revenus d'Etat.

Le Logement

17. Afin de résoudre la question du logement, devenue particulièrement aiguë pendant la guerre, le pouvoir des Soviets a complètement exproprié toutes les maisons des propriétaires capitalistes et les a remises aux Soviets des villes. Il a exécuté en grand l'installation des ouvriers des faubourgs dans les maisons bourgeoises, il a livré les meilleures de ces maisons aux organisations ouvrières, en prenant à la charge de l'Etat l'entretien de ces immeubles, il a commencé à fournir de meubles les familles ouvrières. etc,

Le programme du Parti communiste russe consiste, en continuant dans la même voie et sans porter atteinte aux intérêts de la propriété immobilière non capitaliste, à faire tous ses efforts pour améliorer les conditions de logement des masses laborieuses, pour supprimer l'encombrement et l'état sanitaire défectueux des anciens quartiers, pour abolir les locaux impropres au logement, pour réparer les anciennes maisons et en construire de nouvelles, répondant aux nouvelles conditions de vie des masses ouvrières, pour répartir de façon rationnelle le logement des travailleurs.

Protection du Travail et Assurance sociale

Avec l'établissement de la dictature du prolétariat est apparue, pour la première fois, la possibilité de réaliser entièrement le programme mmimum des partis socialistes dans le domaine de la protection du travail.

Le pouvoir des Soviets a fait passer dans la législation et consacré dans le « Code du Travail » : la journée

de 8 heures pour tous les travailleurs comme durée maximum du travail pour les individus âgés de plus de 18 ans ; pour les branches de production insalubres ainsi que pour les mineurs travaillant sous terre, limitation de la journée à 6 heures ; le repos hebdomadaire de 42 heures consécutives pour tous les travailleurs ; l'interdiction des heures supplémentaires en règle générale ; l'interdiction d'employer des enfants et adolescents de moins de 16 ans ; l'interdiction du travail de nuit, du travail dans les métiers particulièrement nuisibles à la santé, ainsi que des heures supplémentaires pour toutes les femmes et pour les hommes de moins de 18 ans ; l'exemption de tout travail pour les femmes, pendant huit semaines avant et huit semaines après l'accouchement, avec conservation de leur salaire entier pendant tout ce temps, secours médicaux et pharmaceutiques gratuits, et ensuite, repos d'au moins une demi-heure toutes les trois heures de travail pour nourrir l'enfant et allocation aux nourrices d'un secours complémentaire ; inspection du travail et inspection sanitaire élues par les conseils de syndicats professionnels.

Le pouvoir des Soviets a fait passer dans la loi la complète assurance sociale de tous les travailleurs n'exploitant pas le travail d'autrui contre toutes les formes de perte de la capacité de travail et, pour la première fois au monde, contre le chômage, aux frais des entrepreneurs et de l'Etat, en laissant aux assurés leur complète liberté d'administration et avec le large concours des unions professionnelles.

Bien plus, le pouvoir des Soviets a dépassé sous certains rapports le programme minimum. Il a institué dans ce même Code du Travail la participation des organisations ouvrières à la décision relative aux questions d'embauchage et de renvoi, le congé d'un mois payé pour tous les travailleurs au bout d'un an de travail sans interruption, la régularisation des salaires par l'Etat sur la base des tarifs élaborés par les unions professionnelles ; il a institué enfin des organes définis, des sections de répartition et d'enregistrement, de la main-d'œuvre des Soviets et des unions professionnelles, chargées de procurer des emplois aux sans-travail.

Mais l'extrême misère provoquée par la guerre et l'agression de l'impérialisme mondial ont obligé le pouvoir des Soviets a faire les dérogations suivantes : Admettre la pratique dans des cas exceptionnels des heures supplémentaires, pourvu qu'elles ne dépassent pas 50 jours par an ; autoriser le travail des adolescents de 14 à 16 ans, en limitant leur journée de travail à 4 heures ; accorder temporairement un congé de deux semaines au lieu d'un mois, et porter à 7 heures la durée du travail de nuit.

Le Parti communiste russe doit faire une large propagande en faveur d'une participation active des travailleurs eux-mêmes à la réalisation énergique de toutes les mesures concernant la protection du travail, et, dans ce but, il faut :

a) Hâter l'organisation et l'élargissement de l'inspection du travail, en choisissant et préparant à ces fonctions des travailleurs actifs sortis du sein des ouvriers eux-mêmes, ainsi que l'extension de cette inspection à la petite industrie et à l'industrie domestique ;

b) Etendre la production du travail à toutes les formes de travail (ouvriers du bâtiment, transports par voies d'eau et de terre, domestiques et ouvriers agricoles) ;

c) Enlever définitivement au travail les enfants et poursuivre la réduction de la journée de travail pour les adolescents.

En outre, le Parti communiste russe doit se proposer comme but :

a) Dans l'avenir, en corrélation avec l'augmentation générale de la productivité du travail, l'institution de la journée de 6 heures, sans diminution de salaire, avec l'obligation pour les travailleurs de consacrer deux heures, sans indemnité spéciale, à la théorie de leur métier et de la production, à l'étude pratique des procédés de l'administration gouvernementale et à l'art militaire ;

b) L'adoption d'un système d'encouragement récompensant toute augmentation de la productivité du travail.

Dans le domaine de l'assurance sociale, le Parti communiste russe s'efforce d'organiser une large assistance par l'Etat, non seulement des victimes de la guerre et des cataclysmes naturels, mais encore des victimes de l'anomalie des rapports sociaux. Il poursuit une lutte décisive contre les parasites et les fainéants de toute espèce et se donne pour but de ramener à une vie de travail tous ceux qui en ont été dévoyés.

Hygiène publique

A la base de son action dans le domaine de l'hygiène publique, le Parti communiste russe place avant tout l'adoption de larges mesures d'assainissement et de préservation tendant à prévenir le développement des maladies.

La dictature du prolétariat a déjà donné la possibilité de réaliser une série de mesures hygiéniques et médicales, irréalisables dans le cadre de la société bourgeoise : la nationalisation des pharmacies, des grosses entreprises médicales privées, des stations thermales, la mise au service de l'Etat des forces médicales, etc.

En corrélation avec ces mesures, le Parti communiste russe se donne pour but immédiat :

1. L'adoption décisive de larges mesures sanitaires en faveur des travailleurs, telles que :

a) L'assainissement des lieux habités (protection du sol, de l'eau et de l'air) ;

b) L'organisation de l'alimentation publique, conformément à la science et à l'hygiène ;

c) La prise de mesures destinées à prévenir le développement et la diffusion des maladies contagieuses ;

d) La création d'une législation sanitaire.

2. La lutte contre les maladies sociales (tuberculose, maladies vénériennes, alcoolisme, etc.).

3. La fourniture gratuite et pratique pour tous de secours médicaux et pharmaceutiques qualifiés.

Projet de Programme de l'Internationale Communiste

I. — L'esclavage capitaliste

Caractéristique générale du capitalisme comme système d'exploitation :

a) *Production pour le marché et la propriété individuelle ;*

b) *Monopole des moyens de production;*

c) *Le pouvoir étatique : organisation au service de la classe dominante, monopole de la force armée ;*

d) *Monopole de l'instruction ;*

e) *Salariat et exploitation du travail ;*

f) *L'ouvrier, esclave salarié.*

Actuellement, le globe presque tout entier se trouve sous la domination du capital.

Cette domination est basée sur la propriété individuelle et la production pour le marché, c'est-à-dire la production des marchandises. Le monopole des moyens de production ainsi que des moyens de répartition de ces marchandises, est aux mains d'un groupe infime de personnes, constituant la classe des capitalistes. Il assure à cette classe un pouvoir illimité sur des millions de prolétaires qui, privés de moyens de production, sont forcés de vendre leur force de travail. La bourgeoisie consolide sa domination économique par sa domination politique, à savoir par son organisation étatique qui met à sa disposition exclusive la force armée et tous les moyens de contrainte physique. En outre, elle consolide sa domination dans le domaine intellectuel par le monopole de l'instruction, qui se trouve tout entière aux mains des capitalistes. La classe ouvrière, qui constitue une majorité de plus en plus forte de la population, est ainsi une source inépuisable de profit pour la bourgeoisie qui exploite son travail. Pressurée écono-

miquement, opprimée au point de vue politique et intellectuel, elle est l'esclave du capital.

Contradiction interne du développement capitaliste :

Dans sa course après la plus-value, la bourgeoisie a été obligée de développer sans relâche les forces de production et d'étendre de plus en plus sa domination capitaliste. Mais elle n'a pu empêcher de se manifester, de plus en plus redoutables, les vices fondamentaux qui mènent fatalement le régime capitaliste à sa ruine.

a) *L'anarchie de la production, la concurrence, les crises ;*

La domination de la propriété individuelle engendre l'anarchie de la production qui, n'étant pas réglée par une force consciente, se développe aveuglément, sans système aucun. Cette anarchie trouve son expression : d'une part, dans la lutte acharnée que se livrent entre eux les différentes entreprises et les divers groupes d'entrepreneurs, dont la concurrence provoque un immense gaspillage de forces ; de l'autre, dans des crises périodiques, résultat inévitable du développement incohérent de la production, qui entraînent une destruction des forces productrices et réduisent au chômage des masses innombrables de prolétaires.

b) *La lutte de classes ;*

A l'anarchie de la production s'ajoutent les antagonismes de classes. Basée sur l'exploitation de l'immense majorité de la population par une infime minorité, la société capitaliste est divisée en deux camps hostiles et la lutte des classes remplit toute son histoire.

c) *La lutte du capitalisme pour l'hégémonie : les guerres :*

La lutte du capitalisme pour l'hégémonie détermine une forme particulière de concurrence entre les Etats capitalistes et trouve son expression finale dans les guerres qui, au même titre que les crises économiques et le chômage, sont un des attributs essentiels du capitalisme.

d) *La concentration du capital accuse les contradictions du capitalisme ;*

Basée sur le développement des forces de production, le progrès de l'économie capitaliste a pour conséquence obligée la suppression, par la concurrence, des forces économiques pré-capitalistes, la ruine d'une partie de la classe paysanne, la disparition graduelle des petits métiers, la défaite économique du petit et du moyen capital, la mise à sac et l'exploitation impitoyable des pays coloniaux. Ce processus engendre, d'une part, l'accumulation du capital et sa concentration entre les mains de quelques multimillionnaires, de l'autre, un accroissement formidable du prolétariat, qui se trempe à la dure école capitaliste et que toutes ses conditions de vie transforment en un ennemi mortel de la bourgeoisie et de l'ordre de choses bourgeois.

La concentration du capital et l'extension du régime capitaliste accusent de plus en plus, et dans un domaine toujours plus vaste, les vices fondamentaux du capitalisme. La concurrence entre les petits capitalistes ne cesse que pour faire place à la concurrence entre les grands ; elle s'apaise entre les grands capitalistes pour se réveiller entre des associations gigantesques de millionnaires et leurs gouvernements respectifs ; les crises embrassant une série de pays deviennent des crises mondiales ; les guerres locales font place à des guerres de coalitions et à des guerres mondiales ; la lutte de classes ne se borne pas aux actions éparses de groupes isolés d'ouvriers : elle devient une lutte nationale, et enfin la lutte internationale du prolétariat universel contre la bourgeoisie universelle.

e) *L'organisation des forces adverses :*

L'exaspération fatale des rapports entre les classes est accompagnée du groupement des forces de chacune des classes adverses. D'une part, la bourgeoisie capitaliste s'organise en associations ou ligues, consolide son pouvoir étatique, rassemble ses organisations en un bloc armé et menace, de

l'autre, la classe ouvrière unie et cimentée par le mécanisme même de la production capitaliste, crée des organisations puissantes, qui tôt ou tard se transforment en instruments de la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie et sa principale citadelle, le pouvoir étatique.

f) *L'effondrement inévitable du capitalisme ,*
g) *Les prémisses de la nouvelle société.*

Ainsi donc, le développement du capitalisme accentue inévitablement toutes ses contradictions internes jusqu'à rendre, en fin de compte, son existence impossible. Le prolétariat est la force vive qui renverse la puissance de la bourgeoisie ; secouant le joug millénaire sous lequel il est courbé, il anéantit le régime du capital et organise l'économie socialiste rationnelle, dont les prémisses ont été créées par le capitalisme lui-même. Les conditions qui rendent viable la nouvelle forme sociale appelée à succéder au capitalisme sont : la concentration des moyens de production ; le développement prodigieux de la technique capitaliste ; le travail collectif, incarné avant tout dans le prolétariat lui-même ; l'épanouissement de la science, fille du capitalisme ; l'extension des organisations ouvrières qui fourniront un premier noyau d'organisateurs à la nouvelle société.

La dernière étape du capitalisme :

Les dernières dizaines d'années de la domination du capital sont caractérisées par des traits spéciaux qui ont aggravé à l'extrême ses contradictions intérieures et provoqué la crise de la guerre mondiale de 1914.

a) *Le caractère mondial du capitalisme ,*

Le capitalisme est devenu mondial ; il est devenu la forme économique qui s'est assujetti toutes les autres formes sur toute la surface du globe.

b) *Le monopole, caractère du capitalisme contemporain ;*

A la place des innombrables entrepreneurs privés luttant les uns contre les autres et s'entre-dévorant par la concurrence ont surgi de formidables ligues de rois de l'industrie (syndicats et trusts), frappés à leur tour par les institutions bancaires.

Cette nouvelle forme du capital, où le capital bancaire fusionne avec le capital industriel, où, par l'intermédiaire des banques, la grande propriété foncière s'allie à la grosse industrie, où les vrais maîtres de l'heure sont une poignée d'individus monstrueusement riches, oligarchie financière quasi-héréditaire revêt un caractère monopolisateur nettement marqué. La libre concurrence qui avait remplacé le monopole féodal se transforme elle-même en monopole du capital financier.

c) *Les nouvelles formes et l'exaspération de la concurrence ;*

Cette organisation du capital, essentiellement monopolisatrice, unissant fréquemment des groupes de bourgeoisie appartenant à des domaines économiques différents, amène une transformation profonde des formes de concurrence. L'ancienne méthode consistant dans l'abaissement des prix fait place de plus en plus à la force brutale qui se manifeste à l'intérieur de chaque pays, par le boycottage et les autres formes de contrainte, dans les rapports internationaux, par l'établissement de tarifs protectionnistes élevés, par l'adoption de mesures prohibitives aboutissant à de véritables guerres douanières, et enfin par l'emploi de la force armée entre Etats rivaux. Deux faits principaux contribuent puissamment à exaspérer à l'extrême la concurrence économique internationale : d'une part, le partage des colonies entre les grands Etats capitalistes ; de l'autre, l'exportation sans cesse croissante du capital, d'où résulte inévitablement une tendance à l'occupation par la force du territoire sur lequel cette exportation est dirigée.

d) *L'Etat du capital financier : l'impérialisme, le militarisme ;*

Dans cette situation, l'Etat et sa force armée acquièrent pour la bourgeoisie une importance exceptionnelle. La politique du capital financier est essentiellement et au plus haut degré une politique de rapine qui, pour arriver à ses fins, doit recourir

à un développement monstrueux de l'armée, des flottes maritime et aérienne et de tous les moyens de destruction. Les progrès formidables du militarisme, à leur tour, sont une des raisons qui rendent la concurrence internationale encore plus aiguë et déterminent, en fin de compte, d'effroyables guerres d'extermination.

e) *Les centres d'oppression capitaliste : les Etats sans indépendance économique, les colonies ;*

La concentration du capital à l'échelle mondiale a amené ainsi la formation de puissants trusts capitalistes nationaux, de grandes puissances financières capitalistes, véritables centres mondiaux d'oppression capitaliste, de pillage, d'exploitation et d'asservissement pour des masses innombrables de prolétaires, de demi-prolétaires et de paysans. De ces grandes puissances dépendent directement ou indirectement les Etats bourgeois de second ordre qui vivent de leurs aumônes. Enfin, les colonies, qui comptent des centaines de millions de travailleurs exploités, sont devenues un champ de pillage pour les Etats capitalistes qui les ont asservies.

f) *Les forces anticapitalistes (classes ouvrières, colonies). Les freins (aristocratie ouvrière, social-démocratie, etc.) ;*

Contre les forces puissamment organisées du capital financier, deux forces principales se dressent : d'une part, les ouvriers des Etats capitalistes, de l'autre, les pays coloniaux courbés sous le joug du capital étranger. Mais cette tendance révolutionnaire fondamentale est temporairement paralysée par le fait qu'une partie importante du prolétariat européen et américain s'est laissé corrompre. Recevant du pillage des colonies et des pays semi-coloniaux une plus-value supplémentaire, la bourgeoisie des pays impérialistes en profite pour élever le salaire des ouvriers de la métropole, qu'elle intéresse ainsi à la spoliation des colonies et dont elle fait des serviteurs dévoués de la « patrie » impérialiste. Cette corruption systématique s'est particulièrement manifestée dans l'aristocratie ouvrière, chez les dirigeants de la

g) *L'exaspération des antagonismes et la guerre de 1914, début de l'effondrement du capitalisme.*

classe ouvrière, dans la social-démocratie et les syndicats, transformés en instruments dociles de la bourgeoisie.

L'acuité de la rivalité pour les colonies entre les grandes puissances capitalistes a déchaîné la guerre mondiale de 1914. Cette guerre a ébranlé à tel point les bases de l'économie capitaliste, elle a tellement aggravé la situation de la classe ouvrière, détruit tant d'illusions impérialistes au sein du prolétariat, qu'elle a ouvert une nouvelle ère : celle de la désagrégation du régime économique capitaliste.

Les conséquences de la guerre et le commencement de l'écroulement du capitalisme :

a) *Les dépenses de guerre et la destruction des forces de production ;*

La guerre de 1914-1918 a entraîné une destruction des forces de production sans exemple dans l'histoire ; une immense quantité de moyens de production et la main-d'œuvre humaine la plus productive ont été anéanties ; en outre, une grande partie des forces vives ayant été affectées à la fabrication de produits sans valeur de consommation, il en est résulté une dépense d'énergie inutile et une perte considérable de richesses. Les efforts des trusts capitalistes nationaux, pour compenser ce gaspillage par le perfectionnement des forces d'organisation (subordination des ligues d'entrepreneurs privés à l'Etat, autrement dit capitalisme d'Etat), n'ont fait qu'intensifier la lutte entre les Etats.

b) *La désorganisation de la circulation internationale ;*

La désorganisation de la circulation internationale et du système de division internationale du travail, les perturbations des règlements financiers entre particuliers et entre Etats, le déséquilibre des changes, l'endettement formidable des Etats : tous ces résultats de la guerre ne font qu'accentuer encore la désorganisation de l'économie capitaliste mondiale.

c) *L'émancipation progressive des colonies ;*

d) *Nouvelle répartition du revenu public amoindri ;*

Les systèmes économiques impérialistes subissent des modifications essentielles du fait que les pays coloniaux et semi-coloniaux, profitant de l'affaiblissement des Etats impérialistes, obtiennent une plus

e) *L'exacerbation de la lutte entre les groupes oligarchiques impérialistes ;*

f) *Aggravation de lutte entre les colonies et les métropoles :*

g) *Aggravation de la lutte de classes ;*

h) *Extrême instabilité du régime du capitalisme.*

grande indépendance économique. C'est là un fait qui sape les bases de la prospérité des métropoles et aggrave également la crise générale.

Tous les faits fondamentaux précités de la période de guerre et d'après-guerre trouvent leur expression dans un abaissement du revenu public. L'abaissement du revenu public provoque à son tour une exacerbation de la lutte pour sa répartition entre les différentes oligarchies financières qui se font concurrence, entre les colonies et les métropoles et enfin entre la bourgeoisie et le prolétariat, auquel tendent à se rallier les groupes sociaux intermédiaires qui ont particulièrement souffert de la guerre.

Dans son ensemble, la situation du capitalisme, après la guerre, est marquée par une extrême instabilité dans toutes les sphères de la vie économique, politique, sociale et même intellectuelle et culturelle ; en effet, sur le fond de la crise générale apparaissent les signes manifestes d'une profonde désagrégation idéologique de la bourgeoisie : le retour à la religion, au mysticisme, à l'occultisme, etc., annonce clairement l'imminence de la ruine de la civilisation bourgeoise.

La rupture du front impérialiste et l'époque de la révolution sociale.

a) *La révolution de novembre premier chaînon de la révolution internationale ;*

b) *Les autres révolutions ;*

L'exacerbation de la lutte de classes, qui avait commencé déjà pendant la guerre, a amené la rupture du front unique de l'impérialisme dans son secteur le plus vulnérable, en Russie. Ainsi, la révolution opérée en novembre 1917 par le prolétariat russe, qui grâce à des conditions particulièrement favorables a renversé le régime bourgeois, a inauguré cette révolution internationale dont elle est devenue le premier chaînon.

Les insurrections prolétariennes qui ont suivi la révolution russe et qui, après un triomphe passager, se sont terminées par la défaite du prolétariat (Finlande, Hongrie, Bavière) où ont été arrêtées à mi-chemin

par la trahison de la social-démocratie, dressée contre le communisme révolutionnaire (Autriche, Allemagne), ont été des étapes dans le développement de la révolution internationale, étapes au cours desquelles se sont évanouies les illusions bourgeoises du prolétariat et se sont concentrées les forces de la révolution communiste.

c) *Importance de la Russie soviétiste ;*

C'est pour cela précisément que le fait même de l'existence de la Russie soviétiste, centre organisateur du mouvement prolétarien universel, revêt une importance exceptionnelle sur le globe, constitue par son régime opposé par principe au régime capitaliste un coin enfoncé dans le système capitaliste mondial. D'autre part, elle est le détachement le plus solide du mouvement prolétarien, car en Russie la classe ouvrière a à sa disposition tous les moyens, toutes les ressources de l'Etat.

d) *Les forces de la contre-révolution (la social-démocratie) :*

Dans le développement de la révolution internationale, la social-démocratie avec les syndicats qu'elle dirige est devenue le facteur contre-révolutionnaire le plus important. Elle ne s'est pas bornée à trahir pendant la guerre les intérêts des ouvriers en soutenant dans chaque pays « son » gouvernement impérialiste ; elle a soutenu les traités de rapines (Brest-Litovsk, Versailles), elle a prêté une aide effective aux officiers pendant la répression sanglante des insurrections prolétariennes (Noske), elle a combattu par les armes la première République prolétarienne (Russie), elle a vendu le prolétariat arrivé au pouvoir (Hongrie). Elle est entrée dans l'association de brigandage qui a nom la « Société des Nations » (Thomas). Elle s'est rangée ouvertement du côté des maîtres contre les esclaves des colonies (Labour Party). Ainsi donc, la social-démocratie est la dernière réserve de la société bourgeoise, son plus ferme rempart.

e) *Les Partis communistes et l'Internationale communiste.*

La disparition des illusions impérialistes au sein de la classe ouvrière soustrait le prolétariat à l'influence de la social-démocratie et prépare un terrain favorable au développement des Partis Communistes, qui, au cours de la lutte, s'unissent en la grande communauté des ouvriers révolutionnaires qui a nom l'Internationale Communiste. L'Internationale Communiste doit tirer l'humanité du chaos et de la misère, ainsi que de la désorganisation effroyable où elle se trouve plongée dans la période actuelle de désagrégation du capitalisme.

Elle doit la sauver des nouvelles guerres folles et monstrueuses, dans lesquelles la bourgeoisie est prête à anéantir, avec ses canons, le reste de sa civilisation, et la conduire dans une nouvelle voie, hors de laquelle il n'y a que mort et ruine.

II. — L'émancipation du travail et le régime communiste

Le but final auquel tend l'Internationale Communiste est le remplacement du régime capitaliste par le régime communiste. Préparé par toute l'évolution économique, le régime communiste est, pour l'humanité, la seule issue, car, seul, il détruit les vices fondamentaux du système capitaliste, qui mène fatalement l'humanité à sa ruine.

a) *Suppression de la propriété privée, de l'anarchie de la production, de la concurrence, des guerres :*

Abolissant la propriété privée des moyens de production qu'il socialise, le régime communiste remplace la force naturelle et désordonnée de la concurrence, le développement incohérent de la production sociale par son organisation rationnelle et systématique. En même temps que l'anarchie économique et la concurrence, il supprime également les guerres. Le gaspillage fantastique des forces de production et le développement convulsif de la société font place à la mise en œuvre méthodique de toutes les ressources et à un développement économique paisible, régulier, normal.

b) *Suppression de l'anarchie sociale, des classes, de la lutte de classes ;*

Le communisme supprime également la division de la société en classes, c'est-à-dire supprime, en même temps que l'anarchie économique, l'anarchie sociale. Les classes, en lutte les unes contre les autres, sont remplacées par la grande communauté des travailleurs. Les immenses dépenses improductives suscitées dans les sociétés divisées en classes par la lutte des hommes les uns contre les autres, disparaissent, et l'énergie ainsi libérée est employée à combattre la nature, à développer la puissance humaine.

c) *Suppression de l'exploitation, de l'Etat, de la domination et de la contrainte ;*

La suppression de la propriété individuelle et des classes entraîne la suppression de toute exploitation des hommes les uns par les autres. Le travail cesse d'être un labeur pour les autres ; il n'y a plus de pauvres ni de riches. En même temps, disparaissent également les organes de la domination des classes, et. en premier lieu, l'Etat, incarnation de la domination d'une classe. L'Etat disparaît à mesure que disparaissent les classes. Et cette disparition amène la disparition progressive des forces de contrainte.

d) *L'instruction générale :*

L'abolition des classes est accompagnée de la suppression du monopole de l'instruction. Tout enseignement, y compris l'enseignement supérieur, est accessible à tous. Dans cette situation, toute domination d'un groupe d'hommes sur d'autres devient impossible, et l'humanité devient une vaste pépinière pour la formation et la sélection des talents et des génies dans tous les domaines de la civilisation.

e) *La croissance des forces de production ;*

La croissance des forces de production n'est plus entravée par aucune barrière sociale. La propriété individuelle, les patentes, les brevets d'invention, les calculs intéressés, l'obscurantisme des masses artificiellement entretenu, les énormes dépenses improductives, rien de tout cela n'existe dans la société communiste.

f) *Organisation de l'économie et de la science ;*

L'union de la technique et de la science, l'organisation scientifique de la production, une comptabilité publique basée sur la statistique, l'utilisation de toutes les possibilités économiques (cultures appropriées aux régions, concentration, utilisation maximum des forces de la nature) assurent au travail son maximum de productivité et libèrent ainsi une quantité considérable de l'énergie humaine, qui pourra être appliquée au développement de la science.

g) *Augmentation de la prospérité et progrès de la civilisation ;*
h) *Caractère de la civilisation communiste et union de l'humanité.*

Le développement des forces de production ouvrira à toute l'humanité, dans la société nouvelle, de larges possibilités d'augmenter son bien-être et, par suite, d'atteindre à un niveau de civilisation sans exemple dans l'Histoire. Cette ère nouvelle de la civilisation, où l'humanité se trouvera enfin unie pour la première fois, après la suppression de toutes les frontières nationales, sera basée sur des rapports nets et pratiques entre les hommes. Elle fera s'évanouir définitivement le mysticisme, la religion des préjugés et les superstitions, et donnera une impulsion puissante au développement des facultés rationnelles qui permettront à l'homme de vaincre la nature.

III. — Le renversement de la bourgeoisie et la lutte pour le communisme

1° Caractéristique générale de la période de transition.

Entre le régime communiste et le régime capitaliste s'étend une longue période remplie par les luttes, les victoires et les défaites du prolétariat, une période de décadence du capitalisme, de guerres nationales, d'insurrections coloniales, de concurrence armée et « pacifique » des Etats capitalistes contre les Etats socialistes naissants ; une période comportant des accords temporaires entre systèmes économiques opposés, et des luttes à mort. Enfin, au triomphe complet du prolétariat et à la consolidation de son pouvoir mondial, conquis dans la lutte, les privations et les souffrances, succèdera l'époque de construction. La diversité des conditions de processus révolutionnaire, la diversité de types des nouveaux rapports en formation seront incontestablement les traits distinctifs du développement social durant cette longue période de transition. Ce n'est que lorsqu'elle aura accompli sa mission historique que la société de transition commencera à se transformer en société communiste.

2° La dictature du prolétariat, condition indispensable de la lutte pour le communisme.
a) *Nécessité de la dictature du prolétariat :*

Ainsi donc, la condition indispensable de la transformation de la société capitaliste en société communiste, le point de départ sans lequel tout progrès ultérieur de l'humanité est impossible est le renversement révolutionnaire de l'Etat bourgeois et la prise du pouvoir par la classe ouvrière : cette dernière se donne pour tâche première l'écrasement de ses ennemis et la consolidation du nouveau régime. La dictature du prolétariat : tel est le postulat fondamental du progrès social.

b) *Destruction de l'Etat bourgeois par les organes de la lutte de classe prolétarienne;*

La conquête du pouvoir par le prolétariat n'est autre que la destruction de l'appareil étatique bourgeois par les organes de lutte

du prolétariat et l'organisation par ce dernier du nouveau pouvoir de la classe prolétarienne.

c) Les Soviets forment l'Etat du prolétariat :

En règle générale, la forme la plus rationnelle de l'Etat prolétarien, comme l'a montré l'expérience des révolutions russe et hongroise qui a considérablement élargi l'expérience de la Commune de Paris, est la forme soviétiste. C'est le type soviétiste, surgissant directement du mouvement des masses, qui assure l'activité la plus grande de ces masses et, par suite, les chances les plus nombreuses de la victoire finale.

d) La démocratie bourgeoise et la dictature ;

L'Etat soviétiste est en opposition tranchée avec la démocratie bourgeoise qui a toujours été une forme masquée de la dictature de la bourgeoisie. Sous la dictature de la bourgeoisie, les organisations de masse des ouvriers ne sont, dans le cas le plus favorable, que tolérées ; dans la démocratie prolétarienne, elles sont partout le principal appui et les organes mêmes de l'Etat prolétarien.

Contrairement à la démocratie bourgeoise, l'Etat soviétiste reconnaît ouvertement son caractère de classe et se propose ouvertement d'écraser les exploiteurs, dans l'intérêt de l'immense majorité de la population.

Tandis que la démocratie bourgeoise, laissant intact le monopole de la classe capitaliste sur les moyens de production et sur toutes les richesses matérielles de quelque importance, réduit par là les droits des ouvriers à une simple fiction, l'Etat soviétiste, avant tout, réalise les conditions de ces droits en assurant matériellement la liberté de la classe ouvrière, la possibilité de fonctionnement des organisations ouvrières, etc.

La démocratie prolétarienne, pour la première fois au monde, réalise l'égalité des citoyens indépendamment du sexe, de la race, de la religion et de la nationalité,

égalité qui n'existe dans aucun pays capitaliste.

Réalisant la démocratie la plus large au sein de la société des travailleurs, la démocratie prolétarienne et ses organes se tiennent proches des masses, qu'ils font participer à l'administration de l'Etat. Le droit de soumettre les députés à de nouvelles élections et de les rappeler, la réunion du pouvoir exécutif et législatif, le système d'élection basé non sur l'unité territoriale, mais sur l'unité économique (usine, atelier, etc.) : tout cela constitue une différence profonde entre la République bourgeoise parlementaire et la dictature du prolétariat.

La classe ouvrière, guide et avant-garde de tout le reste de la masse laborieuse, et en premier lieu de la masse paysanne, doit fatalement, dans les premiers temps, consolider sa direction par certains privilèges qu'elle s'accorde à elle-même. Ces privilèges doivent disparaître graduellement, au fur et à mesure que le reste des travailleurs, et à leur suite les autres citoyens, se transforment sur la base des nouveaux rapports sociaux.

e) Suppression du monopole de la bourgeoisie sur les armes et concentration des armes entre les mains du prolétariat ;

La partie essentielle de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière est la destruction du monopole de la bourgeoisie sur les armes et la concentration de ces armes entre les mains du prolétariat. Le désarmement de la bourgeoisie et l'armement du prolétariat doivent être les pierres angulaires de la lutte du prolétariat contre ses ennemis.

f) Organisation de la force armée.

De même l'organisation de la force armée, organisation fondée sur une discipline révolutionnaire rigoureuse, doit être effectuée sur la base du principe de classe qui correspond à toute la structure de la dictature prolétarienne et assure le rôle dirigeant au prolétariat industriel.

3° Expropriation des expropriateurs et suppression du monopole de la bourgeoisie sur les moyens de production.

Le prolétariat victorieux utilise le pouvoir qu'il a conquis, d'une part pour écraser la résistance de ses ennemis et assurer le maintien de la domination de la classe ouvrière, malgré les attaques de la bourgeoisie ; d'autre part, il applique cet instrument de vie encore concentrée à l'expropriation des expropriateurs, c'est-à-dire à la refonte révolutionnaire, tout d'abord des rapports économiques, puis de tous les autres rapports sociaux. Cette expropriation est réalisée sous forme de « confiscation » des moyens de production qui sont transmis à l'Etat prolétarien.

Dans ce domaine, l'Internationale Communiste met en avant les mesures fondamentales suivantes :

1° Expropriation des grandes entreprises industrielles, des transports, du service de liaison (télégraphe, téléphone), des stations électriques, etc. ;

2° Nationalisation prolétarienne des grands domaines, qui doivent être remis aux organes de la dictature prolétarienne ; remise aux paysans d'une partie des terres, en particulier de celles qui étaient cultivées par des paysans en qualité de fermiers et de métayers. Cette remise d'une partie des terres à la classe paysanne est une mesure rationnelle au point de vue économique ; elle est motivée également par la nécessité de neutraliser la classe paysanne et, conséquemment, par l'importance sociale et politique de cette classe ;

3° Nationalisation prolétarienne des banques ; remise à l'Etat prolétarien de toute la réserve d'or, des actions et obligations, etc., ; garantie des intérêts des petits déposants ; centralisation des banques ; subordination de toutes les grandes banques à la Banque Centrale de la République ;

4° Nationalisation et municipalisation du commerce de gros ;

5° Annulation des dettes d'Etat ;

6° Monopole du commerce extérieur ;

7° Monopolisation par la classe ouvrière des imprimeries et des journaux les plus importants.

La nationalisation ne doit pas, en règle générale, s'étendre à la petite et à la moyenne propriété. Tout d'abord, parce que le prolétariat, maître du pouvoir, n'aura pas, dans la première période de sa dictature, une quantité suffisante de forces organisées pour organiser la liaison des petites et des moyennes unités de production ; ensuite, parce que le prolétariat ne doit pas s'aliéner les groupes sociaux intermédiaires. Le prolétariat victorieux doit savoir distinguer entre les branches qui se prêtent à une direction centralisée et régulière et celles qui ne peuvent être qu'un poids mort entre ses mains. Ces dernières doivent être abandonnées à l'initiative privée.

Le passage du capitalisme au socialisme ne peut s'effectuer d'un seul coup. C'est pourquoi, dans les premiers temps, sont non seulement admissibles, mais même parfois obligatoires, des formes et des méthodes d'administration et d'organisation en apparence capitaliste : stimulants individuels au travail, paiement aux pièces, système de primes, paiement en espèces, forme capitaliste de calcul et de comptabilité, etc.

Le prolétariat doit être particulièrement attentif et prudent dans la question des rapports entre la ville et la campagne, et faire en sorte de ne pas enlever aux paysans les mobiles individuels d'action.

*
* *

4° La dictature du prolétariat et les classes.

La lutte pour l'expropriation des expropriateurs exige qu'il soit judicieusement tenu compte de tous les éléments de cette lutte.

a) La bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers ;
b) Possibilité d'utilisation de leur force d'organisation ;

La grande bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers, ainsi que la plupart des officiers subalternes et supérieurs, sont, pour la classe ouvrière, les ennemis les plus irréductibles ; elle doit mener contre eux une lutte implacable. L'utilisation des forces d'organisation de ces catégories de la population n'est possible qu'après la consolidation de la dictature du prolétariat et l'écrasement définitif des complots et insurrections des exploiteurs.

c) Les intellectuels techniciens ;

La question des intellectuels techniciens a une importance considérable pour la révolution prolétarienne. Réprimant résolument toute action contre-révolutionnaire émanant de ces derniers, mais tenant compte, en même temps, de la nécessité absolue d'utiliser les talents des spécialistes, le prolétariat doit éviter soigneusement tout acte portant un préjudice économique aux intellectuels, surtout à ceux qui ont déjà fortement souffert de la guerre.

d) Neutralisation de la classe paysanne ;
e) Organisation des paysans pauvres ;

A l'égard de la classe paysanne, la tâche du Parti Communiste consiste à gagner à sa cause une masse considérable de paysans. Etablissant une distinction rigoureuse entre les diverses catégories de paysans, et tenant compte de l'importance de chacun de ces groupements, le prolétariat victorieux doit soutenir, par tous les moyens, les éléments pauvres et semi-prolétariens de la classe paysanne, en leur donnant une partie des terres des seigneurs, en facilitant leur défense contre le capital usurier, etc. Le prolétariat doit paralyser les couches moyennes en leur laissant en propriété personnelle leurs terres, bétail, instruments de culture, et repousser vigoureusement toute agression des paysans riches, qui font bloc avec les grands propriétaires fonciers. Dans cette lutte, le prolétariat doit s'appuyer sur les groupements de paysans pauvres, dirigés par le prolétariat agricole dans les pays où les salariés agricoles sont en grand nombre.

f) La petite bourgeoisie urbaine ;

La petite bourgeoisie urbaine, perpétuellement hésitante entre la réaction la plus effrénée et le prolétariat, doit également être neutralisée dans la mesure du possible. On y arrivera en lui laissant son avoir, en lui accordant la liberté économique, en l'aidant à combattre le crédit usuraire, etc.

g) Les organisations prolétariennes et l'Etat prolétarien.

Dans tous ces domaines, les organisations les plus diverses du prolétariat (coopératives, syndicats, etc. et enfin le Parti) doivent être effectivement des organes du pouvoir prolétarien. Ce n'est que si elles soutiennent sans réserve leur pouvoir et sont animées d'une volonté unique de classe ; ce n'est que s'il est dirigé par le Parti que le prolétariat pourra remplir son rôle d'organisateur de toute la société dans la période la plus critique de l'histoire de l'humanité.

5° Suppression du monopole bourgeois de l'instruction.

Enlevant à la classe capitaliste le monopole des moyens de production, la classe ouvrière doit également enlever à la bourgeoisie le monopole de l'instruction, c'est-à-dire s'emparer de tout l'enseignement, y compris l'enseignement supérieur.

a) Le monopole de l'instruction enlevé à la bourgeoisie ;
b) Préparation de cadres prolétariens qualifiés ;

Une des tâches les plus importantes du prolétariat est la préparation dans l'industrie (ingénieurs, techniciens, organisateurs, comptables, etc.), dans la science, dans l'art militaire, etc., de spécialistes recrutés parmi la classe ouvrière. Ce n'est qu'en tirant sans cesse des cadres nouveaux que le prolétariat deviendra véritablement la force qui dirigera la construction de la nouvelle société.

c) Relèvement du niveau culturel du prolétariat ;

En outre, l'Internationale Communiste doit assumer la tâche du relèvement culturel des masses prolétariennes ; elle doit leur donner l'éducation politique, elle doit relever leur niveau technique, elle doit les

former au travail collectif et combattre chez elles les restes de préjugés bourgeois, etc., etc.

d) *La lutte contre la religion.*

La campagne contre les préjugés bourgeois et la superstition implique principalement une propagande antireligieuse qui doit être menée avec tact et circonspection, surtout dans les catégories de travailleurs chez qui la religion a poussé des racines profondes.

6° Suppression du joug impérialiste et organisation d'unions libres d'Etats prolétariens.

Le principal appui des gigantesques Etats impérialistes est représenté par le rapport artificiellement établi entre les colonies et les semi-colonies, les Etats nationaux et les métropoles impérialistes. C'est pourquoi dans la désagrégation du régime capitaliste, comme dans la construction socialiste, les questions coloniale et nationale jouent un rôle d'une importance exceptionnelle.

Dans ce domaine également, menant une politique diamétralement opposée à celle de la bourgeoisie et de la social-démocratie, l'Internationale Communiste soutient les thèses fondamentales suivantes :

a) *Droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes ;*

1° Droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes jusques et y compris le droit de se séparer complètement de l'Etat auquel elles sont incorporées pour former un Etat distinct. Ce principe est obligatoire et doit être posé comme revendication dans les Etats bourgeois où il sert de moyen de lutte contre l'impérialisme ; il doit être reconnu également sous le régime de la dictature du prolétariat, où il représente un moyen de vaincre la méfiance nationale engendrée par des siècles de régime bourgeois ;

b) *Libération des colonies ;*

2° Libération des colonies et soutien de tous les mouvements coloniaux dirigés contre le capitalisme. Si un Etat prolétarien possède des colonies léguées par le régime précédent, ces dernières ont le droit de se séparer de lui ;

c) *Unions de Républiques soviétiques ;*

Unions de Républiques soviétistes tout d'abord sous forme de fédérations.

d) *Lutte contre les partis capitalistes et possibilité de compromis ;*

Comme la prise du pouvoir par le prolétariat ne s'effectue pas simultanément dans tous les pays ou même dans les principaux pays, et que les Etats prolétariens subsistent en face des Etats capitalistes, on doit admettre et même parfois reconnaître comme obligatoires des compromis dans le domaine de la politique extérieure des Etats prolétariens (commerce extérieur, emprunts, concessions, participation aux conférences générales et autres formes d'accords, y compris des accords militaires).

e) *Pacifisme et « militarisme rouge » ;*

Cette politique, dictée chaque fois par des considérations d'opportunité, n'a pourtant rien de commun avec le pacifisme de principe. Au contraire, l'Internationale Communiste reconnaît entièrement aux Républiques prolétariennes le droit d'intervenir en faveur des exploités et des opprimés.

f) *La défense de la patrie.*

La question de la défense de la patrie ne peut plus être conçue sous la même forme qu'au début de la guerre, avant l'organisation d'un Etat prolétarien. Tout d'abord, le prolétariat de tous les pays doit défendre cet Etat prolétarien et même chercher à l'étendre, afin d'étendre la base de la révolution internationale. En second lieu, comme la formation de blocs entre les Etats prolétariens et quelques Etats bourgeois contre d'autres Etats bourgeois est complètement admissible en principe, la question de l'attitude à garder devant la guerre dépend de chaque cas particulier et doit être résolue en tenant compte du principe de l'opportunité ; quant à la stratégie de la lutte générale, elle doit être élaborée par l'Internationale Communiste.

IV. — La voie menant à la dictature du prolétariat

1° Le Parti et son rôle.

La condition d'une lutte efficace pour la dictature du prolétariat est l'existence d'un Parti communiste fortement cimenté, habitué aux combats, discipliné et centralisé. La première chose à faire pour arriver à la dictature du prolétariat est de consolider par tous les moyens les partis communistes. Ces partis doivent diriger la lutte des masses prolétariennes dans tous les domaines, profiter de toutes les possibilités pour soumettre à leur influence les masses ouvrières et répandre cette influence sur les masses laborieuses de la classe paysanne et de la petite bourgeoisie urbaine.

a) *Conquête des syndicats, lutte pour l'influence sur la jeunesse et les ouvrières ;*

Dans la conquête des masses, la tâche la plus importante consiste à gagner les syndicats, à les soustraire à l'influence idéologique de la social-démocratie. Tant qu'on n'a pas conquis la majorité des syndiqués, il est impossible de réaliser la dictature du prolétariat. Il faut également accorder une attention particulière aux jeunes ouvriers, ainsi qu'aux ouvrières, de la conduite desquelles dépend dans une large mesure la situation, aussi bien durant la lutte pour la dictature que pendant la première phase de cette dictature.

b) *Lutte contre le militarisme et l'impérialisme ;*

Le rassemblement des masses sous le drapeau communiste doit s'effectuer à propos de toutes les questions importantes, et en premier lieu dans la lutte contre l'impérialisme et le militarisme, dans la lutte contre la menace des nouvelles guerres impérialistes, etc.

c) *Lutte contre les conséquences économiques de la crise d'après la guerre ;*

Le Parti Communiste doit également rallier à lui le prolétariat dans les questions liées à la lutte contre les conséquences économiques de la crise qui s'est manifestée pendant et après la guerre (cherté de la vie, chômage, allongement de la journée de travail, contre l'élévation des impôts, etc.).

d) *Campagne en faveur de la Russie soviétiste :*

La campagne en faveur de la Russie soviétiste, outre qu'elle fortifie cette dernière et rallie les masses autour de ce centre d'organisation anticapitaliste, est un instrument puissant d'organisation entre les mains de la classe ouvrière internationale.

e) *La discipline internationale communiste.*

Pour coordonner ses actions et les diriger le plus rationnellement possible, le prolétariat international a besoin d'une discipline internationale, qui doit avant tout être observée dans les rangs du Parti communiste. Cette discipline communiste internationale doit conduire à subordonner les intérêts privés et locaux du mouvement à ses intérêts généraux et durables et à faire strictement exécuter toutes les décisions des organes dirigeants de l'Internationale Communiste.

N. BOUKHARINE.

Projet de Programme

du

Parti Communiste Allemand

(Section de l'Internationale Communiste)

La Centrale du P. C. A. soumet, aux camarades du Parti, une première ébauche de Programme du P. C. A. qui sera l'objet d'une discussion. Cette ébauche sera soumise à la délibération du Comité Central, aux séances des 14 et 15 octobre, puis au 4e Congrès mondial de l'Internationale Communiste et enfin à la réunion générale du Parti au début de janvier.

PROJET

A la veille d'une vague montante de révolutions bourgeoises, le Communisme a fait entendre pour la première fois aux prolétaires de tous les pays son appel puissant au combat.

A l'ordre capitaliste qui, dans sa force juvénile, étirait ses membres, il annonçait, audacieux et menaçant, sa fin inévitable.

Il voyait naître, au sein de la société bourgeoise elle-même, son futur fossoyeur : le prolétariat, que le capitalisme produisait en nombre toujours accru, qu'il réduisait à l'esclavage tout en l'exploitant, mais qui restait, malgré tout, uni et prêt à la bataille.

L'ordre capitaliste s'est redressé, après les premières secousses révolutionnaires, pour reprendre son ascension inouïe.

Cependant, la prédiction historique du communisme s'est

réalisée et, aujourd'hui, la sentence de mort prononcée contre le capitalisme est en voie d'exécution.

Le monde capitaliste se débat dans une lutte mortelle. L'heure de sa fin a sonné. Et la lutte pour l'affranchissement des masses populaires exploitées et opprimées, la lutte qui dure depuis de longs siècles, approche de sa fin.

Aux batailles des esclaves contre leurs maîtres, des serfs du Moyen âge contre les féodaux, de la commune rurale communiste contre le despote oriental, le prolétaire moderne apporte aujourd'hui une solution.

Le prolétaire, en brisant les chaînes du salariat, met fin à l'exploitation et à l'oppression de l'homme par l'homme sous toutes leurs formes.

Ce ne furent, au début, que quelques milliers de prolétaires, les plus avancés des pays de l'Europe Centrale et Occidentale, qui se groupèrent autour du drapeau du communisme. A 75 ans de là, le communisme est devenu une puissance mondiale.

Dans toutes les parties du monde, des millions de prolétaires, des millions de paysans pauvres de toutes les nations et de toutes les races suivent la bannière du communisme.

La révolte des prolétaires parisiens en juin 1848, la glorieuse Commune de Paris en 1871, ont été étouffées par la bourgeoisie dans des torrents de sang.

Aujourd'hui, le drapeau communiste flotte victorieusement au-dessus d'un territoire qui embrasse le sixième du globe.

Au milieu des grandes puissances capitalistes, le communisme prend position comme une nouvelle grande puissance, après avoir brisé, les armes à la main, tous les obstacles.

Le communisme n'est plus une promesse à échéance lointaine. Il est la réalité et le présent. Son royaume vient de commencer.

CHAPITRE PREMIER

ASCENSION ET DECLIN DU CAPITALISME

I. — L'Epoque de l'Impérialisme

1. Vers l'année 1890, le capitalisme est entré dans une nouvelle phase. L'époque de l'impérialisme commence. Dans le feu des guerres coloniales allumées en Amérique, en Afrique, en Asie et, finalement, en Europe même, le capitalisme atteint des hauteurs vertigineuses. En l'espace d'un âge d'homme, il a plus ou moins soumis à sa domination la terre entière : les hordes de chasseurs et de pêcheurs de la Nouvelle-Guinée, dont la civilisation est celle de l'âge de pierre, les peuplades patriarcales et pastorales de l'Afrique et les empires civilisés les plus anciens de l'Asie. Les conquêtes coloniales du Capital, dans la période de 1884-1914, dépassent en ampleur celles des quatre siècles antérieurs. Des perspectives illimitées semblent s'ouvrir devant le capitalisme. Ses politiciens, ses écrivains, ses artistes, ses philosophes, représentent sous de brillantes couleurs la grandeur de sa domination mondiale. Une ivresse, d'impérialisme trouble la tête, non seulement de la grande bourgeoisie, mais aussi des petits bourgeois et même d'une partie de la classe ouvrière. Cependant, avant que les plus hauts sommets aient été atteints, un changement se laisse voir déjà, la descente commence. Une période de révoltes nationales et de révolutions bourgeoises s'ouvre dans les pays paysans patriarcaux et à demi-féodaux de l'Orient, où le Capital européen a commencé à prendre pied : en Turquie, en Perse, en Chine, etc. Et, à la fin, l'incendie des guerres coloniales s'étend en Europe même, aux métropoles capitalistes. Trois guerres balkaniques se succèdent, qui finissent par mettre le feu au monde entier, par provoquer cette guerre qui embrase presque toute la terre. La déchéance du monde occidental, c'est-à-dire du capitalisme européen, s'annonce.

2. L'impérialisme remplace dans les industries essentielles, dans l'organisation bancaire, dans le grand commerce, dans les échanges, la libre concurrence, par le monopole capitaliste, le capitaliste individuel par les associations capitalistes (syndicats, cartels, trusts). Des bran-

ches entières de l'industrie passent dans les mains de quelques sociétés capitalistes, voire même d'une seule. Un certain nombre de branches d'industries, constituant un ensemble de production dépendant les unes des autres, se groupent et soumettent à leur loi les industries de produits fabriqués. La lutte entre capitalistes individuels et celle des capitalistes individuels contre les petites entreprises sont remplacées, dans les principaux pays capitalistes, par la lutte des sociétés capitalistes contre les capitalistes individuels et par la lutte des sociétés capitalistes entre elles. Les batailles de la concurrence aboutissent à des accords, des cartels, des associations, des fusions, pour éclater de nouveau dans des proportions plus grandes et pour aboutir enfin à des monopoles colossaux. Le monopole tourne en concurrence, la concurence se transforme en un monopole élargi. Les unions monopolisées ne s'arrêtent pas aux frontières des Etats : elles s'élargissent pour devenir des unions internationales qui, à leur tour, sont brisées par les luttes des unions nationales, se servant de la force de l'Etat pour régler, par la violence, leurs rivalités. Le capitalisme bancaire, de son côté, s'agglomère entre des mains de moins en moins nombreuses pour former des banques géantes. Il prend pied dans l'industrie monopolisée elle-même, participe à son contrôle et à sa direction. A son tour, le capital industriel s'installe dans les banques. Le résultat, c'est l'interpénétration de plus en plus étroite du capital industriel et du capital bancaire, leur fusion en un seul capital financier et l'assujettissement de l'économie des grands Etats industriels à un petit nombre de potentats, maîtres des principales industries et des banques, étroitement unis et détenant un véritable monopole. Quelques centaines de rois des banques et des trusts font la loi à l'économie mondiale.

Le capitalisme monopolisé remplace le libre échange par les droits protecteurs. Le régime douanier devient à cette époque un moyen spécifique, pour les pays capitalistes très développés, d'assurer aux monopoles de grands profits sur le marché intérieur, de rendre plus difficile, dans les pays coloniaux, la concurrence des rivaux impérialistes, ou même de la supprimer totalement.

Dans la période précédente, le capitalisme organisait la production dans chaque entreprise particulière — par exemple, dans les chemins de fer — et prenait en main des branches entières d'industrie. La période impérialiste et

monopoliste soumet à une direction unique, conformément à un plan arrêté d'avance, un grand nombre d'entreprises, formant un tout, des branches d'industrie et des industries entières. Et même aux moments critiques, lorsque son existence est en jeu, le capital sait, à l'intérieur des grands Etats, soumettre provisoirement à une direction unique l'industrie, le commerce, les transports et l'organisation bancaire. La période impérialiste a accéléré d'une façon extraordinaire le développement du régime d'association dans le processus de la production. Elle a fait une réalité du marché mondial et de l'économie universelle, qui n'avaient existé auparavant qu'à l'état de simples tendances.

Mais elle a aussi développé et enrichi d'une façon extraordinaire les forces productives sociales elles-mêmes. Les recherches et les inventions, conçues suivant un plan déterminé, ne constituent plus l'affaire d'un inventeur particulier, mais celle d'instituts appartenant à l'Etat ou aux grandes unions industrielles. L'époque capitaliste voit toute une série de découvertes scientifiques et d'inventions techniques se multiplier, se féconder et se favoriser mutuellement. L'électricité commence sa marche triomphale, le moteur à explosion transforme, avec l'électricité, l'industrie et le régime des transports. Le dirigeable, l'avion, le sous-marin, la télégraphie et la téléphonie sans fil diminuent les distances, augmentent considérablement la vitesse et le rayon des communications et de toute la vie sociale. La turbine à vapeur et la turbine hydraulique, le moteur à explosion, la machine électrique transforment complètement les vieilles méthodes de production de l'énergie, créent des possibilités nouvelles pour son transport à distance et pour sa distribution par un tout petit nombre de centrales. La chimie remplace les anciens colorants naturels ; la production chimique des matières azotées et des autres engrais artificiels transforme radicalement l'agriculture et lui assure des possibilités nouvelles de développement. La biologie appliquée découvre des méthodes nouvelles d'élevage des plantes et des animaux. L'ouvrier de l'industrie moderne, forcé de suivre la révolution technique incessante, devient un véritable Protée : il apprend à s'adapter rapidement aux méthodes inédites de travail, à l'ambiance nouvelle. Tandis qu'on lui demande de moins en moins de force physique, on exige de lui de plus en plus d'intelligence et de connaissances techniques. Les transformations techniques enlèvent con-

tinuellement une partie de leur valeur aux connaissances techniques acquises par l'ouvrier, mais en même temps elles multiplient ses connaissances et sa conscience d'être à la hauteur de toutes les situations et de tous les changements. Elles diminuent le nombre des spécialistes hautement qualifiés, pour augmenter la capacité de mobilité et d'adaptation des ouvriers spécialisés.

Le capitalisme monopolisé ne développe pas l'agriculture avec la même rapidité que l'industrie. Certes, nous assistons à une industrialisation progressive des grandes entreprises agricoles et à leur union directe avec les entreprises industrielles. Cependant l'agriculture, gênée par le monopole des propriétaires fonciers et par la petite propriété paysanne, ne peut pas suivre le développement rapide de l'industrie. L'époque de l'impérialisme accentue la mésentente progressive entre l'industrie et l'agriculture.

3. Les nouvelles forces productives créées en l'espace d'une vie humaine, dépassent de beaucoup tout ce que le siècle précédent avait créé à cet égard.

Ces forces colossales ne sont pas créées par le Capital pour elles-mêmes ; elles constituent un fait imprévu, un moyen, que le Capital ne néglige pas, pour augmenter ses profits, un phénomène inséparable du développement capitaliste. Le développement du Capital est, à son tour, dans tous ses stades, lié indissolublement à la nécessité d'élargir le marché, de l'étendre aux pays non-capitalistes. Il est poussé sans cesse par une nécessité intérieure à conquérir des débouchés nouveaux, à s'emparer de nouvelles sources de matières premières, à accaparer les forces de travail dans tous les pays du monde. La croissance extraordinaire des forces de production capitaliste dans la période impérialiste, leur conception monopoliste n'étaient possibles que grâce à l'incorporation continuelle de nouveaux territoires, colonies et demi-colonies, grâce, non seulement à l'exportation des marchandises, mais à celle du Capital lui-même. Dans sa course tumultueuse à travers le monde, le Capital n'a pas seulement réveillé des forces jusqu'alors somnolentes, trouvé les sources nouvelles de matières premières, incorporé des masses nouvelles dans son armée du travail, transporté les moyens de production capitaliste dans des pays nouveaux. Il a aussi détruit, avec une violence brutale, des civilisations anciennes, des peuples entiers, des races entières, il a réduit au niveau le plus bas de l'existence humaine des millions d'hommes de couleur et il a fait d'eux ses esclaves ; il s'est comporté, partout où il a mis le pied, en véritable brigand économique.

Il a détruit partout les vieilles communes rurales qui travaillaient pour satisfaire leurs propres besoins ; par la violence, par le fisc il les a privées de leurs terres ; il s'est approprié les trésors de leur sol, il a détruit l'industrie domestique primitive et rendu ainsi, grâce à la combinaison de tous ces moyens de pression, les membres de ces communes soumis à son exploitation. Après avoir détruit ces communes primitives, il les a forcées, par la violence de ses canons de marine et de ses troupes coloniales, d'ouvrir leurs portes à ses « marchandises ».

En partie par une pression économique puissante, en partie par sa violence ouverte, il a détruit les petites exploitations paysannes, ruiné les fermiers américains, les paysans du Transvaal, les *squatters* australiens, il a pris leur place et les a assujettis à sa domination politique et économique.

Il a introduit enfin le régime d'exploitation capitaliste dans les pays coloniaux et demi-coloniaux eux-mêmes, après avoir détruit la commune qui produisait pour elle-même et les exploitations paysannes patriarcales. C'est ainsi que, de sa propre main, il se prépare des rivaux. Tout en se développant, le régime capitaliste rétrécit en même temps les cadres dans lesquels jouent ses forces vitales, augmente la concurrence et diminue ses débouchés dans les pays non-capitalistes dont la capacité d'achat correspond de moins en moins aux forces productives grandissantes. La plus grande extension du capitalisme comporte en même temps la plus grande intensité d'exploitation et d'asservissement des larges masses populaires dans les pays d'origine du capitalisme, aussi bien que dans les pays coloniaux et demi-coloniaux. Elle porte à leur plus haut degré toutes les contradictions de l'ordre capitaliste, provoque des crises sociales, politiques et économiques, ainsi que des catastrophes périodiques.

4. Le monopole capitaliste supprime le manque de plan, l'anarchie dans les branches d'industrie ou dans les industries particulières, pour créer par contre une anarchie et des rivalités économiques plus grandes encore. En face de l'économie régularisée des trusts, des cartels et des syndicats particuliers, se dresse leur concurrence anarchique dans le cadre de chaque Etat et sur le marché

mondial. Pendant la période impérialiste, le marché du monde devient le théâtre d'oppositions incessantes, de tensions et de luttes entre les groupements capitalistes nationaux. La concentration de la production dans les limites de branches ou de groupes d'industrie est compensée, à un certain degré du développement monopoliste, par la limitation du volume de la production et même par un certain arrêt du progrès technique. Le monopole capitaliste, après avoir abattu son ennemi intérieur avec les armes du progrès technique et du bon marché, tend parfois à refréner le progrès technique et à augmenter ses bénéfices par le monopole aux dépens d'autres branches d'industrie, aux dépens des ouvriers et des paysans, au lieu de les augmenter par l'accroissement de la production. Et au fur et à mesure qu'augmente l'exploitation des colonies et des demi-colonies par un petit nombre de pays, se poursuit aussi la transformation du capital industriel en capital monéfaire et usurier, ainsi que la transformation du capitaliste industriel lui-même en un rentier fainéant et parasitaire.

5. En réunissant entre les mains de quelques sociétés capitalistes l'économie d'États entiers, en rétricissant la concurrence capitaliste, le Capital monopolisé s'oppose à la classe ouvrière avec violence et brutalité. Il pousse à l'extrême l'exploitation des larges masses prolétariennes et de la petite bourgeoisie, en joignant à l'exploitation dans les usines une exploitation accrue sur le marché du monde. Il augmente au plus haut degré les armements et en même temps le pillage de la classe ouvrière, des paysans, des artisans, de la bourgeoisie petite et moyenne. Il prolétarise de plus en plus les techniciens et les intellectuels travaillant dans le commerce. Il élargit le fossé qui sépare la petite industrie arriérée et l'industrie géante munie de toutes les conquêtes de la science et de la technique. Il crée ainsi une couche moyenne de petits capitalistes, d'artisans, de petits paysans, de petits rentiers et commerçants, couche qui dépérit économiquement, qui balance entre la réaction et la révolution, et dont la situation finit par être désespérée. Dans la classe ouvrière que le Capital monopolisé enchaîne en des entreprises colossales, en des villes industrielles immenses, qu'il oblige d'opposer à sa propre organisation des organisations de plus en plus puissantes, croît l'esprit de révolte et d'opposition contre l'oppression accrue, et contre la

menace de guerre sans cesse répétée. Les grèves partielles commencent à ne plus donner de résultat. En face du géant capitaliste, la lutte de classes se saisit d'une arme plus puissante : la grève générale, politique et économique, qui enflamme d'un seul coup des industries et des régions industrielles entières. Cependant, le capitalisme monopolisé corrompt simultanément une partie des intellectuels et des petits bourgeois et même la minorité de la classe ouvrière, en les admettant à participer à ses profits. L'époque de l'impérialisme n'est pas seulement celle de l'appauvrissement rapide et absolu des couches profondes de la classe ouvrière, mais encore celle de la corruption de ses couches supérieures. Une partie de la classe ouvrière, des intellectuels, des petits bourgeois prennent part au pillage universel du monde. Cette corruption a permis à l'impérialisme de développer une *démocratie apparente*. L'expansion coloniale, la course aux armements, les droits prohibitifs, le pillage des masses par l'impôt, cesseraient d'être possibles à la longue sans un appui actif ou sans un consentement tacite des classes moyennes et d'une partie au moins du prolétariat. Le capitalisme monopolisé a besoin chez lui « d'ordre et de tranquillité ». Grâce à l'appui des couches sociales corrompues, grâce aux petits cadeaux, aux réformes innocentes, aux soi-disant lois démocratiques, il réussit à atteler à son char les larges masses populaires, à les exploiter plus que jamais, à les envoyer sur les champs de bataille, non seulement sans aucune résistance, mais encore avec « enthousiasme ». Cette « démocratie » impérialiste constitue la forme la plus raffinée de l'esclavage des masses, réalisée sous le masque de la liberté, l'utilisation consciente de la « volonté populaire » contre le peuple lui-même. Le capital monopolisé domine l'appareil de l'Etat, en se cachant derrière le dos de la « démocratie ». D'une façon presque subreptice, il s'empare de toutes les institutions de l'Etat bourgeois. Il transforme l'Etat bourgeois même en un simple instrument, ayant pour but de réaliser ses desseins à l'intérieur contre la masse populaire exploitée, et à l'extérieur, contre les autres Etats impérialistes et les populations coloniales. Il soumet à sa volonté les parlements, la bureaucratie, la diplomatie, la presse, l'école, la chaire, la littérature. Il en finit avec l'ancien libéralisme et libre-échangisme. Il pénètre toutes les sphères de l'Etat et de la so-

ciété de son esprit de violence. Il enrégimente les larges masses populaires, en commençant par la jeunesse, de ses flottes et ses armées, avec lesquelles il conquiert le monde et combat ses rivaux en impérialisme.

6. Les Etats dominés par le capitalisme monopolisé se heurtent enfin, avec violence. Ils luttent à mort pour le partage des pays à exploiter, des pays coloniaux et demi-coloniaux et pour le partage des Etats capitalistes eux-mêmes.

Dans l'immense incendie universel, les groupements impérialistes essayent de résoudre par la violence leurs contradictions intérieures, d'élargir par la force le cadre des marchés trop étroits aux dépens de leurs concurrents, de saigner à blanc les forces productives elles-mêmes, de ramener sous le joug les masses populaires en révolte et d'arrêter la révolution prolétarienne qui s'approche.

II. — La Guerre mondiale

7. La guerre mondiale a détruit les moyens de production dans des proportions énormes ; elle a anéanti par millions les forces de travail ; elle a immolé la partie la meilleure et la plus active de la classe ouvrière. La guerre constitue la crise économique la plus profonde que le monde ait jamais vue. Partout les larges masses populaires sont soumises à une exploitation extrême. L'œuvre destructive de la guerre elle-même, devient pour le Capital, un immense champ d'exploitation. La guerre oblige la bourgeoisie à introduire, dans l'anarchie capitaliste des Etats, un minimum de réglementation étatique. Il arrive ainsi qu'au moment où le désordre capitaliste atteint sa plus haute intensité, il doit être endigué par la bourgeoisie elle-même. La guerre, surtout dans les pays bloqués de l'Europe Centrale, pousse à l'extrême la rivalité entre l'industrie et l'agriculture. La production des denrées alimentaires reste, dans la plupart des pays belligérants, loin en arrière des énormes besoins improductifs des armées et de la population civile. Ces besoins amènent, provisoirement et par endroits, le retour à une économie primitive et au régime du troc. La campagne s'enrichit aux dépens de la ville. Et dans les campagnes, elles-mêmes, les grands propriétaires et les paysans riches s'enrichissent dans des proportions infiniment plus grandes que les paysans moyens et petits. Dans les pays qui souffrent du manque de denrées alimentaires, le rationnement et la taxation ne touchent qu'une partie des produits agricoles. Plus augmente la pénurie alimentaire, plus grandissent les atteintes portées à la réglementation nationale de l'approvisionnement. Les prix des denrées alimentaires sur les « marchés libres » montent à une hauteur vertigineuse. Dans la même mesure que les profits du capitalisme monopolisé, augmente le prix des denrées alimentaires, dont la quantité diminue progressivement, et en même temps la part des classes possédantes augmente et celle de la classe ouvrière diminue.

Dans les pays bloqués de l'Europe Centrale et Orientale, la guerre conduit à une extrême désorganisation des voies ferrées, des usines et des mines. Elle détruit ici de la même façon les forces de travail. Femmes, enfants, vieillards, ne touchant que des rations de famine, sont attelés aux travaux les plus durs. Les mesures que la classe ouvrière avait réussi à obtenir, à la suite de longs et durs combats, pour protéger sa force de travail contre l'exploitation — journée de travail normale, lois de protection ouvrière, — sont abrogées. La même exploitation des moyens et des forces de travail se reproduit dans une série de pays neutres. Par contre, dans certains pays de l'Europe Occidentale et, avant tout, aux Etats-Unis, les entreprises industrielles, la machinerie, les mines, les moyens de transport, se développent à l'extrême.

La rupture d'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché, la pénurie grandissante de marchandises et, d'autre part, les énormes besoins de guerre qui doivent être satisfaits au plus vite et à tout prix, font se développer une couche capitaliste, parasitaire et toujours grandissante, qui s'intercale entre les producteurs industriels et agricoles d'un côté et la clientèle de l'autre, cette dernière était représentée soit par l'Etat, soit par les consommateurs ; ce sont « les profiteurs de la guerre », « les nouveaux riches ». Mais, d'autre part, la guerre ruine un très grand nombre de petits bourgeois et de petits capitalistes, créant ainsi des « nouveaux pauvres ». Toute une meute sauvage de buveurs de sang s'abat sur les grandes masses d'ouvriers et de paysans qui tombent sur le front au profit du capital, ainsi que sur les hommes, les femmes, les enfants et les vieillards qui, derrière le front, continuent à préparer des aliments nouveaux pour

la guerre. Ce pillage n'est que faiblement réduit et à peine voilé par un régime de réglementation obligatoire.

L'appauvrissement économique général s'exprime encore par la dévalorisation de l'argent. L'Etat attire à lui, sous forme d'emprunts de guerre, tout le capital disponible. Il pompe l'épargne des employés, des paysans, des petits artisans. Il s'empare même d'une partie des salaires qu'il met à la disposition de l'industrie de guerre. Il cherche aussi à se tirer d'affaire par une augmentation considérable des impôts. Mais tout cela ne suffit point. De nombreux Etats impriment des quantités considérables de papier-monnaie, qui n'a du capital que l'apparence. L'or, la monnaie véritable, est presque partout retiré de la circulation intérieure des Etats.

Tandis que se poursuit dans la guerre la destruction des valeurs réelles, soit par l'usure des canons, des fusils, des munitions, etc. et par la ruine de régions entières, districts industriels, villes, villages, etc., soit par les besoins improductifs des armées, la masse du capital apparent grandit et la dette intérieure et extérieure des Etats augmente dans des proportions extraordinaires. Les valeurs matérielles détruites dans les conditions capitalistes ne sont pas que détruites. Elles se transforment en dettes de l'Etat, en créances du Capital sur l'Etat, c'est-à-dire sur les restes misérables des forces productives. Le capital mort se saisit du capital survivant.

Dans ses pays d'origine, le capital appelle sous les drapeaux tout le prolétariat et tous les paysans adultes. L'armée active, avec son esprit particulier, étranger aux masses populaires, se dissout dans les masses populaires armées. La guerre réalise partout les milices, mais sous une forme pleine de contradictions, qui consiste à soumettre les larges masses populaires à une caste d'officiers recrutés dans les classes et les couches dominantes. L'opposition des classes dans les armées qui participent à la guerre mondiale est simplifiée brutalement et poussée à l'extrême, en tant qu'opposition entre les officiers et les hommes, entre le front et l'arrière, entre le confort et les privilèges d'un côté et l'oppression, la brutalité, l'atteinte à la dignité, les privations — de l'autre. L'exploitation éhontée des masses populaires par les profiteurs de la guerre et les mercantis des cantonnements est complétée et augmentée par l'exploitation scandaleuse et inique des simples soldats par l'officier hobereau et

l'officier capitaliste dans l'armée elle-même. La guerre, en obligeant les classes dominantes à armer la masse des ouvriers et des paysans pauvres et à s'en remettre à eux de la solution de la guerre, ne peut avoir pour effet d'augmenter puissamment leur conscience de classe. Cependant, lorsque l'oppression, la brutalité et le désespoir atteignent dans l'armée elle-même un certain degré, l'étau de fer de la discipline militaire éclate, la masse populaire se met en révolte ouverte, et l'armée du service obligatoire se brise intérieurement.

La guerre transforme complètement sa technique. Les armes à feu se multiplient à l'extrême. Leur portée, leur calibre, la force explosive des obus s'accroissent fantastiquement. Pendant des heures, voire des journées entières, c'est un feu roulant, une rafale hurlante d'obus sur des secteurs embrassant des centaines de kilomètres. Le soldat se terre comme une taupe. Les lance-mines de tout modèle font sauter les tranchées avec leurs hommes. Le simple fusil d'infanterie est de plus en plus remplacé par la mitrailleuse qui abat des rangées entières d'hommes. La mitrailleuse, le canon à tir rapide, l'automobile et le blindage se combinent pour créer le char d'assaut invulnérable qui se meut même sur un terrain troué par les obus. La guerre, avec ses ballons dirigeables et ses avions, s'empare de l'air. Les avions et les dirigeables chargés de bombes emploient leurs terribles forces de destruction contre la population civile des grandes villes et démolissent des rues entières. La guerre se saisit de l'arme chimique, elle a recours à l'atrocité des gaz asphyxiants. Et, enfin, le sous-marin mène une guerre d'assassinat contre les bateaux de passagers et de commerce.

En un mot, toutes les acquisitions de la technique la plus développée, de la science « pure » et appliquée, sont mises en œuvre. La plus haute « civilisation » capitaliste devient la barbarie la plus profonde. La guerre devient une lutte de « matériel » et d' « industrie ». Ce ne sont pas seulement les masses populaires qui se mesurent sur le champ de bataille, ce sont les industries qui luttent avec les industries, les matières premières avec les matières premières, la force du capital avec la force du capital, la technique avec la technique, l'organisation industrielle avec une autre organisation industrielle.

La guerre établit, dans le cours de sa durée, des points

de départ pour une nouvelle technique de guerre, encore plus dominatrice et plus barbare, ainsi que pour des formes nouvelles d'organisation militaire, de tactique et de stratégie. Elle devient le point de départ d'armements plus puissants.

9. Le capitalisme piétine implacablement pendant la guerre les droits acquis par les peuples. Au nom de la démocratie et de la liberté des peuples, il supprime la démocratie, garotte les peuples au moyen de l'état de siège, leur ferme la bouche à l'aide de la censure, étouffe la voix des assemblées populaires, inonde le pays de ses mouchards, ferme les parlements, ou bien empêche de leur part toute parole de révolte.

La guerre montre que la démocratie bourgeoise est la dictature de fer de la bourgeoisie.

Elle détache les masses de l'Etat bourgeois, mais aussi des partis ouvriers embourgeoisés.

La guerre commence par la défaite catastrophique de la IIe Internationale opportuniste. Elle révèle à fond avec une clarté cruelle l'union intime entre l'opportunisme socialiste et la bourgeoisie impérialiste internationale. Les porte-parole socialistes de l'aristocratie ouvrière entrent directement, ouvertement, au nom de la « défense nationale », au service du capital monopolisé. L'asservissement de cette aristocratie ouvrière corrompue, embourgeoisée à sa bourgeoisie nationale brise la solidarité internationale de la classe ouvrière, l'Internationale elle-même et la plupart des partis social-démocrates. Les fractions prolétariennes les plus actives et les plus courageuses, révolutionnées par la guerre, s'en détachent, créent des courants, des groupements nouveaux, et entreprennent à la fin en partie la formation d'organisations autonomes. Entre les fractions véritablement révolutionnaires du prolétariat et les social-impérialistes déclarés, oscillent dans tous les pays des groupes, des courants ou des organisations qui haïssent la guerre, mais qui en même temps craignent la révolution, qui sont intimidés par le militarisme et n'ont pas confiance en la force révolutionnaire du prolétariat, formations hésitantes qui, suivant les circonstances, tantôt se tournent vers la révolution, tantôt vers la contre-révolution. Elles sont l'origine des partis « centristes ».

La guerre mondiale impérialiste, malgré la trahison des partis social-démocrates, se transforme, en vertu des contradictions intérieures de l'ordre capitaliste, social, politique et économique, en une crise des plus violentes, crise économique, sociale et politique. Elle pose d'abord devant les larges masses populaires des pays vaincus et pas seulement devant elles, le dilemme suivant : ou l'insurrection révolutionnaire contre le capital, ou la mort dans la barbarie !

10. Les pays coloniaux sont exploités d'une façon implacable par les puissances impérialistes dominantes et forcés de livrer des denrées alimentaires, de la force de travail et de la chair à canon. Mais en même temps, l'impérialisme est obligé de laisser l'industrie coloniale se développer sans frein. Il contribue au développement de l'industrie dans des pays jusque là surtout agricoles, dans les pays demi-coloniaux. Il est obligé de donner voix délibérative aux dominions dans les conseils politiques de la métropole. Il est obligé de promettre aux pays coloniaux une liberté plus grande et une autonomie plus grande. Il se voit à la fin forcé d'armer la population des colonies elle-même et de l'incorporer dans ses armées. Ainsi, les Etats impérialistes, tout en s'opposant les uns aux autres dans la lutte pour la domination et l'exploitation des pays coloniaux, se voient obligés de fortifier dans ces pays la tendance à l'affranchissement national et à leur donner les moyens matériels et moraux, avec lesquels ils pourront entreprendre, avec plus d'énergie, la lutte contre l'esclavage et l'exploitation impérialistes.

III. — Les Traités de paix impérialistes

11. Les traités de paix impérialistes de Versailles, de Saint-Germain, de Trianon, de Sèvres, poursuivent, par d'autres moyens, la même guerre impérialiste. Tout en désirant aplanir, au moyen d'accords solennels, les oppositions politiques entre les vainqueurs aux dépens des vaincus, ils accumulent de nouvelles matières inflammables pour de nouvelles guerres impérialistes mondiales. Les vainqueurs, sous prétexte de justice universelle, de droit des peuples à la libre disposition d'eux-mêmes, satisfont leurs appétits de pillards, soit ouvertement, soit dans des accords secrets.

Les traités de paix impérialistes prouvent irréfutablement que l'impérialisme est impuissant à créer un ordre mondial nouveau, solide et durable. Ils ont approfondi et

perpétué le trouble introduit par la guerre dans l'équilibre économique du monde. Ils font de ce trouble le point de départ d'une ère de désordres futurs encore aggravés. Ils ont anéanti la concurrence économique dans les pays non capitalistes qui, jusque-là, servaient de débouchés, mais à seule fin de bouleverser à fond les échanges des Etats capitalistes entre eux. L'Angleterre, la France ont abattu leur rival économique le plus puissant sur le continent, ont rattaché à elles toute une série d'Etats vassaux, pour créer de l'autre côté de l'Océan Atlantique un rival infiniment plus puissant. Elles ont couvert de dettes l'Allemagne, mais, par contre, elles se sont encore plus endettées en Amérique.

L'équilibre politique du monde est aussi peu réalisé que son équilibre économique. La volonté de partager et de s'assurer la proie acquise par la victoire (l'Allemagne, l'Autriche, la Turquie), divise forcément les vainqueurs en camps ennemis. Les résultats politiques de la victoire se retournent contre les buts primitifs des vainqueurs.

L'Angleterre a anéanti dans l'Allemagne son rival le plus puissant du continent, mais elle s'est créé dans la France un rival continental plus fort et plus dangereux, qui n'a en face de lui aucun concurrent d'égale force dans l'Europe continentale.

La France, de son côté, a acquis sur le continent européen un pouvoir de domination presque illimité, mais, pour conserver sa prépondérance militaire, elle a dû changer son ancienne domination financière en faillite. Pour abattre la Prusse, elle s'est prussianisée elle-même.

En Extrême-Orient, le Japon plonge ses griffes dans l'immense Etat chinois désarmé, et là se trouve face à face avec le concurrent américain.

Le géant des Etats-Unis sort de la guerre sans aucune acquisition territoriale, mais il fortifie sa position dans l'Asie Orientale, dans tout l'Océan Pacifique, dans les territoire éloignés de l'Amérique du Sud, et il devient, à la suite de la guerre, un centre industriel, financier et politique mondial et le possesseur d'une flotte de commerce et de guerre qui rivalise avec la flotte anglaise.

Pour s'assurer le bénéfice de la guerre impérialiste, au point de vue politique, les vainqueurs impérialistes ont balkanisé l'Europe, métropole de l'impérialisme, et l'ont rendue économiquement inapte à vivre. Pour s'assurer le marché du monde, ils ont détruit l'économie mondiale et suscité

des concurrents nouveaux et puissants. Ils ont déchaîné la guerre pour élargir le marché du monde, et ils l'ont rétréci. Ils ont déchaîné la guerre pour consolider leur domination sociale et ils ont déclenché une révolution sociale de beaucoup plus sérieuse, plus large et plus profonde que toutes les révolutions antérieures. C'est le renversement de toutes leurs intentions et de tous leurs buts.

IV. — La Période de la Révolution mondiale

12. La révolution mondiale non seulement succède à la guerre mondiale, mais encore elle en interrompt le cours. Elle commence par exécuter l'arrêt que le capitalisme a prononcé contre lui-même en se lançant dans la guerre impérialiste. La révolution suit la ligne de moindre résistance. Elle commence d'abord, non pas dans l'Etat capitaliste le plus développé, mais dans le pays le moins développé, en Russie, où un prolétariat audacieux et moderne et des millions de paysans miséreux et affamés, liés au prolétariat, s'attaquent à une bourgeoisie jeune et faible. D'un seul bond, elle y franchit l'espace qui sépare la Russie des démocraties bourgeoises de l'Occident, et elle dépasse immédiatement l'Occident capitaliste en instituant, à côté de la démocratie bourgeoise, les organes d'une démocratie prolétarienne, sous la forme de Conseils d'ouvriers et de soldats. La démocratie bourgeoise s'oppose à la démocratie prolétarienne grandissante et de plus en plus consciente, mais elle n'arrive pas elle-même à changer de place. Elle est incapable de résoudre, sauf en paroles, aucun des problèmes sociaux posés par le mouvement révolutionnaire des larges masses ouvrières et paysannes. Liée à la grande bourgeoisie et aux propriétaires fonciers de chaque pays, et par leur intermédiaire à ceux des puissances de l'Entente, elle n'est capable ni de continuer la guerre impérialiste, ni de la terminer. Elle est incapable de restaurer l'économie nationale détruite. Elle recule avec frayeur devant la remise de la terre aux paysans qui la désirent. Incapable de fonder un ordre social nouveau, elle ne sait pas non plus arrêter la destruction de l'armée et de sa discipline, ni réorganiser cette armée sur une nouvelle base de classe, sur la base des nouvelles conditions sociales. Ayant échoué dans tous ses efforts, en face de la méfiance grandissante et de la colère des ouvriers et des paysans, elle retombe dans les bras des vieilles puissances

réactionnaires : grande propriété foncière, capital, bureaucratie tsariste, généraux et popes. La démocratie bourgeoise nouveau-née s'en va pas à pas dans la direction de la dictature bourgeoise. Autour de cette démocratie bourgeoise qui évolue vers la dictature se groupe tout ce qui est réactionnaire, hésitant et douteux : depuis les généraux tsaristes et les popes, jusqu'aux socialistes-révolutionnaires, jadis révolutionnaires à la mode petite-bourgeoise, jusqu'à ces représentants de la minorité petite-bourgeoise du prolétariat, les social-démocrates mencheviks. La révolution fait en avant un second bond audacieux. Conduite par la classe ouvrière et par son parti révolutionnaire, la révolution prolétarienne, s'appuyant sur la masse énorme des prolétaires et des paysans, précipite dans l'abîme la démocratie bourgeoise, brise la vieille machine d'Etat démesurément agrandie, établit dans les Conseils le pouvoir politique des ouvriers et des paysans révolutionnaires, achève ainsi la révolution bourgeoise et, commençant la révolution socialiste, elle coupe les ailes à la guerre, elle la termine, au moins pour la Russie prolétarienne, et donne une impulsion immense au mouvement révolutionnaire dans l'Europe Centrale et Occidentale.

La révolution prolétarienne, victorieuse en Russie, crée pour le progrès de la révolution sociale, en Occident, et pour la révolution nationale bourgeoise, en Orient, un puissant point d'appui, un centre et une solide position de repli politique, économique et militaire. La première révolution prolétarienne, victorieuse dans le cadre d'un grand Etat, découvre enfin et construit la forme politique de l'Etat prolétarien dans la période transitoire entre la société capitaliste et la société socialiste : la République des Conseils. Elle constitue en même temps, en toutes ses périodes, un riche répertoire de stratégie politique, une source vivante d'énergie révolutionnaire, un arsenal d'expériences et elle établit les principes de la construction socialiste.

Conseils d'ouvriers et de soldats — tels sont les premiers mots que bégayent les autres révolutions, en Allemagne et en Europe Centrale et Orientale. Mais ici, en face d'une bourgeoisie plus forte et mieux organisée, et en l'absence d'un fort parti ouvrier révolutionnaire, les Conseils ne constituent qu'un épisode de la lutte. Dirigée par la social-démocratie, la bourgeoisie allemande noie les Conseils, ainsi que l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, dans une mer de sang prolétarien. La vague révolutionnaire

reflue. La scène est occupée d'abord par la démocratie bourgeoise, qui tombe de plus en plus dans les bras de la réaction ; pas plus que la démocratie bourgeoise en Russie, elle n'est capable de résoudre les questions qu'ont posées la cessation de la guerre et la crise du capitalisme. Sous sa domination, la débâcle économique se poursuit sans relâche. Elle essaie de l'arrêter aux dépens de la classe ouvrière et des classes moyennes. Elle tombe ainsi de plus en plus sous le joug du Capital monopolisé et elle s'oppose à l'ensemble des masses populaires exploitées. Elle est tout aussi incapable de résoudre les questions de politique étrangère. Sa soumission à la dictature de l'Entente, non seulement n'allège point, mais alourdit encore les conditions de vie de la République bourgeoise.

Les révolutions d'Occident qui suivent immédiatement la défaite militaire répètent en gros, mais avec plus de lenteur au sein d'une économie plus avancée, la première révolution prolétarienne.

La révolution mondiale s'annonce d'une façon non moins menaçante dans les pays coloniaux et demi-coloniaux.

La bourgeoisie mondiale, après avoir repoussé victorieusement en Occident le premier assaut prolétarien, riche de son expérience, a fortifié sa position de points d'appui nouveaux et, pour se renforcer, elle a puisé dans la petite bourgeoisie et la classe ouvrière elle-même des réserves fraîches. Cependant, les années qui ont suivi la fin de la guerre l'ont montrée complètement incapable de reconstruire l'ordre capitaliste détruit et d'assurer l'existence de ses esclaves prolétaires au sein du régime de l'esclavage capitaliste.

V. — La Crise du Capitalisme

13. La guerre mondiale, ayant détruit une quantité énorme de moyens de production et de forces de travail humain, n'a nullement rétabli l'harmonie entre les forces productives et les conditions de production capitaliste. Au contraire, elle a montré que les conditions de production capitaliste réfrénaient de plus en plus le développement des forces productives ; elle a fait du chaos économique et de la crise un phénomène constant de l'économie capitaliste en déchéance.

14. La destruction des forces productives par la guerre mondiale ne s'est pas produite d'une façon uniforme. Tan-

dis que l'Europe Orientale et Centrale s'est appauvrie jusqu'à la famine, l'appareil de production de l'Angleterre et des pays extra-européens s'est puissamment agrandi. Le centre de gravité du capitalisme a passé en Amérique. L'équilibre économique normal est rompu. Tandis que, dans l'Europe Centrale et Orientale la production décroît par manque de capital (matières premières, moyens de chauffage, machinerie) et, par suite, de la sous-alimentation de la classe ouvrière, la production, dans les pays dont l'appareil productif n'a pas été endommagé, est limitée faute de débouchés. Là, c'est le plein travail, avec des salaires de famine ; ici, c'est le chômage prolongé. Ici et là, le prolétariat est dans la misère.

C'est la dévalorisation rapide de la monnaie des pays appauvris, qui constitue le signe le plus visible de cette débâcle. Basé sur l'échange des produits contre des produits, échange unifié par l'emploi de l'or comme étalon universel, le marché mondial se divise en compartiments ayant des conditions économiques et sociales très différentes. Le manque d'un étalon de valeur fixe fait dépendre le taux du profit, réalisé au cours de la production, de la spéculation licite ou illicite sur les changes. Cette partie du capital qui n'est pas encore trustée se retire de la production pour devenir de plus en plus un capital de commerce et de spéculation. La dévalorisation continuelle de l'argent, dans les pays appauvris et courant à la ruine, sape complètement le système du crédit et rend l'épargne économiquement sans objet. Tout cela a, sur la marché de la production, un résultat désastreux.

Les rapports entre l'industrie et l'agriculture se relâchent. Le rendement agricole diminue : dans les pays appauvris, soumis au blocus pendant la guerre, il diminue faute de moyens de production (cheptel, engrais artificiels, etc.), et parce que la hausse extraordinaire des produits agricoles permet aux paysans de satisfaire tous leurs besoins, même avec un rendement diminué ; dans les pays qui exportent des produits agricoles et qui ont un change élevé, le rendement diminue parce que les produits, cotés à des prix assurant un bénéfice, ne trouvent pas d'acheteurs sur le marché mondial.

La lutte pour l'appropriation de cette production mondiale rétrécie se poursuit de plus en plus âprement, aussi bien dans chaque pays particulier que dans le monde entier pris dans son ensemble. La concentration du capital et de la puissance économique en quelques mains s'accentue rapidement pendant et après la guerre. Dans les pays appauvris, de larges couches populaires se prolétarisent : les rentiers ayant un revenu fixe, à cause de la dévalorisation de l'argent ; les artisans, à cause de l'impossibilité où ils se trouvent de se procurer, par suite de la hausse énorme des prix, les moyens de continuer leurs entreprises ; les fonctionnaires, dont les traitements, vu la dévalorisation de l'argent, sont tombés au niveau des salaires prolétariens, ce qui ne fait qu'accroître la corruption générale. Dans tous les pays, les paysans, en tant que classe, luttent avec acharnement contre le capital concentré en des établissements monopolisés. A l'intérieur de la population paysanne s'opère la différenciation des classes : les gros paysans qui s'enrichissent s'opposent avec violence aux petits paysans réduits en partie à vivre de leurs salaires et souffrant cruellement de la cherté générale. Le niveau de vie de la classe moyenne, aussi bien ancienne que nouvelle, a baissé. La crise permanente du parlementarisme et des gouvernements bourgeois constitue un signe visible de la lutte de classe renforcée et marque la déchéance de la société capitaliste. Dans aucun pays n'existe au Parlement un solide parti gouvernemental. Les coalitions de partis qui se renouvellent rapidement, les changements ininterrompus de gouvernement caractérisent la crise dans laquelle se débat la société capitaliste.

Mais la lutte décisive se poursuit surtout entre la bourgeoisie et le prolétariat. Le Capital cherche à surmonter la crise, en aggravant l'exploitation du prolétariat, — tout est bon pour atteindre ce résultat. La journée de huit heures, cette conquête de la période révolutionnaire de démobilisation, sera abrogée ; les heures de travail supplémentaire seront augmentées. On augmentera aussi l'intensité du travail et de l'exploitation : le Capital demande à cor et à cri une plus grande productivité du travail. Il veut réduire les prix de revient de la production capitaliste, en abaissant les salaires réels bien au-dessous du niveau d'avant-guerre.

Mais le prolétariat se défend avec une résolution révolutionnaire. Certes, les chefs syndicalistes traîtres et les social-patriotes essaient de le contraindre, dans l'intérêt du capital, à se soumettre pacifiquement à une exploitation accrue. Mais sa conscience de classe a fait de

grands progrès pendant les longues années de guerre et au cours de la période révolutionnaire actuelle. Il s'est familiarisé avec le maniement des armes. Il est prêt à lutter les armes à la main plutôt qu'à plier sous la volonté du Capital. La foi en la pérennité du régime capitaliste décline dans des couches prolétariennes de plus en plus larges. L'exemple de la Russie des Soviets, où le pouvoir prolétarien se maintient depuis cinq ans, donne aux militants révolutionnaires le courage et l'esprit de résolution. Le prolétariat oppose une résistance acharnée aux tentatives du Capital, qui cherche à ses dépens à surmonter la crise. Des grèves très longues et fréquemment répétées paralysent la production. Les grèves politiques générales, les révoltes armées troublent la marche de la production capitaliste. Dans de nombreux pays, la guerre civile devient un phénomène constant. Le Capital ne peut plus s'en remettre, pour sa défense, au pouvoir de l'État, placé au-dessus des classes : il est obligé de former des troupes de classe, recrutées dans la classe dominante. Une partie de plus en plus grande de ses bénéfices doit servir au maintien de la domination de classe.

Le Capital reste impuissant en face de cette débâcle. Les pays vaincus et appauvris courent, sans résistance, vers la ruine. Le Capital cherche ici à se défendre contre le prolétariat en s'unissant avec le Capital des pays vainqueurs. Le Capital des quatre puissances restées debout après la guerre (Etats-Unis, Angleterre, France et Japon) tâche de surmonter la crise en faisant du reste du monde son domaine colonial. Toute l'Europe, du Rhin à la Russie des Soviets, est devenue une sorte de domaine colonial, économiquement assujetti et en réalité réduit à la servitude. Les pays plus petits dont certains avaient gardé leur neutralité pendant la guerre ont certes conservé une apparence d'indépendance politique, mais en réalité, au point de vue économique, ils sont pris à la remorque par les grandes puissances impérialistes (la Belgique par la France, la Hollande par l'Angleterre). Tous les autres sont devenus la proie du capital de l'Entente. Leurs moyens de production passent rapidement dans les mains du Capital franco-anglais. C'est le Capital anglo-français qui leur dicte leur politique économique. Tandis que l'Allemagne, la seule concurrente d'égale force, a été désarmée, les autres se ruinent par des armements mutuels, dictés par les intérêts opposés du Capital anglais et français. Malgré la Société des Nations, la Ligue de la Paix, la Conférence de Washington et le désarmement de l'Allemagne, la bourgeoisie mondiale emploie pour ses dépenses militaires une plus grande portion du revenu mondial qu'avant la guerre. C'est armés jusqu'aux dents que se font face les quatre rivaux luttant pour la domination du monde : leur politique oscille entre les assurances de fidélité à l'alliance et les menaces à peine voilées de guerre. La lutte se poursuit pour chaque coin de terre qui n'est pas encore définitivement tombé sous la coupe d'une des puissances mondiales. Chacune aspire à dominer la plus grande partie du marché universel, et c'est ainsi qu'on prépare sans cesse des guerres nouvelles. En attendant, la lutte des peuples coloniaux proprement dits, pour leur affranchissement, revêt des formes de plus en plus aiguës. Les dominions anglaises se libèrent pacifiquement de la métropole. Les peuples coloniaux, entraînés dans la guerre mondiale, ont appris à connaître le secret de la force des peuples impérialistes blancs, et celui de la supériorité de leur technique de guerre.

La foi dans la puissance inébranlable de la domination blanche disparaît. Les peuples coloniaux s'efforcent, au cours d'une lutte de plus en plus ample, de secouer le joug. C'est ainsi que la domination économique des grandes puissances capitalistes se trouve sapée à sa base.

Tandis que la contradiction entre les forces productives et les conditions de production capitalistes devient de plus en plus forte, l'économie de la Russie des Soviets, construite sur des bases nouvelles, se fortifie. Le processus en est long et influencé défavorablement par l'état de crise du monde capitaliste. Cependant l'évolution est telle que la ligne montante de l'économie russe dépassera, dans un temps prochain, la ligne descendante des pays capitalistes voisins. Lorsqu'il en sera ainsi, la lutte pour le changement des conditions de production dans les pays avoisinants recevra une impulsion forte et nouvelle.

15. La lutte mondiale du prolétariat et des peuples opprimés est liée, dans les différents pays, à des conditions économiques et politiques différentes. La révolution et la crise mondiale ont touché les Etats et les pays à un degré différent et ont, soit rapproché, soit éloigné les unes des autres leurs conditions économiques. Malgré la concordance des buts de la classe ouvrière dans les grands pays capitalistes, d'un côté, et des peuples colo-

niaux et demi-coloniaux opprimés, de l'autre, la différence de points de départ détermine une différence entre les étapes les plus proches qui conduisent à la prise du pouvoir par le prolétariat et les paysans pauvres.

Les facteurs déterminants pour la révolution mondiale sont : 1° la solidité économique plus ou moins grande d'un pays capitaliste ou d'un groupe de pays et la possibilité qu'ils ont de se suffire à eux-mêmes ; 2° le partage du pouvoir entre les classes et les couches sociales les plus importantes du pays, le degré d'ébranlement qu'y a subi la puissance de l'Etat bourgeois ; 3° le degré de développement du pouvoir d'Etat bourgeois.

A ce point de vue, on peut distinguer comme principaux groupements :

1° Les pays capitalistes enrichis par la guerre, qui, sur leur propre territoire et sur les territoires soumis à leur influence politique, ont encore d'importantes possibilités de développement capitaliste et un pouvoir d'Etat, démocratique et bourgeois, bien organisé.

Tel est le cas des Etats-Unis, de l'Union Sud-Africaine et de l'Australie ;

2° Les pays capitalistes dont l'économie est restée, pendant la guerre, intacte dans l'ensemble et qui possèdent de vastes domaines coloniaux et un pouvoir d'Etat, démocratique et bourgeois, bien organisé : l'Angleterre et le Canada ;

3° Les pays capitalistes, également enrichis par la guerre, mais à constitution semi-absolutiste : le Japon ;

4° Les pays capitalistes qui, tout en étant victorieux, ont été fortement ébranlés par la guerre au point de vue économique et financier, et dont le pouvoir démocratique a subi des atteintes plus ou moins grandes : la France et l'Italie ;

5° Les Etats appauvris à l'est du Rhin, avec un pouvoir bourgeois jeune, faiblement organisé, ou ébranlé par de fortes attaques révolutionnaires : l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, les Pays balkaniques, etc.;

6° Les pays coloniaux et demi-coloniaux :

a) L'Inde, la Perse, la Turquie, la Corée, etc. (pays de grande propriété foncière) ;

b) La Chine (petite propriété foncière prépondérante) ;

7° Les pays dans lesquels le prolétariat a pris le pouvoir : la Russie des Soviets, ainsi que les Républiques soviétiques, fédérées avec elle, et la République d'Extrême-Orient

CHAPITRE II

LA PRISE DU POUVOIR POLITIQUE

I. — Le Prolétariat comme puissance motrice et classe dirigeante de la transformation socialiste

16. Le régime économique du capitalisme est acculé dans une impasse. Après avoir été le levier le plus puissant du développement des forces productives sociales et de la richesse générale, il est devenu une chaîne pour ces forces productives et est un destructeur de cette richsse. Dans sa montée, il s'est épanoui en économie mondiale. Dans sa descente, il détruit cette économie elle-même. Les crises temporaires, c'est-à-dire la destruction de moyens de production et de produits, lui permettaient périodiquement d'arriver à un développement nouveau de la production. La crise est devenue permanente. La non-utilisation et la destruction des instruments de travail, des forces de travail vivantes et des produits sont devenues la norme du capitalisme en déchéance. A travers les guerres et les révolutions, le régime capitaliste s'est frayé un chemin, et franchissant tous les obstacles, a accéléré sa marche. La guerre, au contraire, est devenue pour l'économie capitaliste un moyen terrible d'autodestruction. Elle tend à se répéter périodiquement dans des proportions grandissantes. Le capitalisme en montant ne cessait d'approfondir l'abîme social qui sépare le capital et le travail. De temps à autre, il condamnait implacablement au dépérissement physique et à la mort des fractions entières de la classe ouvrière. Son dévelop-

pement s'accompagnait *toujours* d'une déchéance des couches les plus basses de la classe ouvrière, qui devenaient une armée de déracinés, de dégénérés, de déguenillés. Cependant, le capitalisme ne pouvait se maintenir qu'en assurant à la grande masse de la classe ouvrière l'existence physique, la conservation normale de sa force de travail, un minimum d'éducation pour ses enfants, et c'est à cette fin qu'il a laissé certaines fractions du prolétariat bénéficier de sa montée. Le capitalisme en débâcle s'attaque par contre aux bases de l'existence physique de la classe ouvrière. Pour la grande masse des travailleurs, il change leur misère relative en une misère absolue et leur misère sociale en une misère physique. Il coupe court au développement culturel de la classe ouvrière, il fauche les enfants de celle-ci par dizaines de milliers. Il cherche à se sauver, au détriment de l'existence normale et de la conservation de la classe ouvrière, des employés et même des petits et moyens fonctionnaires. Le régime capitaliste est arrivé au point où il commence à détruire les acquisitions matérielles et à saper les bases mêmes de son existence : c'est-à-dire les instruments de travail accumulés, l'ensemble des richesses sociales, les forces de travail vivantes. Plus encore : dans une lutte implacable pour ses privilèges sociaux, le régime bourgeois sacrifie cette civilisation bourgeoise même, sur laquelle il avait fondé ses prétentions au pouvoir. Ses artistes, ses savants, ses écrivains, sont condamnés à une ration de famine ; il jette par-dessus bord, comme un lest inutile, l'art, la littérature et la science. Les jouissances matérielles grossières, la débauche raffinée, l'ivresse artificielle, l'obscurantisme de tous les temps et de tous les pays, voilà en quoi se dissout la civilisation bourgeoise.

Le régime capitaliste et la civilisation bourgeoise sont en pleine déchéance.

Seul un ordre économique et social plus élevé et nouveau peut encore arrêter cette débâcle, sauver l'économie qui tombe en ruines et la reconstruire, assurer la vie aux travailleurs, rénover la civilisation bourgeoise pourrissante, régénérer le monde détruit par le capitalisme.

Le régime capitaliste a créé, par son propre mécanisme, toutes les conditions matérielles nécessaires pour un ordre économique et social plus élevé et nouveau, pour une direction consciente et ordonnée de l'économie par

la société, en vue de satisfaire les besoins de la société elle-même, pour le socialisme.

Il a créé les moyens techniques qui, appliqués d'une façon consciente et ordonnée, pourraient non seulement assurer une existence humaine à tous les membres de la société, mais encore créer l'abondance. Il a fait du travail lui-même au plus haut point une fonction sociale. Briser les chaînes de la propriété capitaliste est devenu une nécessité impérieuse et inéluctable ; fonder la propriété collective des instruments de travail est devenu dès aujourd'hui possible.

Mais les chaînes de la propriété capitaliste ne tombent pas d'elles-mêmes. C'est la débâcle du régime capitaliste qui seule se produit d'une façon aveugle, inconsciente « par elle-même ». La propriété capitaliste est maintenue par le pouvoir politique de la bourgeoisie. Elle ne peut donc être brisée que par la chute de ce pouvoir sous les coups d'une *révolution politique* qui détruise les fondements du vieil ordre capitaliste et qui installe au gouvernail une nouvelle classe sociale.

L'avènement du socialisme n'est donc possible que grâce à une action consciente, grâce à l'acte de volonté de la classe ou des classes révolutionnaires qui transforment en une réalité vivante la simple possibilité matérielle de la transformation socialiste, par la prise du pouvoir politique.

17. C'est le prolétariat qui est le réalisateur et le chef de la révolution politique et de la transformation socialiste. Il ne peut élever le niveau de son existence, en tant que classe exploitée, qu'en élevant en même temps son adversaire, le Capital, ainsi que les institutions sociales basées sur l'opposition entre les possesseurs des instruments de travail et ceux qui ne possèdent rien. Il ne peut se libérer comme classe qu'en affranchissant la société elle-même du régime de classe. Il ne peut assurer son existence qu'en s'emparant des moyens de production. Il ne peut s'emparer des moyens de production qu'en en rendant la propriété collective. Il ne peut satisfaire ses besoins industriels qu'en faisant des besoins sociaux la base même de la production. Il ne peut supprimer la paresse et la fainéantise qu'en transformant tout le monde en ouvriers coopérateurs. Il ne peut mettre fin au désordre qu'en soumettant l'économie entière à un plan d'ensemble. C'est dans la situation du prolétariat au sein

de la société capitaliste que se trouve la clé de la société future. Il est devenu une force sociale grâce au travail lui-même, mais il est privé par le Capital des fruits de sa situation sociale. D'autre part, la fonction des capitalistes, en tant qu'exploiteurs, se sépare de plus en plus de l'activité que nécessite la direction de la production. Au fur et à mesure que la production devient sociale, le Capital se décharge de sa direction technique, commerciale et organisatrice sur des employés, en condamnant le gros de ces employés à la portion congrue, à un simple salaire d'ouvriers qualifiés, ou même en diminuant encore leurs traitements. Ainsi, le prolétariat acquiert de plus en plus les capacités nécessaires pour organiser et diriger la production.

Pendant cette lutte de classe, économique et politique, qui dure depuis des dizaines d'années, le prolétariat a développé ses cadres d'organisateurs et sa conscience de classe. Partout où le Capital a atteint un plus haut degré de concentration, le prolétariat a créé de grandes organisations politiques et économiques.

C'est sur le prolétariat que le capitalisme qui se disloque cherche à rejeter toutes les charges et toutes les misères qui résultent de sa ruine : aussi bien les charges de la guerre que celles de la reconstruction capitaliste. La déchéance physique du prolétariat ou la chute de la domination capitaliste, la ruine passive ou bien le salut par sa propre action — telle est la question qui se pose devant le prolétariat.

Dans sa débâcle, le capitalisme opprime toutes les classes et couches populaires, à l'exception de la classe capitaliste elle-même, des grands propriétaires fonciers et des paysans riches : il opprime la petite propriété des artisans, basée sur le travail du propriétaire, les petits commerçants, les petits paysans, les fonctionnaires moyens et petits. Grâce à la guerre et à la crise, il a créé une couche toujours grandissante de déclassés issus de toutes les classes sociales. Toutes ces couches et ces classes sont ballottées sans cesse entre le capital et la classe ouvrière, entre la réaction et la révolution. Les classes et les couches sociales, liées à la petite propriété, ne peuvent jouer aucun rôle révolutionnaire indépendant. Elles s'appuient soit sur la bourgeoisie, soit sur le prolétariat. Le prolétariat doit penser à les détacher de la bourgeoisie et à les conduire au combat contre celle-ci, ou

tout au moins à la neutraliser. La direction de la révolution ne peut être qu'entre les mains de la classe qui, par son rôle social, est capable de l'assumer et qui est appelée à réaliser jusqu'au bout, sans hésitation, la rupture avec la bourgeoisie.

Dans sa lutte pour l'affranchissement, le prolétariat groupe autour de lui toutes les classes, les couches et les forces qui bataillent contre la domination de la classe bourgeoise : les fractions révolutionnaires de la petite bourgeoisie, des intellectuels et de petits paysans. Il se lie avec les révolutionnaires nationaux bourgeois qui, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, luttent contre la violence impérialiste.

Dans tous ses rapports avec d'autres classes, son propre intérêt révolutionnaire joue pour le prolétariat un rôle essentiel et prépondérant. Cet intérêt nécessitant la solution la plus radicale : le renversement du régime bourgeois, comporte ainsi la solution des conflits provisoires entre les autres couches et classes sociales.

La victoire de la révolution prolétarienne n'est pas seulement assurée par le fait que la classe ouvrière dispose de forces plus grandes. Le prolétariat sait encore, avec sa vision claire du but, mettre en mouvement ses forces supérieures sur les points et aux moments décisifs, et mener jusqu'au bout la bataille.

II. — Le rôle du Parti Communiste et ses rapports avec les Syndicats, les autres organisations prolétariennes

18. Le prolétariat n'est pas uni comme classe par le fait même de son existence ou bien de sa conscience. Son unité se réalise seulement au cours de ses luttes avec le patronat capitaliste, avec la bourgeoisie et surtout au cours de sa lutte pour le pouvoir.

Au début de la période capitaliste, le prolétariat moderne se compose de paysans expropriés et d'artisans et il est lié, en fait et idéologiquement, à la bourgeoisie. Une exploitation sans bornes pousse le prolétariat à la révolte contre la nouvelle forme de l'exploitation, la forme capitaliste. A l'époque de son enfance, le prolétariat lutte contre l'intolérable exploitation capitaliste avec les moyens et les méthodes de la révolution bourgeoise et en s'atta-

quant au côté le plus positif du capitalisme, c'est-à-dire à l'application de la technique nouvelle. Ce combat élémentaire, au moyen de fausses armes (révoltes, coups de main, destruction de machines) n'apporte aucun remède à son appauvrissement rapide. Après de lourdes défaites, après de longs tâtonnements, le prolétariat trouve un moyen de combat, pour assurer son existence prolétarienne, dans le refus collectif du travail.

La grève élémentaire des ouvriers d'une seule usine, contre un seul patron, dans la période de la concurrence la plus primitive entre les patrons inorganisés, touche le capitaliste à son endroit le plus vulnérable : la source de ses bénéfices. Le patron inorganisé qui subit une grève est frustré de ses commandes et de sa clientèle par un concurrent dont les ouvriers ne chôment pas. La nécessité qui découle pour ce patron des intérêts du capital, de la détérioration du matériel et des machines, et des payements courants, l'oblige à céder. D'autre part, grâce à la concurrence, les ouvriers en grève trouvent du travail ailleurs. Tout cela contribue non seulement à abaisser la pression exercée sur les ouvriers, mais constitue encore un danger de plus pour le patron qui perd ses ouvriers qualifiés et éduqués au profit de ses concurrents. Au début du capitalisme tout cela équivaut souvent à une véritable ruine, surtout lorsque les secrets de la fabrication passent avec les ouvriers au concurrent.

De la grève des ouvriers d'une usine contre un seul patron, la lutte s'élargit pour devenir une grève des ouvriers d'une branche entière de l'industrie contre tous les patrons de cette branche, dans la même ville, la même région, dans le pays entier ou dans plusieurs pays. C'est à cet élargissement des luttes économiques qu'ont recours les ouvriers pour rendre plus difficile au patron la continuation du travail à l'aide de briseurs de grèves, et les patrons également — pour soutenir la concurrence pendant la grève, grâce à des alliances organisées, ainsi que pour se garer contre les difficultés d'échéance et la perte de la clientèle. En outre, la concentration des entreprises et le remplacement des petites et moyennes usines par de puissants établissements capitalistes, par les cartels et les trusts, augmentent automatiquement l'ampleur des grèves. Avec la concentration du capital se développent les grèves et les lock-outs de masse. Le front de bataille des ouvriers grandit, mais en même temps grandit aussi la résistance

du patronat. La grève des ouvriers d'une seule usine, grève sans importance pour la société, se transforme en grève de masse (*Massenstreik*) qui constitue un événement social et qui ébranle dans leurs fondements la production et le pouvoir de la bourgeoisie. Les grèves de masse s'élargissent pour devenir des combats gigantesques qui dépassent les cadres d'un Etat et établissent un front de classe international, grâce à leur force et à leur caractère de masse. Elles divisent la société en deux camps ennemis, et transforment les luttes économiques et professionnelles, ayant en vue d'assurer l'existence du prolétariat à l'intérieur du régime capitaliste, en luttes politiques et révolutionnaires pour le pouvoir et la domination.

19. En même temps que les luttes économiques, se développent aussi les organisations économiques. La grève spontanée est soutenue par des cotisations spontanées. Les luttes élémentaires et les mesures de défense élémentaires conduisent à la formation d'unions professionnelles locales. Les cotisations spontanées sont remplacées par les cotisations régulières des adhérents. L'union ayant pour but l'achat en commun de denrées alimentaires à meilleur marché, conduit à la création d'unions de consommateurs et au mouvement coopératif. En même temps que les luttes se développent de plus en plus en mouvements de masses, l'organisation professionnelle locale s'élargit pour devenir une fédération syndicale centrale de métier et d'industrie et à la fin une union nationale et internationale d'abord fédérative, puis centralisée.

Les formes diverses que prend la bataille syndicale conduisent à une administration et à une stratégie compliquées. Ces luttes de classes organisées avaient pour but essentiel, avant 1914, d'affermir et d'améliorer les conditions de l'existence prolétarienne à l'intérieur de l'économie capitaliste et de l'Etat bourgeois.

Avec le développement du capitalisme, ces luttes s'élargissent, ainsi que le sens que leur donne la classe prolétarienne. Plus elles deviennent conscientes, plus elles affinent et approfondissent la conscience de classe du prolétariat, plus se renforce et devient sûre d'elle-même la puissance des organisations prolétariennes.

20. En même temps que les organisations économiques et les luttes économiques, se poursuivent les luttes politiques et se forment des organisations politiques. La grève

économique des ouvriers d'une seule usine contre le patron particulier était déjà, au fond, une lutte d'ordre politique. La bourgeoisie, au début de la période capitaliste, n'était pas en mesure de briser la grève d'une seule usine au moyen de son pouvoir d'Etat, comme elle a su le faire lors des luttes que les ouvrierss ont menées contre l'exploitation capitaliste avec les moyens et les méthodes de révolte bourgeoise. C'est à ce point de vue que le sens politique de ces premières luttes avait une importance de principe. Cependant le prolétariat est resté des dizaines d'années encore politiquement à la remorque de la bourgeoisie, bien qu'il luttât déjà puissamment et victorieusement contre celle-ci dans le domaine économique.

En Angleterre, la rupture politique entre le prolétariat et la bourgeoisie n'a pas aujourd'hui encore amené la formation de partis prolétariens indépendants. La lutte politique entre les deux partis bourgeois pour le pouvoir n'était exploitée par les ouvriers anglais qu'indirectement : le prolétariat appuyait à tour de rôle celui des des deux partis qui promettait de donner satisfaction aux revendications provisoires mises en avant pendant les luttes économiques directes. Le prolétariat anglais avait réussi ainsi, en appuyant les libéraux, à supprimer les droits de douane sur le blé, et à obtenir le pain à bon marché, et en appuyant les *tories* à obtenir la loi sur la diminution de la journée de travail, le « bill » des douze heures et enfin des dix heures, ainsi que la loi sur la protection du travail.

Un autre type de mouvement ouvrier se développe dans les pays latins. L'importance numérique du prolétariat y étant moindre et son rôle dans l'économie plus strictement déterminé, les parlementaires bourgeois, soutenus par le prolétariat, ne tiennent aucun compte des promesses faites par eux au moment des élections. Déçu par le parlementarisme, le prolétariat abandonne peu à peu le champ de bataille du parlementarisme bourgeois et tend à circonscrire la lutte au domaine purement professionnel (*le syndicalisme*), sans que la situation du prolétariat soit ainsi renforcée et élargie.

La troisième forme du mouvement ouvrier, qui constitue une synthèse des deux premières, est celle que nous trouvons en Allemagne. Là, outre un parti politique indépendant, s'oppose à la bourgeoisie un mouvement syndical et coopérateur qui collabore avec le parti politique. Cette

forme de mouvement permet de diviser le travail et d'utiliser toutes les possibilités que présentent l'économie capitaliste et le pouvoir bourgeois, et elle conduit à la bataille pour assurer l'existence prolétarienne au sein même du régime capitaliste.

Le quatrième type est constitué par le mouvement ouvrier russe. Les conditions politiques et économiques de la Russie avaient rendu impossible la lutte légale à l'intérieur du régime existant. C'est au cours d'une lutte acharnée, héroïque et pleine de sacrifices que se constitue illégalement un parti révolutionnaire, dont l'action principale a pour but immédiat la chute du pouvoir politique. Des conditions de lutte extrêmement dures ont opéré la sélection des éléments les plus courageux et les plus combatifs, dans le parti révolutionnaire qui devient capable d'étudier à fond chaque problème et de le résoudre pratiquement. Au moment approprié, ce parti réussit à prendre en main la direction des masses, à abattre l'ancien pouvoir, à établir et à défendre victorieusement le pouvoir prolétarien, avec l'appui des paysans révolutionnaires.

21. En voulant assurer son existence, le prolétariat bute partout contre le mur du pouvoir politique de la bourgeoisie. En présence des conditions politiques actuelles, il n'est plus possible d'assurer nulle part et d'une façon durable l'existence du prolétariat. C'est pour cette raison qu'il est nécessaire de faire partout du Parti communiste l'organe directeur de la classe prolétarienne, organe capable, comme cela eut lieu en Russie, de préparer et de diriger la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. En face des hésitations dont souffre la conscience et la volonté du gros de la classe ouvrière, le Parti communiste cristallise et réalise l'unité de classe, idéologique et effective. Il réunit dans son sein les fractions les plus avancées, les plus averties et les plus combatives de la classe ouvrière. C'est grâce au Parti communiste que le prolétariat se constitue en classe consciente.

Les communistes « n'ont point d'intérêt qui les sépare de l'ensemble du prolétariat » (1).

Dans la période de déchéance de l'économie capitaliste, la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière ne peut être conduite victorieusement que sous une direction exclusive,

(1) *Manifeste communiste*, II.

internationale et centralisée, et avec la discipline révolutionnaire la plus sévère.

Le Parti communiste est un parti international unitaire.

Le Parti communiste ne veut pas s'emparer du pouvoir en restant une petite minorité du prolétariat ; il tend à conquérir, pour les buts et les principes du communisme, la grande majorité de la classe ouvrière (et des masses populaires productrices, opprimées et exploitées par le capital). Il veut faire du prolétariat, dans ses masses les plus larges, le représentant averti et résolu de la lutte de classe contre la bourgeoisie. Dans ces batailles, le Parti communiste se lie de la façon la plus intime aux masses et prend en main leur direction.

C'est seulement à la tête de la classe ouvrière que le Parti communiste saura s'emparer du pouvoir. Sa victoire n'est pas au début, mais à la fin de la révolution.

C'est de cette position du Parti Communiste que découle son attitude envers les partis et les syndicats réformistes existants.

Les partis réformistes et centristes, figés dans les formes du mouvement ouvrier d'avant-guerre, jouent le rôle d'auxiliaires de la bourgeoisie. Il n'est plus possible d'assurer l'existence du prolétariat dans l'économie et sous la loi capitalistes. En travaillant à « reconstruire » le régime capitaliste, les partis réformistes et centristes sacrifient les intérêts de la classe ouvrière et la classe ouvrière elle-même. En pleine lutte pour le pouvoir, ils sont le renfort, le bouclier de la bourgeoisie. Après la conquête du pouvoir, ils deviennent le centre de la propagande, de l'organisation et de l'action contre-révolutionnaires, le noyau autour duquel s'agglomèrent les classes et couches sociales insurgées contre le pouvoir politique du prolétariat.

L'attitude du Parti communiste envers les partis ouvriers réformistes ne peut donc être que de combat jusqu'à la victoire finale.

Les syndicats réformistes qui groupent les masses prolétariennes, comme aussi les partis centristes et réformistes, se trouvent dans le camp de la bourgeoisie ; ils trahissent tous les jours les intérêts ouvriers, en marchant et en collaborant avec la bourgeoisie dans l'intérêt de la « reconstruction » capitaliste, même dans les questions les plus simples de salaire et de journée du travail, par peur de la bataille révolutionnaire pour le pouvoir. Il s'agit de conquérir les organisations de masse du prolétariat, de les nettoyer des

influences réformistes et d'éliminer leurs cadres bureaucratiques, grâce aux Conseils d'usines, qui constituent de nouveaux organes syndicaux, vivants et jouant un rôle de plus en plus important dans la bataille révolutionnaire.

En prenant en main la direction de cette lutte révolutionnaire, le Parti communiste transforme les Conseils ouvriers en des organes spécifiquement prolétariens ; c'est dans ces organes qu'en dehors de toute différenciation en partis est organisé l'ensemble du prolétariat. Sous la direction du Parti communiste, les Conseils ouvriers font l'apprentissage de l'idéologie et de la lutte pour le pouvoir, avant de devenir l'organe de la classe ouvrière dans l'exercice de la dictature prolétarienne. Dans le feu de la guerre civile, dans la dure lutte pleine de sacrifices pour la construction d'une société communiste, le prolétariat se débarrasse des restes de la pensée et de l'action bourgeoises, devient communiste, abat son ennemi de classe bourgeois et, dans la mesure où il réussit à anéantir la classe bourgeoise, il crée une société sans classes qui rend impossible toute exploitation et toute oppression, il substitue à la société bourgeoise, souillée de sang et de boue, une société sans classes d'hommes libres et indépendants.

Dans sa lutte libératrice, le prolétariat emploie tous les moyens de combat dont il peut disposer, et qui peuvent l'aider à culbuter l'ennemi et à organiser la lutte prolétarienne elle-même : depuis la grève économique jusqu'à la grève politique de masse, depuis la réunion publique et la démonstration pacifique jusqu'à la révolte armée.

III. — Rôle de la Violence

22. La bourgeoisie, avec ses valets social-démocrates, pousse de hauts cris contre les méthodes violentes des communistes, contre la terreur communiste.

Ces récriminations bourgeoises contre la violence communiste ne sont qu'hypocrisie grossière.

La bourgeoisie n'est arrivée elle-même au pouvoir qu'à la suite de plusieurs révolutions sanglantes, que par la guerre et les luttes civiles. Son pouvoir politique « légal » n'est l'œuvre lui-même que de la révolution.

Dès les débuts de son action, la bourgeoisie a appliqué la violence dans sa forme la plus concentrée pour conquérir le pouvoir, pour l'élargir et l'assurer.

Dans la période impérialiste actuelle, la bourgeoisie a

poussé à l'extrême les méthodes de domination violentes.

Sentant le sol se dérober sous ses pieds, elle complète partout la violence politique légale par la violence illégale, dont la source est en dehors du pouvoir de l'Etat.

La bourgeoisie se moque de ses propres lois quand sa domination est menacée.

La démocratie « pacifique » n'existe qu'en temps de stagnation historique, de rapports stabilisés entre les classes, de développement capitaliste grandissant.

Mais au moment où le capitalisme décline, où les relations entre classes sont troublées, la « démocratie pacifique » n'est qu'un masque sur le visage de fer de la dictature bourgeoise.

« L'horreur de la violence » devient une arme de la bourgeoisie contre le prolétariat, au moment où la classe ouvrière conquiert la suprématie physique et numérique sur la bourgeoisie ; lorsque le prolétariat prend conscience de son opposition avec la bourgeoisie et lorsqu'il impose à celle-ci sa supériorité physique et numérique.

La bourgeoisie elle-même se rit de l'horreur qu'inspire la violence.

Elle a fomenté contre la révolution prolétarienne de la Russie des Soviets des guerres civiles, des conspirations, des révoltes innombrables ; elle a porté la guerre contre-révolutionnaire au cœur du pays. Elle a noyé dans des torrents de sang les révoltes prolétariennes de l'Europe Centrale à la fin de la guerre. Elle a fait de la terreur, du meurtre politique et de la conspiration ses armes constantes.

Elle retourne contre la révolution prolétarienne qui se lève toutes les inventions diaboliques de la guerre, depuis les gaz asphyxiants jusqu'aux avions de bombardement et aux tanks.

La violence bourgeoise est la violence dans l'intérêt d'une minorité et contre l'intérêt des larges masses populaires.

La violence prolétarienne est la violence des larges masses populaires, dirigée contre une minorité au pouvoir.

La violence bourgeoise est réactionnaire, celle du prolétariat est révolutionnaire.

Les communistes ne nient point que, seules, la violence, la guerre civile dans sa forme la plus implacable, pourront renverser les classes actuellement au pouvoir.

La violence prolétarienne est inévitable, aussi longtemps

que la violence bourgeoise de la minorité exploitera et maintiendra en esclavage les larges masses populaires. Elle devient superflue à mesure que la minorité bourgeoise se soumet à la majorité prolétarienne et abandonne ses prétentions de classe.

La violence bourgeoise tend à perpétuer sa domination sur les larges masses populaires.

La violence prolétarienne tend, par contre, à se rendre superflue elle-même.

La violence prolétarienne, en tant que violence de la majorité populaire, se pose franchement comme une violence de classe.

La violence bourgeoise, en tant que violence d'une petite minorité, est forcée constamment de se démentir elle-même.

23. Afin de conquérir la majorité de la classe ouvrière, le Parti communiste est obligé d'utiliser toutes les possibiltés de la démocratie bourgeoise (Parlement, municipalités, administrations, etc.). Il est obligé de penser à conquérir les organisations de masse du prolétariat (syndicats, coopératives) pour faire de ces organisations réformistes des instruments d'assaut en vue de renverser le pouvoir de la bougeoisie.

C'est l'action des larges masses ouvrières elles-mêmes qui constitue l'élément prépondérant dans toutes ces luttes.

La terreur individuelle et le sabotage individuel ne constituent point des moyens efficaces de la lutte de classe prolétarienne.

IV. — La Démocratie bourgeoise

24. Le prolétariat ne peut pas s'emparer du pouvoir politique et le garder par les moyens de la démocratie bourgeoise. La démocratie bourgeoise est la forme dernière et la plus développée de l'Etat dans une société bourgeoise.

Elle constitue la forme d'Etat dans laquelle doit être menée à bonne fin la lutte des classes dans les pays capitalistes.

La machine d'Etat d'une République bourgeoise, aussi bien que toutes les formes précédentes d'Etat dans la société capitaliste, est l'instrument de l'oppression des classes exploitées par les classes exploiteuses.

La démocratie bourgeoise est basée sur l'égalité formelle des droits de tous les citoyens. Mais la domination

économique des capitalistes et des grands propriétaires terriens fait de cette égalité de droit une inégalité de fait.

En apparence, tous les citoyens jouissent des mêmes droits et libertés. Mais en réalité il n'y a que les possédants qui soient en mesure d'user pleinement de leurs droits démocratiques ; les non-possédants n'ont que des droits limités ou bien en sont complètement privés.

La liberté de réunion ? Mais les capitalistes seuls disposent des loisirs nécessaires, possèdent des salles de réunions, peuvent utiliser les services d'un grand nombre d'intellectuels habiles à manier la parole et d'agents politiques.

La liberté de la presse ? Mais c'est les capitalistes qui, possédant les imprimeries et les papeteries, peuvent prendre à leur service les meilleurs écrivains et journalistes.

L'égalité des droits ? Mais les juges sont les fils de la bourgeoisie.

La liberté de la science ? Mais la science est le privilège des possédants et elle devient ainsi une science de classe.

Le suffrage égal ? Mais la bourgeoisie s'assure la suprématie grâce aux nombreux moyens qui lui assurent son pouvoir économique.

La bourgeoisie domine le Parlement, par l'exercice ouvert ou secret des moyens économiques en son pouvoir.

Mais le Parlement n'est qu'un rouage de la machine gouvernementale.

L'administration de l'Etat est assurée par une bureaucratie.

Les postes directeurs les plus importants dans la bureaucratie de l'Etat sont entre les mains des classes dominantes. La bureaucratie vit en marge des larges masses populaires, elle est soustraite à toute influence directe de ces masses. Par contre, elle est soumise à l'influence déterminante des classes bourgeoises.

Les moyens de pouvoir réel de la démocratie bourgeoise sont réunis entre les mains de la police et de l'armée.

La démocratie bourgeoise élargit sa machine d'Etat, elle y inclut une partie des classes dominées, mais par cela même elle renforce les moyens d'oppression en son pouvoir.

La démocratie bourgeoise, en tant que dernière forme, et la plus développée, de la domination bourgeoise, offre à la lutte de classe prolétarienne un champ plus large

que les formes d'Etat absolutiste, monarchiste et féodal.

Par rapport à l'absolutisme et au féodalisme, la démocratie bourgeoise constitue un pas en avant.

La classe ouvrière doit lutter contre l'absolutisme et le féodalisme pour établir la démocratie bourgeoise.

Elle a le devoir de s'opposer avec la dernière énergie à toute tentative dirigée contre la démocratie bourgeoise au profit du pouvoir absolu.

Mais lorsqu'il s'agit d'établir son propre pouvoir de classe, le prolétariat doit briser la machine d'Etat bourgeoise et l'Etat bourgeois lui-même.

V. — La Dictature prolétarienne

25. Le but immédiat de la dictature prolétarienne est la soumission, par la violence, de la minorité capitaliste, jusque-là dominante, au pouvoir de la majorité prolétarienne organisée en Etat, l'administration de l'ensemble de la vie publique par le prolétariat, l'enlèvement à la bourgeoisie de tous les éléments économiques de sa puissance, et l'établissement d'une économie socialiste.

La dictature prolétarienne change, pour les larges masses populaires, les droits apparents et les libertés illusoires de la démocratie bourgeoise en droits et libertés véritables.

La dictature prolétarienne confère des droits à tous ceux qui travaillent et *uniquement* à ceux qui travaillent.

La dictature prolétarienne supprime la bureaucratie de l'Etat, le Parlement, les juges professionnels, la police et l'armée bourgeoises.

Elle supprime la séparation des pouvoirs.

La dictature prolétarienne remplace l'esclavage des masses populaires, soumises à la bureaucratie et à l'armée, par l'autonomie des conseils d'ouvriers (et de petits paysyans) dans la commune, l'arrondissement, la province et l'Etat.

Les conseils ouvriers ne sont pas des corps parlementaires, mais des organismes de travail. Ils réunissent entre leurs mains la législation, l'administration, le contrôle, le pouvoir exécutif et la juridiction.

Les conseils ouvriers, ne pouvant conquérir le pouvoir que sous la direction du parti révolutionnaire du prolétariat, c'est-à-dire des communistes, ne peuvent le conser-

pendant laquelle les Conseils ouvriers et l'Etat bourgeois existent côte à côte et luttent pour le pouvoir politique (gouvernement dualiste).

Les Conseils ouvriers naissent et mûrissent, au point de vue révolutionnaire, en même temps que la lutte de classe prolétarienne grandit, devient plus ample, plus profonde et plus âpre, et en même temps que la conscience de classe du prolétariat progresse et s'éclaircit.

Les Conseils ouvriers symbolisent le processus de séparation du prolétariat avec la bourgeoisie et de leur opposition de classe, processus qui se poursuit en largeur et en profondeur dans les masses prolétariennes, et ils montrent en même temps la désaffection de la classe ouvrière pour ses chefs politiques liés étroitement avec la bourgeoisie.

Par contre, la coalition gouvernementale entre bourgeois et socialistes symbolise l'union des dirigeants des partis prolétariens avec la bourgeoisie.

La coalition gouvernementale des bourgeois et des socialistes répond à ce moment de la lutte de classe, où la bourgeoisie, n'étant plus capable de dominer directement les masses prolétariennes, est obligée d'utiliser à cette fin des intermédiaires social-réformistes et centristes.

Au début de la crise du capitalisme, la période de la coalition gouvernementale entre bourgeois et socialistes constitue un moyen inévitable pour arrêter la marche en avant de la classe ouvrière, mais aussi pour détruire, expérimentalement, ses illusions démocratiques bourgeoises.

Ce sera la tâche des communistes d'accélérer ce processus par une critique incessante, basée sur les expériences politiques et sociales que la masse aura acquises dans la bataille, et par un effort constant pour créer un front de bataille prolétarien uni contre la bourgeoisie.

La condition primordiale ru front uni est la liberté entière de critique et de propagande et l'indépendance organique absolue du Parti communiste. Le Parti doit poursuivre la communauté d'action avec d'autres organisations et partis ouvriers, tant que la lutte n'a pas à en souffrir. Il faut la rattacher aux revendications et combats partiels qui correspondent à la situation des larges masses et qui puissent être comprises par elles. (Tactique du front unique.)

Dans la période où le mouvement autonome des masses prolétariennes a atteint une certaine ampleur, où son opposition à la bourgeoisie et aux chefs ouvriers liés à la bourgeoisie s'approfondit, mais où le mouvement n'est pas encore capable, dans sa majorité, de briser les cadres de la démocratie bourgeoise, le mot d'ordre du *Gouvernement ouvrier* permet de franchir une nouvelle étape vers la séparation des masses prolétariennes et de la bourgeoisie, et d'atteindre un nouveau point de départ, plus élevé, dans la marche du prolétariat à la dictature.

Dans le mot d'ordre du *Gouvernement ouvrier*, il y a non seulement le désir de détacher de la bourgeoisie les chefs du mouvement ouvrier réformiste, mais encore et avant tout la volonté de créer de nouveaux points d'appui pour le pouvoir prolétarien dans et par les masses elles-mêmes, en même temps que d'enlever au pouvoir bourgeois ses points d'appui. Un gouvernement ouvrier a son point d'appui le plus solide dans les prolétaires armés, et ce sont les ouvriers (petits paysans y compris) et les Conseils d'usines qui doivent lui servir de base politique essentielle.

C'est en s'appuyant sur les ouvriers armés et sur les Conseils d'ouvriers que le Gouvernement ouvrier désarme la bourgeoisie, tranche les liens de son organisation et éloigne les éléments bourgeois de l'appareil d'Etat actuel. Toute une série de mesures révolutionnaires transitoires d'ordre économique et financier, mesures différentes selon les pays, doit être prise pendant cette période de gouvernement ouvrier.

Ces mesures transitoires, au point de vue formel, ne dépassent pas les cadres du régime bourgeois de propriété, de production et de finances, mais, *en réalité*, elles sont l'œuvre d'un pouvoir prolétarien qui, sous la forme d'un gouvernement ouvrier, limite *sciemment* et énergiquement les droits des capitalistes sur leur propriété, ainsi que les profits capitalistes, et cela dans l'intérêt du prolétariat et des larges masses productrices.

Pour l'Allemagne, et pour un certain nombre de pays, il faut envisager les mesures transitoires économiques suivantes :

1° Participation de l'Etat à toutes les grandes entreprises capitalistes industrielles (saisie des valeurs réelles) et utilisation du surplus de la production qui revient à l'Etat, pour diminuer tout d'abord les charges fiscales qui pèsent sur les larges masses populaires (impôts indirects, impôt sur le chiffre d'affaires, impôt sur les salaires) ;

pendant laquelle les Conseils ouvriers et l'Etat bourgeois existent côte à côte et luttent pour le pouvoir politique (gouvernement dualiste).

Les Conseils ouvriers naissent et mûrissent, au point de vue révolutionnaire, en même temps que la lutte de classe prolétarienne grandit, devient plus ample, plus profonde et plus âpre, et en même temps que la conscience de classe du prolétariat progresse et s'éclaircit.

Les Conseils ouvriers symbolisent le processus de séparation du prolétariat avec la bourgeoisie et de leur opposition de classe, processus qui se poursuit en largeur et en profondeur dans les masses prolétariennes, et ils montrent en même temps la désaffection de la classe ouvrière pour ses chefs politiques liés étroitement avec la bourgeoisie.

Par contre, la coalition gouvernementale entre bourgeois et socialistes symbolise l'union des dirigeants des partis prolétariens avec la bourgeoisie.

La coalition gouvernementale des bourgeois et des socialistes répond à ce moment de la lutte de classe, où la bourgeoisie, n'étant plus capable de dominer directement les masses prolétariennes, est obligée d'utiliser à cette fin des intermédiaires social-réformistes et centristes.

Au début de la crise du capitalisme, la période de la coalition gouvernementale entre bourgeois et socialistes constitue un moyen inévitable pour arrêter la marche en avant de la classe ouvrière, mais aussi pour détruire, expérimentalement, ses illusions démocratiques bourgeoises.

Ce sera la tâche des communistes d'accélérer ce processus par une critique incessante, basée sur les expériences politiques et sociales que la masse aura acquises dans la bataille, et par un effort constant pour créer un front de bataille prolétarien uni contre la bourgeoisie.

La condition primordiale ru front uni est la liberté entière de critique et de propagande et l'indépendance organique absolue du Parti communiste. Le Parti doit poursuivre la communauté d'action avec d'autres organisations et partis ouvriers, tant que la lutte n'a pas à en souffrir. Il faut la rattacher aux revendications et combats partiels qui correspondent à la situation des larges masses et qui puissent être comprises par elles. (Tactique du front unique.)

Dans la période où le mouvement autonome des masses prolétariennes a atteint une certaine ampleur, où son opposition à la bourgeoisie et aux chefs ouvriers liés à la bourgeoisie s'approfondit, mais où le mouvement n'est pas encore capable, dans sa majorité, de briser les cadres de la démocratie bourgeoise, le mot d'ordre du *Gouvernement ouvrier* permet de franchir une nouvelle étape vers la séparation des masses prolétariennes et de la bourgeoisie, et d'atteindre un nouveau point de départ, plus élevé, dans la marche du prolétariat à la dictature.

Dans le mot d'ordre du *Gouvernement ouvrier*, il y a non seulement le désir de détacher de la bourgeoisie les chefs du mouvement ouvrier réformiste, mais encore et avant tout la volonté de créer de nouveaux points d'appui pour le pouvoir prolétarien dans et par les masses elles-mêmes, en même temps que d'enlever au pouvoir bourgeois ses points d'appui. Un gouvernement ouvrier a son point d'appui le plus solide dans les prolétaires armés, et ce sont les ouvriers (petits paysans y compris) et les Conseils d'usines qui doivent lui servir de base politique essentielle.

C'est en s'appuyant sur les ouvriers armés et sur les Conseils d'ouvriers que le Gouvernement ouvrier désarme la bourgeoisie, tranche les liens de son organisation et éloigne les éléments bourgeois de l'appareil d'Etat actuel. Toute une série de mesures révolutionnaires transitoires d'ordre économique et financier, mesures différentes selon les pays, doit être prise pendant cette période de gouvernement ouvrier.

Ces mesures transitoires, au point de vue formel, ne dépassent pas les cadres du régime bourgeois de propriété, de production et de finances, mais, *en réalité*, elles sont l'œuvre d'un pouvoir prolétarien qui, sous la forme d'un gouvernement ouvrier, limite *sciemment* et énergiquement les droits des capitalistes sur leur propriété, ainsi que les profits capitalistes, et cela dans l'intérêt du prolétariat et des larges masses productrices.

Pour l'Allemagne, et pour un certain nombre de pays, il faut envisager les mesures transitoires économiques suivantes :

1° Participation de l'Etat à toutes les grandes entreprises capitalistes industrielles (saisie des valeurs réelles) et utilisation du surplus de la production qui revient à l'Etat, pour diminuer tout d'abord les charges fiscales qui pèsent sur les larges masses populaires (impôts indirects, impôt sur le chiffre d'affaires, impôt sur les salaires) ;

2° Transformation des entreprises capitalistes en syndicats et en trusts nationaux avec participation de l'Etat et collaboration prépondérante (contrôle) des organismes économiques des ouvriers et des employés (Conseils d'usines, syndicats professionnels) ;

3° Pour atteindre ce but, suppression du secret professionnel dans les banques, les fabriques et les maisons de commerce ;

4° Monopole d'Etat sur les denrées alimentaires et rationnement, avec, ici encore, la collaboration prépondérante des organisations d'ouvriers, d'employés et de petits paysans ;

5° Monopole d'Etat pour le commerce extérieur et les banques, soumises également au contrôle prépondérant des ouvriers et des employés.

Toutes ces mesures provisoires, bien qu'appliquées nominalement dans le cadre du régime bourgeois de propriété, s'opposent radicalement, en fait, aux intérêts de classe du capitalisme et ne pourront être prises qu'à la suite d'une lutte acharnée contre la bourgeoisie. La résistance énergique de la bourgeoisie, qui suit un plan établi, obligera, naturellement, le Gouvernement ouvrier à dépasser ces mesures, incomplètes et pleines de contradictions, et à remplacer la saisie partielle de la propriété bourgeoise et la limitation du droit capitaliste sur la propriété par la suppression complète de la propriété bourgeoise sur les moyens de production (matières premières, etc.) et par l'abolition complète du droit du Capital sur la propriété.

Le Gouvernement ouvrier sera fatalement obligé de prendre ces nouvelles mesures, parce que les capitalistes utiliseront les restes de leur pouvoir et de leur propriété pour combattre avec acharnement le régime économique du gouvernement ouvrier, pour le désorganiser et le saboter.

D'autre part, les capitalistes utiliseront encore toutes les institutions bourgeoises que laissera survivre le gouvernement ouvrier, pour organiser et diriger une lutte politique contre celui-ci (Parlement, justice, armée, administration, presse, école, église, etc.).

Au cours de cette lutte, le gouvernement ouvrier sera forcé, dans l'intérêt même de son existence de changer sa forme politique pleine de contradictions et dualiste, de briser aussi, au point de vue formel, la machine d'Etat

bourgeoise et d'attribuer aux Conseils d'ouvriers le pouvoir d'Etat tout entier.

La coexistence provisoire de la démocratie bourgeoise parlementaire et des Conseils d'ouvriers, en tant que puissances luttant à mort, est une étape inévitable dans la période de transition entre la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne.

On ne peut dire d'avance si le gouvernement ouvrier réalise la dernière étape *possible* vers la dictature des Conseils, ou si elle sera dépassée, de même qu'on ne peut prévoir si les mesures capitalistes et étatistes, prises dans l'intérêt de la classe ouvrière, ne devront pas, pour provisoires qu'elles sont, être appliquées pendant un certain temps.

Cela n'empêche pas les communistes d'envisager sciemment ces dernières étapes imaginables de la dictature des Conseils et du socialisme, aussi longtemps que la majorité de la classe ouvrière n'est pas encore apte à réaliser immédiatement la dictature des Conseils et le socialisme.

Tans pis pour la bourgeoisie si, par sa résistance acharnée, et par l'action de ses valets social-démocrates, le prolétariat est contraint à brûler ces étapes.

CHAPITRE III

TRANSFORMATION DU REGIME CAPITALISTE EN REGIME SOCIALISTE

27. L'unité de l'économie mondiale, au sens propre du mot, établie sous le régime capitaliste, apparaît clairement au monde capitaliste lui-même, lorsqu'il la brise par la violence, sous la forme frappante d'une destruction des forces productives.

La forme capitaliste de l'appropriation est en contradiction flagrante avec la forme économique de la production mondiale.

Seule, l'économie socialiste peut supprimer cette contradiction et réaliser dans le monde un régime économique harmonieux et conforme à un plan établi. Il est évident que le régime socialiste intégral ne peut être fondé que dans le cadre mondial.

Les Etats capitalistes qui entourent un Etat socialiste lui imposent certaines limites et certains sacrifices.

Mais il n'en est pas moins clair que le prolétariat, qui est arrivé au pouvoir dans un ou plusieurs grands Etats capitalistes, ne peut pas, pour prendre des mesures socialistes, attendre que le restant du monde ait brisé le joug de la bourgeoisie.

Les limites et les sacrifices qui sont imposés à un régime socialiste par son entourage capitaliste diminueront, au fur et à mesure que les domaines du pouvoir prolétarien et leurs forces productives deviendront plus grands.

C'est pourquoi le prolétariat, qui est arrivé au pouvoir politique, *est obligé* de commencer immédiatement — ainsi qu'il le peut — à prendre des mesures pour réaliser le socialisme. Il ne peut conserver intact son pouvoir, qui s'affirme dans une lutte constante, ouverte ou cachée, contre les forces de la bourgeoisie en déroute, que s'il arrache à la bourgeoisie, immédiatement et implacablement, les moyens *économiques* de son pouvoir, moyens qui constituent la dernière et la plus forte assise de son pouvoir *politique*.

Il doit tout d'abord prendre immédiatement des mesures pour balayer les décombres que l'économie capitaliste brisée et le régime financier de l'Etat bourgeois en faillite auront laissés après eux.

Il est indispensable :

D'annuler les dettes intérieures publiques et celles de l'Etat, les emprunts de guerre, à l'exception des souscriptions ne dépassant pas un certain taux ; les titres de ces dernières doivent être consolidés par le pouvoir central de l'Etat ;

Il faut faire ensuite ce que la République bourgeoise n'a pas fait : confisquer les propriétés et les revenus dynastiques, au profit de la collectivité.

L'Etat prolétarien ne peut *en principe* reconnaître aucune obligation extérieure (réparations de guerre, etc.) de l'Etat bourgeois qu'il vient de remplacer. Il doit absolument tendre à annuler les dettes extérieures.

En combien de temps pourra-t-il atteindre ce but ? Cela dépendra des rapports entre les forces bourgeoises et les forces prolétariennes en dehors des frontières de l'Etat prolétarien.

A titre de première étape vers un régime économique socialiste, le Parti communiste demande :

1° L'expropriation de toutes les entreprises agricoles, grandes et moyennes ; la création de coopératives agricoles socialistes dans les grandes entreprises, sous la direction centrale et dans les limites de l'Etat ; le partage de la grande propriété foncière exploitée suivant les principes des petites entreprises.

Les petites entreprises paysannes restent à leurs propriétaires jusqu'à ce que ceux-ci se décident volontairement à se joindre aux coopératives socialistes ;

2° L'expropriation des mines, des hauts fourneaux, des banques, des grandes usines, du commerce et des transports, l'élaboration d'un plan économique central et unique, le monopole d'Etat sur le commerce étranger ;

3° La réunion des petites entreprises industrielles en coopératives autonomes ;

4° L'obligation du travail pour tous.

L'entretien complet aux frais de l'Etat de tous ceux qui sont inaptes au travail (enfants, vieillards, malades, etc.) et des chômeurs.

La transformation de l'économie capitaliste en économie socialiste nécessite un changement de principes dans la morale et la discipline du travail. Une discipline socialiste du travail, librement acceptée, remplace la discipline forcée capitaliste. Son application incombe désormais aux ouvriers eux-mêmes et aux organes créés et contrôlés par eux dans les usines et dans l'Etat ouvrier.

Avec la disparition des exploiteurs capitalistes et de leur pouvoir d'Etat, et avec le passage des fabriques, des mines, des grosses entreprises agricoles, etc., dans les mains des ouvriers, les méthodes de lutte actuelles des ouvriers contre l'exploitation capitaliste (grèves, résistances passives, etc.) perdent leur sens ; elles équivalent à autant de coups portés au pouvoir ouvrier lui-même, mais elles conservent leur valeur dans les entreprises que le Gouvernement des Conseils a laissées entre les mains des entrepreneurs capitalistes. La République des Conseils est obligée d'intervenir dans tous les conflits entre les ouvriers et les entrepreneurs capitalistes au profit des premiers.

Avec la disparition du régime économique capitaliste change aussi complètement le rôle des coopératives. D'organes de lutte économique et de transformation révolutionnaire qu'elles étaient auparavant, elles deviennent des organes extrêmement importants de la réalisation du régime économique socialiste. A cette fin, après avoir été des unions professionnelles et industrielles, elles doivent devenir des unions productives. Elles doivent être représentées dans tous les organismes économiques d'Etat.

Les coopératives de consommation et de production font partie de l'économie socialiste. Elles se transforment en organes d'Etat, de distribution et de production.

28. Dans la mesure où la dictature prolétarienne atteint ses buts, brise l'opposition de la bourgeoisie, réalise le socialisme et détruit les classes, elle rend superflus ses propres organes de pression, c'est-à-dire l'Etat prolétarien et, avec celui-ci, la dernière forme d'Etat elle-même.

L'Etat se meurt.

Le régime socialiste qui, par la force des choses, garde encore quelques attaches avec les conceptions économiques, morales et spirituelles de l'ancienne société, efface peu à peu ses vieux souvenirs jusqu'au dernier. Il se transforme en une société communiste.

A la place de l'Etat disparu, apparaît une administration sociale ayant pour base une humanité complètement transformée.

CHAPITRE IV

PROBLEMES INTERNATIONAUX

29. La conquête et la conservation du pouvoir politique repose, essentiellement à chacun de ses stades, sur la collaboration internationale de la classe ouvrière et des peuples opprimés par le capitalisme. Le Parti communiste constitué en une Internationale Communiste, représente consciemment et conformément au plan établi, l'unité internationale de la lutte prolétarienne libératrice. Il fait entrer dans

le cadre national de toutes les luttes émancipatrices l'ensemble des intérêts du prolétariat mondial. Tous les intérêts révolutionnaires nationaux sont subordonnés à ceux de la Révolution internationale. L'Internationale Communiste est la patrie de toutes les classes et de toutes les nations exploitées et opprimées. Le Parti communiste d'Allemagne est une section de cette grande puissance révolutionnaire qu'est l'Internationale Communiste. L'Internationale Communiste réunit toutes les forces révolutionnaires de la classe ouvrière et des peuples opprimés, pour la défense des Etats prolétariens qui viennent de naître, pour la direction solidaire de la lutte des classes sur le plan international, pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat dans les pays capitalistes, pour la libération des pays coloniaux et demi-coloniaux de l'esclavage et de l'oppression impérialistes, pour la lutte révolutionnaire contre la guerre impérialiste, pour l'abrogation des traités de paix impérialistes.

L'Internationale Communiste a pour but l'alliance universelle des Républiques des Soviets.

Sous l'égide de l'Internationale Communiste, l'humanité opprimée s'évadera des ruines, du chaos, de la barbarie sanglante du monde capitaliste qui s'écroule. Il s'agit de déblayer la route, il s'agit de vaincre tout un monde d'ennemis, il s'agit de construire un nouveau monde.

Prolétaires et peuples opprimés de tous les pays, unissez-vous autour du drapeau de l'Internationale Communiste.

PROJET DE PROGRAMME

de

l'Internationale Communiste des Jeunes

Ce projet, destiné à remplacer le programme que l'Internationale Communiste des Jeunes s'était donné à son Congrès constitutif (Berlin, novembre 1919), a été adopté en principe par le IIIe Congrès de l'I. C. J. et soumis à la discussion des sections nationales.

Le temps où la jeunesse laborieuse subissait sans résistance le joug de l'exploitation est passé. Dans les grandes masses des jeunes ouvriers et ouvrières, aussi bien de la ville que de la campagne, parmi les apprentis et les petits paysans que, dans son essor, le capitalisme a contraints à produire, une transformation énorme s'est faite. L'esclavage insupportable auquel est soumise la jeunesse ouvrière dans l'économie et dans l'ordre social capitalistes, a éveillé en elle la conscience prolétarienne de classe. Sous cette impulsion, elle s'est groupée pour lutter contre sa situation intolérable. Les jeunes ouvriers se sont réunis par centaines de milliers sous la bannière de l'Internationale Communiste des Jeunes. Des millions de jeunes ouvriers et de paysans pauvres, tous les jeunes des colonies, si durement asservis, ont été réveillés par l'influence des guerres impérialistes et des puissantes luttes sociales qui les ont poussés dans l'armée de la classe ouvrière en lutte. Etroitement liée dans la lutte commune avec les ouvriers adultes, la jeunesse ouvrière approche de plus en plus du but que l'Internationale Communiste lui indique : l'abolition du capitalisme et l'avènement de l'ordre social communiste.

La Révolution mondiale

Le capitalisme règne sur la plus grande partie de la terre. La propriété privée des moyens de production, l'exploitation des masses ouvrières par un petit groupe de banquiers, de fabricants et de gros propriétaires fonciers, l'anarchie de la production, telles sont les caractéristiques les plus marquantes de l'ordre social capitaliste. L'Etat capitaliste sous toutes ses formes sert à la classe dominante pour opprimer la classe ouvrière et maintenir sur elle son organisme d'exploitation.

Les concentrations progressives du capital et de la production ont amené le capitalisme à une nouvelle phase de son développement ; c'est la phase de l'impérialisme, caractérisée par la formation de trusts, de syndicats et de cartels, et la domination du capital financier. Pour gagner de nouveaux marchés de façon à écouler ses marchandises, pour trouver des matières brutes à bon marché et pour acquérir de nouvelles possibilités pour le placement de ses capitaux, la bourgeoisie impérialiste s'est asservi la plus grande partie des peuples arriérés économiquement, en dehors de l'Europe ; s'est approprié leurs biens ; a mis d'autres parties sous sa domination masquée. Par l'intermédiaire des organisations d'Etat, les différentes cliques capitalistes nationales mènent d'une façon permanente une lutte acharnée les unes contre les autres pour la domination et la répartition nouvelle du monde, pour les colonies et les marchés européens, les sources de matières brutes et de combustibles. Cette lutte amène nécessairement des chocs armés : les guerres impérialistes.

La guerre impérialiste mondiale de 1914-1918 a fait plus de 10 millions de morts et de mutilés ; elle a ruiné partout les finances, l'industrie, les moyens de transports ; elle a affamé et réduit à la misère les larges masses de travailleurs. Le capitalisme ne peut venir à bout des conséquences formidables de la guerre qu'il a provoquée. Malgré les multiples tentatives inutiles qu'il a faites pour redresser son économie, ses bases économiques s'effritent peu à peu, sans cesse, et il approche de sa ruine complète. Les oppositions politiques entre les Etats n'ont pas été effacées, mais aggravées par les traités de paix. L'équilibre social et les tentatives de redressement de l'économie capitaliste sont à jamais détruits par l'aggravation extrême des antagonismes de classes. Le capitalisme a mené le monde dans une voie qui n'a qu'une seule issue : la Révolution mondiale. Affranchir l'Humanité du joug du capitalisme, c'est maintenant la tâche immédiate du prolétariat international. Il doit renverser le pouvoir de la bourgeoisie, ériger la dictature prolétarienne et le gouvernement des Soviets, prendre au capitalisme la terre, les banques, les transports, l'industrie, et continuer dans cette voie jusqu'à l'abolition complète de la propriété privée et des classes, jusqu'à l'avènement de l'ordre économique et de la Société communiste.

Les conditions matérielles de la révolution mondiale sont réalisées ; sa victoire ne dépend que de la lutte, de la volonté et de la puissance du prolétariat. C'est seulement quand le prolétariat se débarrassera définitivement des illusions réformistes, quand il quittera les alliés de la bourgeoisie qui sont dans le camp de la IIe Internationale, quand il reprendra la lutte sous la direction des Partis communistes, et de l'Internationale Communiste qui guident et représentent les masses révolutionnaires du monde entier, que la révolution mondiale du prolétariat pourra vaincre. La condition première de la conquête du pouvoir est de gagner la majorité de la classe ouvrière aux principes et aux buts du communisme. Dans sa lutte pour la dictature prolétarienne, le prolétariat applique, sous la direction du Parti communiste, les méthodes de l'action révolutionnaire de masses (démonstrations, mouvement des conseils d'usines, grèves, grève générale, contrôle de la production, occupation des usines, insurrection armée, etc.). Il exploite aussi pour sa lutte toutes les institutions de la démocratie bourgeoise (parlements) en cherchant à chasser le capitalisme de ses positions, dans toutes les questions de la vie quotidienne de la classe ouvrière, et aussi en sapant les institutions par un travail fait de l'intérieur.

La révolution mondiale a commencé ! Dans une immense partie de l'Europe et de l'Asie les masses ouvrières ont, sous la direction du prolétariat russe, remporté la victoire et érigé des Républiques des Soviets. Les impérialismes allemand et autrichien ont reçu le coup de grâce, le prolétariat de ces pays est entré dans la lutte pour la conquête du pouvoir, des grèves énormes et des luttes sociales d'une violence inouïe ont ébranlé tout le monde capitaliste. Les esclaves des colonies opprimées se sont

levés par millions pour lutter et s'affranchir de l'assujettissement national et social.

Mais la révolution mondiale est une lutte longue et pénible qui remplira toute une époque de l'histoire de l'Humanité. Dans cette époque, le flux et le reflux des vagues révolutionnaires, les victoires et les défaites se succèdent dans la marche vers le but. La classe ouvrière ne peut conquérir la victoire définitive qu'en déployant le plus grand héroïsme et le plus grand dévouement, en montrant de la discipline et en apprenant à combattre ses ennemis de classe de toutes les façons.

La Jeunesse ouvrière sous le Capitalisme

Le caractère de classe de la société capitaliste est particulièrement marqué dans la situation actuelle de la jeunesse et dans sa position sociale. La jeunesse est divisée en deux camps : la jeunesse de la classe opprimée et la jeunesse de la classe dominante qui n'ont rien de commun, tout comme la classe exploitée n'a rien de commun avec la classe des exploiteurs. Tandis que la jeunesse de la classe dominante apparaît comme une couche sociale qu'il faut éduquer, qui jouit de tous les avantages et de tous les privilèges, que l'on soigne et que l'on instruit avec soin, la jeunesse ouvrière de la ville et de la campagne partage complètement le sort des ouvriers adultes ; elle est l'objet d'une exploitation éhontée. Le peu d'éducation donné dans l'Etat bourgeois à la jeunesse ouvrière, ne sert qu'à la préparer pour une exploitation plus fertile à l'avenir ; elle y est condamnée pour toute une longue vie de travail salarié.

Si la situation économique des travailleurs adultes est extrêmement difficile en système capitaliste, celle de la jeunesse laborieuse est absolument insupportable.

Dès leurs premières années, les fils et les filles des familles ouvrières sont déjà l'objet de l'exploitation capitaliste. Le travail salarié des enfants est encore répandu dans une terrible mesure, et sous les formes les plus cruelles, dans le monde entier. Le type de l'ancien apprenti qui, au moyen âge, était membre de la famille du patron, et attendait lui-même le moment de devenir patron, a complètement disparu. Le système des apprentis n'est aujourd'hui qu'un prétexte pour soumettre les jeunes à une exploitation aggravée ; il est en train de

disparaître rapidement. Grâce au développement de la technique industrielle, le capitalisme est en état d'employer des masses d'enfants et d'adolescents, comme travailleurs non qualifiés. Il n'y en a plus qu'une petite partie, la couche supérieure du prolétariat, qui soit instruite, aux frais et au désavantage de la grosse majorité.

Le capital profite du peu de force de résistance de la jeunesse ouvrière, et tire un profit tout particulier du travail des jeunes, qui est meilleur marché et plus avantageux pour l'entrepreneur. Des journées de travail d'une longueur démesurée qui, sans considération du développement physique inachevé, des forces plus faibles des jeunes et de la nécessité où ils sont de compléter leur instruction, dépassent souvent le temps de travail des adultes ; des salaires extrêmement bas, même pour un travail égal à celui des adultes, travail de nuit, travail dans des industries malsaines, traitements barbares par les patrons, chômage sans allocations, et ses conséquences — misère, prostitution et criminalité — voilà le sort de la jeunesse ouvrière, sous la domination du capitalisme.

Cet état de chose est encore pire dans la petite industrie et dans les métiers qui cherchent à se protéger de la concurrence que leur fait la grande industrie, par une exploitation sans égard des apprentis qui sont presque complètement livrés à l'arbitraire des patrons.

Et comme les jeunes filles sont les plus faibles, elles sont justement, pour le capitalisme, l'objet d'une exploitation tout particulièrement infâme et brutale, et leur situation est encore pire que celle des jeunes travailleurs.

Le capitalisme qui a prolétarisé la masse des villes a amené en même temps une prolétarisation énorme de la population rurale, et a aussi jeté les paysans pauvres dans la plus noire misère, de sorte que la situation de la jeunesse à la campagne est également douloureuse.

Un signe caractéristique de la situation insupportable où se trouve la jeunesse ouvrière dans la société capitaliste, c'est l'utilisation que l'on fait de la jeunesse contre les travailleurs adultes auxquels elle est liée par sa situation de classe par la communauté de misère et de sang. Le capitalisme les emploie pour réduire les salaires, briser les grèves et chasser les adultes de leur travail.

Les efforts de la bourgeoisie pour affaiblir intellectuellement la jeunesse ouvrière, sont intimement liés avec

l'assujettissement économique de cette dernière. L'école bourgeoise donne aux jeunes le peu de connaissances qui leur est nécessaire pour être des esclaves capables et serviles du capitalisme à l'usine, à l'armée et dans la vie politique. Voilà à quoi servent l'école primaire et les cours complémentaires. L'accès à l'enseignement secondaire et supérieur n'est permis qu'aux enfants de la bourgeoisie. Une vaste littérature, la presse bourgeoise, la religion et son organisme, l'église, l'art bourgeois, toutes les tentations offertes à la jeunesse, la mauvaise littérature, les cinémas, les établissements de plaisir, etc., servent aux mêmes fins. Des sociétés bourgeoises spécialement créées pour la jeunesse, et qui se présentent sous différentes formes (sociétés d'éducation, d'amusement, d'excursions, nationalistes, militaires, religieuses, de libres-penseurs, pacifistes, politiques, les boys-scouts et les sociétés sportives bourgeoises) travaillent parmi la jeunesse ouvrière aux ordres et dans le sens de la bourgeoisie, pour l'empoisonner intellectuellement.

Le militarisme des Etats bourgeois, qui leur permet à la fois de faire des guerres impérialistes et d'opprimer les masses ouvrières, prend, avant tout, ses soldats dans la jeunesse ouvrière et paysanne qui n'est pour lui que de la chair à canon. Le militarisme intellectuel a pour tâche de rendre la jeunesse ouvrière assez souple pour qu'elle se prête aux carnages impérialistes ; et dans beaucoup de pays, le système militaire bourgeois étend son influence grâce aux sociétés de préparation militaire où il prend la jeunesse dès l'âge scolaire. La caserne capitaliste fait des jeunes ouvriers des automates qu'on entraîne à rester insensibles envers leurs frères de classe, aussi bien ceux de leur propre pays que ceux de l'étranger, et leur prend le meilleur temps de leur vie. C'est le sang de la jeunesse ouvrière qui inonde les champs de bataille impérialistes.

Tandis que le capitalisme exige de la jeunesse ouvrière ces sacrifices inouïs de travail et de sang, il lui refuse même les premiers droits politiques.

L'apprenti se trouve, surtout dans les petits ateliers, dans une dépendance honteuse vis-à-vis de son patron. La jeunesse ouvrière est privée du droit de vote, même pour les institutions les plus piteuses de la démocratie bourgeoise, et pour les conseils d'usines. Dans beaucoup de pays, le droit de s'organiser politiquement, de faire

des réunions politiques, etc., lui est contesté par la loi ou sans elle. La justice de classe et les organes de répression de la bourgeoisie sévissent contre la jeunesse ouvrière révolutionnaire.

Cette situation a encore empiré pendant la guerre mondiale et pendant la période qui a suivi. La guerre a aggravé les souffrances de la jeunesse ouvrière. Des masses énormes d'adolescents ont été envoyées au front, et pour les remplacer, ainsi que les ouvriers adultes, de nouvelles armées d'enfants et de jeunes ont été enrôlées dans l'industrie de guerre. Elles y subirent, sans recevoir aucune instruction, l'exploitation la plus brutale. On abolit même les quelques lois de protection qui existaient. Par sa volonté de remédier aux conséquences de la guerre mondiale et de surmonter la crise, en mettant tous les frais des dévastations sur le dos de la classe ouvrière, la bourgeoisie aggrave l'exploitation de cette dernière et surtout celle de la jeunesse. Par des attaques multiples, les bourgeois cherchent à réduire la situation de celle-ci à un degré de misère tel, qu'on ne l'avait pas vu depuis longtemps. Ainsi le processus de décomposition du capitalisme amène un accroissement de souffrances pour le prolétariat jeune. Il le met dans la détresse économique, lui fait subir la répression politique et le prive de ses droits.

La nécessité et le rôle du mouvement communiste des jeunes

Les conditions politiques et économiques générales, comme la situation particulière de la jeunesse ouvrière dans le capitalisme, amènent celle-ci à participer activement à la lutte de classe, et exigent d'elle, à l'intérieur même de la lutte générale du prolétariat, une lutte particulière pour transformer les conditions de son propre travail, et de son éducation. C'est pour remplir cette tâche, que la jeunesse ouvrière se réunit dans des fédérations communistes spéciales de jeunes.

Les particularités psychologiques de la jeunesse ouvrière impliquent aussi la nécessité de l'existence d'une organisation communiste spéciale des jeunes. La tâche de créer pour les jeunes ouvriers une école préparatoire au parti justifie également cette organisation.

Les premières Fédérations prolétariennes de Jeunesse qui furent formées en même temps que naissait le mouvement prolétarien de Jeunesses dans les capitales d'Europe, à la fin du XIXe siècle et au commencement du XXe siècle, s'organisèrent sur les mots d'ordre de la lutte antimilitariste, de la défense des intérêts économiques de la jeunesse ouvrière et de l'éducation socialiste de leurs membres. Lorsque crut son pouvoir au sein du mouvement ouvrier, le réformisme essaya de se soumettre aussi la jeunesse prolétarienne. Là où il réussit jusqu'à un certain degré, il chercha à l'éloigner de toute lutte et à transformer ses organisations en pures organisations d'éducation. Mais il réussit difficilement à brider l'élément révolutionnaire de la jeunesse, et les organisations socialistes de jeunes, ou, tout au moins, leurs meilleures parties, formaient avant la guerre le soutien de l'aile gauche révolutionnaire du mouvement ouvrier. Au moment de la guerre de 1914-18, les organisations prolétariennes de Jeunesses, dans la majorité des pays, demeurèrent fidèles au principe de la lutte de classe, contrairement aux Partis socialistes qui passaient du côté de la bourgeoisie, et s'efforcèrent de prendre une position toujours plus claire. Dans cette situation, alors que la classe ouvrière n'avait pas de parti révolutionnaire, les organisations de jeunes devaient forcément s'écarter complètement des partis socialistes et mener une lutte politique autonome contre la guerre, contre la bourgeoisie et ses complices social-démocrates, contribuant ainsi à préparer le terrain pour la formation de partis révolutionnaires du prolétariat. Avec la formation et le renforcement de l'Internationale Communiste et des Partis communistes dans les différents pays, les fédérations révolutionnaires, c'est-à-dire communistes de Jeunesses, eurent la possibilité de préciser clairement leur rôle spécial et particulier en tant que fédérations de Jeunesses au sein du mouvement révolutionnaire général et de passer de nouveau à un travail prolétarien de jeunes, correspondant à leur vrai rôle.

Comme la jeunesse ouvrière est une partie de la classe ouvrière, elle n'a pas besoin d'avoir encore, en dehors de l'organisation communiste de Jeunesses, des organisations spéciales, dans les différents domaines de la lutte de la classe ouvrière (domaine politique, économique, sportif, etc.) lorsque le prolétariat possède des organisations pour sa classe entière. L'organisation communiste des jeunes, de son côté, est l'organisation de masse de la jeunesse ou-

vrière : c'est la forme du mouvement ouvrier qui défend les intérêts de la jeunesse dans tous les domaines et dans toutes les questions. C'est l'école du communisme pour la jeunesse ouvrière. Elle la fait participer de façon organisée à la lutte du prolétariat, tout en complétant son instruction théorique. C'est l'aide dévouée du Parti communiste dans le présent et sa réserve pour l'avenir.

L'activité politique des Fédérations communistes de Jeunesses et leur position envers les partis

La Jeunesse Communiste rejette sans hésiter le mot d'ordre hypocrite de la bourgeoisie et de la social-démocratie : la jeunesse hors de la politique ! La participation énergique de la jeunesse ouvrière, qui forme un facteur important dans la production sociale, à la lutte politique de sa classe, est un puissant renfort pour la lutte de classe et c'est la base de toute éducation communiste des jeunes ouvriers.

Les Fédérations communistes des Jeunes travaillent sous la direction politique des Partis communistes qu'elles reconnaissent comme l'avant-garde du prolétariat et le guide de toutes leurs organisations ; c'est-à-dire qu'elles adoptent leur programme, leur tactique, leurs directives politiques.

Liées ainsi avec les Partis communistes, les Fédérations communistes de Jeunesses participent à leur activité et à leur lutte contre tous les partis et tous les groupes bourgeois, car ceux-ci représentent les intérêts de classe du gros et du petit capital et défendent en tant qu'organisations politiques le maintien de la domination et de l'exploitation capitalistes. Mais elles luttent aussi contre les partis social-démocrates de toutes couleurs et nuances, car ceux-ci sont devenus les alliés directs et indirects de la bourgeoisie au sein du prolétariat. Ils veulent sauver le capitalisme de sa perte et détournent les ouvriers des luttes révolutionnaires. Ils ne trahissent pas seulement l'idéal, mais ils abandonnent même les simples revendications quotidiennes des masses ouvrières. Elles combattent également les syndicalistes « purs » qui nient la nécessité de la dictature prolétarienne, du parti prolétarien et de la centralisation

prolétarienne, ainsi que les anarchistes qui, en tant qu'idéologues du « Lumpenprolétariat » et des groupements les plus rapprochés de la petite-bourgeoisie, prêchent à la classe ouvrière l'individualisme, la négation de l'Etat prolétarien, et lui donnent des opinions réactionnaires sur les questions économiques.

Les Fédérations Communistes de Jeunesses mènent une lutte énergique contre les organisations des jeunes liées avec les partis et les groupements bourgeois, contre les nombreuses associations religieuses, les fédérations sportives nationalistes, les organisations militaires, chauvinistes, pacifistes, etc. des jeunes. Elles se donnent aussi pour tâche la destruction de l'influence qu'ont les social-démocrates, les syndicalistes et les anarchistes sur la jeunesse. Les O.J.C. essaient d'entrer en relations avec les éléments syndicalistes qui comprennent la nécessité de la lutte révolutionnaire pour la dictature prolétarienne, et qui renoncent à leurs vieux préjugés. Elles s'efforcent de toucher les masses des jeunes ouvriers, aujourd'hui encore non organisées ou se trouvant dans différents camps, et de les attirer dans la voie de la lutte de classe ; et aspirent à l'union définitive de toute la jeunesse ouvrière sur la base du communisme.

Les tâches concrètes des Fédérations Communistes de Jeunesses dans le domaine politique, consistent à mener une agitation infatigable pour les buts de l'Internationale Communiste, à appuyer les Partis communistes dans leur travail quotidien et dans leur action, à participer à toutes les actions révolutionnaires du prolétariat, à discuter et expliquer les événements politiques actuels et les tâches immédiates du prolétariat, et à participer de façon active, au sein du Parti communiste, à ses débats.

Sans cesser de se soumettre à la direction politique du Parti communiste, les Fédérations Communistes de Jeunesses ont besoin, pour l'accomplissement de leur travail d'éducation, d'une organisation indépendante des partis. Dans l'intérêt d'une collaboration fertile, pour tout le travail de lutte, une liaison étroite d'organisation, par la représentation réciproque à tous les degrés de l'organisation et une aide réciproque entre les Fédérations de Jeunesse et les Partis, est nécessaire.

La Lutte économique des Jeunes

Sous la domination du capitalisme, une amélioration véritable de la situation de la jeunesse ouvrière est impossible. Dans la période de décomposition du capitalisme, la bourgeoisie aspire à réduire autant que possible le niveau d'existence du prolétariat et de sa jeunesse, et combat de toutes ses forces la moindre tentative d'amélioration. C'est pourquoi la jeunesse ouvrière ne peut attendre un changement véritable de ses conditions de travail et d'instruction que de la victoire du prolétariat.

L'avènement de la société rend possible et exige, comme l'a montré l'exemple éclatant de la Révolution russe, une transformation du travail de la jeunesse ouvrière, en ce qui concerne son éducation, et crée l'éducation socialiste qui réunit le travail productif et l'éducation. La jeunesse ouvrière est transformée : au lieu d'un objet d'exploitation, elle devient une couche sociale que l'on éduque en la rendant utile à la production afin que ses membres participent au développement universel de l'humanité. Au sein de la lutte de la classe ouvrière, les organisations communistes de jeunesse prennent comme tâche la lutte pour réalisation de l'éducation socialiste basée sur la transformation du travail des jeunes.

Mais déjà avant la prise du pouvoir par le prolétariat, les Fédérations Communistes de Jeunesse défendent, par une lutte énergique, l'amélioration de la situation de la jeunesse ouvrière. Cette lutte doit empêcher la paupérisation et la dégénérescence de la jeunesse ouvrière sous la pression de l'exploitation capitaliste ; renforcer, en élevant le niveau d'existence de la jeunesse ouvrière, sa force de résistance ; prendre sur le capitalisme de nouvelles positions et contribuer ainsi à la décomposition de son pouvoir et rallier pour la lutte de plus larges masses de jeunes ouvriers pour la défense de leurs besoins immédiats.

La transformation socialiste du travail des jeunes est l'idée fondamentale de notre programme, et ce que nous voulons réaliser.

Cette transformation signifie :

Le travail salarié doit être aboli pour tous les jeunes au-dessous de 18 ans ; on doit les entretenir et leur donner l'éducation sur la base socialiste.

Nos *revendications partielles* pour tous les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à 18 ans, outre celles pour l'inter-

diction complète du travail des enfants et la lutte la plus sévère contre celui-ci, et l'égalité du travail entre travailleurs de toutes nations et de toutes couleurs, sont :

« En premier lieu, salaires minimum en rapport avec le minimum d'existence ; pour tous les travailleurs jeunes et adultes des deux sexes, salaire égal pour travail égal. Echelonnement progressif du salaire des apprentis au cours de l'apprentissage ;

« Introduction de la journée de six heures et salaire pour huit heures pleines ;

« Fixation du taux des salaires pour les jeunes, par les syndicats ;

« Journée de six heures, y compris le temps de l'enseignement professionnel, et paiement de ce dernier ;

« Repos hebdomadaire de 44 heures ;

« Interdiction complète du travail aux pièces pour tous les jeunes jusqu'à la 20e année accomplie ;

« Interdiction du travail aux pièces et du « Sweating system » ;

« Quatre semaines de vacances payées par an et séjour gratuit des jeunes dans les maisons de repos, des sanatoria, etc. ;

« Interdiction d'occuper des jeunes au-dessous de vingt ans révolus dans les industries malsaines (verreries, travail des mines, certaines branches de l'industrie chimique, etc., etc.) ;

« Allocations de chômage, égales pour les jeunes et les adules ; allocation de chômage minimum correspondant au minimum d'existence ;

« Engagement obligatoire des jeunes chômeurs dans les usines et les ateliers, en assurant la continuation de l'enseignement professionnel pour les jeunes qui doivent interrompre leur apprentissage. »

En ce qui concerne la formation professionnelle complète et l'apprentissage, nous posons les revendications suivantes :

« La formation professionnelle doit être basée sur l'enseignement pratique, et réglée suivant les principes de l'école de travail (ateliers, etc.). Il faut créer des divisions spéciales d'apprentis dans les usines ;

« Création d'ateliers communs d'apprentissage où les apprentis travaillant dans des petits ateliers pourront passer une partie du temps de travail ;

« Abolition des contrats individuels d'apprentissage et contrats collectifs pour les apprentis ;

« Abolition des pépinières d'apprentis ; réglementation sévère du droit d'avoir des apprentis (limitation du pourcentage des apprentis par rapport au nombre d'ouvriers ; punition sévère des mauvais traitements, de la violation du temps de travail et des lois de protection de la jeunesse) ;

« Apprentissage de deux années, y compris le temps d'épreuve, ce qui suffit complètement dans le système capitaliste actuel ;

« Interdiction de l'entretien et du logement obligatoires chez le patron ;

« Contrôle sévère de tout le système d'apprentissage par les organismes de la classe ouvrière (syndicats, Conseils d'usines) ;

« Voix délibérative des organisations ouvrières et des délégués ouvriers dans la direction des ateliers d'apprentissage et des écoles professionnelles ;

« Droit de vote délibératif des apprentis (écoliers) dans les Conseils élus par eux. »

Pour former le front unique avec les ouvriers adultes, l'I. C. J. demande :

« Le droit de vote et d'éligibilité des jeunes aux Conseils d'usines ;

« L'admission sans conditions, et facilitée par des cotisations minimes pour les jeunes, dans le syndicat et égalité de leurs droits à l'intérieur. »

Partant des conditions particulières de la situation des jeunes ouvriers dans les différents pays, les Fédérations communistes de jeunesse peuvent compléter ces revendications dans chaque syndicat par des revendications complémentaires détaillées.

Le sort de la jeunesse ouvrière est irrémédiablement lié à celui de la classe ouvrière tout entière. La lutte économique de la jeunesse ouvrière ne peut être couronnée de succès que si elle est menée en commun avec la lutte des ouvriers adultes et reçoit de ces derniers un plein appui. Les ouvriers adultes doivent donner cet appui à la jeunesse combattante, parce que les intérêts de la jeunesse ouvrière sont les intérêts immédiats des adultes, et les intérêts de ceux-ci sont en jeu dans les questions économiques qui intéressent la jeunesse ouvrière. Le travail pratique dans les luttes économiques des Fédérations Communistes de Jeu-

nesse est fait par l'intermédiaire du prolétariat, avant tout par les syndicats.

Les syndicats sont les organisations de masse groupant tous les ouvriers qui veulent défendre leurs intérêts économiques. Les Fédérations Communistes de Jeunesse défendent le principe de l'égalité des jeunes ouvriers, lors de leur admission dans les syndicats et à l'intérieur des syndicats ; elles demandent que la défense des revendications des jeunes soit comprise dans les buts de lutte des syndicats. Chaque membre des J. C. doit être en même temps membre de son syndicat. Mais les Fédérations révolutionnaires sont sincèrement prêtes à défendre sans restriction, des adultes et les jeunes ouvriers, et seules sont capables de le faire. C'est pourquoi elles luttent contre la bureaucratie syndicale réformiste, pour transformer les syndicats et en faveur de l'Internationale Rouge des Syndicats.

L'Antimilitarisme

Le militarisme est un phénomène inévitable du capitalisme et un des côtés les plus forts et les plus importants de sa domination. Lutter contre le militarisme, c'est lutter contre un des instruments les plus puissants de la domination de classe de la bourgeoisie. C'est dans la grande masse des jeunes ouvriers de la ville et des champs que le militarisme prend ses victimes, le matériel humain dont il fait ses armées, qu'il couche sur les champs de bataille, et qu'il cherche, dès la prime jeunesse, à empoisonner idéologiquement, à attirer dans ses organisations. C'est pour cela que la tâche première des O. J. C. consiste à mener une lutte énergique contre le militarisme, à déployer une activité antimilitariste infatigable dans les masses de la jeunesse ouvrière, à l'intérieur et à l'extérieur de l'armée.

Au moment de la Révolution mondiale, le militarisme bourgeois se dirige plus que jamais contre la classe ouvrière et devient l'instrument de la terreur blanche. C'est pourquoi les Fédérations Communistes de Jeunesse sont, de même que les Partis communistes, placées à ce moment-là devant la nécessité de mener une lutte antimilitariste plus vigoureuse encore.

Les pacifistes bourgeois et les social-démocrates opposent au chauvinisme des impérialistes, le pacifisme petit-

bourgeois. Le pacifisme est pourtant une utopie sans espoir. La bourgeoisie qui combat pour se partager le monde et tremble devant la révolution prolétarienne, ne déposera les armes que si le prolétariat victorieux les lui arrache. De plus, le pacifisme cause les plus grands dommages dans la classe ouvrière, car sans désarmer, même effrayer la bourgeoisie, il ne fait qu'enlever ses armes au prolétariat, le trompe par des illusions pernicieuses et l'abandonne, intellectuellement et pratiquement désarmé, à la cruauté de son ennemi de classe, qui, lui, n'a pas déposé ses armes.

Les luttes antimilitaristes prêchées par les éléments anarcho-syndicalistes ne sont pas moins nuisibles à la classe ouvrière. Les refus individuels de servir et tous les actes individuels séparent les prolétaires révolutionnaires de l'armée et les empêchent d'influencer les masses ouvrières qui sont dans l'armée, et à qui on peut expliquer ce qu'est la révolution.

Les communistes savent que l'insurrection armée du prolétariat contre le capitalisme est nécessaire dans sa lutte d'affranchissement. Ce n'est que par la victoire des armes, la formation de l'armée rouge et la défense armée des conquêtes de la révolution contre les tentatives contre-révolutionnaires de la bourgeoisie que le prolétariat mènera l'Humanité vers la société sans classes, qui ne connaîtra pas l'emploi des armes. Dans sa lutte contre le capital, le prolétariat cherche à éclairer les éléments prolétariens et mi-prolétariens de l'armée bourgeoise, à les amener de son côté et à retourner contre la bourgeoisie leurs fusils dirigés contre la classe ouvrière.

Les Fédérations Communistes de Jeunesses et les Partis communistes sont placés, dans cette lutte, devant les tâches suivantes :

« Lutte contre la propagande intellectuelle faite parmi la jeunesse ouvrière en faveur du militarisme.

« Lutte contre l'organisation militaire de la jeunesse non mobilisable encore, dans une sorte d'apprentissage pour l'armée bourgeoise.

« Travail révolutionnaire par l'organisation de noyaux au sein de l'armée bourgeoise, c'est-à-dire dans l'armée permanente régulière des troupes d'occupation et des troupes coloniales, les organisations de préparation militaire, ainsi que par la propagande contre la guerre, le militarisme et l'emploi de l'armée au service du capitalisme.

« Lutte pour les droits matériels et le droit d'organisation des soldats.

« Lutte pour l'abolition du traité de Versailles et des autres traités de paix capitalistes, qui portent en eux le germe de nouvelles guerres impérialistes.

« Lutte contre la guerre impérialiste par tous les moyens y compris la grève générale et l'insurrection armée ; transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire.

« Lutte contre les organisations armées de la bourgeoisie, formées pour mater le prolétariat ; lutte pour leur désarmement ; lutte contre les organisations militaristes et nationalistes de jeunes, qui leur servent de réserves.

« Protection de la classe ouvrière contre la réaction et lutte pour son armement. »

Les OJC. mènent une propagande parmi les masses des jeunes ouvriers, et avant tout parmi les fils de la classe ouvrière qui sont à l'armée, pour les principes que dresse contre le militarisme bourgeois, la Jeunesse Communiste.

Le Travail d'éducation

Le travail d'éducation est une partie indispensable de l'activité des Fédérations communistes de Jeunesses. Il doit faire partager à la jeunesse ouvrière les expériences que des militants éclairés et persévérants, les architectes de la société nouvelle, ont recueillies et complétées dans les rangs du jeune prolétariat, en luttant contre le capital, et pour la révolution prolétarienne. Il constitue en même temps un contre-poids, un moyen de lutte contre l'influence que la bourgeoisie exerce de tous les côtés sur la jeunesse ouvrière.

Les Fédérations Communistes de Jeunesses font d'abord l'éducation politique de leurs membres et celle des larges masses des jeunes prolétaires. Elles répandent parmi eux la connaissance du développement de l'économie et de la société, la compréhension de l'histoire, des formes et des méthodes de la lutte de classe et du mouvement ouvrier, d'après la situation politique et économique, les tâches et les buts de la Révolution prolétarienne. Le marxisme — théorie du prolétariat — est l'arme la plus importante dans la lutte contre le capital, et l'instrument le plus précieux dans l'organisation de la société nouvelle. C'est pour cela

que les Fédérations Communistes de Jeunesses cherchent à répandre parmi leurs membres une conception marxiste du monde et à les habituer aux méthodes marxistes de penser.

Les Fédérations Communistes de Jeunesses se donnent pour tâche d'élever le niveau culturel général de la jeunesse ouvrière, dans l'intérêt de la lutte prolétarienne. La jeunesse ouvrière doit prendre à la bourgeoisie les connaissances dont elle a besoin pour organiser les masses prolétariennes et pour diriger sa lutte vers la victoire sur le capital Tout en mettant au premier plan l'éducation politique, en donnant la préférence à la science socialiste, en se concentrant sciemment sur ce domaine, les Fédérations Communistes de Jeunesses font en outre un travail d'instruction générale dans tous les domaines : sciences naturelles, littérature, art, etc. Elles ne prétendent pas ainsi fournir à la jeunesse ouvrière l'instruction scolaire dont la bourgeoisie la prive, mais elles opposent dans ce domaine du savoir, à l'idéologie bourgeoise sous toutes ses formes, la conception marxiste des choses. Elles s'occupent de ces domaines généraux qui se trouvent en dehors de la lutte de classe, en cherchant à les utiliser pour l'éducation en vue de la lutte de classe.

Par ce travail d'éducation on commence à former une avant-garde intelligente de la classe ouvrière qui, liée par le sang avec sa classe, luttant avec elle, est nécessaire pour la conquête du pouvoir et la construction du socialisme, et dont les membres seront les pionniers d'une nouvelle culture prolétarienne. Les Fédérations Communistes de Jeunesses s'occupent aussi de l'éducation physique de la jeunesse ouvrière. Elles veulent affaiblir l'influence néfaste de l'exploitation capitaliste sur l'état physique des jeunes et fortifier ces derniers pour qu'ils puissent remplir physiquement aussi les tâches qui leur incombent dans la lutte prolétarienne, et pour combattre le monopole bourgeois de la gymnastique et des sports.

Dans sa méthode, le travail d'éducation de la Jeunesse Communiste, part des habitudes concrètes de la vie des jeunes, tient compte de ces particularités psychologiques et prend comme base l'auto-activité.

Les organisations communistes de jeunesse étendent leur éducation communiste aux enfants ; elles ont aussi une grande tâche d'éducation à remplir parmi les enfants de la classe ouvrière. L'influence de la bourgeoisie qui s'exerce avec une énergie particulière sur les enfants ou-

vriers doit être paralysée par une éducation vraiment communiste des enfants ouvriers ; sous une forme appropriée, il faut aussi les enrôler dans la lutte de classe. Les Jeunesses communistes se servent de groupes communistes d'enfants comme moyen d'organisation pour atteindre ce but.

Les organisations communistes de Jeunesses accordent au travail d'agitation et d'éducation à la campagne, l'attention correspondant à l'importance de cette tâche. Les méthodes de ce travail sont adaptées aux conditions particulière de la vie économique et culturelle des jeunes paysans. Elles s'appuient sur les questions qui les intéressent et les touchent de près, s'adaptent à leur niveau général, et en tenant compte des préjugés existants. Il n'est possible de gagner la jeunesse rurale même la plus accessible à la révolution prolétarienne, que par un travail énergique et tenace des organisations urbaines des J. C. à la campagne.

Bases de la structure d'organisation

Le travail d'organisation et la structure des organisations de J. C. découlent de leur rôle et de leurs tâches. Les noyaux de fabriques et d'ateliers sont les organes qui doivent mettre les fédérations de J. C. en liaison étroite avec les masses de jeunes ouvriers, qui doivent travailler parmi ces masses et les amener dans les rangs des organisations de J. C. Celles-ci exigent une stricte discipline organique, et fondent leur travail sur l'activité de tous, c'est-à-dire que tous les membres doivent prendre une part active à tous les travaux et toutes les luttes de la Fédération. La direction des fédérations est organisée d'après le centralisme démocratique. Les organisations de J. C. sont, d'après leur essence même, des organisations de jeunes ouvriers. Elles s'efforcent cependant d'attirer dans leur sein les meilleurs éléments des intellectuels et des paysans pauvres. Sans créer pour eux d'organisations particulières, elles peuvent admettre dans leurs rangs, les éléments les plus actifs et les plus dévoués à la cause prolétarienne.

Les organisations de J. C. savent qu'elles vivent au milieu d'un monde d'ennemis et qu'à chaque instant, la terreur bourgeoise peut les forcer à devenir illégales. Elles doivent se préparer sans cesse, techniquement et moralement, à cette possibilité. Mais, même lorsque les poursuites de la réaction les contraignent à une existence illégale, elles s'efforcent malgré tout, par tous les moyens de rester en contact avec les masses et de conserver sur elles leur influence.

La Jeunesse ouvrière des pays coloniaux

Plus de la moitié de l'humanité est soumise au joug de l'impérialisme, dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux. L'exploitation des peuples restés arriérés économiquement, d'Asie, d'Afrique, d'Australie, et d'Amérique, est actuellement l'une des bases sur lesquelles repose l'économie mondiale. C'est pourquoi les guerres d'émancipation nationale de ces peuples opprimés jouent un rôle considérable dans la révolution mondiale contre le capital. La liaison entre le prolétariat révolutionnaire des pays capitalistes et les masses ouvrières des esclaves de couleur du capitalisme, est une condition indispensable de sa victoire. Le développement capitaliste, en s'installant dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, les plus importants a préparé le terrain pour la séparation de classes ; ouvriers d'un côté, bourgeoisie et seigneurs de l'autre. Il a secoué la population ouvrière indigène. Il lui à montré qu'à côté du combat nationaliste révolutionnaire contre les exploiteurs étrangers, elle a à mener un autre combat : la lutte de classes des masses ouvrières contre le féodalisme indigène et contre la bourgeoisie indigène.

La situation des jeunes ouvriers dans ces pays est encore pire que dans les métropoles capitalistes. Le jeun prolétariat est là-bas doublement exploité, par les étrangers et par les indigènes, dont l'exploitation a conservé souvent la forme féodale ou patriarcale. La large extension qu'ont gardée la petite industrie et le petit commerce, le fait qu'ils ne subsistent qu'à grand'peine, sont la cause d'une exploitation impitoyable des jeunes, pire que celle subie jamais par les jeunes d'Europe et d'Amérique. La misère de la classe paysanne et l'état de l'économie agraire, qui est restée féodale, rendent insupportable la situation des jeunes paysans. A cela vient s'ajouter pour les jeunes de ces pays la situation culturelle qui est extraordinairement arriérée et le manque de liberté. Le clergé y exerce un pouvoir illimité, en s'appuyant sur l'ignorance des masses ; les femmes y sont de véritables esclaves, les patrons

ont conservé sur leurs ouvrières les droits patriarcaux, etc.

Les jeunes communistes des pays coloniaux ont deux tâches :

1° Organiser un large mouvement de masses de jeunes ouvriers pour leur libération, par la révolution, du joug impérialiste étranger. Etablir la liaison avec les prolétaires des pays capitalistes. Lutter pour les besoins et les revendications culturelles politiques et économiques de la jeunesse ;

2° Former parmi les jeunes des cadres communistes conscients, qui amènent les masses ouvrières à la lutte nationale révolutionnaire, puis qui préparent et introduisent la lutte de classes pour le communisme, laquelle est partout commencée, et est forcément en rapport avec la révolution mondiale. Les formes organiques du mouvement révolutionnaire des jeunes dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, seront fixées par les particularités historiques, économiques, sociales et politiques des différents pays.

Les jeunes communistes des pays capitalistes et surtout ceux des pays qui mènent une politique coloniale active ont pour devoir de lutter contre la politique coloniale et pour l'émancipation complète des peuples opprimés des colonies contre les préjugés de races du prolétariat lui-même, pour soutenir les jeunes ouvriers et leur lutte aux colonies.

La Jeunesse ouvrière et la Dictature du Prolétariat

La situation des jeunes ouvriers sera radicalement changée quand on renversera la bourgeoisie et qu'on instaurera la dictature du prolétariat. Les ouvriers qui, sous le capitalisme, n'ont aucun droit et sont asservis, deviendront citoyens avec des droits égaux dans l'Etat prolétarien. La dictature du prolétariat s'efforce d'améliorer de façon radicale la situation économique, culturelle et politique des jeunes ouvriers ; elle poursuit lentement, mais sans cesse, cette amélioration. Les organisations révolutionnaires de jeunes, que le capitalisme hait et poursuit, jouissent de la part des Soviets de toute l'aide matérielle et idéologique possibles. Elles prennent une part active au travail et aux luttes de l'Etat prolétarien, elles l'aident surtout pour l'éducation de la jeunesse Les organisations de J.C. ont toutes possibilités de se développer complètement et de jouer leur vrai rôle d'organisations de masses pour la formation communiste de la jeunesse ouvrière. Elles tiennent compte dans leur activité de tous les côtés de la vie des jeunes. Pendant la période de dictature du prolétariat, le but de cette éducation est de trouver dans les rangs des jeunes ouvriers, des combattants et des collaborateurs pour tous les domaines de la lutte et de la construction de l'Etat prolétarien.

L'activité des organisations de J.C. se modifie à mesure que change la nature de classe de l'Etat. Elles étaient, sous la domination du capital, une arme destinée à renverser l'Etat bourgeois. Pendant la dictature prolétarienne, elles sont les soutiens de la puissance des Soviets. Les J. C. prennent une part active à la construction de l'appareil d'Etat socialiste, de l'industrie et de l'agriculture. La lutte contre le militarisme bourgeois est remplacée par une participation active au travail de l'armée et de la flotte rouges. Les organisations de J.C. doivent donner le meilleur de leurs forces pour faire des soldats, des travailleurs politiques et des officiers rouges. Les J. C., après la prise du pouvoir par le prolétariat, réalisent grâce à l'Etat prolétarien et aux syndicats, organisations de classe du prolétariat tout entier, leur programme de revendications économiques et la réorganisation socialiste du travail des jeunes. Dans ce domaine, elles doivent donner l'impulsion et prendre une part active au travail. Il n'y aura plus à mener de lutte contre l'école bourgeoise et contre la bêtise qu'entretient la bourgeoisie. Nous devrons établir l'école unique, organiser les écoles de la jeunesse ouvrière (sections d'apprentis) nous emparer des écoles secondaires et supérieures, et collaborer à l'organisation de l'éducation prolétarienne pour les masses du peuple. Le travail d'éducation des J. C. s'élargit, se développe et se trouve en rapport avec la modification du but posé à l'éducation communiste, en même temps que ses moyens idéologiques et matériels deviennent plus considérables en présence de nouvelles tâches.

L'Internationale Communiste des Jeunes

La lutte du prolétariat pour le communisme ne peut avoir d'heureux résultats que si elle est menée sur le terrain international.

C'est également vrai pour la lutte de la jeunesse ouvrière. C'est pourquoi les Fédérations de Jeunesses Communistes de tous les pays s'unissent dans l'Internationale

Communiste des Jeunes, organisation mondiale de la jeunesse ouvrière, guide international du prolétariat jeune.

En 1907, au Congrès de Stuttgart, fut créée la première Union Internationale de toutes les organisations socialistes de jeunes.

A la fin de la guerre, quand commença une nouvelle phase de la lutte révolutionnaire, la grande majorité des organisations qui appartenaient à cette union, au mépris des tentatives faites par les réformistes et les social-patriotes pour la briser, se plaça sur le terrain de classes et fonda l'I.C.J. qui recueillit la succession de l'Union internationale des organisations socialistes de jeunes. Les quelques organisations qui n'avaient jamais appartenu avant la guerre à une Union internationale, pour des raisons opportunistes, ou bien qui s'en étaient détachées pendant la guerre ; ou celles encore que les social-démocraties avaient créées contre nos organisations révolutionnaires, se sont réunies en 1921 pour former « *L'Internationale de la Jeunesse Ouvrière* » et « *L'Union internationale des organisations socialistes de jeunesse* ». Ce faisant, elles ont brisé le front unique de lutte que la jeunesse ouvrière avait formé, derrière le *drapeau révolutionnaire*, puis elles se sont réunies pour former une seule organisation réformiste dirigée contre l'I.C.J.

A l'encontre des Internationales social-démocrates de jeunes, qui ne sont liées entre elles que par les liens tout à fait lâches, l'Internationale Communiste des Jeunes est basée sur le centralisme international. Ses résolutions sont des lois pour ses sections nationales. Les tâches pratiques de l'Internationale Communiste des Jeunes sont les suivantes :

« Poursuivre l'agitation internationale en menant les campagnes internationales ;

« Diriger dans tous les domaines l'activité des fédérations de jeunesses communistes ;

« Soutenir le travail des sections nationales ;

« Organiser de nouvelles fédérations et collaborer au rapprochement de la jeunesse révolutionnaire des différents pays. »

L'I.C.J. se place sur le même terrain que la IIIe Internationale dont elle forme une section. Le C.E. de l'I.C.J. travaille en contact étroit avec le C.E. de l'I.C. et sous sa direction politique.

Le premier dimanche de septembre, chaque année, la

Jeunesse Communiste organise une « *Journée Internationale* » pour montrer la volonté des jeunes ouvriers de combattre pour leurs revendications jusqu'à ce qu'ils aient obtenu la victoire et atteint leur but. Il faut que ce soit un jour de fête international pour la jeunesse ouvrière.

Une nouvelle époque a commencé pour les jeunes ouvriers à partir du jour où fut fondée l'I.C.J. Il n'y a plus pour eux de poteaux frontières ni de barrières nationales. Ils forment contre le capitalisme un front bien soudé qui encercle le monde comme un anneau de fer. L'I.C.J. crée les conditions dont la jeunesse a besoin pour se délivrer du joug insupportable du capitalisme : joug culturel, politique et économique. En tant que partie de l'Internationale Communiste militante, elle est appelée à combattre en vue de sa libération. Elle saura la mener à bien !

Projet de Programme
du
Parti Japonais

Ce projet n'est autre que le projet de Boukharine, auquel les camarades japonais ont ajouté un chapitre concernant les revendications spéciales du Parti Communiste japonais. Nous ne donnons ici que ce chapitre complémentaire.

Partant des revendications générales posées par tous les partis communistes, le parti japonais doit néanmoins prendre en considération les particularités du développement du capitalisme japonais.

Le capitalisme japonais, qui s'est particulièrement développé pendant la guerre, dont l'action destructrice a moins affecté le Japon que les autres pays, conserve encore dans une large mesure, l'empreinte du régime féodal. Une partie considérable de la propriété foncière se trouve entre les mains de grands propriétaires semi-féodaux, dont le plus important est le chef du gouvernement, le Mikado ; les immenses étendues possédées par les grands propriétaires fonciers, sont cultivées par des paysans qui les louent et qui, par suite du manque croissant de terre, sont obligés de payer un fermage de plus en plus élevé qui les réduit à la misère. Ces survivances féodales sont encore plus accusées dans la structure du pouvoir, détenu par le bloc des grands propriétaires fonciers et d'une partie de la bourgeoisie commerciale et financière. Le caractère semi-féodal de l'Etat se manifeste par l'importance considérable et le rôle dirigeant de la Chambre haute (ghenro) et se reflète dans toute la constitution gouvernementale du Japon. De la sorte se trouvent évincées du

pouvoir non seulement la classe ouvrière, la classe paysanne et la petite bourgeoisie, mais encore une partie considérable de la bourgeoisie libérale, qui est actuellement dans l'opposition.

En même temps que se développe le capitalisme, croissent les revendications politiques de l'opposition libérale bourgeoise pour le suffrage universel et la démocratisation de l'Etat. D'autre part, étant donné le retard de la révolution bourgeoise, le développement puissant du capitalisme pousse sur l'arène de la lutte la classe ouvrière et la masse paysanne, qui devient un facteur politique actif. La violente crise économique d'après-guerre a, par suite de la compression de l'industrie, aggravé à l'extrême la lutte de classes et la crise politique. Dans ces conditions, l'évolution sociale conduira vraisemblablement au renversement révolutionnaire du régime politique, contre lequel sont groupées de multiples forces et classes sociales. Mais comme la révolution bourgeoise s'effectuera au Japon, en présence d'un prolétariat puissant et de masses paysannes aspirant à secouer le joug du fermage, il est possible que cette *révolution inaugure directement la révolution prolétarienne*, visant au renversement du régime bourgeois et à la dictature du prolétariat.

La tâche du Parti communiste japonais qui s'assigne pour but la lutte pour la dictature du prolétariat, consiste à utiliser toutes les forces sociales capables de lutter véritablement contre le gouvernement actuel, dont le renversement est une étape inévitable dans la voie qui conduit la classe ouvrière à sa dictature.

Adversaire de la démocratie bourgeoise, le Parti communiste japonais doit néanmoins, à titre de mot d'ordre provisoire, réclamer le renversement du Mikado, la suppression de la monarchie et le suffrage universel. Il pourra ainsi, dans la période actuelle de développement révolutionnaire, grouper le maximum des forces et les diriger et frayer de la sorte le chemin pour la lutte ultérieure pour le pouvoir des Soviets du prolétariat japonais. Il importe en particulier d'utiliser la masse paysanne qui devra fatalement entrer en opposition tranchée avec le pouvoir gouvernemental des grands propriétaires. Les différents groupements de la bourgeoisie libérale et radicale ne cesseront, de leur côté d'attirer à eux les paysans. La tâche du Parti communiste consiste à soutenir la classe paysanne dans toutes ses actions contre les grands propriétaires fonciers, à développer et à organiser ce mouvement, à critiquer la duplicité et l'inconséquence des réformateurs libéraux bourgeois. Le Parti de la classe ouvrière ne peut, en aucun cas, rester à l'écart de la lutte contre le gouvernement du Mikado, même si elle est menée sous les mots d'ordre démocratiques. *Il doit approfondir constamment le mouvement général, rendre les mots d'ordre de plus en plus révolutionnaires et conquérir les positions les plus importantes dans sa lutte contre le gouvernement existant.* Lorsque cette première tâche aura été accomplie et qu'il verra une partie de ses anciens alliés se rallier aux classes et groupements battus, le Parti communiste créant, consolidant et élargissant les organisations de classe du prolétariat et des paysans, aidant l'armement du prolétariat, devra s'efforcer d'approfondir de plus en plus la révolution et de conquérir le pouvoir aux Soviets ouvriers et paysans. Ainsi les mots d'ordre démocratiques sont, contre le gouvernement du Mikado, un moyen provisoire qui devra être rejeté dès que sera renversé le régime actuel.

Partant de ces considérations, le parti japonais lance les revendications immédiates suivantes :

Dans le domaine politique :

1° Suppression de la monarchie ;

2° Suppression de la Chambre Haute ;

3° Droit de vote pour tous, hommes et femmes, à partir de 18 ans ;

4° Liberté complète des syndicats, partis, clubs et autres organisations ouvrières ;

5° Liberté complète de la presse ouvrière ;

6° Liberté complète des réunions ouvrières dans les locaux fermés, dans les rues, sur les places publiques, etc. ;

7° Liberté des manifestations ;

8° Liberté de grèves ;

9° Suppression de l'armée actuelle, de la police, de la gendarmerie, de la police secrète, etc. ;

10° Armement des ouvriers.

Dans le domaine économique :

1° Journée de huit heures ;

2° Assurances des ouvriers, y compris l'assurance contre le chômage ;

3° Salaire journalier conforme aux prix du marché ; minimum de salaire garanti ;
4° Contrôle de la production par les Comités d'usines ;
5° Reconnaissance des syndicats comme organes officiels de la classe ouvrière par les patrons et l'Etat.

Dans le domaine agraire :

1° Confiscation des terres et des temples et remise de ces terres à l'Etat ;
2° Formation d'un fonds agraire national pour soutenir les paysans manquant de terres ; en particulier, remise au paysan en jouissance effective de toutes les terres qu'il cultivait comme fermier avec ses instruments ;
3° Impôt progressif sur le revenu ;
4° Impôts sur les objets de luxe.

Dans le domaine international :

1° Cessation de toute tentative d'intervention ;
2° Retrait des troupes japonaises de Corée, Chine, Formose et Sakhaline ;
3° Reconnaissance de la Russie Soviétiste.

Dans sa lutte pour la dictature, à laquelle elle arrivera par le renversement du gouvernement actuel, la classe ouvrière japonaise ne pourra vaincre que si elle possède une direction unique et centralisée. Les objections élevées par certains éléments révolutionnaires (anarchistes, syndicalistes, etc.) proviennent de l'incompréhension de la situation qui se créera inévitablement au moment critique de la lutte. Tôt ou tard, cette lutte amènera une collision directe avec le pouvoir, qui dispose d'un appareil puissant et centralisé. Pour le briser, il faudra une coordination rigoureuse des efforts du prolétariat révolutionnaire, ce qui est impossible sans unité de volonté et d'organisation. C'est pourquoi le Parti communiste japonais doit conquérir les syndicats et assurer son influence dans ces organisations de la classe ouvrière. Il faut avant tout anéantir toute survivance de l'influence des leaders social-réformistes et patriotes et relever l'autorité du Parti communiste parmi les syndiqués. Le Parti a le devoir de soutenir chaque action des ouvriers contre les patrons ou contre l'Etat et de diriger tout mouvement, même restreint, qui surgit parmi les ouvriers. Il doit s'appliquer de toutes ses forces à se rapprocher des masses ouvrières et à éviter de se renfermer en lui-même. Dans les syndicats, où les anarchistes et les syndicalistes ont de l'influence, il doit faire bloc avec eux afin de réaliser l'union des forces, tout en

combattant les préjugés qui les empêchent de mener rationnellement la lutte.

Le Parti est obligé de faire tous ses efforts pour étendre son influence parmi la masse paysanne et en premier lieu parmi les paysans pauvres. En ce qui concerne le mouvement d'opposition bourgeoise, il doit l'utiliser, mais en même temps critiquer impitoyablement son inconséquence et dévoiler toutes les trahisons que commettra inévitablement la bourgeoisie libérale, effrayée par la croissance du mouvement ouvrier.

Section de l'Internationale Communiste, le Parti communiste japonais, dans sa lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat, accomplira son devoir comme détachement de la grande armée du prolétariat marchant, sous le drapeau de la fraternité mondiale des ouvriers, à la victoire définitive et à la dictature universelle du prolétariat !

Projet de Programme
du
Parti Communiste Bulgare

L'impérialisme et la guerre mondiale ont précipité la société capitaliste dans une crise économique, sociale et politique générale et profonde, et ouvert la période de la révolution prolétarienne dans laquelle la victoire du prolétariat russe marque la première étape. Le capitalisme est impuissant à sortir de la crise actuelle. L'anarchie et le chaos dans la production et dans l'échange prennent des proportions croissantes et sans précédent. La misère et les souffrances du prolétariat et du semi-prolétariat, constituant l'écrasante majorité du peuple, augmentent avec une rapidité tragique. De nouveau, on voit s'accentuer les conflits entre les principaux Etats et le danger d'une nouvelle guerre impérialiste, encore plus funeste que la précédente, se dessine rāpidemnt : la lutte de classes à laquelle prennent part des masses de plus en plus larges, entre dans la phase de la guerre civile ouverte. Les fondements du capitalisme croulent, menaçant d'enterrer sous leurs décombres les peuples, de les ramener vers la barbarie et de les condamner à la dégénération et à la mort. La seule issue pour l'humanité est la victoire de la révolution prolétarienne mondiale. Les conditions matérielles et sociales que cette dernière exige existent déjà. La mission des Partis Communistes de tous les pays est d'organiser et de mener les ouvriers et les classes moyennes à la lutte pour le renversement du capitalisme et la réalisation de la société communiste.

Les guerres qui se poursuivent jusqu'à présent et qui, dans les Balkans et en Bulgarie, sont le résultat de la politique nationaliste agressive de la bourgeoisie ainsi que l'exagération des exigences des différents groupes du monde capitaliste, ont définitivement ruiné les peuples de la Péninsule et les ont soumis au joug de l'impérialisme de l'Entente. En dépit d'un progrès temporaire apparent,

observé dans quelques-uns des Etats balkaniques, la faillite inévitable de la politique nationaliste de la bourgeoisie balkanique a définitivement ébranlé les assises de son pouvoir. Le capitalisme indigène, en décomposition, rend impossible tout développement ultérieur dans le domaine social, économique, intellectuel des peuples balkaniques. Par suite d'un appauvrissement sans précédent et d'une misère inouïe dans les couches prolétariennes et semi-prolétariennes, la lutte menée par les ouvriers et les paysans pauvres s'est nettement déclanchée. Dans les Balkans, on peut dire que la vague de la révolution prolétarienne monte et qu'elle brisera le joug social et national qui pèse sur les peuples de la Péninsule et en particulier sur le peuple bulgare.

La crise générale subie par le monde capitaliste qui — en Bulgarie comme dans les autres pays vaincus — s'accentue encore du fait des contributions de guerre, pose devant le Parti Communiste bulgare le problème suivant : organiser le prolétariat et le semi-prolétariat en vue d'une lutte décisive pour le triomphe de la révolution prolétarienne en Bulgarie et dans les Balkans.

Les causes de la crise générale profonde et de la désagrégation du capitalisme et en même temps les conditions matérielles pour la victoire de la révolution prolétarienne mondiale se trouvent au sein même de la société capitaliste. En précisant ses buts, le Parti Communiste part d'une analyse exacte de la production capitaliste dans sa dernière phase, phase impérialiste.

Le capitalisme se développe en écrasant l'artisanat et la petite paysannerie. De plus en plus les artisans et les petits paysans tombent sous les coups de la concurrence capitaliste qui les ruine et les envoie grossir les rangs de la classe ouvrière. Ceux d'entre eux qui réussissent à conserver leur petite propriété tombent dans la dépendance économique du banquier et du marchand de la ville ou bien encore de la bureaucratie administrative et de l'usurier et sont ainsi condamnés à des conditions de travail encore pires. Mais, pendant que se poursuit ce processus de la prolétarisation en masse des petits producteurs et que croît la misère du semi-prolétariat de la ville et des campagnes, les moyens de production passent dans les mains d'un groupe de capitalistes qui va sans cesse en diminuant numériquement, c'est-à-dire que nous assistons à la concentration du capital et au développement de la grosse industrie capitaliste.

La production capitaliste est caractérisée par le fait que les moyens de production se trouvent exclusivement placés entre les mains d'une classe bourgeoise peu nombreuse tandis que l'énorme majorité de la population est obligée, si elle veut vivre, de vendre au capitalisme sa force-travail et de subir son exploitation. La base de la production capitaliste est le non-paiement du travail et son but est le gain. Le développement du machinisme, le perfectionnement de la technique, qui augmentent considérablement la force productive et la quantité des produits, profitent seulement aux capitalistes et aux classes possédantes et n'apportent à l'ouvrier qu'un accroissement d'exploitation et de dépendance vis-à-vis du capital.

Le développement de la production capitaliste augmente le nombre des prolétaires, force leurs femmes et leurs enfants à travailler pour le capital et crée ainsi une armée de réserve et accroît par là-même l'exploitation de la classe ouvrière. Le chômage, résultat fatal et continuel de la production capitaliste, et terrible fléau pour les ouvriers atteint, dans les périodes de crises économiques, des proportions formidables et inquiétantes.

L'anarchie dans la production capitaliste, où chacun produit à son gré et sans se préoccuper de la puissance d'absorption du marché : la concurrence entre les capitalistes d'un même pays et entre les groupes capitalistes des différents pays ; l'accroissement formidable des produits et l'exploitation de plus en plus grande des ouvriers et des classes peu fortunées — sont autant de facteurs engendrant des crises périodiques marquées par le chômage et la misère la plus noire de la classe laborieuse. Pendant ces crises, des millions d'ouvriers sont jetés sur le pavé et condamnés à la famine uniquement pour avoir trop produit et rempli les dépôts et magasins des capitalistes.

Ainsi, chaque pas en avant dans la voie du développement du capitalisme, dans le perfectionnement de l'outillage et de la technique en général, conduit non pas à une augmentation du bien-être, mais à l'accroissement illimité de la richesse d'une minorité privilégiée de propriétaires, des moyens de production et d'échange en même temps qu'à une aggravation de la misère de l'immense majorité de la population. On voit alors éclater dans toute son acuité l'antagonisme entre la bourgeoisie

et le prolétariat, entre les possédants et les travailleurs, contradiction qui se traduit par le chômage, l'incertitude de l'existence, par les privations et la misère de la classe ouvrière.

Parallèlement avec l'accentuation des contradictions économiques va l'accentuation de la lutte de classes entre les exploiteurs et les exploités, entre la bourgeoisie d'une part, et le prolétariat et le semi-prolétariat d'autre part. Le nombre des ouvriers en lutte va en augmentant, leur organisation s'affermit ainsi que leur discipline et leur conscience de classe. En même temps, le nombre et la force des masses peu fortunées, qui se sont groupées sous le drapeau du prolétariat, croissent, et la lutte pour le renversement du régime capitaliste approche de son but. Il est à noter aussi que les perfectionnements de la technique facilitent la concentration des moyens de production, créent les conditions historiques et matérielles de la révolution sociale et de la création d'une société communiste.

Le stade impérialiste de l'évolution capitaliste, la guerre impérialiste mondiale et la victoire de la révolution prolétarienne en Russie, qui en fut la conséquence, ont fait naître des conditions nouvelles pour la lutte de la classe ouvrière. Le développement colossal du capitalisme au cours des dix dernières années est caractérisé par une concentration sans précédent de la production et de la centralisation des capitaux, par l'apparition des monopoles capitalistes — syndicats, cartels et trusts — qui conquièrent les industries les plus importantes, le marché intérieur et les centres internationaux d'écoulement de produits. Il est également caractérisé par l'union de l'industrie et du capital bancaire, le développement du capital financier, par l'accentuation de la lutte entre les Etats capitalistes en vue d'un nouveau partage des colonies et du marché mondial. Cette nouvelle période du développement du capitalisme — c'est précisément l'impérialisme, provoquant des modifications dans la situation intérieure autant que dans les rapports internationaux entre les Etats capitalistes.

A l'intérieur des Etats capitalistes, le pouvoir politique est concentré entre les mains d'une infime minorité de capitalistes, de grands propriétaires fonciers et de banquiers qui sont devenus les maîtres de la grande industrie, de la finance, du sous-sol et de la terre. En même

temps se produit la prolétarisation de plus en plus totale des masses des petits producteurs et ceux d'entre eux qui réussissent à conserver leur petite entreprise, leur lopin de terre ou leur boutique, perdent toute indépendance économique et sont — en ce qui concerne leur position matérielle — de plus en plus rapprochés de la classe ouvrière. Les antagonismes de classe entre la bourgeoisie d'une part, le prolétariat et les travailleurs peu fortunés d'autre part, vont en s'aggravant. Pour étouffer le mécontentement croissant, les groupements du gros capital dominant s'engagent dans la voie d'une politique intérieure de plus en plus réactionnaire. Pour maintenir leur hégémonie, ils ont recours, en dernier ressort, au régime de la dictature bourgeoise, de plus en plus violent.

Le stade impérialiste du capitalisme a engendré une politique extérieure impérialiste des Etats capitalistes. Le capitalisme ayant conquis le marché intérieur, s'étant institué en maître incontesté, les détenteurs des monopoles capitalistes et les banquiers se sont proposé comme but la conquête des marchés extérieurs. Après le partage du monde entre les « grandes » puissances, on a vu apparaître des rivalités en vue d'une nouvelle refonte de la carte mondiale. L'exportation et le placement de capitaux de plus en plus considérables dans les colonies et dans les pays arriérés ont consolidé les intérêts et renforcé les aspirations de la bourgeoisie, qui cherche à les conquérir économiquement et politiquement. L'impérialisme arrache définitivement le masque dont la bourgeoisie recouvrait sa politique coloniale. Celle-ci apparaît désormais comme une entreprise de pillage, de conquête et d'asservissement des peuples indigènes.

Pour atteindre ces buts de rapine ainsi que pour maintenir leur dictature de classe, les gouvernements capitalistes poussent le militarisme jusqu'à l'extrême, et sous son fardeau intolérable les peuples s'épuisent et périssent. L'impérialisme accentue d'autre part les antagonismes entre les grandes puissances et, à la fin des fins, provoque les guerres mondiales.

Pendant la période impérialiste, le développement des forces productrices a fait un pas gigantesque. Le capital a été concentré entre les mains d'une infime poignée de gros capitalistes et de banquiers. Les monopoles capitalistes et les banques, ainsi que le capitalisme monopoleur d'Etat jettent les bases économiques de l'appareil de la

société collectiviste. Les contradictions existant entre la production collective et la propriété privée vont en s'accentuant : les conditions économiques pour le passage des moyens de production des particuliers entre les mains de la collectivité se développent ainsi tous les jours rapidement. Le prolétariat et les classes peu fortunées qui s'en sont rapprochées constituent l'écrasante majorité de la population et dès lors la victoire du communisme dépend uniquement du degré de conscience et d'organisation, c'est-à-dire de la force de la classe ouvrière.

Les sacrifices sanglants que les ouvriers et le semi-prolétariat ont endurés, l'appauvrissement, la misère, la famine dans laquelle la guerre a précipité les peuples, la crise générale profonde qui en a été la conséquence, la cherté de la vie et le chômage qui n'ont cessé d'aller en augmentant, la complète faillite politique et financière des gouvernements impérialistes, en un mot l'anarchie et le précipice dans lequel le capitalisme pousse la société, ont accentué la lutte de classe et engendré la guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie. A la suite de la révolution russe la révolution a éclaté en Allemagne, en Autriche et en Hongrie.

L'accalmie temporaire survenue après la guerre, les conditions favorables permettant d'absorber dans le processus de la production les masses ouvrières démobilisées, d'autre part la lâche trahison de la social-démocratie internationale, ont permis à la bourgeoisie impérialiste européenne de repousser la première attaque révolutionnaire du prolétariat et de se maintenir au pouvoir pour quelques années encore. Toutefois, bientôt après la guerre, on a pu voir se développer une crise économique générale qui a embrassé le monde entier. Elle a été provoquée, d'une part par la destruction des forces productrices, la réduction de la production et l'appauvrissement de l'Europe et, d'autre part, par le développement rapide de l'appareil technique des industries américaines, japonaises et coloniales, développement provoqué par les besoins de la guerre impérialiste ; le résultat en a été un renchérissement sans précédent de la vie et un chômage atteignant des proportions formidables. Le prolétariat et le semi-prolétariat de tous les pays furent précipités dans une misère extrême.

La classe capitaliste a mis à profit cette crise pour renforcer son exploitation, pour abaisser le niveau de la

vie matérielle du prolétariat en faisant peser sur les épaules des prolétaires les lourdes conséquences de la guerre. Elle raffermit, au détriment de la classe ouvrière, son hégémonie ébranlée et condamne les masses à la dégénération et à la mort. Pour parvenir à son but, la bourgeoisie renforce la réaction, organise la contre-révolution internationale, rassemble toutes ses forces dans le but d'étrangler le mouvement révolutionnaire du prolétariat mondial et principalement pour détruire le foyer de la révolution prolétarienne mondiale, la Russie des Soviets. Toutefois, la classe capitaliste n'est pas à même de tirer la société de la crise générale de l'anarchie et du chaos dans lesquels elle l'a précipitée ; elle n'est pas à même de rétablir les forces économiques ébranlées ; au contraire, toute sa politique d'après-guerre ne fait qu'accentuer la crise et pousse l'humanité irrésistiblement dans la voie de nouvelles guerres impérialistes encore plus désastreuses.

Le pacifisme et la propagande pour le désarmement, les conférences internationales et les tribunaux d'arbitrage n'arrêteront pas les guerres qui, dès aujourd'hui, se dessinent et ne mettront pas fin à la folie des armements. Seule la révolution communiste prolétarienne peut tirer l'humanité de l'impasse sans issue dans laquelle l'a conduite l'impérialisme. Quelles que soient les difficultés rencontrées par la révolution et les échecs temporaires qu'elle peut subir, la victoire finale du prolétariat est certaine. Lentement, mais sans faillir, la classe ouvrière prend conscience d'elle-même et s'oppose de plus en plus énergiquement à l'offensive capitaliste ; elle s'organise, elle croît en nombre, elle prépare ses forces afin de s'élancer de nouveau dans l'attaque décisive contre la société capitaliste en s'appuyant sur la forteresse de la révolution prolétarienne mondiale qu'est la Russie des Soviets et en suivant la ligne de conduite de l'Internationale Communiste.

La condition nécessaire de la victoire de la révolution est, d'une part, la lutte de classe du prolétariat, le développement de sa conscience révolutionnaire, la solidarité internationale et l'union dans la lutte des ouvriers sous la direction générale de l'Internationale Communiste ; d'autre part, la lutte implacable contre les social-patriotes et les centristes ainsi que contre les anarchistes et les syndicalistes pour attirer et organiser, sous le dra-

peau du communisme, les masses ouvrières qui, dans les principaux pays capitalistes, se trouvent encore sous l'influence des social-démocrates. En Bulgarie, où toute la classe ouvrière combattante est groupée dans les rangs du Parti communiste et où la social-démocratie n'a aucune emprise sur les masses, le Parti Communiste prépare les conditions nécessaires à la victoire de la révolution prolétarienne, en groupant et en organisant les masses ouvrières et petite-bourgeoises dispersées, les employés des entreprises privées et les fonctionnaires de l'Etat qui suivent encore les partis bourgeois.

La Bulgarie se développe dans le cadre des conditions générales de l'impérialisme européen. Sa situation se différencie de celle des grandes puissances en ceci que, malgré l'avidité insatiable et aggressive de la bourgeoisie bulgare, la Bulgarie apparaît aux grands Etats capitalistes comme une proie convoitée et un terrain d'exploitation. Les guerres nationalistes et impérialistes, dans lesquelles la bourgeoisie a précipité le peuple bulgare ont ruiné le pays économiquement et financièrement. Notre prolétariat et semi-prolétariat se trouvent exploités à un double dégré, d'abord par les exploiteurs bulgares et ensuite par les conquérants étrangers, ce qui rend sa situation encore plus pénible et plus désespérée. Les grands Etats capitalistes mettent la main sur les richesses naturelles et les matières premières des petits pays et des régions arriérées ; ils les pillent économiquement et les asservissent financièrement et politiquement, comme ils font avec les grandes puissances vaincues dans la guerre impérialiste.

L'exploitation des pays coloniaux et semi-coloniaux a renforcé dans ces derniers le mouvement révolutionnaire qui n'a que la sympathie du prolétariat révolutionnaire international et qui — débutant dans le cadre d'un mouvement national — se développe inévitablement en révolution sociale dont la victoire se trouve subordonnnée à celle de la révolution sociale européenne. A son tour, le mouvement révolutionnaire des peuples des Etats impérialistes ébranle les grands Etats de l'impérialisme parasite, et accélère le développement de la révolution.

Ainsi, l'impérialisme européen accentue les antagonismes de classe engendrés par le développement à l'intérieur de notre pays. D'une part, les guerres accélèrent l'accumulation des capitaux entre les mains de la bourgeoisie ; d'autre part, elles augmentent l'exploitation des ouvriers et la prolétarisation en masse des petits paysans et des artisans. Des charges militaires inouïes, la ruine économique, la faillite financière, l'échec complet de la politique nationaliste de conquête, voilà autant de facteurs qui ont ébranlé les assises du régime bourgeois en Bulgarie. Une vague de méconfentement monte et la lutte révolutionnaire des masses se développe. Devant le Parti Communiste bulgare se posent les problèmes suivants et urgents : direction du mouvement révolutionnaire des masses, son union avec le mouvement révolutionnaire des Etats balkaniques voisins et la création de relations avec le puissant courant de la révolution mondiale.

La bourgeoisie balkanique a profité de la division des peuples balkaniques et de l'impossibilité d'un développement économique dans le cadre de leurs petits pays pour motiver sa politique nationaliste conquérante par l'idéal de l'affranchissement national. La bourgeoisie des Etats balkaniques s'efforce, en harmonie avec cette politique, de faire de ces pays la grande puissance autour de laquelle pourrait être réalisé le groupement des peuples balkaniques par l'absorption des autres Etats de la Péninsule et l'asservissement de couches importantes de la population. Cette politique nationaliste de conquête a provoqué dans les Balkans des guerres fréquentes et finalement la guerre balkanique de 1912-1913. Ces guerres ont amené non pas à l'affranchissement national, mais à un asservissement et un affaiblissement financier et économique encore plus grand des pays balkaniques. De plus, ces guerres ont renforcé la dépendance des peuples balkaniques vis-à-vis des grandes puissances. A cause de leur concurrence mutuelle, les Etats balkaniques sont devenus le jouet de l'impérialisme européen qui, finalement, les a entraînés dans la guerre impérialiste, au cours de laquelle la Roumanie et la Yougo-Slavie ont groupé les peuples roumain et serbe, au détriment des autres peuples balkaniques dont des éléments importants ont été annexés. Ces nouveaux Etats, composés de nombreuses nationalités, ne peuvent maintenir leur existence qu'en opprimant et en asservissant les classes exploitées et les nationalités annexées en renforçant le militarisme et la bureaucratie et en recherchant l'appui militaire et financier de l'impérialisme de l'Entente.

La Bulgarie a dû faire une nouvelle guerre d'où elle est sortie avec des frontières encore plus réduites. La Grèce,

par suite de la politique nationaliste conquérante de sa bourgeoisie et de l'impérialisme britannique, dont-elle n'a été que l'instrument docile dans la guerre contre la Turquie, a été condamnée à une catastrophe pire encore. Après de longues guerres nationalistes et impérialistes dans les Balkans, tous les peuples de la Péninsule, vainqueurs et vaincus, se sont trouvés ruinés économiquement et financièrement et réduits à l'état de colonies de l'impérialisme de l'Entente.

L'affranchissement national des peuples balkaniques qui, par suite de conditions ethnographiques, historiques et géographiques spéciales, étaient avant la guerre déjà, arrivés à un degré de complète maturité, est devenu aujourd'hui la question vitale de leur existence et de leur développement social. Cependant, la bourgeoisie britannique s'est montrée incapable de résoudre les problèmes nationaux dans la Péninsule. La politique de conquête, en dépit de succès temporaires et partiels dans quelques pays balkaniques, a fait faillite dans l'ensemble. C'est pourquoi dès 1910 les partis socialistes dans les Balkans avaient déclaré que l'émancipation nationale et l'union des peuples balkaniques ne pouvaient être atteintes qu'au moment de la lutte de classe et de la victoire du prolétariat et des paysans pauvres, c'est-à-dire, en fin de compte, sur la base d'une République socialiste des Balkans. Dans ce but, ils ont constitué la Fédération des Partis Socialistes des Balkans qui, après la guerre, s'est transformée en Fédération Communiste.

Les guerres ont accentué dans les Balkans les contradictions sociales et la lutte de classe entre le prolétariat et les paysans pauvres d'une part et la bourgeoisie d'autre part. Le prolétariat industriel en Roumanie est devenu victime d'une exploitation des plus brutales ; l'énorme majorité des paysans, en dépit des réformes agraires, est demeurée dans un état de servage vis-à-vis des boyards et pour les paysans qui avaient reçu de la terre, ce servage ne faisait que changer d'aspect, la bourgeoisie et les banques ayant succédé aux boyards. En Yougo-Slavie, le pays qui a le plus souffert de la guerre, l'exploitation et la misère des travailleurs va en augmentant de jour en jour. En Bosnie-Herzégovine, les paysans sont demeurés en état de servage. Dans les deux Etats balkaniques, Roumanie, Yougo-Slavie, en même temps qu'on constate une aggravation de la lutte de classe, on voit s'accentuer l'antagonisme et les conflits nationaux que la bourgeoisie nationaliste au pouvoir fait naître par sa politique de violence et d'asservissement des minorités nationales. En Grèce, la crise provoquée par la catastrophe d'Asie-Mineure donne un nouveau point de départ à la lutte pour l'affranchissement du prolétariat et de la classe paysanne moyenne ainsi qu'à la lutte des paysans de Thessalie qui se trouvent jusqu'à présent sous le régime féodal.

Pour détourner les ouvriers et les paysans de la lutte de classe et pour renforcer son hégémonie, la bourgeoisie balkanique recourt de nouveau au moyen de l'accentuation des antagonismes nationaux et poursuit sa vieille politique de conquête. Ele serait prête à jeter encore une fois les pays balkaniques dans une nouvelle guerre fratricide si elle pouvait espérer noyer ainsi dans le sang le mouvement ouvrier et paysan.

La Fédération Communiste des Balkans se propose comme but de grouper le prolétariat et les paysans pauvres de tous les pays balkaniques, de réaliser les conditions de la victoire de la révolution prolétarienne dans les Balkans, d'en accélérer le développement et de lutter pour la création d'une République socialiste soviétiste unitaire des Balkans.

Pour préparer la révolution prolétarienne dans chacun des Etats balkaniques et pour accélérer sa victoire décisive dans la Péninsule, il est nécessaire que tous les Partis Communistes des Balkans mènent une lutte coordonnée. Une pareille ligne de conduite est dictée d'ailleurs par les circonstances identiques dans lesquelles les Partis Communistes balkaniques ont à lutter et par un danger contre-révolutionnaire commun de la part de l'impérialisme de l'Entente ainsi que par la nécessité vitale de l'union des Républiques soviétistes balkaniques en une Fédération unique. Ce n'est que la réalisation d'une Fédération unique qui peut solutionner la question nationale, c'est-à-dire conduire à l'émancipation nationale et à l'union des peuples balkaniques ainsi qu'à la création des conditions nécessaires au développement social ultérieur.

Le but du Parti communiste consiste à remplacer, par le moyen de la révolution sociale, la propriété privée des moyens de production et d'échange par la propriété collective et à instaurer un système rationnel de production et de répartition collective, à supprimer la différenciation de la société en classes et par là-même

toute exploitation d'une de ses couches par une autre, à mettre fin d'une façon décisive à toute oppression politique, économique, nationale et autre, à assurer le bien-être et le développement de la société en général dans tous les domaines.

Le prolétariat accomplira la révolution sociale par la conquête du pouvoir politique et l'établissement de la dictature de classe. Jusqu'à cette conquête du pouvoir, le Parti Communiste utilisera le Parlement et les élections législatives dans le but de propager son programme et ses mots d'ordre, ainsi que pour défendre les intérêts et les libertés des travailleurs et des éléments peu fortunés, pour unir et accentuer la conscience révolutionnaire.

Le Parti Communiste tend à la conquête des municipalités dans lesquelles il représente les intérêts locaux du prolétariat et du semi-prolétariat qu'il unit toujours davantage en vue de la lutte pour la conquête du pouvoir municipal. Le Parti Communiste lutte pour assurer et développer la liberté de la parole et d'association pour les travailleurs, pour l'élargissement des droits électoraux et pour leur extension aux femmes ainsi que pour la réduction de la durée des mandats parlementaires.

Dans l'ensemble, le Parti Communiste utilise les libertés et les institutions de la démocratie bourgeoise dans la mesure où celle-ci existe encore, pour affermir ses forces et pour préparer les conditions de la révolution prolétarienne.

La guerre impérialiste a ouvert l'ère de la révolution sociale. Le programme maximum du Parti Communiste acquiert en ce moment une portée pratique de premier ordre pour la lutte de tout le prolétariat international. L'expérience de la révolution russe et du mouvement révolutionnaire dans les autres pays a nettement précisé les buts de la lutte émancipatrice de la classe ouvrière et de la voie à suivre pour arriver à la victoire : passer de l'organisation du prolétariat et de sa lutte pour des intérêts immédiats à la grève révolutionnaire politique de masse et à l'insurrection armée. L'époque de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat apparaît comme une période transitoire dans l'histoire de la société humaine entre le capitalisme et le communisme. Pendant cette période, le Parti communiste, en sa qualité de dirigeant des ouvriers et des paysans révolutionnaires, lutte pour la réalisation des buts suivants :

I. — La République Socialiste Soviétique

1° L'Etat actuel apparaît comme une organisation destinée à soutenir l'hégémonie de classe de la bourgeoisie et l'exploitation des ouvriers et des classes non-possédantes. La mission du prolétariat révolutionnaire, après qu'il se sera emparé du pouvoir, consistera à transformer l'Etat d'oppression et d'exploitation de la majorité du peuple qu'il est en instrument d'émancipation politique et économique. Le prolétariat peut remplir cette mission en brisant l'Etat actuel et toute ses forteresses : Parlement, bureaucratie, militarisme, etc. etc., et en instaurant à sa place un nouvel Etat, la République socialiste-soviétique basée sur l'administration autonome des ouvriers et des classes non-possédantes représentée par les Soviets des députés ouvriers et paysans et basée sur l'armement de ces derniers.

2° Sous le masque de la démocratie, l'Etat capitaliste maintient l'hégémonie des privilégiés sur l'énorme majorité des travailleurs exploités et sans droits. A l'heure actuelle, la bourgeoisie maintient son hégémonie ébranlée par la violence sanglante et la terreur, et quand elle réussit à créer une République démocratique, elle gouverne en réalité par le moyen de la dictature en s'appuyant sur la police, sur l'armée et sur tout l'appareil de l'Etat capitaliste. Le Parlement et le régime parlementaire constitutionnel ne sont que l'accompagnement habituel de la dictature bourgeoise.

La République socialiste-soviétiste réalise la démocratie prolétarienne de fait ; elle passe tout le pouvoir législatif, exécutif et judiciaire aux Soviets ouvriers et paysans, c'est-à-dire à la classe des travailleurs et des producteurs. Tous les organes de l'Etat capitaliste, le gouvernement, le Parlement démocratique, la police et l'armée jusqu'aux municipalités sont remplacés par de nouveaux organes soviétistes et des institutions politiques, économiques et culturelles, centrales et locales, créées par eux.

Les Soviets des députés ouvriers et paysans apparaissent comme les organes exécutifs du pouvoir révolutionnaire et de la réalisation du socialisme et du communisme. La participation aux élections de ces Soviets de tous les travailleurs sans distinction de sexe des villes et des campagnes, le contrôle permanent des députés et la centralisation dans les Soviets du pouvoir exécutif et législa-

tif — garantissent aux peuples la surveillance immédiate et permanente du gouvernement, ainsi que la participation directe à celui-ci

Le pouvoir soviétiste assure l'égalité absolue des droits entre les membres de la famille et en particulier entre l'homme et la femme, affranchissant cette dernière du fardeau du ménage. La réalisation du communisme fera peu à peu disparaître les différences de classe et les classes elles-mêmes, elle fera disparaître aussi l'Etat en tant qu'instrument de violence et le transformera en organe de régularisation rationnelle de la production et de la répartition collective.

II. — L'armement des travailleurs et la constitution de l'Armée rouge

1° Pour défendre son pouvoir et ses privilèges la bourgeoisie recourt à tous les moyens possibles de violence et à la guerre civile. C'est pourquoi l'armement des ouvriers et des classes non-possédantes et le désarmement de la bourgeoisie apparaissent comme une des premières conditions de la victoire de la révolution prolétarienne. Grâce à la force armée, les classes révolutionnaires conquièrent le pouvoir d'Etat, brisent la résistance de la bourgeoisie, étouffent la contre-révolution intérieure et extérieure et assurent ainsi toute hégémonie et la victoire définitive de la révolution ;

2° En armant les ouvriers et les paysans le nouveau pouvoir révolutionaire crée une organisation de classe qui est l'armée rouge, instrument par excellence de la dictature du prolétariat. L'armée rouge apparaît comme le développement d'un noyau fondamental qui est constitué par la garde prolétarienne éminemment consciente et basée sur la discipline volontaire et réfléchie des classes prolétariennes. Sa direction politique, ainsi que le contrôle entier sur son commandement se trouvent entre les mains du prolétariat révolutionnaire ;

3° Pour maintenir et affermir la dictature du prolétariat, toute la population prend les armes et ainsi se trouve constituée une milice socialiste populaire dans laquelle l'armement et l'éducation militaire du peuple jettent la première pierre de l'organisation ultérieure de la production et contribuent à l'éducation de la jeunesse. La victoire de la révolution prolétarienne mondiale, la disparition des

classes et de l'Etat en tant qu'instrument d'exploitation d'une classe par une autre, finissent par rendre inutile l'armement des peuples, le font disparaître totalement.

III. — Emancipation et droit des peuples à se gouverner eux-mêmes

1. Le Parti communiste lutte contre l'oppression d'un peuple par un autre ainsi que pour la suppression de toute oppression politique et économique. Il défend le libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

2. A l'époque actuelle quand la guerre impérialiste a augmenté encore le nombre des peuples victimes d'un joug étranger et a placé les trois quarts de l'humanité sous le joug de l'impérialisme de l'Entente, la lutte émancipatrice des peuples coloniaux et semi-coloniaux ainsi que de toutes les nationalités opprimées prend une énorme importance révolutionnaire. Cette lutte a ébranlé déjà l'hégémonie mondiale de la bourgeoisie impérialiste, accentuant la lutte de classe révolutionnaire à l'intérieur du monde impérialiste et hâtant de la sorte la victoire de la révolution prolétarienne mondiale. C'est pourquoi les Partis communistes de tous les pays soutiennent le mouvement révolutionnaire pour l'émancipation des peuples coloniaux, semi-coloniaux et de tous ceux qui sont opprimés par l'impérialisme. Mais en même temps, le Parti communiste lutte contre les tendances à l'oppression des autres peuples ainsi qu'à l'étouffement de la liberté des classes travailleuses toutes les fois que ces tendances viennent à se manifester dans ce mouvement.

Le Parti communiste lutte pour l'égalité de droits absolue des minorités nationales qui se trouvent sous le joug de la bourgeoisie balkanique ; l'émancipation nationale n'est possible que grâce au triomphe d'une République socialiste soviétiste, fédérative des Balkans.

3. Dans les Balkans ainsi qu'en Bulgarie, la majorité du peuple est opprimée et artificiellement divisée ; durant des dizaines d'années la bourgeoisie a fait une politique de conquête au nom d'une prétendue émancipation nationale et ses guerres ont abouti à une oppression et à un morcellement encore plus grands des peuples. La politique nationaliste de conquête de la bourgeoisie balkanique a donc eu un résultat diamétralement opposé à celui pour lequel elle prétendait combattre et pourtant vu les

conditions historiques et économiques particulières à la péninsule, l'émancipation nationale et l'union des peuples balkaniques apparaît comme la condition nécessaire de leur développement économique et culturel ultérieur. Ce but sera atteint par les ouvriers et les paysans des Balkans le jour où ils feront triompher la révolution socialiste.

4. Non seulement la bourgeoisie entretient l'oppression nationale mais elle allume la haine entre les peuples dans le but d'affaiblir la conscience de classe des ouvriers et des classes pauvres et de les détourner par là de la lutte pour leur émancipation sociale. Cette attitude a été d'une façon encore plus caractérisée celle de la bourgeoisie balkanique qui a tiré précisément profit des discordes nationales semées par elle afin de jeter les peuples des Balkans les uns contre les autres pour son profit. Le Parti communiste bulgare comme les autres Partis communistes des Balkans aspire à la solidarité entre le prolétariat et les classes pauvres de tous les pays balkaniques. La solidarité prolétarienne internationale qui, d'une façon générale, est nécessaire à la révolution prolétarienne mondiale, s'impose d'une façon particulièrement impérieuse dans les Balkans à raison des circonstances historiques particulières que nous avons signalées.

5. Les conditions générales du développement des peuples balkaniques et le danger commun qui les menace du côté de l'impérialisme européen et de la contre-révolution rendent nécessaire la lutte concordante des paysans et des ouvriers balkaniques et leur préparation en commun de la révolution sociale. Le moyen d'atteindre ce but leur est donné par la Fédération communiste des Balkans qui aspire à la réalisation d'une république socialiste fédérative dans le cadre de laquelle peuvent seulement être obtenus l'émancipation nationale et le droit des peuples balkaniques à disposer d'eux-mêmes ainsi que l'union de ces peuples avec les autres républiques soviétistes et une république socialiste mondiale des soviets, état transitoire qui nous conduira à l'unité absolue des peuples.

IV. — L'expropriation et la nationalisation de la grande industrie, du Commerce, des Banques et des moyens de transports

Le prolétariat victorieux enlève à la classe capitaliste les moyens de production et d'échange et en fait la propriété de la République soviétiste, c'est-à-dire de tous les travailleurs. Ainsi il détruit la source principale de la puissance économique et politique de la bourgeoisie ; il crée les bases d'une nouvelle société socialiste et les conditions pour un développement sans cesse plus grand des forces productrices, développement qui apparaît comme le but primordial de la politique économique de la République soviétiste.

2. Aussitôt après la conquête du pouvoir politique, le prolétariat révolutionnaire procède en première ligne à l'expropriation et à la nationalisation des moyens de production et d'échange dans les domaines où le processus de la concentration capitaliste est le plus avancé et où se trouvent réalisées les conditions de la production collective, comme c'est le cas pour la grande industrie, les grosses entreprises commerciales, les mines, les banques, les chemins de fer.

3. Il concentre ensuite son attention sur la petite industrie. Là il n'y a rien à exproprier, vu que l'on à affaire à des instruments de production primitifs. Toutefois, il faudra abolir l'exploitation excessive des ouvriers employés et alors, limités dans leur exploitation de la main-d'œuvre, les petits producteurs n'auront évidemment qu'à remplacer le travail individuel par la production en collaboration. Le pouvoir des soviets soutiendra les petits producteurs, leur fournira les matières premières et leur accordera le crédit nécessaire, mais centralisera dans ses mains la répartition des produits. Il facilitera de toutes ses forces la petite coopération agricole et améliorera les moyens techniques des associations de producteurs.

4. Expliquant aux petits producteurs que les causes de leur situation précaire découlent du développement du capitalisme et que leur salut dépend de la révolution prolétarienne, le Parti communiste luttera en même temps pour la défense de leurs intérêts immédiats, réclamant la diminution des impôts qui les frappent, etc., etc. Toutefois, le Parti communiste ne cessera pas la lutte pour la

défense des ouvriers employés dans la petite industrie contre l'exploitation dont ils sont l'objet et par là accélèrera l'avènement de la coopération et du machinisme appelés à remplacer la petite production.

5. Afin de créer une organisation systématique de production collective, le pouvoir soviétiste intéressera dans des proportions toujours croissantes les syndicats ouvriers à l'administration de la production. Ces syndicats devront grouper tous les ouvriers et devenir la base principale de la production collective. Ainsi sera obtenu le concours immédiat de tous les travailleurs à la réglementation et à l'amélioration de la vie économique.

6. Le pouvoir soviétiste déclarera le travail obligatoire pour tous les membres valides de la société et s'efforcera d'établir une discipline socialiste du travail. Il favorisera aussi le développement de la science en resserrant sans cesse le lien entre celle-ci et le travail de la production. Ce n'est qu'ainsi que le prolétariat sera en état de rétablir et de faire progresser les forces productrices. La rémunération de tout travail qui dans le premier stade du régime socialiste variera nécessairement selon la quantité et l'intensité du travail fourni tendra sans cesse à s'égaliser au fur et à mesure du développement des forces productrices, jusqu'à réalisation complète du mot d'ordre communiste : chacun fournit selon ses capacités, chacun reçoit selon ses besoins.

V. — La nationalisation des Banques

1. Aussitôt après la conquête du pouvoir le prolétariat révolutionnaire s'empare des banques d'Etat, nationalise les banques privées et les réunit toutes en une banque unique de la République des Soviets. Ainsi d'instrument de l'hégémonie politique, économique et financière du capital exploiteur, les banques se trouvent transformées en instrument d'émancipation de la classe ouvrière et en moyen de révolution économique.

2. En monopolisant toute l'activité bancaire, en changeant radicalement et en simplifiant toutes les opérations de banque, la République des Soviets aspire à supprimer celles-ci et à les remplacer par un organe central de comptabilité de la société communiste.

3. Le Parti communiste visera en même temps qu'il nationalisera les banques et développera l'organisation socialiste de la production et de la répartition, à réaliser une

série de mesures dont le but sera de développer les opérations non basées sur de l'argent et à supprimer celui-ci. Dans la période de transition du capitalisme au communisme, pendant laquelle la production communiste et la répartition de ses produits sont encore tout à fait inorganisées, la suppression de l'argent apparaît comme une impossibilité.

VI. — La nationalisation de la terre. L'expropriation des grands propriétaires fonciers et l'organisation collective de la production agricole

1. La terre apparaît comme la source première de la production ; aussi le prolétariat ne peut-il pas faire un pas sérieux dans la voie de l'organisation socialiste de la production et de l'échange sans abolir la propriété privée de la terre. Le prolétariat révolutionnaire supprimera après s'être emparé du pouvoir toutes les formes de propriété terrienne, déclarant celle-ci propriété collective sous le contrôle suprême de la République soviétiste.

2. La révolution prolétarienne n'enlèvera pas la terre aux demi-prolétaires et aux petits paysans. Elle la laissera pareillement à ceux qui l'exploitent eux-mêmes avec les membres de leur famille sans avoir à faire appel à la main-d'œuvre ouvrière. La révolution prolétarienne leur laissera la terre qu'ils cultivent actuellement. Elle leur donnera même la possibilité de l'augmenter dans la mesure où ils seront en état de la cultiver sans recourir à la main-d'œuvre salariée. D'autre part, elle enlèvera la terre à ceux qui la faisaient exploiter par des ouvriers, indépendamment de la superficie de cette dernière. La terre expropriée sera donnée aux petits paysans en jouissance gratuite. La révolution prolétarienne n'abolira pas la jouissance des terres communales des eaux et des forêts dans la mesure où cette jouissance a une importance vitale pour la population. Elle s'efforcera seulement d'organiser son utilisation rationnelle sur des bases d'association de coopération, etc. Grâce à ces mesures révolutionnaires le prolétariat acquerra définitivement les sympathies des petits paysans et du demi-prolétariat de la campagne qui constituent l'énorme majorité (chez nous les 5/6 de la popula-

tion agricole) et qui, à la campagne, constituent la force décisive, de même qu'à la ville le prolétariat.

3. Le prolétariat aspire à recevoir également l'appui de la classe paysanne moyenne en défendant ses intérêts et en lui conservant sa terre dans la mesure où celle-ci ne donne pas lieu à exploitation de la main-d'œuvre ouvrière.

4. Le prolétariat révolutionnaire se saisira nécessairement des grosses exploitations agricoles et forestières, des pêcheries, des fermes avec leur inventaire et en fera de grosses entreprises soviétistes modèles où le travail sera accompli par des ouvriers agricoles rémunérés par l'Etat soviétiste. Les grands propriétaires fonciers seront expropriés de toute la terre superflue dont ils se trouvent disposer et, en cas de résistance de leur part, de tous leurs domaines, qui seront constitués en exploitation soviétiste ou attribués aux ouvriers agricoles pour le travail en commun, aux coopératives, aux communes, etc...

5. La révolution prolétarienne affranchira les paysans endettés de l'exploitation des usuriers et des banques, des impôts, de l'arbitraire de l'Etat capitaliste, des gendarmes, des gardes champêtres, des gardes forestiers, etc...

6. Tous les impôts actuels payés par les paysans seront remplacés par un impôt unique en nature portant sur les excédents qui seront enregistrés après satisfaction de leurs besoins ainsi que ceux de leurs familles. Cet impôt sera toujours établi par les soviets ouvriers et paysans qui seront organisés dans les villages et qui seront composés de prolétaires agricoles, de demi-prolétaires, de petits paysans et d'agriculteurs moyens ne recourant pas à la main-d'œuvre.

7. Dans le but de protéger la production agricole, la République soviétiste accordera aux paysans tout l'appui possible. Toutefois, la petite et même la moyenne exploitation agricole est incompatible avec le progrès de la production vu qu'elle ne peut employer les machines, la science ni la technique qui réaliseraient une économie considérable de la force ouvrière. L'existence de la population agricole ne sera parfaitement assurée que par l'introduction de la technique industrielle et le développement de l'industrie même. La République soviétiste défendra contre le morcellement les grosses entreprises agricoles actuelles d'Etat, privées et autres, accordera toutes sortes de privilèges aux communes agricoles, aux associations, aux coopératives, etc., qui cultiveront la terre sur des bases collectives. Elle se préoccupera aussi de développer les sciences économiques et de convaincre par l'expérience pratique les petits et les moyens paysans que dans leur propre intérêt ils doivent s'unir et procéder au travail collectif de la terre afin d'économiser leurs forces et d'augmenter leur temps libre qu'ils pourront employer plus utilement à participer au gouvernement de la République, à élever le niveau de leur culture, réalisant ainsi des progrès profitables pour tous.

8. La République soviétiste affranchit les paysans de l'exploitation des marchands en organisant l'échange et la répartition des produits par l'intermédiaire des coopératives et en assurant ainsi à la population rurale les produits de l'industrie et l'inventaire qui lui sont nécessaires au moyen d'un échange direct. En cas de nécessité, elle viendra en aide aux paysans et à l'économie rurale par l'entremise des ouvriers des villes et réciproquement elle organisera l'aide par les paysans des ouvriers industriels.

9. La République soviétiste s'efforcera de réaliser le nivellement de la ville avec la campagne en collaborant de façon consciente à l'utilisation de la technique par l'économie rurale, en créant dans la campagne des institutions d'éducation culturelle identiques à celles qui existent dans la ville.

10. Le Parti communiste lutte à l'heure actuelle contre l'exploitation des ouvriers agricoles, du demi-prolétariat et des paysans moyens par les gros agriculteurs et les usuriers. Il lutte aussi contre l'exploitation éhontée des commerçants, des banques et défend toute la masse paysanne, y compris la classe des paysans moyens, contre le lourd fardeau des impôts. Le Parti communiste défend les intérêts généraux économiques et politiques des paysans travailleurs. Il lutte contre les guerres dans lesquelles les précipite la bourgeoisie. Il unit leur lutte avec celle du prolétariat en vue de la réalisation du communisme qui seul peut leur apporter l'émancipation complète.

VII. — L'organisation de la répartition collective des produits

1. Pour satisfaire les besoins de première nécessité des masses et pour assurer un fonctionnement régulier de la production, le pouvoir révolutionnaire se voit amené en

première ligne à recourir à la confiscation de toutes les réserves alimentaires et de matières premières qui se trouvent accumulées entre les mains de la bourgeoisie.

2. Le pouvoir soviétiste nationalise le grand commerce intérieur et extérieur, c'est-à-dire le transforme en monopole de l'Etat ouvrier et paysan qui exige une nouvelle organisation de la répartition dans les coopératives et les syndicats. Le petit commerce disparaîtra mais seulement progressivement au fur et à mesure que s'organisera le nouvel appareil de répartition des produits.

3. Pour l'organisation systématique d'une répartition rationnelle le pouvoir soviétiste utilise les coopératives existantes des ouvriers et des classes pauvres ; aussi une des missions immédiates du Parti communiste est d'attirer les larges masses des travailleurs à la coopération ouvrière. Toutefois le pouvoir soviétiste utilise aussi toutes les autres formes de la coopération facilitant leur transformation d'organisations coopératives bourgeoises et petites-bourgeoises en communes de consommation dirigées par le prolétariat et les classes pauvres, en sorte que finalement toute la population sera progressivement organisée en un réseau de communes de consommation qui centralisées en un appareil unitaire de répartition générale seront en état de répartir tous les produits nécessaires avec la plus grande rapidité et aussi avec la plus grande économie.

4. Pour diminuer le dénuement des masses des travailleurs, provoqué par un renchérissement continuel de la vie ainsi que par la spéculation, le Parti communiste réclame :

a) La confiscation forcée des produits de première nécessité accaparés par la bourgeoisie de la ville et de la campagne et nécessaires aux besoins des travailleurs ; la répartition de ces produits par l'entremise de communes du travail et sous le contrôle des syndicats et des organisations coopératives à des prix fixes accessibles à tous. La différence entre les prix auxquels ces produits auront été confisqués et ceux auxquels ils seront répartis sera à la charge de l'Etat ;

b) La transformation du grand commerce intérieur en monopole de l'Etat et des communes ainsi que des syndicats et des coopératives ;

c) Le contrôle sur le petit commerce grâce à la participation de représentants des acheteurs ;

d) La sévère répression pénale de la spéculation sur les objets de première nécessité ainsi que sur les devises.

e) Le monopole d'Etat sur l'importation et l'exportation des produits de première nécessité ainsi que de tous autres produits avec la participation des coopératives et la défense des intérêts des petits producteurs.

VIII. — L'annulation des dettes d'Etat et des contributions

1. Les formidables impôts d'Etat et les contributions de guerre sous le poids desquels plient après la guerre impérialiste tous les pays, en particulier les pays arriérés et dépendants comme la Bulgarie, apparaissent comme un obstacle insurmontable au rétablissement et au développement des forces productrices. Après avoir conquis le pouvoir, le prolétariat révolutionnaire annule les dettes d'Etat et les contributions de guerre, résultat qui peut être atteint seulement par la victoire de la révolution prolétarienne mondiale.

2. Le pouvoir soviétiste après avoir abrogé tous les impôts directs et indirects existants qui frappent la population laborieuse les remplacera par un impôt général progressif sur les revenus et la propriété bourgeoise, impôt qui pourra aller jusqu'à la confiscation complète des grosses fortunes. Avec l'augmentation du nombre des entreprises nationalisées les dépenses de l'Etat seront couvertes par un affectation immédiate d'une partie des revenus des entreprises étatiques. L'Etat cessera d'être un appareil politique placé au-dessus de la production et se transformera de plus en plus en organe régulateur de la vie économique du pays et le budget d'Etat deviendra le budget de toute l'économie du pays qui sera devenu étatique dans son ensemble.

3. A l'heure actuelle, avec l'existence du régime capitaliste, le Parti communiste lutte pour la réalisation des revendications suivantes dans le domaine des impôts :

a) Suppression de tous les impôts directs et indirects qui tombent sur les ouvriers et les classes pauvres ; suppression de l'impôt sur le travail ;

b) Imposition progressive des capitalistes et des propriétaires jusqu'à confiscation des gros revenus avec établisse-

ment d'un minimum variable suivant la cherté de la vie et pouvant aller jusqu'à l'affranchissement de tout impôt ;

c) Impôt sur les héritages croissant proportionnellement à l'importance de l'héritage et au degré d'éloignement de la parenté et qui, pour les très grosses fortunes et les parents très éloignés, peut même aller jusqu'à la confiscation ;

d) Expropriation gratuite par l'Etat d'une partie des capitaux placés dans les grosses entreprises industrielles et commerciales, de telle sorte que l'Etat prend part à l'administration sous le contrôle des Comités d'ouvriers et d'employés.

IX. — Défense du travail et assurance sociale

1. Le développement des cartels et des syndicats, ainsi que des associations d'entrepreneurs pour la lutte contre les ouvriers, d'une part, et, d'autre part, la ruine des forces productrices, la crise économique et le renchérissement de la vie qui ont suivi la guerre, rendent la lutte pour l'amélioration de la classe ouvrière et les conditions du travail de plus en plus difficiles et affaiblissent le succès des organisations syndicales ouvrières. La bourgeoisie, qui met à profit sa situation de classe dominante politiquement, réduit à néant les améliorations que les ouvriers avaient réussi à obtenir au prix d'une lutte opiniâtre des organisations syndicales et grâce à la législation ouvrière. Ce n'est que par la conquête du pouvoir que la classe ouvrière pourra, dans un temps assez court, réaliser une législation de protection du travail effective et large qu'au cours de dizaines d'années d'une lutte opiniâtre les syndicats n'ont pu atteindre. Les buts principaux d'une pareille législation ouvrière sont l'établissement de la durée normale de la journée de travail et d'un salaire suffisant ; l'interdiction du travail des enfants et la protection du travail des femmes, ainsi que l'amélioration des conditions techniques et hygiéniques du travail en général.

2. Le prolétariat révolutionnaire créera, pour tous les travailleurs qui ne recourent pas à l'exploitation de la main-d'œuvre étrangère, une assurance spéciale complète pour les cas d'accident, de chômage, d'invalidité, de maladie, de vieillesse et de mort. L'assurance sociale sera organisée aux frais de l'Etat et des propriétaires, des entreprises privées qui continueront à exister sur les bases d'une autonomie

complète de direction des assurés et avec la participation la plus large des syndicats ouvriers.

3. Il sera institué une inspection ouvrière qui surveillera la législation ouvrière et l'assurance sociale. Les organisations professionnelles ouvrières se verront attribuer une participation de plus en plus grande dans la nomination et dans le licenciement des ouvriers, dans la fixation et dans la régularisation du salaire, dans la répartition de la force ouvrière et, en général, dans l'organisation du travail et de la production.

4. Le pouvoir soviétiste étendra l'inspection ouvrière à toute la petite industrie, ainsi qu'à l'artisanat, écartera du travail les enfants en bas âge, réduira la durée de la journée du travail, augmentera le salaire et assurera la liaison du travail, de la production, avec l'enseignement pratique de la technique.

5. Le pouvoir soviétiste étendra l'assurance sociale à toutes les victimes de la guerre et des autres catastrophes, incendie, inondation, ainsi qu'à toutes les victimes des conditions sociales anormales ; il engagera une lutte décisive contre le parasitisme sous toutes ses formes et s'assignera comme but le retour au travail de tous les éléments dévoyés.

6. A l'heure actuelle, quand la bourgeoisie renforce dans des proportions odieuses l'exploitation des ouvriers, et quand la cherté croissante de la vie abaisse continuellement la valeur réelle du salaire, augmentant la misère du prolétariat, le Parti communiste s'assigne comme but essentiel la lutte pour la défense des intérêts immédiats des larges masses des travailleurs de la ville et de la campagne, et formule les revendications primordiales suivantes :

a) Elévation du salaire de tous les ouvriers et employés dans des proportions correspondantes à l'augmentation de la cherté de la vie et établissement d'un salaire minimum dont le niveau est déterminé par une entente collective entre les syndicats et les entrepreneurs ;

b) Etablissement de la journée de 8 heures, ainsi que de celle de 6 heures pour les mineurs, avec un repos de 36 heures consécutives par semaine ;

c) Législation ouvrière pour assurer la protection des enfants et des femmes occupés au travail de la production, ainsi que pour garantir les conditions hygiéniques du travail ; égalisation du salaire des femmes et des hommes pour un même travail ;

d) Assurance sociale au cas d'accident, d'invalidité, de chômage, de vieillesse et de mort aux frais de l'Etat et des entrepreneurs, avec la participation des ouvriers dans l'administration et dans le contrôle, et inspection ouvrière exercée par des inspecteurs élus par les ouvriers eux-mêmes ;

e) Contrôle ouvrier sur la production dans les grandes entreprises industrielles au moyen de délégués élus par les ouvriers, constituant des Comités de fabrique et d'usine. Extension de ce contrôle à toutes les grandes entreprises de commerce et aux banques.

X. — La solution de la crise des logements

1. Expropriation des maisons appartenant aux gros propriétaires et leur attribution aux Soviets ouvriers. Amélioration de tous les logements présentant des lacunes dans le domaine sanitaire ; transport de la population ouvrière accumulée dans des quartiers surpeuplés, dans les logements plus confortables des classes bourgeoises, ainsi que l'attribution de tout l'appareil domestique nécessaire aux familles ouvrières. Garantie aux organisations ouvrières de locaux convenables entretenus aux frais de l'Etat.

2. Construction de maisons répondant aux conditions hygiéniques voulues à la ville et à la campagne. Construction, aux frais de la société, de nouvelles demeures hygiéniques pour la population des travailleurs vagabonds.

3. D'une façon générale, le pouvoir soviétiste améliorera les conditions matérielles des travailleurs en travaillant à supprimer les inégalités existant entre la ville et la campagne, en unissant l'industrie et l'agriculture et en créant pour tous les membres de la société des conditions de travail et de logement favorables au point de vue du développement physique et intellectuel.

4. Pour remédier à la crise de logements dont souffrent les masses des travailleurs, le Parti communiste formule actuellement les revendications suivantes :

a) Expropriation par l'Etat de tous les locaux bourgeois habitables qui se trouvent superflus et leur remise aux associations et à la population des travailleurs, sous le contrôle des comités élus par les locataires eux-mêmes ;

b) Construction par l'Etat et par les associations de logements salubres et leur affectation à la population des travailleurs à un prix accessible ;

c) Encouragement par l'Etat et les associations de constructions de logements sanitaires sur les terres communales par des coopératives de logements constituées par les travailleurs sans domicile, pour satisfaire les besoins des membres de ces coopératives ;

d) Reconstruction, dans des conditions hygiéniques, des quartiers ouvriers et des faubourgs ;

e) Etablissement par l'Etat et les associations d'un loyer proportionné aux moyens des travailleurs et avec la participation et sous le contrôle des représentants de ces derniers ;

f) Création d'une inspection des logements avec la participation des locataires appartenant à la classe ouvrière.

XI. — Education professionnelle obligatoire et complète aux frais de la Société pour la Jeunesse des deux sexes

Dans le domaine de l'instruction, le Parti communiste s'assigne pour but d'assurer à l'individualité humaine un développement physique et intellectuel complet et harmonieux, et la préparation de la jeune génération, au moyen d'une éducation professionnelle scientifique, à la participation à la production et à la libre mise à profit de la science, de l'art et de la culture. L'école devra non seulement répandre les principes communistes, mais aussi exercer l'influence du prolétariat dans le domaine spirituel d'organisation et d'éducation sur les couches prolétariennes et demi-prolétariennes des masses laborieuses, dans le but d'éduquer des générations capables de créer spontanément la société communiste. Pour atteindre ce but, le pouvoir soviétiste agira dans l'ordre d'idées suivant :

1. Etablissement de l'enseignement général, gratuit et obligatoire pour tous les mineurs des deux sexes jusqu'à l'âge de 17 ans. Cet enseignement devra donner des connaissances théoriques et pratiques générales dans tous les domaines de la production.

2. Création d'asiles, de jardins d'enfants, ainsi que de toutes autres institutions ayant pour but l'éducation générale de l'enfant avant l'âge de son entrée à l'école.

3. Réalisation complète de l'école professionnelle unitaire avec enseignement dans la langue maternelle et avec des classes communes aux deux sexes.

4. Ravitaillement, alimentation, habillement aux frais de l'Etat de tous les élèves.

5. Préparation de nouveaux cadres de militants dans le domaine de l'éducation et dans le sens de l'idéologie communiste.

6. Participation de toute la population des travailleurs à l'éducation, au moyen du développement des Soviets d'éducation, etc.

7. Encouragement de toutes les manières, par l'Etat, de l'auto-éducation des ouvriers et des paysans (développement des bibliothèques, des écoles pour adultes, universités, maisons du peuple, cinématographie, etc.).

8. Large développement de l'éducation professionnelle pour les élèves âgés de plus de 17 ans ; large accès aux écoles supérieures pour tous ceux qui désirent étudier et dont la vie matérielle devra être assurée.

9. Accès de tous les trésors de l'art aux masses des travailleurs qui se trouvent jusqu'à présent dans un état d'esclavage et d'exploitation.

10. Développement de la propagande la plus large des idées communistes et utilisation dans ce but de tout l'appareil étatique.

XII. — Le Tribunal Populaire élu par les Travailleurs

1. Le nouveau pouvoir révolutionnaire supprimera les tribunaux bourgeois et les remplacera par un tribunal populaire unitaire élu par tous les ouvriers, sans distinction de sexe, et essentiellement amovible. Ainsi le pouvoir des Soviets agrandira la plus large émancipation de la classe ouvrière et des paysans pauvres au fonctionnement de la justice, simplifiera la procédure judiciaire et rendra le tribunal parfaitement accessible à la population.

2. Outre le tribunal populaire, les Soviets ouvriers et paysans organiseront pendant la guerre civile des tribunaux révolutionnaires spéciaux pour la lutte contre la contre-révolution.

3. Les juges populaires seront les exécuteurs de la volonté du prolétariat dont ils exécuteront les décrets ; en l'absence de lois écrites, ils se guideront d'après leur conscience révolutionnaire socialiste. Ils pratiqueront de la façon la plus large le système des condamnations avec sursis, du blâme public remplaçant les prisons par des

institutions d'éducation et la création de tribunaux de camarades.

XIII. — L'Hygiène publique

1. Les guerres ont ébranlé la santé des larges couches de la population. La pauvreté qui se développe sans cesse a engendré de fortes épidémies et augmenté la mortalité. L'organisation de l'hygiène publique apparaît donc comme un but de première importance pour la réalisation duquel doit lutter le Parti communiste. Celui-ci réalisera les mesures sanitaires et hygiénique les plus larges dans le but de prévenir les maladies. Parmi ces mesures, l'assainissement du sous-sol, des eaux et de l'air apparaît comme une des plus efficaces. L'établissement de l'alimentation publique, systématiquement organisée, ainsi que la lutte contre le développement des maladies contagieuses doivent être également réalisés. Le Parti communiste se propose pour but la lutte contre les maladies sociales : tuberculose, alcoolisme, maladies vénériennes, en garantissant à tous les citoyens l'assistance médicale et les médicaments gratuits, ainsi qu'en pratiquant la nationalisation des importants sanatoriums et maisons de santé privées et la mobilisation du personnel médical.

XIV. — La séparation de l'Eglise et de l'Etat

Le nouveau pouvoir révolutionnaire réalisera la séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est-à-dire de cette église qui aide les classes dominantes à maintenir les masses dans la soumission et l'obéissance, et il déclarera la religion affaire privée de chaque citoyen. Ainsi il réalisera le mot d'ordre de la bourgeoisie libérale que celle-ci a été encore impuissante à réaliser. L'entière disparition des préjugés religieux ne se produira que quand la conscience des masses se trouvera systématiquement développée par les nouvelles conditions de la vie sociale et économique. Toutefois, le Parti communiste n'en luttera pas moins énergiquement dès maintenant pour l'émancipation des masses des préjugés religieux au moyen d'une propagande d'éducation antireligieuse sans offenser les sentiments des croyants.

LE PARTI COMMUNISTE BULGARE.

Le Programme d'Action
du
Parti Communiste Italien

Proposé au IVe Congrès Mondial de l'Internationale Communiste par la Section Italienne

---

PREFACE

Ce programme a tout le caractère d'un programme d'action du Parti communiste italien. Il a été conçu au moment de la convocation du IVe Congrès de l'I.C. et il traite des tâches multiples à exécuter dans les différents domaines de l'activité du Parti. Il ne s'agit point du programme théorique car celui-ci a été composé sous forme d'un résumé et accepté à Livourne lors de la fondation du Parti, et c'est lui qui reste seul valable aussi longtemps que l'Internationale n'aura point donné à toutes ses sections de document faisant loi. Le « programme d'action » présent est divisé en quatre parties. La première traite des problèmes internes de l'organisation du Parti en tenant compte exclusivement du point de vue politique. La seconde partie s'occupe de la propagande orale et écrite (presse). La troisième partie étudie la tactique générale du Parti et les perspectives de son action dans le moment présent. La quatrième partie traite des domaines spéciaux de l'activité du Parti, des mouvements d'importance secondaire, y compris les formes diverses de l'action et de la participation

à la lutte sociale. Il faut tenir compte que les différents points de la quatrième partie traitent de problèmes d'organisation et de propagande qui n'ont pas été examinés dans la première et dans la deuxième partie, car celles-ci s'occupent de tous les problèmes d'une façon générale, indépendamment de leur valeur politique et tactique. D'ailleurs, la répartition des questions dans un pareil document ne peut pas avoir le caractère d'une classification mécanique aux divisions absolues. Pour la compréhension exacte du programme présent, il est indispensable de connaître un autre document, le rapport du P.C.I. au IV^e^ Congrès mondial de l'I.C. sur la situation en Italie et l'activité du Parti jusqu'à ce jour. Ces deux documents se complètent mutuellement et donnent ensemble un tableau général de l'action du Parti communiste en Italie et de son développement.

PREMIERE PARTIE

Organisation

1° L'organisation du P.C.I. est en train de se transformer pour devenir complètement illégale. Sans qu'il ait été nécessaire pour le gouvernement italien de déclarer par un décret le Parti dissous, et d'interdire sa presse, celui-ci est dans une bonne moitié de l'Italie (pour les trois quarts de notre organisation) contraint de s'organiser secrètement.

Il est très possible que le gouvernement ne dissolve point le Parti, car cet acte, qui ne ferait que légaliser un état de fait peut-être regardé par lui comme superflu. Les faits prouvent qu'en Emilie, dans la Romagne, en Toscane, dans la Lombardie inférieure, dans les Marches, en Ombrie, en Ligurie, l'organisation est déjà secrète alors que dans d'autres contrées importantes, la pression des fascistes et des organismes armés de l'Etat imposent la nécessité de transformer la structure légale du Parti en une structure illégale ;

2° Les communistes italiens ne se sont pas laissé surprendre par les événements ; déjà à la fondation du Parti

on a donné toutes les instructions pour que toute l'organisation puisse passer d'un état légal à un état semi-légal ou illégal.

Mais il est nécessaire de fortifier cette sorte d'organisation puisqu'elle reste seule possible pour le P.C.I.

Pour le réaliser, il n'est pas nécessaire de modifier la division en fédérations, bien que çà et là, il apparaisse nécessaire de déplacer leurs limites, mais pour des raisons qui n'ont rien à faire avec celles que nous indiquons.

Pour fortifier l'organisation illégale du Parti il faut créer à la périphérie un réseau de camarades dirigeants capables de tenir en mains les organes du Parti ;

3° Le problème des « chefs », des « camarades capables de diriger » est pour les communistes italiens un problème de la plus grande importance. Le Parti est composé actuellement de 97 à 98 % d'ouvriers et de paysans. Les intellectuels constituent un nombre infime et le Parti représente vraiment une élite d'ouvriers et de paysans. Les ouvriers communistes qui, pour la plus grande part, sont venus du parti socialiste, n'ont point eu l'occasion dans le passé d'occuper des postes dirigeants à cause de l'habitude dans le parti socialiste de confier, avec l'approbation des ouvriers et des paysans, ces postes à des intellectuels, à des avocats et des organisateurs habiles. Ainsi, les travailleurs se voyaient entretenus dans leur paresse. Il ne vint jamais à l'idée du P. S. I. d'encourager les meilleurs des ouvriers et des paysans à devenir des chefs. Le Parti communiste a hérité de cet état de faiblesse. Il peut en sortir un élément de force, mais il faut pour cela du temps et de la préparation.

La réaction impitoyable qui sévit contre le prolétariat italien a exilé précisément les ouvriers et les paysans qui avaient la direction des organisations politiques et syndicales et qui promettaient, grâce aux expériences acquises dans la lutte, de devenir de bons chefs. Beaucoup d'entre eux ont dû abandonner l'Italie pour échapper à la justice bourgeoise, d'autres s'en vont errant d'une région de l'Italie à l'autre afin d'échapper à la sentence de mort que le fascisme suspend sur eux.

Cette crise de chefs est très inquiétante. Etudié de ce point de vue, le problème de l'organisation illégale du Parti communiste est subordonné aux possibilités financières dont le Parti dispose.

Les entrepreneurs jettent les communistes à la porte des fabriques et les agrariens n'embauchent pas les ouvriers qui appartiennent aux syndicats rouges.

Les chefs des fédérations communistes (organisations provinciales du Parti) qui sont presque exclusivement des ouvriers et des paysans vivant de leur travail, sont pour le plus grand nombre des chômeurs. Les fédérations ne possèdent pas assez de ressources pour appointer leurs secrétaires, et la caisse centrale du Parti elle-même ne dispose pas non plus des sommes nécessaires pour cela ;

4° C'est en tenant compte de l'insuffisance de camarades capables et de moyens financiers qu'il faudra former un réseau mobile de fonctionnaires appointés entre la Centrale et les fédérations. Ce réseau ne constituera pas un nouvel organisme dans le Parti, mais seulement un organe de liaison entre la Centrale et les « groupes de fédérations » qui aura pour tâche de réaliser dans le Parti l'organisation et la propagande illégales, rendues aujourd'hui impossibles à plusieurs fédérations à cause du manque de chefs ou à cause d'une préparation insuffisante ;

5° Pour obvier à cette « crise de chefs », il sera bon, si les moyens financiers le permettent, de créer une école du Parti pour les organisateurs et les propagandistes. Une bonne organisation illégale du Parti est impossible, sans un bon organisme de liaison, entre le centre et la périphérie ;

6° Pendant que l'on peut passer à l'organisation illégale du Parti sans grande difficulté, puisque celui-ci s'est habitué, pour une bonne part, à travailler illégalement, en revanche, il nous semble nécessaire d'organiser de façon systématique les liaisons.

Il est clair que parallèlement avec la construction de l'organisation illégale du Parti, il faut élargir et renforcer aussi l'organisation militaire qui est étroitement liée avec le service illégal de liaison.

Nous en reparlerons d'une façon plus détaillée dans un autre point du programme ;

7° Pour passer de l'organisation légale à l'organisation illégale, il faut compléter l'organisation politique actuelle qui repose sur les sections par une division en groupes dans lesquels les sections sont intégrées (groupement).

Le groupement qui, dans les plus grandes villes de l'Italie, au moment de l'aggravation des actions révolu-

tionnaires a déjà fait ses preuves, n'a point révélé de défauts ; au cas où il en apparaîtrait, lorsque le groupement deviendra la forme normale de l'organisation du Parti, on pourra les corriger facilement grâce à l'expérience que le Parti acquerra.

Le système qui contribuerait considérablement à l'amélioration du réseau de liaison, serait la division des fédérations en zones territoriales groupant plusieurs sections avec à la tête une direction en liaison directe avec le bureau de la fédération ;

8° Il faut systématiquement réaliser la formation d'un ou deux comités secrets de remplacement pour chaque section, chaque fédération, ainsi que pour le comité central, et qui auront à prendre automatiquement la place des organes directeurs mis par la réaction dans l'impossibilité de fonctionner ;

9° Une branche importante de l'activité administrative du Parti consiste dans l'organisation de ses entreprises. Nous ne pouvons pas entrer ici dans les détails. Le Parti aura par la suite pour tâche de surmonter les diverses difficultés, en particulier en ce qui concerne le personnel qui, à deux points de vue, aussi bien pour l'administration et la technique qu'au point de vue politique, devra être capable de comprendre les problèmes particuliers qui se posent et de résoudre les questions financières et politiques. Il faut que les entreprises du Parti soient, du point de vue technique et administratif, bien dirigées, et en effet, elles s'amélioreront toujours. Mais en même temps, il faut qu'elles soient intégrées complètement dans l'organisme général du Parti, qu'elles soient conduites par la Centrale qui, comme organisme de coordination, doit satisfaire les besoins généraux et répartir les ressources disponibles entre les différentes branches de l'activité. Il faudra, pour le personnel du Parti, fixer les règles déjà suivies d'une saine discipline de travail afin de clarifier les relations particulières entre le Parti et les camarades occupant des postes rétribués, car ces relations ne doivent pas être de caractère professionnel ou commercial, mais au contraire, de nature politique. Il faut absolument tenir éloigné le vil danger du bureaucratisme qui d'ailleurs fort heureusement ne menace pas immédiatement l'organisme assez élastique et assez souple que le Parti communiste italien a su se créer.

DEUXIEME PARTIE

La propagande

1° Il est encore possible aujourd'hui de faire parvenir à quelques groupes de travailleurs la parole du Parti communiste sous forme de la presse communiste quotidienne et hebdomadaire. Abstraction faite des grands centres où le contact entre le Parti et la masse, en dehors de la participation aux luttes du prolétariat, peut encore se faire, çà et là, au moyen de meetings et de conférences, il est difficile dans les autres parties de l'Italie de toucher les masses par le moyen exclusif de la presse. Le problème de la presse en tant que moyen de propagande est une question capitale pour le Parti communiste. Il y a lieu de distinguer deux phases : la phase actuelle et celle très vraisemblable où le Parti sera bâillonné.

2° Les problèmes de la phase actuelle concernent la *diffusion de la presse*, et ils un côté politique et un côté financier. Il est de toute évidence que notre presse doit être lue par un nombre aussi grand que possible de travailleurs. Les fascistes ont organisé le boycottage systématique de la presse communiste. C'est le *Communiste* qui s'en est le plus ressenti. Son champ de rayonnement : l'Emilie, la Romagne, la Toscane, l'Ombrie, les Marches, a été le plus durement éprouvée par le fascisme. Aussi, le tirage de ce journal a-t-il diminué fortement, ce qui aggrave naturellement la situation financière.

L'étude et la recherche de moyens pour la diffusion de la presse communiste en province sont très utiles pour le cas d'une interdiction complète de notre presse. Il faudra alors prévoir la publication de journaux qui n'auront pas un caractère prononcé de parti et dans lesquels notre propagande se dissimulera sous une autre étiquette officielle. Il faut envisager la publication éventuelle d'écrits de camarades dans la presse adverse.

3° Il faut prévoir la publication illégale des journaux qui ne paraîtront plus quotidiennement, mais deux ou trois fois par semaine. Dans ce cas aussi, il ne se pose pas seulement le problème de la préparation des moyens techniques illégaux pour l'impression des journaux, mais aussi pour *leur répartition*. La répartition de la presse est

un moyen de contact entre le Parti et la masse. Elle n'est plus la méthode des *envois* ordinaires où nos journaux partent d'un centre administratif vers l'abonné ordinaire, le dépôt de vente et tout autre organisme analogue, il faut alors de toute nécessité utiliser les organes de la périphérie du Parti pour parvenir jusqu'aux masses. C'est le *Parti* qui prend part à ce système illégal de diffusion et non pas un de ses bureaux du centre.

4° Dans la période actuelle où on exerce contre notre presse un boycottage intense, il faut développer la création de quelques feuilles hebdomadaires en province et soutenir financièrement celles qui existent. Le journal de province (pour une ou plusieurs fédérations) *a son propre centre de diffusion* dans des milieux où la presse quotidienne et l'organe central du Parti ne pénètrent point.

5° Pour ce qui est de la rédaction de la presse du Parti, on peut dire qu'elle répond déjà aujourd'hui, grâce à l'expérience acquise et à la formation d'un bon personnel journalistique, au besoin du milieu. Il faut encore continuer à la perfectionner en cherchant à se rapprocher toujours davantage du lecteur prolétarien et en tenant compte de ses capacités d'assimilation et de ses tendances. La liaison des rédactions avec les organes nationaux et internationaux n'a pas besoin d'être réformée. Au point de vue technique, il faut que le service de renseignements, surtout avec l'étranger, soit amélioré au moyen d'un échange de nouvelles entre la presse communiste des différentes nations.

6° L'organe théorique du Parti, la *Rasegna Communista*, a besoin d'être amélioré considérablement et il faut y collaborer de façon plus intensive.

Il faut de plus que la Centrale soutienne la presse locale qui a à combattre non seulement avec les difficultés imposées par la rédaction, mais aussi avec le manque de rédacteurs appropriés. Un bureau central pour la presse locale pourrait servir à résoudre ce problème.

Les feuilles spéciales (journaux syndicaux, des femmes, des jeunesses, pour les enfants) seront améliorées conformément à leurs buts.

Le Parti a l'intention, et nous en parlerons lorsque nous traiterons de ces questions, de créer un journal de langue allemande pour la population frontière comme il en possède déjà un en langue slovaque, ainsi qu'une publication

bi-mensuelle pour les ouvriers agricoles et une autre pour les petits paysans.

Il y a lieu d'envisager pour certaines couches de la population et dans certaines régions une répartition gratuite de la presse de propagande.

7° La diffusion de brochures et de tracts est d'une grande importance. Il sera nécessaire d'arrêter les publications théoriques et historiques faites par le service d'éditions du Parti, et de se mettre à rédiger et à préparer des tracts qui auront la longueur et la forme d'un article de journal ordinaire et traiteront chacun d'une importante question d'actualité.

Le service illégal de diffusion de la presse servira en même temps à la répartition non moins importante de la littérature de feuilles volantes qui représentent pendant la période d'illégalité du Parti un moyen éminent de propagande.

8° Dans la situation actuelle, il est encore possible d'organiser des meetings de masses, des assemblées et des conférences, et c'est au Parti à utiliser de la façon la plus ample cette possibilité.

Il est également important d'habituer nos orateurs à apporter la contradiction dans les grandes réunions où des orateurs fascistes prennent la parole. L'action parlementaire elle-même si elle est dirigée résolument par la Centrale, peut devenir une bonne arme de propagande. Par ce canal aussi, le Parti peut faire parvenir aux masses ses mots d'ordre, bien que le fait que les députés sont particulièrement poursuivis par les fascistes rende très difficile leur utilisation dans le pays.

TROISIEME PARTIE

La tactique générale

1. Conformément aux principes et au programme général de l'I.C., le Parti communiste italien se propose le renversement de l'Etat bourgeois par le prolétariat révolutionnaire. Pour atteindre ce but, le prolétariat révolutionnaire italien devra vaincre ses trois principaux adversaires : l'appareil d'Etat avec toutes ses forces militaires et policières, le fascisme avec sa puissante organisation contre-révolutionnaire, la social-démocratie qui, à l'aide de sa propagande pacifiste, détourne de la lutte révolutionnaire une très grande partie du prolétariat.

2. D'après les principes et le programme marxistes, la Révolution prolétarienne a besoin, pour vaincre, d'un parti révolutionnaire de classe comme étant l'organe indispensable de la préparation et de la direction de la lutte, et ce parti est, en Italie, le Parti communiste. Etant données les forces dont dispose actuellement le P.C. et son influence sur la classe ouvrière italienne, la victoire d'une action menée directement par le Parti contre l'Etat et le fascisme apparaît comme impossible. Pour que la victoire révolutionnaire du prolétariat italien entre dans le domaine des possibilités, il est nécessaire que le Parti communiste étende son influence, et qu'il parvienne à conquérir et à grouper les larges masses autour de son drapeau. D'où une série de tâches concernant l'action et la tactique du Parti.

3. L'action du P. C. doit être envisagée en tenant compte de l'influence et de la force des autres partis italiens qui s'appuient sur la classe ouvrière. Les adhérents de ces partis devront peu à peu passer au P.C. étant donné que les méthodes qu'ils emploient sont insuffisantes du point de vue révolutionnaire. En fait, tous ces partis traversent une crise difficile en ce qui concerne leurs principes et leurs méthodes d'action. C'est pourquoi il faut accorder une attention spéciale au problème qui consiste à utiliser la crise des partis socialistes, qui avaient jusqu'ici derrière eux la majorité du prolétariat italien. Le P.C. devra s'efforcer de montrer aux masses l'incapacité révolution-

naire du Parti socialiste, ainsi que son incapacité de défendre même les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Mais, pour faire cela, il est nécessaire de continuer l'opposition contre toutes les tendances du Parti socialiste italien et de déclarer qu'il est impossible de travailler dans ses rangs dans le sens révolutionnaire et que l'on empêche toute création de cellules à l'intérieur du Parti par le P.C. Etant donnés la scission du P.C.I. et la formation d'un parti indépendant, le P.C. devra travailler constamment à empêcher que ce parti soit considéré, par le prolétariat italien, comme un organisme possédant une certaine capacité révolutionnaire. Tant ses principes et ses méthodes que les capacités et le passé politique de ses chefs, et sa composition elle-même, qui fait que la majorité prolétarienne de ce parti est écrasée par une couche petite-bourgeoise, démagogique, faussement révolutionnaire, nous obligent à travailler à la banqueroute tant politique qu'organique de ce mouvement. Il faut donc rejeter tous les projets d'une fusion organique du P.C. avec ce parti ou avec une de ses fractions, tant pour des raisons d'ordre général tenant au caractère et à la formation d'un Parti communiste qu'à cause des répercussions néfastes qu'une telle fusion exercerait sur les adhérents du Parti communiste, répercussions qui influenceraient dangereusement le degré de préparation et de formation pour la lutte, et nuiraient au prestige du Parti, d'où une diminution de ses effectifs. C'est pourquoi la tâche du P.C. doit être de provoquer, par toute son activité, depuis la propagande jusqu'à l'action quotidienne, l'adhésion des ouvriers du P.S.I. au P.C., qui est seul capable de coordonner, de mettre en valeur leur énergie révolutionnaire. Quelle que soit l'opinion qu'on ait sur le rôle joué par la fraction de la « IIIe Internationale » du P.S.I., il faut considérer que sa tâche est aujourd'hui remplie, et demander à ses adhérents d'entrer dans les rangs du Parti communiste d'après les règles statutaires normales. Le maintien d'une fraction se disant communiste, dans un parti indépendant, ne pourrait que rendre plus difficile la tâche d'éducation et d'organisation révolutionnaires du prolétariat italien. De même, en ce qui concerne les autres partis qui s'appuient sur la classe ouvrière, tels que les anarchistes, les syndicalistes, les réformistes, les républicains, le Parti communiste doit s'efforcer de gagner à lui leurs partisans actuels en intensifiant naturellement sa critique vis-à-vis de

ceux qui, comme les derniers, touchent le plus près la classe dominante.

4. Le renforcement de l'organisme et de l'influence du P.C. sur les masses ne peut pas être obtenu simplement au moyen d'un travail de recrutement s'appuyant sur la propagande théorique et idéologique des principes communistes, et sa tâche ne peut se restreindre à la formation des éléments qu'il a groupés pour l'heure de la lutte révolutionnaire décisive. C'est d'autant plus vrai que la réaction fasciste en Italie a créé une situation telle que tant le travail organique intérieur que la propagande sous toutes ses formes, propagande qui, dans une grande partie du pays, doit avoir ou bien un caractère illégal ou bien un caractère de lutte armée, sont soit tout à fait paralysés, soit rendus tout à fait difficiles. La conquête des masses en vue de leur préparation à la lutte pour la conquête du pouvoir, doit se faire au moyen d'une action intense et variée dans tous les domaines de la lutte et de la vie prolétariennes et au moyen de la participation au premier rang à toutes les luttes et à tous les conflits quotidiens provoqués par les conditions dans lesquelles vit le prolétariat. Mais, tout en participant à ces luttes, le Parti doit constamment souligner le lien existant entre ses mots d'ordre et son attitude vis-à-vis des questions journalières d'une part, et la poursuite du but final, d'autre part. Pour assurer la conquête des masses à la cause du communisme, il est nécessaire, parallèlement à cette activité dans le domaine extrêmement varié des problèmes concrets de développer une critique incessante vis-à-vis des autres partis qui groupent derrière eux une partie des masses ouvrières même quand il peut sembler que ces partis poursuivent les mêmes buts que le P.C. Les éléments ainsi gagnés par l'attitude de principe et l'activité du Parti devront être incorporés ensuite dans les différentes organisations du Parti, organisations au renforcement desquelles il doit travailler d'une façon continue et auxquelles il doit assurer à tout prix une existence et une activité indépendantes.

5. Parmi les formes d'action grâce auxquelles on s'efforce de gagner les masses, il faut compter également l'action que le Parti mène dans sa lutte directe contre la réaction, même quand, dans cette lutte, il ne doit compter que sur ses propres forces. Sans pour cela renoncer à poursuivre le renversement de l'Etat bourgeois, et la défai-

te du fascisme en bataille ouverte et sans se laisser mener à des actions qui pourraient nuire à son organisation et à son travail d'éducation révolutionnaire, le Parti communiste doit veiller à la formation et à l'armement nécessaire pour mener, avec les moyens techniques de combat correspondants, la guerre contre un adversaire plus fort, et s'appuyant sur des positions plus avantageuses. La raison n'en est pas seulement qu'on forme et qu'on éprouve ainsi ses propres forces militaires, ni qu'on a ainsi la possibilité de se vanter d'avoir donné un exemple de courage et d'héroïsme, comme étant une fin en soi, mais qu'on répond ainsi directement à la tactique du fascisme. Ce dernier s'efforce en effet de démoraliser et de battre le prolétariat par ses méthodes terroristes en donnant l'impression qu'il est invincible et qu'il est impossible de lui résister. Pour s'opposer à cette démoralisation des masses, il est nécessaire de montrer clairement au prolétariat qu'il doit opposer la violence à la violence. Sans diminuer sa responsabilité pour son inaction, il faut cependant éviter d'avoir une attitude pitoyable et souligner le plus possible les actes de violence par lesquels le prolétariat répond spontanément aux coups de l'ennemi.

6. La participation du Parti communiste aux luttes concrètes du prolétariat, avec ses forces, ses mots d'ordre, son expérience, se fait surtout par la participation des membres du Parti à l'activité des organismes de la classe ouvrière qui répondent à des nécessités économiques et se proposent des fins économiques, tels que les syndicats, les coopératives, les associations d'assurances, etc. Les communistes devront travailler systématiquement dans ces organisations qui ne comprennent que des ouvriers et n'exigent de leurs adhérents aucune profession de foi religieuse ou politique. Actuellement, en Italie, ces organismes sont les suivants : la Fédération générale du Travail, l'Union syndicale italienne, l'Union italienne du Travail, la Fédération italienne des Dockers, la Ligue Nationale des Coopératives, la Fédération nationale des associations d'assurances, la Fédération nationale des mutilés et invalides de guerre, et d'autres petites associations. Dans toutes ces organisations, les communistes doivent créer leurs cellules fermement liées au Parti et défendant un programme correspondant aux directives communistes, dont les principes généraux sont fixés par le Parti, leur

travail propre consistant uniquement à s'occuper de la partie purement technique. Le P.C. se propose l'union de toutes les grandes organisations de classe et travaille depuis sa fondation à la réalisation de ce principe. Vis-à-vis de quelques organisations syndicales, groupant une minorité de travailleurs, le P. C. doit travailler à obtenir leur fusion avec d'autres organisations professionnelles groupant les grandes masses, à la condition que la liberté d'action et de propagande leur soit accordée et qu'on adopte une politique d'opposition à l'Etat et aux partis bourgeois. Comme exemple d'une pareille tactique, on peut indiquer la Fédération italienne des instituteurs qui a adhéré au Syndicat des instituteurs, ou l'Association nationale des anciens combattants qui a fusionné avec la Ligue prolétarienne des mutilés et invalides de guerre, ce qui a permis un travail efficace de pénétration parmi les masses. Mais le Parti est opposé à une étroite fusion organique des syndicats avec l'organisme des coopératives et des organisations d'assurances, qui aurait pour résultat de diminuer la combativité révolutionnaire des syndicats et entraverait le travail de libération de l'influence social-démocrate.

7. Le travail dans les syndicats en vue de leur conquête et du recrutement de nouveaux adhérents pour le Parti aux dépens des autres partis qui travaillent à l'intérieur des syndicats, ainsi que le travail parmi les sans-partis, est le travail le plus utile pour un renforcement rapide de l'influence du P.C. Mais la situation économique et politique en Italie a déterminé un affaiblissement des syndicats qui n'a pas encore été surmonté et qui oppose de graves obstacles à la réalisation d'un bon travail de préparation révolutionnaire. C'est pourquoi le Parti communiste doit lutter pour le maintien de la capacité de résistance des syndicats et pour leur renforcement. On y arrivera surtout grâce à un travail intense des membres du Parti militant dans les syndicats, et à une action vigoureuse pour la défense des syndicats contre les attaques de la réaction. Mais cela seul ne suffit pas à l'heure actuelle où, aux dangers provenant de la situation politique générale, vient s'en ajouter un autre du fait de l'action des éléments opportunistes du mouvement syndical. Ces éléments voudraient en effet atteler le mouvement syndical au char de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire leur imprimer un sceau national et leur donner le caractère d'une organisation de collaboration de classe en

vue de la reconstruction de l'économie capitaliste. Le P.C. doit montrer que ce programme signifie en réalité l'asservissement des ouvriers à l'exploitation aggravée par l'abandon non seulement de la lutte politique de classe mais aussi de toute forme de lutte économique contre l'arbitraire patronal. Le Parti communiste doit travailler aujourd'hui sous le mot d'ordre : pour les syndicats rouges et contre les social-traîtres ! Dans ce but le Parti communiste doit tendre à un accord avec les éléments de gauche du mouvement syndical qui veulent maintenir ce dernier sur le terrain de la lutte de classe révolutionnaire, et lutter pour l'unité syndicale des syndicats qui renforcerait considérablement le prestige des syndicats au sein des masses ouvrières. Cette unité doit se faire sur la base la plus large possible en y comprenant même les réformistes de droite et les syndicalistes anciens syndicalistes-patriotes, qui se proposent actuellement une modification de la politique syndicale. Mais elle devra être réalisée de telle sorte que les organisations syndicales seront soustraites à toute influence directe de l'Etat ou des partis bourgeois par l'exclusion des ouvriers qui appartiennent à des partis ou à des tendances qui demandent l'organisation d'associations professionnelles des classes possédantes, ce que demandent aujourd'hui, outre les autres partis bourgeois, les fascistes et, jusqu'à un certain degré, les populaires. Dans ce cas, on permettrait que les ouvriers entrent dans des organisations au sein desquelles toute propagande et tout travail de recrutement communiste et révolutionnaire seraient rendus impossibles. Ce travail doit être réalisé avec une extrême prudence pour ne pas s'exposer aux critiques des social-démocrates qui utilisent l'action terroriste des fascistes pour se libérer des ouvriers communistes. Le plan des leaders syndicaux réformistes est d'utiliser toute erreur tactique commise par nos adhérents dans les syndicats pour appliquer cette politique.

8. Dans certaines circonstances locales, le chômage et le terrorisme fasciste ont obligé les masses ouvrières à adhérer aux syndicats autonomes (fascistes), ce qui est notamment le cas pour certaines catégories d'ouvriers agricoles. Dans de pareils cas, il apparaît opportun de permettre aux membres du Parti et aux sympathisants d'adhérer également aux syndicats autonomes étant donné que toute autre action est impossible. L'expérience montre que

dans de pareils cas, non seulement l'organisation syndicale, mais aussi l'organisation politique du Parti, surtout dans les petites localités, sont contraintes à rentrer dans l'illégalité. Même si dans ces cas, on a souvent la possibilité de conquérir par ce moyen les postes dirigeants dans les syndicats fascistes, le but final de notre action reste cependant le sabotage de l'organisation fasciste et le retour des masses aux organisations révolutionnaires en ne négligeant jamais de défendre, au sein des syndicats fascistes, les revendications économiques contre le patronat. D'une façon générale, le Parti communiste devra travailler à montrer que les syndicats fascistes ne défendent nullement les intérêts immédiats des ouvriers et paysans et que, malgré les apparences, ils ne sont que les instruments des capitalistes et des gros propriétaires fonciers.

9. Les syndicats pourront également employer la méthode de lutte suivante : à l'heure actuelle, où le pourcentage des organisés a diminué partout, les partis bourgeois participent actuellement à la lutte pour la conquête des postes dirigeants dans certaines organisations qui n'ont aucun caractère syndical, mais qui groupent des masses organisées ou non-organisées syndicalement, telles que les différentes caisses de pensions, de chômage, de maladie, etc., certaines coopératives et même certains conseils d'usines. Dans de tels cas, au lieu de lutter en présentant une liste indépendante contre tous les autres partis qui se meuvent sur le terrain de la lutte de classes, le Parti communiste devra dresser avec ces partis des listes de classe, au nom des syndicats ouvriers, listes que ces derniers devront défendre de toutes leurs forces pour conserver le contrôle des organismes en question, ce qui n'empêche cependant pas qu'à l'intérieur des syndicats le Parti ne lutte d'une façon générale pour la conquête des postes dirigeants en défendant des listes indépendantes.

10. Outre l'effort en vue d'arrêter la décadence des syndicats et en faveur de l'organisation syndicale du prolétariat, le Parti devra, par son action en faveur des revendications quotidiennes de la classe ouvrière, se mettre en contact avec les ouvriers inorganisés et inorganisables. Les dimensions du chômage en Italie obligent le Parti communiste à mettre ce problème au premier plan. Les syndicats se trouvent actuellement à un tournant où ils doivent se réorganiser complètement pour pouvoir engager de nou-

velles grandes actions de masses. De pareilles actions pourraient être provoquées au cours de l'hiver prochain par des mouvements tels que celui des chômeurs, des couches les plus pauvres de la classe ouvrière, qui non seulement sont privées de chauffage et d'éclairage, mais sont également écrasées par les impôts qui ont non seulement le caractère d'un impôt sur les salaires, mais aussi d'un impôt familial, frappant également les chômeurs. L'organisation des locataires qui s'est créée spécialement dans les grandes villes, doit attirer particulièrement l'attention du Parti. Dans ce domaine il n'est pas possible de créer de véritables syndicats et il ne faut admettre dans ces organisations que des non-possédants et que des travailleurs qui n'exploitent pas le travail d'autrui. Mais on peut constituer des comités de chômeurs, chargés de diriger le mouvement et capables d'attirer les masses. Il a toujours été très difficile d'organiser les chômeurs et de les mettre en mouvement. Le moyen d'y arriver, c'est de demander que les chômeurs qui ne paient aucune cotisation conserve, dans les syndicats comme dans les coopératives et dans les associations d'assurances, tous leurs droits de membres.

11. Le Parti doit également se mettre en contact avec cette fraction de la classe ouvrière qui se trouve dans l'armée bourgeoise. Une propagande bien organisée, avec un service de liaison bien établi dont peut se servir l'organisation des Jeunesses Communistes permettront de travailler parmi les soldats, en répandant parmi eux les mots d'ordre communistes, en s'intéressant aux questions concernant leur traitement matériel et moral et en rendant plus difficile l'utilisation de l'armée pour les buts de la réaction.

12. Des revendications concrètes partielles issues des différents domaines de la vie prolétarienne, on passe aux revendications d'un caractère général par-dessus des revendications qui, si elles ne représentent pas le but final, à savoir la conquête des pouvoirs publics, consistent dans des concessions que l'on arrache au patronat et à l'Etat bourgeois. Dans la situation actuelle, l'action que doit engager le P.C. est parfaitement claire ; objectivement, il apparaît aujourd'hui, où par suite de la crise insoluble du capitalisme, l'offensive patronale a éclaté partout, qu'il est impossible aux masses d'obtenir une amélioration importante

de leurs conditions d'existence au moyen de réformes progressives, et qu'il ne leur est même pas possible de maintenir leur situation matérielle présente dans le cadre du régime actuel. Etant donné que les autres partis, tant les partis bourgeois que les partis social-démocrates, prétendent le contraire, le P.C. quoiqu'il affirme hautement cette vérité dans sa propagande théorique, aura la possibilité d'appeler les masses ouvrières à la lutte pour la défense de leurs intérêts économiques, et étant donné que la victoire de la révolution permettra seule la réalisation des revendications économiques de la classe ouvrière, cette lutte amènera les masses à éprouver elles-mêmes concrètement les méthodes menant à la révolution. Ces revendications que le Parti posera comme le but d'une action de l'ensemble du prolétariat pourront être soit de nature économique, strictement syndicale, posée aux entrepreneurs eux-mêmes, comme par exemple la défense des conditions de travail ou l'élévation des allocations de chômage, soit de nature politique, comme le droit de coalition, le droit de grève, etc. Toutes ces revendications sont excellentes et peuvent être adoptées dans le programme d'action du Parti, à la condition toutefois qu'elles soient posées comme but à atteindre au moyen de la lutte et de l'action directe des masses, qui devront obliger les partis bourgeois et les leaders social-démocrates à tenir leurs promesses.

13. Les revendications posées par le P.C. ne devront pas être posées comme si elles devaient être réalisées par l'action légale au moyen d'accords avec les autres partis politiques, en vue de manœuvres parlementaires et gouvernementales. Sans tenir compte d'autres raisons de nature générale, c'est un fait que même les revendications les plus modestes, à savoir les revendications d'une nature défensive, ne pourront pas être réalisées par des moyens légaux. Ce qui le prouve, c'est l'exemple du Parti catholique populaire qui, quoique étant le principal soutien des ministères successifs, ne peut soustraire ses organisations à la violence fasciste.

D'autre part, la non-réalisation des revendications du prolétariat par des moyens légaux, qui a un caractère révolutionnaire quand les masses poussées par le P.C. exercent, par l'action directe, une pression en ce sens, et qui représente une expérience montrant la nécessité de la lutte révolutionnaire, cette non-réalisation des revendications ou-

vrières pourrait être considérée comme un échec pour le Parti et le mouvement révolutionnaire si le Parti participait à des coalitions se proposant comme but la réalisation de ces revendications par des moyens légaux. L'état de la lutte de classe en Italie est objectivement défavorable pour le prolétariat. Mais, d'autre part, il montre tous les symptômes d'une phase critique, en ce sens que l'emploi de la force est devenu un phénomène quotidien, d'où il résulte que l'organisation de la lutte armée du prolétariat est devenue le problème essentiel. Par conséquent, indiquer aux masses le moyen de réaliser leurs revendications sans employer la lutte armée, ne peut qu'avoir des conséquences contre-révolutionnaires.

14. Peut-on, parmi les revendications du P. C. faire entrer une solution de la question du régime qui ne se confonde pas avec la dictature prolétarienne ? L'expérience du P. C. I. donne à cette question une réponse négative tant en ce qui concerne la possibilité concrète d'une pareille solution de la question, que l'opportunité de cette revendication en tant que mot d'ordre d'agitation. L'Italie grouille littéralement de partis et de groupements politiques qui proposent des solutions révolutionnaires du problème social, ce qui est naturel étant donnée la succession sans fin de crises ministérielles et la durée de la crise des formes gouvernementales elles-mêmes. Mais, dans toutes ces différentes propositions, règne une superficialité, un manque de préparation, et une indécision, concernant les directives et la responsabilité politique qui ont déjà exercé leurs répercussions néfastes sur le prolétariat par suite des déceptions qu'elles ont provoquées. Il y a donc la possibilité d'une modification des institutions politiques actuelles dans le sens d'une dictature des éléments de droite, quoique cette possibilité ne représente autre chose que l'apparence extérieure de la défense poussée à l'extrême des institutions politiques actuelles. Il existe en outre la possibilité d'un gouvernement des Gauches, s'établissant à la suite d'une coalition entre les socialistes réformistes et un certain nombre de partis bourgeois, tels que par exemple le Parti populiste et le Parti démocrate, possibilités que les derniers événements ont rejeté dans le lointain étant donné que la bourgeoisie italienne se sent tellement sûre qu'elle croit n'avoir à faire aucune concession extrême pour atténuer le mouvement révolutionnaire. Une telle expérience serait l'occasion souhaitée de montrer clairement aux

masses la fragilité d'un mot d'ordre social-démocrate de ce genre, particulièrement en ce qui concerne la politique policière. Mais s'il est clair que le P. C. doit combattre ouvertement un pareil mot d'ordre, il n'en est pas moins clair que tout le possible a été fait pour influencer dans ce sens le développement de la situation depuis la scission de Livourne jusqu'à l'attitude du Parti social-démocrate au cours de la grève du mois d'août, et que le réformisme italien a été disqualifié à tout jamais, et mis dans l'impossibilité de continuer sa politique de collaboration en vue de la participation au gouvernement bourgeois.

15. La situation actuelle des fractions au Parlement, ainsi que celle qui résulterait, selon toute probabilité, de nouvelles élections, n'offre aucune possibilité d'une autre solution purement parlementaire du problème gouvernemental en Italie. Les conditions dans lesquelles se joue la lutte en Italie montrent clairement qu'on ne peut donner aucun mot d'ordre permettant une confusion quelconque entre les mots d'ordre pacifistes et légaux, d'une part, et les mots d'ordre révolutionnaires, de l'autre. De plus, malgré les apparences contraires, il n'existe pas d'autres forces prêtes à la lutte contre le fascisme que celles qui sont déjà prêtes à la lutte révolutionnaire contre l'Etat bourgeois, à savoir les communistes et les anarchistes. Tous les autres éléments anti-fascistes, qui font miroiter aux yeux l'illusion défaitiste d'une répression policière du fascisme seront demain ses alliés au sein d'un gouvernement de coalition (nittiens, social-démocrates, populistes).

Aux masses qui désirent la lutte contre le fascisme et pour qui la solidarité entre l'Etat et le fascisme est un fait d'expérience, que les paysans les plus arriérés, mêmes les cléricaux comprennent mieux que beaucoup de théoriciens socialistes, à ces masses on ne peut lancer avec profit qu'un seul mot d'ordre : Ni un gouvernement parlementaire illusoire des gauches, mais un gouvernement des ouvriers et des paysans constitué grâce à la lutte révolutionnaire du prolétariat. Ce mot d'ordre qui a la même signification que celui de la dictature prolétarienne, peut être employé avantageusement pour agir sur les masses arriérées, tout en continuant à lancer sans cesse les mots d'ordre de la lutte armée contre le fascisme et pour le renversement de l'appareil d'Etat. La possibilité d'un conflit entre une fraction du fascisme et de l'appareil d'Etat bourgeois monarchiste n'est pas exclue. Dans cette éventualité, le Parti

communiste, sans se déclarer en principe pour la défense des institutions politiques actuelles, se tiendra prêt à intervenir dans le conflit au moment qui lui paraîtra le plus avantageux pour donner à ce conflit une solution prolétarienne, révolutionnaire.

16. Les mots d'ordre du P.C. pour la défense des revendications prolétariennes peuvent et doivent comprendre la politique internationale. La lutte contre l'impérialisme mondial, pour la reconnaissance de la Russie des Soviets, et contre le danger de nouvelles guerres, doit prendre la première place dans l'agitation. Ici également, le P.C. n'élabore pas un programme pour la politique extérieure de l'Etat bourgeois, mais s'efforce d'influencer cette politique au moyen de l'intervention révolutionnaire des masses et de paralyser la collaboration de l'Etat à la reconstruction de l'économie mondiale capitaliste.

17. Les revendications dont nous avons parlé doivent servir au P.C. de plate-forme au moyen de laquelle il appelle à la lutte tout le prolétariat, en s'efforçant de provoquer un mouvement auquel participent les larges masses, un mouvement qui montre au plus haut point la capacité de combat de la classe ouvrière, lui redonne confiance en ses propres forces, et la persuade que pour obtenir de plus grands succès, elle doit grouper toutes ses forces autour du Parti communiste qui devra montrer dans ces luttes son aptitude au combat révolutionnaire. Il ne s'agira donc pas directement de luttes qui seront menées par le P.C. ses organisations politiques, syndicales ou militaires, mais d'actions qui seront menées par des organes ayant une base plus large. Que ces organes soient constitués sur la base du centralisme avec la participation des partis soi-disant prolétariens, cela n'est pas souhaitable en Italie pour toutes sortes de raisons. Les chefs de ces partis ont donné trop de preuves de leur incapacité, de leur insuffisance et de leur coupable frivolité. Le Parti républicain est divisé en une tendance pro-fasciste et en une tendance qui sympathise avec le prolétariat, ces deux tendances se paralysant mutuellement. Les anarchistes, sans organisation intérieure, n'ont aucune ligne politique déterminée et n'ont presque pas d'influence. Les socialistes traversent une crise connue de tout le monde et qui les empêche de lancer un mot d'ordre décisif. Ces partis dits politiques prouvent d'ailleurs qu'ils ne comprennent pas la portée d'une alliance sur la base d'un programme de revendications concrètes, intéressant le prolétariat, et qui pourraient être défendues par les socialistes, les communistes et les anarchistes ; mais ils s'efforcent de donner à la question le sens d'un accord sur le programme politique général et sur la préparation de la révolution, dont ils ont une notion aussi stérile que fausse. Mais, sur un pareil terrain, un accord est impossible, étant donné l'inconciliabilité des programmes. Les républicains demandent qu'on pose la défense de la République comme le but commun. Pour les réformistes, c'est la collaboration de classe ; pour les anarchistes et les syndicalistes, la suppression de l'Etat, et aucun d'eux ne comprend que les communistes, comme but de combat, proposent, non pas la dictature du prolétariat, mais des mots d'ordre concrets beaucoup plus immédiats. D'autre part, dans une telle coalition, chaque parti suivrait sa politique propre, poursuivrait son but final illusoire, sans faire quoi que ce soit d'utile pour l'action, avec ce seul résultat que les masses seraient trompées et désorientées.

18. Au cas où le Parti communiste serait invité par d'autres partis prolétariens à des conférences communes, il acceptera l'invitation et montrera le caractère objectif de son attitude à l'égard d'une alliance politique en faisant dépendre la constitution d'une pareille alliance de certaines conditions, telles que, par exemple, un accord préalable de tous les partis alliés pour engager des négociations avec des organismes étrangers à l'alliance (Etat ou partis bourgeois) et pour éviter des situations telles que celles auxquelles ont abouti jusqu'à présent tous les mouvements du prolétariat italien, c'est-à-dire à des compromis entre les leaders réformistes et l'Etat bourgeois. Mais la proposition la plus importante que devra faire le P. C. sera que l'organe commun ne sera pas créé au moyen d'un compromis entre les partis, mais par les syndicats ou toute autre organisation prolétarienne, les différents partis s'engageant solennellement à le soutenir de toutes leurs forces.

19. Indépendamment de la question de l'alliance politique, on pourra traiter celle de la collaboration des partis prolétariens, en vue d'une action militaire des masses, plus efficace, dans le cas d'un mouvement général. Dans ce cas également, il sera nécessaire de poser des conditions, telles que, par exemple, la cessation de la propagande défaitiste et pacifiste menée ouvertement par ces partis qui, d'autre part, s'efforcent de conclure des accords en vue de l'emploi de la violence. En cas de conclusion d'un accord sur la

base nationale, on proposera de créer, à la place des organes locaux, syndicaux ou autres des masses ouvrières, des comités techniques des différents partis pour la lutte armée, chaque organisation militaire devant cependant rester séparée. Mais, au cas où un accord sur la base nationale ne pourrait pas être réalisé, il ne serait pas opportun de créer des comités locaux avec représentation directe des partis. Mais, en aucun cas, un tel accord ne pourrait avoir le caractère d'une alliance politique ou même militaire, car notre travail pour la conquête des masses serait influencé dangereusement si, après avoir combattu le pacifisme et la thèse de l'inutilité de la guerre civile et de la préparation militaire, soutenue, pour différentes raisons, par les social-démocrates et les anarchistes, nous élevions le prestige de ces partis en les représentant comme capables de lutter comme nous au moyen d'organisations locales et improvisées. L'expérience montre d'ailleurs l'inutilité de pareils comités de « défense prolétarienne » et l'utilité de grouper les ouvriers des différents partis en vue de la défense commune, grâce aux organes locaux, d'un front unique créé d'une autre façon, sur la base syndicale, organes qui ont un caractère permanent et où se trouvent nécessairement les hommes des partis qui dominent dans la localité en question. Plus ces organes sont compliqués, plus ils ont un caractère mixte, et plus il est facile d'y faire entrer des éléments non sûrs, éléments qui n'ont aucun mandat déterminé et qui, dans l'intérêt des groupements bourgeois, spéculent sur des mouvements de masses spontanés, comme ce fut le cas dans le mouvement des Arditi del Popolo et dans les comités mixtes de « défense prolétarienne ». Il sera cependant utile de faire en sorte que les communistes, quoiqu'ils ne prendront jamais l'initiative de pareilles improvisations, surtout là où ils sont la majorité, devront participer à de tels comités qui se créeraient malgré leur opposition pour ne pas perdre le contact avec les masses et pour ne pas donner l'impression de vouloir se tenir loin de la lutte. Mais, en aucun cas, les communistes ne devront entrer dans les organisations militaires qui exigent une discipline qui les écarterait du Parti et de son organisation militaire.

20. Le front unique prolétarien pour la lutte contre l'offensive patronale constitue la plate-forme pour l'action actuelle du Parti communiste en Italie et le moyen grâce auquel il devra s'efforcer de conquérir la direction du prolétariat

italien. Dans ce domaine, il a déjà acquis une riche expérience au sein de l'Alliance du Travail et au cours de la grève générale du mois d'août 1922. Ces mêmes éléments, qui veulent enlever aux syndicats leur caractère de classe, s'efforcent aujourd'hui de briser l'Alliance du Travail. Le P. C., par contre, travaille en vue de son maintien et pour sa réorganisation sur une base plus propice, telle qu'elle a été depuis longtemps déjà proposée par le Parti en mettant continuellement en garde contre les dangers qu'impliquait la constitution actuelle de l'Alliance du Travail. Cette réorganisation de l'Alliance constitue également l'un des buts principaux de l'entente avec les fractions syndicales de gauche, but que le Parti communiste défend par l'intermédiaire des commissions syndicales communistes. Cette réorganisation doit être réalisée par les mêmes organismes syndicaux qui appartenaient jusqu'ici à l'Alliance. Le P.C. est pour l'unité même avec les masses menées par les collaborationnistes de l'aile droite de l'Union syndicale et par les chefs de l'Union du Travail. Et si c'est de ce côté que le front unique est définitivement rompu, la responsabilité en incombera aux chefs, qui se démasqueront ainsi aux yeux de la classe ouvrière.

21. Les organes de l'Alliance du travail devront être constitués de la façon suivante : un nouvel accord entre les organes nationaux des organisations syndicales pour la constitution immédiate d'un Comité national qui, contrairement à l'ancien comité ne sera pas composé des délégués des organes centraux, des différents syndicats, mais sur la base d'une représentation proportionnelle des fractions de toutes les organisations syndicales. Dans les localités des comités analogues devront se constituer, mais, dans la suite, il faudra élire des conseils de l'Alliance du travail au sein desquels toutes les sections adhérentes aux syndicats alliés devront envoyer leurs délégués. Ce conseil nommera le Comité local de l'Alliance du travail, et dans certains cas spéciaux un comité d'action plus étroit, éventuellement clandestin. Entre temps, on entreprendrait le travail de préparation pour la convocation du congrès national de l'Alliance du travail auquel assisteraient les délégués des comités locaux de l'Alliance et qui nommerait les organes centraux du front unique. Le prétexte qu'on diminuera ainsi les droits et l'indépendance des syndicats ne contredit en rien notre programme qui prévoit

comme résultat final de l'Alliance du travail une vaste fusion organique des syndicats.

22. En même temps, l'alliance devrait être reconstruite en ce sens qu'elle groupe également les masses non-organisées syndicalement ou non-organisables. Ce résultat n'apparaît pas aujourd'hui où l'existence même de l'Alliance du travail est en danger comme pouvant être réalisé immédiatement, mais un certain nombre de possibilités se présentent pour l'obtenir, en rapport avec ce que nous avons déjà dit sur les questions concrètes qui peuvent intéresser et mettre en mouvement les masses inorganisées. L'Alliance du travail ainsi élargie constituerait le noyau d'une représentation régulière du prolétariat urbain et rural, le pivot de la future organisation nationale des conseils ouvriers. La possibilité d'appliquer le front unique à un moment où le mouvement syndical traverse une crise, apparaît ainsi sous une forme très intéressante et comme beaucoup plus utile que le front unique du Parti qui ne trouverait pas en lui suffisamment de forces pour compenser l'absence d'énergie, résultat de la faiblesse des syndicats qui doit inévitablement exercer des répercussions néfastes sur les partis prolétariens, sur les autres beaucoup plus que sur le P.C. qui est le seul qui dispose de tous les moyens de combat et préparé à toutes les possibilités d'action.

23. En ce qui concerne les buts du front unique, nous en avons suffisamment parlé dans le paragraphe qui traite des revendications immédiates. Dans les prochaines campagnes d'agitation, toutes les revendications d'ordre économique et syndical, ainsi que toutes celles concernant la question du chômage et de la lutte contre le fascisme, le droit de coalition, le droit de grève et la défense des institutions prolétariennes seront d'actualité. La situation internationale permet aussi de prévoir une campagne d'agitation contre la guerre, campagne qui devra se conformer aux directives de la politique révolutionnaire du prolétariat mondial. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan devra être intégré dans notre campagne sur le front unique, étant donné particulièrement les crises gouvernementales et les nouvelles élections probables, comme étant un mot d'ordre ayant un caractère d'actualité qu'on pourra faire adopter par exemple par un congrès de l'Alliance du travail. Mais il est indispensable, surtout au

début, de montrer clairement l'importance de buts d'ordre général plus modestes, mais aussi plus précis qui sont compréhensibles aux masses, ainsi que le fait que le succès d'une campagne générale d'une grande agitation et d'une lutte du prolétariat obligeant l'ennemi sinon à reculer, du moins à rester sur place, sera une grande victoire morale et matérielle des ouvriers, non seulement en vue de la préparation à de nouvelles luttes sur une plate-forme nouvelle et meilleure, mais aussi pour l'amélioration de la situation sociale des ouvriers qui résulterait inévitablement d'une victoire prolétarienne.

24. En ce qui concerne les moyens d'action de l'Alliance du travail, le plus important est la grève générale, à laquelle aboutissent toutes les luttes isolées provoquées par l'offensive patronale. La grève générale est la seule tactique opportune contre la forme spécifique de la réaction en Italie. La dernière grève générale a montré quels sont les facteurs du succès que d'ailleurs le P.C. a mis sous les yeux des leaders de l'Alliance du travail, malheureusement sans aucun succès. La grève générale doit être l'objet d'une vaste propagande menée parmi les masses par l'Alliance du travail et les partis qui la soutiennent et non pas l'objet d'une polémique qui nie sa valeur. La proclamation de la grève générale doit être faite publiquement à un moment important de la lutte qui mène à elle toute une catégorie d'ouvriers et qui fixe l'attention de l'ensemble du prolétariat. La liaison intérieure des organes de l'Alliance doit être bien organisée, conformément à l'organisation différente que proposent les communistes. Enfin, les organes centraux doivent suivre le développement de l'action prolétarienne et ne jamais arrêter des mouvements partiels en vue de la grève générale, car celle-ci les groupe et les coordonne, mais ne peut pas les nier et les exclure. Tout au contraire, ces mouvements partiels doivent aboutir naturellement à la grève générale grâce à une activité prolétarienne croissante.

25. Tant que l'organe central du front unique repoussera les propositions du P.C., ce dernier devra rester discipliné et ne jamais menacer de marcher tout seul, pour son propre compte, mais mener en même temps, parmi les masses, une propagande énergique, et provoquer dans les syndicats et les autres organisations une opposition contre la tendance dominante qui paralyse l'efficacité du front

unique. Il faudra se servir de toutes les actions et de tous les mouvements des masses ouvrières pour améliorer incessamment l'organisation et les positions du Parti dans toutes les organisations et dans le front unique lui-même, en poussant continuellement à l'action et en se déclarant pour une meilleure préparation de cette action. Le P.C. suit attentivement la marche des événements et indique à tous les moments importants de la lutte les tâches qui incombent à l'Alliance du travail et qui doivent être résolues par elle, tout en critiquant les faiblesses et l'indécision des chefs.

26. Au cas où les organes responsables du front unique, même s'ils ne sont pas composés en majorité de communistes, décident une action, le Parti communiste y participera toujours avec la plus grande énergie et la plus grande vigueur, tout en faisant, au sein de l'organisation ou par les déclarations de ses délégués, ses réserves sur la façon dont l'action a été engagée au cas où celle-ci ne correspond pas aux propositions faites au cours de la campagne publique. Au cours du mouvement, le P.C. qui se tient au courant des événements grâce à son système de liaison intérieure, devra faire à chaque moment aux organes dirigeants les propositions qu'impose la situation. Au cas où les chefs de ces organes dirigeants pensent arrêter le mouvement dans un moment favorable, le P.C. se soumet par discipline, mais se réserve de rejeter la responsabilité sur ceux qui ont donné l'ordre malgré son opposition. Ce n'est que dans le cas où la lutte aura entraîné une modification telle du rapport des forces que le Parti communiste exercera une influence décisive, qu'il pourra forcer la situation en s'emparant de la direction des masses trahies par leurs chefs.

27. Le Parti communiste qui aura fait tout son possible pour que l'action soit engagée à un moment favorable pour le prolétariat, devra, à l'issue de la lutte, exercer une critique objective mais impitoyable de l'action engagée et montrer la justesse de ses méthodes, et la nécessité pour les larges masses du prolétariat de se grouper sur la plateforme indiquée par lui. En même temps le Parti fera tout son possible pour atténuer les conséquences qu'un échec provoqué par les autres exercerait sur l'organisation ouvrière ainsi que sur l'état d'esprit des masses.

28. Si les organes centraux du front unique acceptent

les propositions communistes, et si le mouvement est couronné de succès, le P.C. devra l'exploiter pour montrer qu'on ne peut parvenir à la Révolution prolétarienne que par étapes qui, en permettant une élévation du degré de la préparation matérielle et morale de la classe ouvrière auront pour résultat de renforcer, même si ce n'est que d'une façon potentielle, sa force politique en vue de la lutte finale contre le pouvoir bourgeois.

29. Dans la situation actuelle de l'Italie, la réorganisation des organes du front unique et l'organisation d'une nouvelle action prolétarienne de grand style présentent d'immenses difficultés. La faiblesse provoquée dans les masses par l'action des éléments opportunistes ainsi que celle de nombreux courants soi-disant révolutionnaires contribue au renforcement de la classe dominante. Dans la crise générale du mouvement ouvrier, il faut cependant remarquer que toutes les forces saines s'orientent vers le Parti communiste, attirées par la clarté de ses principes et la force de son organisation. La profondeur de la crise économique dans laquelle se constituera un nouveau gouvernement, probablement de droite, réserve au P.C. le rôle de centre de l'opposition contre la classe dominante, son régime et son gouvernement. Le fascisme lui-même, d'une organisation militaire est devenu un parti gouvernemental, et devra supporter les conséquences d'un mécontentement inévitable. Malgré les conséquences funestes de la trahison à la cause prolétarienne, trahisons répétées si souvent dans le passé, il est encore possible de ressusciter la révolte des masses mécontentes et de l'organiser sur la base d'un programme d'actions bien déterminé, qui centuplera l'effet de ce mouvement et transformera la foule souffrante et impatiente, en une force consciente et unie, capable de réaliser la révolution communiste. Mais même si le développement futur de la réaction nécessite une longue période de défensive acharnée, tout nous permet d'espérer que même dans ce cas, malgré tout, le drapeau du communisme ne s'abaissera pas et qu'au plus fort de la tempête, le prolétariat italien ne perdra pas de vue le phare du but final.

QUATRIEME PARTIE

Tâches spéciales

Grâce à sa large conception de la lutte de classes et des buts de son action, le Parti communiste ne néglige aucun domaine social, et crée pour chacun d'eux des organes spéciaux dont l'activité est coordonnée au moyen de la centralisation complète de sa direction. L'aggravation de la crise de l'Etat italien oblige notre Parti à multiplier le nombre de ces organes, à améliorer ceux qui existent déjà et à en créer d'autres là où le besoin s'en fait sentir.

Notre activité illégale et militaire

Il est possible qu'au cours des mois suivants la prise du pouvoir par les partis réactionnaires oblige notre Parti à devenir illégal par suite de la dissolution de ses organisations. En vue de cette éventualité, un système d'organisation spéciale a été préparé qui groupe tous les membres du Parti sur le lieu de leur habitation et de leur travail. Ce système qui a déjà été mis en application dans certaines grandes villes, permet d'exercer un contrôle sûr et constant sur tous les membres du Parti. Mais depuis déjà quelque temps une grande part de l'activité du Parti est exercée illégalement, tant dans le domaine des relations entre les organes centraux et les organes locaux que dans l'organisation de la lutte armée contre les fascistes. Il faut améliorer ce système déjà en vigueur, l'étendre à l'ensemble du Parti, introduire un système de correspondance chiffrée pour le service d'informations entre les organes centraux et les organes locaux, en habituant ces derniers à faire usage de signes et de mots conventionnels dans leurs rapports entre eux. Dans chaque ville et dans chaque village il faut fixer des adresses illégales et chercher des possibilités d'espionnage et des points d'observation dans les organisations de l'ennemi. Le travail préparatoire devra être fait par le bureau spécial du Parti fonctionnant indépendamment mais en relations constantes avec le comité exécutif et dépendant étroitement de ce dernier, auquel est confiée la solution des tâches d'ordre général. Pour la lutte armée contre le fascisme, le Parti possède une organisation militaire qui n'englobe actuellement qu'une partie de ses membres. L'organisation et l'activité des groupes de combat a encore trop le caractère d'un service volontaire, car une partie des camarades cherchent à se soustraire à la contrainte de la discipline tout en reconnaissant sans réserves la nécessité de la lutte armée. Un grand nombre de communistes ont encore une certaine préférence pour les actions isolées et les entreprises indépendantes dont ils attendent de plus grands succès et une plus grande sûreté personnelle. Un grand nombre de camarades qui ne se sont pas encore débarrassés du vieil esprit social-démocrate ont encore une certaine aversion contre l'organisation militaire, mais il faut à tout prix surmonter cette aversion, non pour introduire la discipline militaire, mais pour enlever à la chose son caractère de volontariat, qui est contraire au principe de la communauté des devoirs de tous les membres du Parti et pour empêcher l'initiative des actions individuelles, dont le Parti peut être rendu responsable quoiqu'elles échappent à son contrôle.

Mais, outre la solution de ce problème de l'organisation des hommes, le Parti doit veiller à combler le manque actuel d'armes qui met notre organisation militaire dans une position d'infériorité et, pour ce faire, on ne devra reculer devant aucun sacrifice.

Tandis qu'actuellement la question de l'armement est la plupart du temps, abandonnée à l'initiative personnelle des camarades isolés, il est nécessaire d'arriver à ce qu'on puisse fournir un minimum de moyens de combat aux membres de nos organisations militaires.

L'aide aux réfugiés politiques et aux victimes de la réaction

La question de l'aide aux réfugiés et aux prisonniers politiques qui sont actuellement au nombre de plusieurs milliers est de plus en plus directement liée au problème de la lutte contre le fascisme. Parmi ces réfugiés et prisonniers politiques, il faut distinguer les catégories suivantes : les incarcérés, ceux qui sont recherchés par la police, ceux qui sont poursuivis par le fascisme et enfin les réfugiés.

L'aide aux prisonniers politiques (2.000 communistes, plus 10.000 ouvriers environ) est exclusivement une ques-

tion financière. Il s'agit de mobiliser un certain nombre d'avocats, de préférence membres du Parti, et d'accorder aux familles des incarcérés un minimum de soutien. Toute tentative en vue de centraliser ces deux sortes d'activité a été jusqu'à présent impossible et illusoire par suite de la misérable situation financière du Parti. Pour pouvoir le faire, le Parti devrait disposer de plusieurs millions par an. De même il est impossible de créer un bureau central de consultations juridiques. Pour cela, il faudrait régler des centaines de procès, ce qui n'exigerait pas moins de 10 avocats dont l'entretien, y compris les frais, exigerait au moins 500.000 lires.

Dans ces conditions, il n'y a pas d'autre moyen que de garder à l'aide juridique son caractère local actuel en divisant les provinces en arrondissements et en s'efforçant de coordonner l'activité du Parti dans ce domaine avec l'activité des autres partis ouvriers. Il faut tendre à ce que la création et la direction de ces comités soient confiées aux Bourses du Travail qui s'appuient sur les larges masses en tant que sections des différents partis et ont, par conséquent, la possibilité de se procurer de plus larges ressources financières.

Le Parti, en tant qu'organe central, se réserve cependant le droit d'intervenir dans chaque procès, soit en accordant une aide financière, soit en mettant à la disposition des accusés des avocats à lui, qui ont une importance particulière tant à cause de l'objet du procès que des personnes qui y sont impliquées.

Mais la situation de ceux qui sont poursuivis par la justice et des réfugiés politiques est encore pire peut-être que celle des prisonniers politiques. Ce type de victime politique est caractéristique pour l'Italie où la réaction fasciste a renouvelé l'usage de la mise hors la loi. Pourchassés par la police, les réfugiés doivent quitter leur localité et s'enfuir sous de faux noms dans d'autres provinces éloignées. Le problème financier prend des proportions immenses du fait que des populations entières sont obligées d'émigrer par suite de la terreur blanche et des menaces de mort. Il faut ajouter à cela que le chômage rend plus difficile le placement des réfugiés dans les provinces où ils se sont enfuis. Dans ce domaine, un certain soulagement est apporté à leur situation grâce à l'admirable esprit de solidarité du prolétariat : dans des centaines de cas, les réfugiés sont hébergés gratuitement pendant des mois par

de pauvres ouvriers. Le Parti, de son côté, s'efforce de trouver du travail aux réfugiés au moyen de la création de bureaux locaux de placement. En ce qui concerne les camarades poursuivis judiciairement, il est souvent préférable qu'ils partent à l'étranger. Pour cette catégorie de camarades, le Parti doit construire une organisation pour le passage illégal de la frontière et se mettre en rapport avec les Partis frères de l'étranger en vue de l'aide mutuelle aux réfugiés politiques.

Action électorale

Les attaques fascistes contre les municipalités révolutionnaires qui entraînent la démission des conseillers municipaux et la dissolution des municipalités ouvrières par l'Etat imposent des élections constantes en vue de la nomination de nouvelles municipalités. Le problème électoral est par conséquent d'une actualité constante, mais le Parti qui doit prendre position à ce sujet ne peut pas suivre des directives fixes. L'attitude du Parti est déterminée par les conditions locales, par la forme spéciale sous laquelle se manifeste la réaction, par la force plus ou moins grande de nos organisations, par l'existence de sections d'autres partis... Mais, en principe, le Parti ne doit pas se désintéresser de la lutte électorale et doit donner chaque fois son mot d'ordre. Mais tant que le régime actuel de terreur qui réduit l'organisation du Parti dans un grand nombre d'endroits à de petits groupes illégaux, subsistera, il sera la plupart du temps impossible au Parti d'établir sa propre liste de candidats. Dans ce cas, il devra pratiquer la tactique de l'abstention électorale active et mener parmi les ouvriers une propagande intense en vue de les décider à s'abstenir aux élections. Là où il est possible, sans courir un grand danger, de faire connaître l'existence d'une section communiste et où il y a des ressources suffisantes, il faut établir une liste minoritaire, car actuellement il est non seulement inutile mais même nuisible de participer à la direction des organes d'administration locaux qui immobilisent et absorbent les meilleurs éléments du Parti, sans renforcer en quoi que ce soit sa position. Il faut faire cependant exception pour les localités où les communistes ont derrière eux la majorité du prolétariat. Dans ces localités, pour ne pas perdre leur influence, ils doivent parti-

ciper à la lutte électorale en établissant des listes majoritaires.

Etant donné qu'actuellement toutes les élections administratives constituent la conclusion d'un épisode de la réaction dominante, la lutte électorale perd son caractère d'une lutte de parti et apparaît comme une lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat. Certains camarades considèrent que la constitution du front unique est la conséquence de cette sorte de cessation de la lutte. Le Parti communiste n'exclut pas par avance la possibilité d'une alliance électorale avec un autre parti révolutionnaire, mais le parti en question devra s'engager à accepter un certain nombre de conditions propres à donner à la lutte électorale un caractère de lutte de classe révolutionnaire (le conseil municipal sera une arme d'offensive contre la bourgeoisie, il s'occupera exclusivement des intérêts du prolétariat, il travaillera à la création d'une garde ouvrière chargée de défendre les institutions prolétariennes, il accordera aux chômeurs et aux victimes des persécutions politiques une aide financière égale au montant de leur salaire).

Les communistes qui occupent des fonctions publiques dans les conseils municipaux ne doivent jamais donner leur démission, même sous la pression de l'ennemi, car ils y ont été placés par le comité central du Parti. Cela est également vrai pour le cas où des conseillers municipaux appartenant à d'autres partis donnent leur démission, les communistes doivent toujours attendre jusqu'à ce que le gouvernement dissolve le conseil municipal et même, dans ce cas, ils doivent protester contre cette mesure.

Par suite de la dissolution de presque tous les conseils municipaux communistes, le Parti a provisoirement renoncé au projet de constituer un bureau central pour l'assistance juridique aux conseillers municipaux, mais il se réserve de l'organiser dès qu'un certain nombre de municipalités communistes seront sorties des prochaines élections. En attendant les conseils municipaux communistes ne doivent pas adhérer à l'Union des municipalités socialistes qui n'a aucun caractère syndical et qui n'est autre chose qu'un organisme politique dépendant des réformistes.

Les élections législatives et l'action parlementaire

Le Parti communiste participe à toutes les élections législatives en établissant ses propres listes. Si les partis réactionnaires demandent de nouvelles élections, le Parti communiste ne s'y opposera pas mais demandera l'introduction de la représentation proportionnelle et de la liste d'Etat. L'introduction de la liste d'Etat est pour le Parti communiste la condition indispensable de sa participation aux prochaines luttes électorales, car si les élections sont faites au scrutin d'arrondissement, le Parti devrait disposer d'au moins deux millions. Or, le Parti est dans l'impossibilité de se procurer une pareille somme du fait que ses membres sont des ouvriers dans la proportion de 95 % et que la plus grande partie d'entre eux sont sans travail.

Au Parlement, les députés communistes prennent position contre toute la politique gouvernementale. Dans le domaine de la politique extérieure, ils demandent la renonciation aux réparations, aux indemnités et aux garanties, l'acceptation complète des revendications de la Turquie, la reconnaissance de la République des Soviets, l'abandon des colonies africaines. Dans le domaine de la politique intérieure, ils demandent l'armement du prolétariat contre la réaction blanche, la libération des prisonniers politiques et l'aide aux chômeurs et aux invalides du travail, etc. La fraction parlementaire n'entre jamais en rapport avec les autres fractions parlementaires et donne toujours une explication indépendante de son attitude et de son vote pour empêcher que son point de vue ne soit confondu avec celui des autres partis d'opposition, constitutionnels ou anticonstitutionnels.

Il arrive souvent que ce n'est que de la tribune parlementaire que le Parti peut faire connaître son point de vue sur tel ou tel problème. Dans ces cas, le comité central du Parti rédige les déclarations qui sont lues à la tribune par un député communiste.

Les élus constituent la fraction parlementaire communiste dirigée par un bureau de trois membres nommé par le comité exécutif du Parti et subordonné à ce dernier. La fraction parlementaire ne jouit d'aucune indépendance politique et ne s'occupe exclusivement que du côté technique de son activité.

Le travail syndical

Le Parti s'efforce par l'intermédiaire des cellules communistes de donner une direction unique à l'ensemble du mouvement syndical. Dans le domaine organique les syndicats rouges doivent se grouper dans la Confédération Générale du Travail et travailler en vue de l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge. Travaillent dans ce sens : la Fédération des Cheminots et les cellules communistes, dans l'Union syndicaliste, la fraction syndicaliste révolutionnaire qui suit les directives de la commission syndicale communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge. Dans l'Union italienne du Travail il faut créer une opposition qui se groupera autour du groupe du député Bergamo. Dans la Fédération des cheminots, la proposition est faite à tous les congrès d'adhérer à la Confédération Générale du Travail ; pour l'Union syndicaliste et pour l'Union italienne du travail, par contre, l'Unité sera réalisée par un congrès des organisations syndicales de classe ou par un congrès extraordinaire de toutes les organisations syndicales révolutionnaires, où la question de l'unité constituera le point unique de l'ordre du jour. Cette tactique n'exclut pas la possibilité que dans certains cas des groupes isolés se séparent des petites organisations pour adhérer à la Confédération Générale du Travail. Mais le travail syndical le plus important consiste actuellement dans le rétablissement de la force combative des organisations et dans le maintien de leur caractère de classe. Pour atteindre ce premier résultat, il faut mener un travail de propagande habile et énergique pour ramener au syndicat les larges masses ouvrières qui s'en sont éloignées sous les attaques de la réaction. Ce travail doit être réalisé indépendamment de l'appréciation des hommes et des tendances qui sont actuellement à la tête des organisations syndicales. En vue du maintien du caractère de classe des syndicats, les communistes demandent par tous les moyens un accord entre les fractions de gauche en vue de l'élaboration de résolutions communes pour s'opposer énergiquement aux tentatives des droites d'amener les syndicats rouges à la négation de leur programme révolutionnaire. Dans les organisations prolétariennes qui ont une base plus large que les organisations syndicales, les communistes s'abstiennent pour la même raison d'établir des listes indépendantes et proposent des listes de classe, spécialement dans

les cas où la lutte prend le caractère d'une défense contre la pénétration des courants nationalistes et réactionnaires.

En ce qui concerne la tactique syndicale, le Parti communiste est partisan du principe de la coordination des luttes isolées en une action générale à mener sous les mots d'ordre de la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière, mots d'ordre à déterminer d'après la situation générale.

A l'intérieur de la Confédération Générale du Travail, les communistes luttent en particulier pour la libérer de la domination des leaders réformistes. Dans ce but, on pourra travailler à un accord avec les maximalistes, permettant cependant aux sections du Parti de conserver leur complète indépendance, et de présenter dans les assemblées leurs propres résolutions.

Le mouvement des anciens combattants

Les communistes ont toujours pris une part active au mouvement des anciens combattants par l'adhésion à la Ligue prolétarienne des Mutilés qui a un caractère de classe et adhérait jusqu'à l'année dernière au Parti socialiste et à la Confédération Générale du Travail. Sous la direction socialiste, cette Ligue prolétarienne des Mutilés a fondu presque complètement et ses effectifs sont passés de 200.000 à 30.000 membres. La majorité des membres actuels est composée de communistes et il est probable qu'au prochain congrès notre Parti en prendra la direction. Dans la situation actuelle, il n'est pas possible de renforcer d'une façon quelconque cette organisation, car elle a complètement perdu son utilité en tant qu'institution de défense et de représentation des intérêts des anciens combattants, en face de la Fédération nationale des anciens combattants dirigée par des groupements bourgeois, reconnue et abondamment subventionnée par l'Etat. Mais la Fédération est composée en grande partie de travailleurs qui reçoivent de la part de la Fédération une aide réelle en ce qui concerne la défense de leurs intérêts d'anciens combattants et, par suite de sa composition, la Fédération pratique souvent la tactique de l'action directe contre l'Etat pour faire aboutir ses revendications.

Le Parti communiste doit travailler sérieusement au problème de la fusion de la Ligue prolétarienne des Mutilés avec la Fédération nationale des anciens combattants.

Si cette fusion était réalisée, le Parti entrerait ainsi en contact avec de larges masses de travailleurs qui échappent aujourd'hui à sa propagande. Il aurait ainsi la possibilité de soustraire la direction de la Fédération à l'influence des partis bourgeois et de lier son activité générale avec celle de cette grande organisation de classe.

Le travail dans les coopératives et dans les associations d'assurances

Le Comité national communiste pour les coopératives doit travailler à la création immédiate de groupes communistes dans les coopératives et dans les associations d'assurances, ce qui lui permettra de substituer à l'activité jusqu'ici individuelle et indépendante des coopérateurs communistes le travail dirigé par le Parti. Ce comité devra créer, dans ce but, un bureau d'assistance juridique pour aider les camarades qui sont à la tête de coopératives, particulièrement de celles qui ont leur siège dans de petites localités et sont, par conséquent, privées d'un appareil d'administration technique.

Au point de vue organique les coopératives communistes doivent adhérer à la Fédération nationale des Coopératives à l'intérieur de laquelle elles doivent constituer une fraction d'opposition contre la direction réformiste actuelle.

Aux élections pour la nomination des camarades chargés des fonctions administratives, les communistes établissent toujours des listes indépendantes à l'exception des cas que nous avons déjà envisagés à propos des syndicats où il s'agit de défendre l'institution contre les attaques de partis bourgeois. Dans ces cas, il faudra participer à l'établissement d'une liste de classe.

Les leaders communistes des Coopératives doivent faire en sorte que les plus grandes ressources financières possibles soient consacrées aux différentes institutions du Parti, tout en évitant naturellement que l'économie des coopératives en souffre.

Le travail éducatif et le sport

La fondation récente de la section italienne du Proletkult a créé la base du travail éducatif du Parti et en a établi les directives dans ses statuts. Les éditions du Parti communiste peuvent être considérées comme des manifestations d'un caractère politique et sont, en même temps, un élément important du travail d'éducation que le Parti mène parmi ses membres et dans les masses. Il est à souhaiter que la Librairie du Parti publie des brochures traitant, sous une forme extrêmement simple, les différents problèmes intéressant la vie des ouvriers.

D'autre part, le Parti est sur le point d'organiser la Section italienne du Sport ouvrier. Cette section doit travailler avant tout à unifier toutes les associations ouvrières sportives qui manquaient jusqu'ici d'un programme les différenciant des autres organisations analogues. La création d'associations sportives est d'une grande importance pour le Parti, pourvu que celui-ci sache la relier avec le travail illégal et l'organisation militaire.

La question agraire

En créant la section agraire, le Parti communiste a nettement manifesté son intérêt pour tout ce qui touche au mouvement paysan et aux problèmes de la campagne. La Fédération des Travailleurs de la Terre comprend une minorité communiste dont la tâche est d'arracher aux leaders réformistes la direction de la Fédération. Ce travail doit être intensifié en utilisant les conséquences de la crise dans laquelle la Fédération a été entraînée par l'attitude toute d'inaction et de lâcheté des leaders réformistes vis-à-vis de l'offensive fasciste.

En ce qui concerne le travail général, les thèses adoptées par le 2e Congrès du Parti fournissent des directives claires et précises auxquelles les communistes doivent se tenir. Il est cependant nécessaire de renforcer la position de la section agraire en lui fournissant des ressources beaucoup plus considérables, afin qu'elle puisse jouer le rôle conforme à l'importance que représente en Italie l'économie rurale et qu'elle puisse commencer la publication d'un organe bi-mensuel destiné aux ouvriers agricoles et aux petits paysans.

La question nationale

Au lendemain de la guerre, l'Etat italien annexa un certain nombre de territoires dont la population est en grande partie slave ou allemande. Le gouvernement italien a immédiatement introduit dans ces territoires un système de contrainte qui rend impossible toute manifestation de la population non italienne. A cette action du gouvernement est venue s'ajouter celle des fascistes, qui, dans l'application de leur programme nationaliste et impérialiste, ne pouvaient manquer d'entrer en lutte contre les populations qui ne supportaient que difficilement leur nouvelle nationalité et parmi lesquelles l'hostilité contre l'Etat italien subsiste comme une tradition. Le Parti communiste doit soutenir ces minorités nationales en s'efforçant, par sa propagande, d'affaiblir la puissance de l'Etat, et utiliser la haine que l'action fasciste provoque même au sein de la population slave et allemande bourgeoise pour grouper une partie de la classe capitaliste contre les fascistes.

Dès que la situation de ces provinces aura été fixée définitivement, il faudra y envoyer des propagandistes en vue d'étendre la zone d'influence communiste, et l'on éditera si possible un hebdomadaire publié en langue allemande, analogue à celui qui est déjà publié en langue slave. Si l'on considère la situation géographique de ces territoires, on comprendra d'autant plus facilement l'importance de ce travail.

La question coloniale

Le caractère spécial des colonies italiennes d'Afrique, qui n'ont qu'une importance militaire sans aucune valeur industrielle et sont composées de territoires très peu peuplés, en majeure partie de nomades, exclut la possibilité d'y travailler d'après les principes généraux de la tactique coloniale communiste. L'absence complète de production industrielle, le caractère arriéré de l'économie qui en est restée aux formes les plus primitives de l'industrie artisane et de l'agriculture, ont pour conséquence une absence complète de prolétariat et de capitalisme, d'où l'impossibilité de la lutte de classes et de luttes sociales.

L'Italie n'a pas la possibilité d'organiser une exploitation capitaliste de ses colonies, qui sont pauvres en produits et en matières premières et par conséquent hors d'état

d'exporter. Contrairement à ce qui se passe pour les autres Etats, l'Italie est obligée de supporter de très lourdes charges financières pour le maintien de ses colonies. Les classes possédantes dans les colonies ne sont donc gênées en rien par la domination purement militaire de la bourgeoisie italienne ; au contraire, elles en tirent avantage. C'est pourquoi il n'y a pas la possibilité d'un mouvement national anti-italien, et les luttes qui éclatent en Libye sont uniquement provoquées par la révolte de quelques tribus guerrières jalouses de leur indépendance ou des répercussions éloignées du mouvement panislamique anti-européen. Dans ce milieu, on ne peut pas développer une propagande communiste méthodique et systématique. C'est pourquoi le Parti doit se contenter d'organiser les petits groupes d'ouvriers italiens qui vivent dans les grands centres (Tripoli, Ben Gazi, Asmara) et défendre au Parlement et dans toute sa propagande le point de vue de l'abandon des colonies.

Par contre, il est possible de développer une activité plus efficace dans les colonies de l'Afrique du Nord non italienne (Tunisie, Algérie, Egypte), où vivent de nombreux ouvriers italiens, pour les organiser d'abord et pour entrer, par leur intermédiaire, en relations avec la population indigène. Cela se fera en accord avec les Partis communistes du pays correspondant (en Tunisie, avec le Parti communiste français ; en Egypte, avec le Parti communiste égyptien, etc.), avec lesquels il faudra entretenir des relations sûres et continues. Par suite de la situation géographique du pays, le Parti communiste italien devra être le centre de communications avec toutes les colonies africaines du Nord-Ouest. Pour cela, il faudra constituer une section coloniale disposant de ressources suffisantes, qui devra commencer par envoyer un délégué spécial chargé de nouer les premières relations en Egypte, en Libye et en Tunisie. Dans la suite, le Parti devra publier de petits journaux et des tracts en langue arabe pour être répandus dans ces territoires.

La question du chômage

Les chômeurs constituent une immense armée échappant à tout contrôle et à toute direction. Eloignés des syndicats, qui ne se soucient nullement de leur misérable situation, ils perdent tout contact avec la classe ouvrière et l'énorme énergie révolutionnaire qui est en eux se perd et

s'épuise sans résultat. Le Parti communiste est opposé à la création d'un syndicat de chômeurs, mais s'efforce de réintégrer les chômeurs dans leurs organisations professionnelles et de déterminer celles-ci à leur accorder protection et soutien. La question des chômeurs est réduite, en fait, à la question de l'assistance aux chômeurs.

Il serait vain et absurde de vouloir empêcher que, dans la crise économique actuelle, la demande de forces de travail ne diminue, mais il est naturel et nécessaire de travailler à adoucir la misère des chômeurs et à les faire rentrer dans l'armée prolétarienne active. Sous le mot d'ordre : « Le chômeur reste un ouvrier », les communistes doivent travailler à la réintégration des chômeurs au sein des organisations syndicales, et celles-ci, de leur côté, doivent exiger que les chômeurs soient considérés comme des travailleurs momentanément inactifs, restant à la disposition des entrepreneurs et que, par conséquent, une clause soit introduite dans les contrats assurant aux ouvriers licenciés un salaire minimum qui sera payé soit directement par les entrepreneurs, soit en accord avec les caisses d'assistance aux chômeurs. Le Parti communiste travaillera au moyen de sa propagande et de l'action parlementaire, à obliger l'Etat à reconnaître ce principe et à modifier, en conséquence, les décrets concernant l'assistance aux chômeurs.

Il faudra mener parmi les chômeurs une propagande spéciale intense et travailler à organiser des manifestations publiques de chômeurs.

La question du logement

La crise de la production s'est manifestée d'une façon toute particulière dans l'industrie du Bâtiment, d'où la cessation à peu près complète de la construction d'immeubles, qui a entraîné la crise actuelle des logements. Ce sont, naturellement, les classes pauvres et les classes moyennes qui souffrent le plus de cette crise, du fait qu'elles sont écrasées par les prix extrêmement élevés des loyers. C'est pourquoi, en exploitant le mécontentement des sans-logis et de tous ceux qui sont livrés à l'arbitraire des propriétaires, on organisera un nouveau bataillon pour la lutte contre le régime.

C'est en s'inspirant de ce point de vue que l'on a fondé la Fédération nationale des Locataires, dont l'importance est relativement considérable et qui est dirigée par des

communistes. Le Parti doit soutenir par tous les moyens l'action de la Fédération des Locataires, qui emploie les méthodes d'action légale, mais aussi les méthodes de l'action violente et directe en s'opposant aux expulsions, en occupant des logements vides, etc. Les communistes qui adhèrent à la Fédération des Locataires doivent s'engager à participer à de semblables opérations. En outre, il faut travailler à la création de Conseils de maisons, dans les quartiers ouvriers et dans les cités ouvrières, Conseils qui développeront, par leur activité, l'esprit de solidarité et la conscience de classe des ouvriers, spécialement parmi les femmes...

L'assistance à la Russie des Soviets

Le Comité central communiste pour l'aide à la Russie des Soviets n'a pas encore complètement réalisé sa tâche. En collaboration étroite avec le Comité International de Berlin, il doit appliquer progressivement, en Italie, le nouveau programme de secours. Il ne faut pas oublier que la situation épouvantable du prolétariat italien constitue un grand obstacle à une réalisation suivie de ce programme. Mais, dans les centres ouvriers les plus importants, il sera possible de l'appliquer partiellement. En rapport avec cette tâche, le Parti devra s'intéresser à la réalisation des concessions que la République des Soviets a faites à un consortium de Coopératives agricoles en vue de la mise en exploitation de 100.000 hectares de terres dans le sud de la Russie. Dans ce but, le Parti communiste a chargé un coopérateur communiste de contrôler les travaux du consortium, de dénoncer et d'empêcher tout abus et toute action contraire aux intérêts de la Russie et de faciliter le départ des coopérateurs agricoles et des coopérateurs communistes.

Le mouvement des jeunesses, des femmes et des pupilles

Outre l'organisation traditionnelle des Jeunesses, on a constitué également une organisation communiste de femmes et une organisation de pupilles. Ces trois mouvements doivent conserver leur indépendance actuelle vis-à-vis du Parti en tant que parties intégrantes de ce dernier. Il faudra lutter contre toutes les tentatives de donner au mouvement des femmes une indépendance organique, ce

qui menacerait de l'amener dans les eaux du féminisme petit-bourgeois.

L'absence d'éléments capables a empêché jusqu'aujourd'hui de constituer définitivement le Comité pour la propagande parmi les femmes, mais le Parti devra travailler à mettre à la tête de ce Comité une camarade qui pourra en même temps rédiger l'organe bi-mensuel pour la propagande parmi les femmes, intitulé : *la Camarade.*

La Fédération communiste des Jeunesses, qui lutte coude à coude dans tous les domaines avec le Parti, est autant que ce dernier et peut-être plus encore, exposée aux attaques de la réaction. C'est pourquoi elle devra employer les mêmes méthodes d'organisation illégale que le Parti pour ne pas s'exposer au danger de voir disperser toute son organisation. Le travail d'éducation et le travail sportif sont naturellement du domaine du mouvement des Jeunesses. C'est pourquoi le Parti confie une grande part de son travail à la Fédération des Jeunesses, travail qui est d'ailleurs soumis au contrôle du Parti.

Le mouvement des pupilles a été créé récemment sur l'initiative des Jeunesses communistes. Le journal bi-mensuel : l'*Enfant prolétarien*, dont le tirage de 40.000 exemplaires montre l'accueil enthousiaste qu'il a reçu parmi les enfants des ouvriers devra être soutenu par le Parti et être considéré le plus possible comme un organe officiel du Parti et comme tel administré du centre.

La propagande antimilitariste

La propagande antimilitariste incombe en majeure partie à l'organisation des Jeunesses communistes. Elle devra disposer des ressources nécessaires pour assurer la continuité de son action. Celle-ci devra être menée de deux moyens différents. D'une part, par la propagande écrite, au moyen de brochures et de tracts que des hommes de confiance distribueront dans les casernes et, enfin, en consacrant des rubriques spéciales dans nos périodiques aux conditions d'existence des soldats et à la défense de leurs intérêts contre le militarisme et l'arbitraire des officiers.

Cette seconde forme de propagande antimilitariste devra porter des germes de décomposition dans le corps de la Garde royale, qui comprend actuellement des dizaines de milliers de soldats et a perdu, par conséquent, son caractère typique de corps de police anti-prolétarien.

Les relations internationales

Lié naturellement à l'Internationale Communiste, le Parti communiste italien devra s'efforcer de nouer d'étroites relations avec les partis frères de l'étranger. Dans ce but, il est nécessaire de constituer au moins, à Paris et à Prague, des bureaux pour la représentation politique et la liaison, analogues à celui qui existe déjà à Berlin.

La crise intérieure, difficile, oblige une grande quantité d'ouvriers à émigrer à l'étranger et exclut pour eux la possibilité de rentrer en Italie avant de longues années. Ces ouvriers échappent ordinairement à l'action des organisations prolétariennes dans leur nouveau pays et sont ainsi perdus pour la lutte de classes. D'immenses colonies de ce genre existent aux Etats-Unis, dans la République Argentine, en France, en Belgique, etc. Le Parti communiste devra empêcher cette funeste dispersion des forces et travailler, en accord étroit avec les Partis communistes des pays en question, à organiser ces ouvriers et à mener un travail de propagande intense en langue italienne appuyé si possible par des tournées de conférences faites par des camarades connus et capables.

Congrès

Le 2e Congrès National du Parti, tenu au mois de mars 1922, adopta la thèse sur l'activité du Parti dans le domaine de la tactique générale et en ce qui concerne la question agraire et la question syndicale. Ce congrès trancha également les questions concernant l'organisation intérieure du Parti.

Il faudra mettre à l'ordre du jour du prochain congrès et peut-être aussi de ceux qui suivront les questions suivantes, sans vouloir exclure ainsi que les problèmes ci-dessus énumérés soient soustraits complètement ou en partie à un nouvel examen et sans préjuger non plus des questions politiques qui se poseront devant le Parti, par suite du développement de la situation :

1° La situation économique de l'Italie (étude générale de cette situation à la fois dans ses éléments et dans ses rapports avec le point de vue marxiste) ;

2° Le rapport des forces politiques et sociales en Italie (examen de la structure et du rôle des différentes couches sociales, des organisations et partis et de l'appareil d'Etat,

d'après le point de vue communiste et en rapport avec les tâches du prolétariat concernant la question nationale et la question coloniale et peut-être aussi l'action électorale et parlementaire).

Ce programme de travail devra, avant sa rédaction définitive, être mis en accord avec celui des Congrès de l'Internationale.

Les Tâches du Prolétariat dans notre Révolution

Projet de plateforme pour le Parti Prolétarien

LENINE, 10 avril 1917.

Le moment historique que nous traversons en Russie est caractérisé par les traits suivants :

Caractère de classe de la Révolution

1. L'ancien pouvoir tsariste, qui ne représentait qu'une poignée de propriétaires fonciers féodaux dirigeant toute la machinerie de l'Etat (armée, police, magistrature) est brisé, éliminé, mais non écrasé à jamais. Juridiquement, la monarchie n'est point abolie. La bande des Romanov poursuit ses intrigues monarchistes. Les gigantesques domaines des propriétaires féodaux ne sont pas liquidés.

2. Le pouvoir en Russie a passé aux mains d'une nouvelle *classe* ; à savoir : la bourgeoisie et les propriétaires fonciers devenus bourgeois. *Sous ce rapport*, la révolution démocratique bourgeoise en Russie est achevée.

La bourgeoisie au pouvoir a fait bloc avec des éléments notoirement monarchistes qui se sont distingués par le zèle inouï avec lequel ils soutinrent Nicolas-le-Sanglant et Stolypine-le-Pendeur en 1906-1914 (Goutchkov et autres politiciens plus à droite que les cadets). Le nouveau gouvernement bourgeois de Lvov et Cie est entré en négociations avec les Romanov en vue de restaurer la monarchie. Ce gouvernement, au bruit de phrases révolutionnaires, appelle aux postes supérieurs des partisans de l'ancien régime. Il tâche de reformer le moins possible la machine de l'Etat (armée, police, magistrature) qu'il remet à la bourgeoisie. Quant à l'initiative révolutionnaire des actions de masses

et à la prise par en bas du pouvoir par le peuple — cette *unique* garantie du succès réel de la révolution — le nouveau gouvernement tente déjà de s'y opposer.

Ce gouvernement n'a même pas encore fixé la date où se réunira l'Assemblée Constituante. Il respecte la propriété foncière seigneuriale, base matérielle du tsarisme féodal. Quant à entreprendre un contrôle des organisations financières monopolisées, des grandes banques, des syndicats et cartels capitalistes, etc., il n'y songe même pas.

Les postes ministériels principaux, décisifs (intérieur, guerre, c'est-à-dire la direction de l'armée, de la police, des fonctionnaires, de tout l'appareil d'oppression des masses), appartiennent à des monarchistes avérés et à des partisans de la grande propriété foncière féodale. Les cadets, républicains d'hier et républicains malgré eux, n'ont reçu que des postes de second plan, sans lien direct avec le pouvoir sur les masses, avec l'appareil d'autorité. A. Kerensky, représentant des travaillistes et « socialiste aussi », ne joue absolument aucun rôle si ce n'est d'assouvir la vigilance et l'attention populaire par des phrases ronflantes.

Pour toutes ces raisons, le nouveau gouvernement bourgeois, même dans la politique intérieure, ne mérite aucune confiance, aucun appui de la part du prolétariat.

Politique extérieure du nouveau Gouvernement

3. Dans le domaine de la politique extérieure que les circonstances objectives mettent au premier plan, le nouveau gouvernement est un gouvernement de guerre impérialiste, d'alliance avec les puissances impérialistes : l'Angleterre, la France, etc., en vue de partager du butin capitaliste et d'étouffer les peuples petits et faibles.

Soumis aux intérêts du capital russe et de son puissant protecteur et maître, le capital impérialiste anglo-français, le plus riche du monde, le nouveau gouvernement, en dépit de la volonté exprimée de la façon la plus péremptoire, au nom de la majorité incontestable des peuples de Russie, par le Soviet des députés soldats et ouvriers, n'a rien fait de réel pour arrêter la boucherie des peuples au profit des capitalistes. Il n'a même pas publié les traités secrets de caractère notoirement spoliateur (partage de la Perse, pillage de la Chine, pillage de la Turquie, partage de l'Autriche, rapt de la Prusse orientale, rapt des colonies allemandes, etc.) qui lient manifestement

la Russie au capital impérialiste spoliateur anglo-français. Il a *confirmé* ces traités, conclus par le tsarisme qui, au cours des siècles, a spolié et opprimé plus de peuples que tout autre tyran ou despote, le tsarisme qui non seulement opprimait, mais corrompait le peuple grand-russien et le couvrait d'ignominie en faisant de lui le bourreau des autres peuples.

Le nouveau gouvernement, confirmant ces traités infâmes de brigands n'a pas proposé à tous les peuples belligérants un armistice immédiat, en dépit de revendications bien nettes de la majorité des peuples de Russie exprimées par les Conseils de députés ouvriers et soldats. Il s'en est tiré par des phrases et des déclarations de parade, solennelles et sonores, mais tout à fait creuses, qui ont toujours servi et servent aux diplomates bourgeois pour berner les masses confiantes et naïves du peuple opprimé.

4. C'est pourquoi, continuer à exiger de ce nouveau gouvernement qui ne mérite pas la moindre confiance en matière de politique extérieure, qu'il notifie la volonté de paix des peuples de Russie, qu'il renonce aux annexions, etc., c'est, en réalité, tromper le peuple, lui suggérer des espérances illusoires, retarder le réveil de sa conscience, le gagner indirectement à la continuation de la guerre, dont le véritable caractère social est déterminé non pas par de bonnes intentions, mais par le caractère de classe du gouvernement qui la mène, par les rapports entre la classe que ce gouvernement représente et le capital financier impérialiste de Russie, d'Angleterre, de France, etc., par la *véritable politique réelle* que mène cette classe.

Notre double pouvoir original et sa signification de classe

5. La principale particularité de notre Révolution, celle qui exige le plus impérieusement d'être médité, c'est *le double pouvoir* qui s'est instauré aussitôt après le triomphe de la Révolution.

Ce double pouvoir se manifeste par l'existence de *deux* gouvernements : le principal, le véritable, le réel gouvernement de la bourgeoisie, le « Gouvernement Provisoire » de Lvov et Cie, qui détient tous les organes du pouvoir et un gouvernement supplémentaire, accessoire, « contrôleur », en la personne du Soviet des députés ouvriers et soldats

de Petrograd, qui sans détenir les organes du pouvoir, s'appuie sur la majorité manifeste du peuple, sur les ouvriers armés et les paysans.

L'origine et le caractère de classe de ce double pouvoir consiste en ce que la Révolution russe de mars 1917 a non seulement balayé toute la monarchie tsariste, non seulement remis tout le pouvoir à la bourgeoisie, mais est arrivée jusqu'à la dictature démocratique et révolutionnaire du prolétariat et des paysans. C'est précisément une telle dictature (c'est-à-dire un pouvoir fondé non sur la loi, mais sur la force directe des masses armées) que réalisent le Soviets de députés ouvriers et soldats de Petrograd et les Soviets locaux.

6. L'autre particularité, au plus haut point importante, de la Révolution russe, est celle-ci : le Soviet de Petrograd qui jouit apparemment de la confiance de la plupart des Soviets locaux, remet *volontairement* le pouvoir à la bourgeoisie et à *son* gouvernement provisoire, lui *cède* volontairement la primauté en s'engageant par un accord avec lui à le soutenir, se borne à observer, à contrôler la convocation de l'Assemblée Constituante (convocation dont la date n'a même pas encore été publiée).

Cette circonstance extrêmement originale, sans précédent formel dans l'histoire, a été la cause d'un *entrelacement*, d'un *amalgame* de deux dictatures : la dictature de la bourgeoisie (car le Gouvernement de Lvov et Cie est une dictature, c'est-à-dire un gouvernement fondé non sur la loi ou sur l'expression de la volonté populaire, mais sur l'usurpation du pouvoir par la force, cette usurpation étant effectuée par une classe bien distincte, à savoir la bourgeoisie) et la dictature du prolétariat et des paysans (Soviets de députés ouvriers et soldats).

Il est absolument certain que cet « entrelacement » ne peut durer. Il *ne peut coexister* deux pouvoirs dans un pays. L'un d'eux doit être annihilé et toute la bourgeoisie de Russie s'efforce déjà, s'évertue par tous les moyens et partout à écarter et à affaiblir, à annihiler les Soviets, à établir le pouvoir unique de la bourgeoisie.

Le double pouvoir n'exprime qu'*un moment* dans la marche de la Révolution, le moment où la Révolution bourgeoise démocratique est déjà dépassée mais où *n'est pas encore atteinte* la dictature « pure » du prolétariat et des paysans.

Le caractère de classe (et l'explication de classe) de cette situation instable et passagère consiste en ceci : comme toute Révolution, la nôtre a exigé un héroïsme, un dévouement immenses de la masse au cours de la lutte contre le tsarisme et en outre elle a immédiatement *fait entrer dans le mouvement* un nombre gigantesque d'hommes.

Un des indices principaux, scientifiques et pratiques de *toute* révolution véritable est qu'elle augmente rapidement, brusquement, violemment le nombre d'hommes qui prennent une part active, indépendante à la vie politique, à *l'organisation de l'Etat*.

Ainsi en Russie. Actuellement, la Russie est en ébullition. Des millions et des dizaines de millions d'hommes qui dormaient politiquement depuis dix ans, qui vivaient terrorisés sous le joug terrible du tsarisme, soumis à un travail infernal par les propriétaires fonciers et les fabricants, *se sont réveillés et aspirent* à la politique. Et quels sont ces millions et ces dizaines de millions d'hommes ? Pour la plupart, de petits propriétaires, de petits bourgeois, des hommes placés entre les capitalistes et les salariés. La Russie est en Europe le pays le plus petit-bourgeois.

Le raz de marée petit-bourgeois a tout inondé, il a écrasé le prolétariat non seulement par le nombre, mais aussi par les idées, c'est-à-dire qu'il l'a contaminé et a gagné de larges couches ouvrières aux conceptions politiques petites-bourgeoises.

La petite bourgeoisie dont la vie dépend de la bourgeoisie, vivant elle-même en propriétaire et non en prolétaire (quant à sa *place* dans la *production* sociale) est, par sa manière de penser, à la remorque de la bourgeoisie.

Confiance inconsciente envers les capitalistes, ces pires ennemis de la paix et du socialisme, voilà ce qui caractérise la politique actuelle des *masses* en Russie, voilà ce qui a *poussé* avec une rapidité révolutionnaire sur le sol social et économique du plus petit bourgeois de tous les pays européens. Voilà la base *de classe* de l' « *accord* » (je tiens à souligner que j'ai en vue moins l'accord juridique que le soutien *de fait*, l'accord tacite, les concessions conscientes et inconscientes faites au pouvoir) entre le Gouvernement Provisoire et le Soviet — accord qui a donné à Goutchkov le bon morceau, le véritable pouvoir et au Soviet — promesses, honneurs (pour le moment), flatteries, phrases, assurances, révérences des Kerensky.

L'insuffisance numérique du prolétariat en Russie, l'in-

suffisance de sa conscience et de son organisation — voilà le revers de cette même médaille.

Tous les partis *narodniks* (populistes), les socialistes-révolutionnaires y compris, ont toujours été petits-bourgeois. le parti (1) du Comité d'Organisation (Tchkéïdzé, Tseretelli, etc.) également. Les révolutionnaires indépendants (Stieklov et autres) sont aussi pliés sous la vague ou n'ont pu la surmonter, n'en ont pas encore eu le temps.

Particularité de tactique qui découle de ce qui précède

7. De la particularité originale de la situation découle, pour un marxiste — qui doit tenir compte des faits objectifs, des masses, des classes et non des invidualités, etc., — une particularité de tactique pour le moment *actuel*.

Cette particularité fait ressortir au premier plan « l'influence du vinaigre et de la bile sur l'eau sucrée des phrases révolutionnaires-démocratiques » (comme l'a dit très justement mon camarade du Comité Central de notre Parti, Théodorovitch, à la séance d'hier du Congrès national des Cheminots à Petrograd). Travail de critique : démonstration des erreurs des partis petits-bourgeois : socialistes-révolutionnaires, social-démocrates, préparation et concentration des éléments d'un parti *consciemment* révolutionnaire, communiste, *émancipation* du prolétariat de la psychose petite-bourgeoise « générale ».

Il *semble* que ce soit « seulement » besogne de propagande. En réalité, c'est la plus *pratique* des besognes *révolutionnaires*, car l'on ne peut mouvoir en avant une révolution qui s'est arrêtée, qui s'est noyée dans la phrase, qui « piétine sur place », *non pas* parce qu'elle a rencontré un obstacle, *non pas à cause de violences* de la bourgeoisie (Goutchkov ne fait, pour le moment, que menacer d'appliquer la violence contre la masse des soldats), mais *à cause* de la confiance inconsciente des masses.

Ce n'est qu'en luttant contre cette confiance inconsciente (ce qu'on ne peut faire que par les idées, par la persuasion amicale, en s'en rapportant à l'*expérience de la vie*) que nous pourrons nous émanciper de la *phrase révolutionnaire* qui règne partout et pousser réellement en avant et la conscience prolétarienne et la conscience des masses et leurs initiatives *locales*, hardies et résolues, amener

(1) Menchevik.

ainsi la réalisation, le développement et l'affermissement spontanés des libertés de la démocratie, du principe de la nationalisation de toutes les terres.

8. L'expérience mondiale des gouvernements bourgeois et agrariens fournit *deux* moyens de tenir le peuple sous le joug. Le premier est la violence. Nicolas Romanov, Nicolas Bâton et Nicolas II le sanglant, ont montré au peuple russe le maximum du possible et de l'impossible quant à ces moyens de bourreau. Mais il est un autre moyen, développé au mieux par les bourgeoisies anglaise et française, auxquelles plusieurs grandes révolutions et mouvements révolutionnaires de masses ont servi de « leçon ». C'est le procédé, c'est le mensonge, la flatterie, la phrase, des millions de promesses, les concessions dérisoires, concessions sur les points sans importance et sur ces points seulement.

La particularité du moment en Russie est un passage vertigineux du premier procédé au second, de la violence à la *flatterie*, à la mystifiction par des promesses. Le chat écoute, mais mange. Milioukov et Goutchkov détiennent le pouvoir, sauvegardent les bénéfices du capital, mènent la guerre impérialiste dans l'intérêt du capital russe et anglo-français, — et s'en tirent par des promesses, de la déclamation, des proclamations à effet en réponse à des « cuisiniers » comme Tchkeïdzé, Tseretelli, Stieklov, lesquels menacent, exhortent, adjurent, supplient, réclament, proclament... Le chat écoute, mais mange.

Et, de jour en jour, l'inconscience confiante et la confiance inconsciente tomberont, surtout chez les prolétaires et chez les paysans *les plus pauvres*, auxquels la vie (leur situation sociale et économique) apprend à ne pas croire les capitalistes.

Les leaders de la petite bourgeoisie « doivent » inculquer au peuple la confiance en la bourgeoisie. Les prolétaires doivent lui enseigner l'incrédulité.

Le défensisme révolutionnaire et sa signification de classe

9. Il faut reconnaître que la manifestation la plus puissante, la plus éclatante du raz de marée petit-bourgeois qui a « presque tout inondé », — c'est le *défensisme révolutionnaire*. C'est précisément lui le pire ennemi du progrès et du succès de la Révolution russe.

Celui qui s'est plié au défensisme et n'a pas su se redresser est un homme perdu pour la Révolution. Mais les masses se plient autrement que les chefs et se redressent *autrement*, par une autre évolution.

Le défensisme révolutionnaire est, d'un côté, le fruit de la duperie des masses par la bourgeoisie, le fruit de l'inconscience confiante des paysans et d'une partie des ouvriers, et, d'un autre côté, l'expression des intérêts et du point de vue du petit propriétaire qui est intéressé jusqu'à un certain degré aux annexions et aux profits bancaires et qui garde « pieusement » les traditions du tsarisme qui, en pervertissant les Grands-Russiens, en ont fait les bourreaux des autres peuples.

La bourgeoisie trompe le peuple, jouant sur la noble fierté révolutionnaire et voulant faire accroire que le caractère *social et politique* de la guerre s'est modifié du fait de la Révolution, du fait de la substitution de la quasi-République de Coutchkov-Milioukov à la monarchie tsariste. Et le peuple a cru — provisoirement — en grande partie à cause des vieux préjugés qui font des peuples allogènes de Russie une sorte de propriété ou de fief des Grands-Russiens. La corruption infâme du peuple grand-russien par le tsarisme, qui l'a habitué à voir dans les autres peuples quelque chose d'inférieur, appartenant « de droit », à la Grande-Russie, n'a pu se dissiper immédiatement.

Nous sommes tenus de *savoir* expliquer aux masses que le caractère social et économique de la guerre n'est pas déterminé par la « bonne volonté » de personnes ni de groupes, voire de peuples, mais par la situation de la *classe* qui mène cette guerre, par la *politique* de cette classe, politique dont la guerre est le prolongement, par les liaisons du *capital*, en tant que force économique actuellement dominante, par le *caractère* impérialiste du capital international, par la dépendance, — financière, bancaire, diplomatique — de la Russie à l'égard de l'Angleterre et de la France, etc. *Il n'est pas facile* d'expliquer cela d'une manière certaine, intelligible pour les masses et aucun d'entre nous ne saurait le faire d'emblée sans erreur.

Mais la direction, ou, plus exactement, le contenu de notre propagande doit être tel, et seulement tel. La plus petite concession au défensisme révolutionnaire est une *trahison du socialisme*, un reniement complet de l'internationalisme, quelles que soient les belles phrases, les considérations « pratiques » dont on tente de justifier cette concession.

Le mot d'ordre : « A bas la guerre ! » est juste, bien sûr, mais il ne tient pas compte de la particularité de nos objectifs actuels, de la nécessité *d'aborder autrement* les larges masses. Il ressemble, à mon avis, au mot d'ordre : « A bas le tsar » avec lequel un agitateur inexpérimenté du « bon vieux temps » allait franchement au village et se faisait rosser. La masse de partisans du défensisme révolutionnaire est *sincère* — en tant que classe, car ils appartiennent à des *classes* (ouvriers et paysans pauvres) qui, véritablement n'ont rien à gagner aux annexions et à l'étouffement des autres peuples. Autre chose pour les bourgeois et pour MM. les « intellectuels » qui savent très bien que *l'on ne peut renoncer* aux annexions sans renoncer à la domination du capital et qui trompent effrontément les masses par de belles phrases, des promesses démesurées, des illusions sans nombre.

Le gros des représentants du défensisme considère l'affaire d'une façon très simple : « Je ne veux point d'annexions, c'est l'Allemand qui *m'attaque*, donc, je défends la bonne cause, et non des intérêts impérialistes ». Il faut expliquer et expliquer à ces gens-là qu'il ne s'agit pas de leurs désirs personnels, mais de rapports et circonstances de masses, de classes, donc politiques, qu'il s'agit de la liaison entre la guerre, les intérêts du capital et le réseau bancaire mondial, etc., etc... Seule, une telle lutte contre le défensisme est sérieuse et son succès — succès pas très rapide, peut-être, mais assuré et solide est garanti.

Comment peut-on terminer la guerre ?

10. On ne peut terminer la guerre « à volonté ». On ne peut la terminer unilatéralement. On ne peut la terminer en « plantant sa baïonnette en terre », pour employer l'expression d'un soldat défensiste.

On ne peut terminer la guerre par un « accord » des socialistes des divers pays, par une « action » des prolétaires de tous les pays, par la « volonté » des peuples, etc. Toutes les phrases de ce genre, dont les journaux défensistes ou mi-défensistes, mi-internationalistes, sont bourrés,

de même que les résolutions, les appels, les manifestes innombrables du Soviet des députés soldats et ouvriers — toutes ces phrases ne sont pas autre chose que des vœux insipides, innocents, débonnaires de petits-bourgeois. Rien de plus nuisible que ces phrases sur « la volonté pacifique des peuples », sur la *succession* des actions révolutionnaires du prolétariat (après le prolétariat russe, c'est le « tour » du prolétariat allemand), etc. Tout cela, c'est du Louis Blanc, ce sont des rêves mielleux, un jeu aux « campagnes politiques », et, en réalité, la répétition de la fable du chat Vasska.

La guerre n'est pas née de la mauvaise volonté des rapaces capitalistes, quoique, indéniablement, ils y soient *seuls* intéressés et seuls s'y enrichissent. La guerre est engendrée par un demi-siècle de développement du capital mondial, par ses millions de ficelles et de liaisons. *On ne peut* sortir par un saut de la guerre impérialiste, *on ne peut* obtenir une paix démocratique sans renverser par la force le pouvoir de la bourgeoisie, sans qu'une *autre* classe, le prolétariat, ait pris le pouvoir.

La Révolution russe de mars 1917 a été le début de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Cette révolution a fait le *premier* pas vers la cessation de la guerre. Seul le *second* pas — la prise du pouvoir par le prolétariat — peut la faire cesser. Ce sera le début de l'universelle « rupture du front », du front des intérêts capitalistes, et c'est seulement en disloquant *ce front-là* que le prolétariat *peut* débarrasser l'humanité des horreurs de la guerre, lui donner les bienfaits d'une paix durable.

Et la révolution est *déjà* arrivée à cette « rupture du front » de la bourgeoisie, ayant créé les Soviets de députés ouvriers.

Un nouveau type d'Etat

11. Les Soviets de députés ouvriers, soldats, paysans, etc., etc., n'ont pas été compris, ce qui veut dire non seulement que la plupart n'ont pas compris leur importance de classe, leur rôle dans la Révolution *russe*, mais encore qu'on n'a pas compris qu'ils représentent une forme nouvelle ou plutôt un nouveau *type d'Etat*.

Le type le plus perfectionné, le plus avancé des Etats bourgeois, est la *République parlementaire démocratique :* le pouvoir appartient au Parlement ; la machine de l'Etat,

l'appareil et l'organe de gouvernement sont communs : armée permanente, police, magistrature, en réalité inamovibles, privilégiées, placées *au-dessus* du peuple.

Mais les époques révolutionnaires, depuis la fin du XIXe siècle, font apparaître un type *supérieur* d'Etat démocratique, d'Etat qui, selon l'expression d'Engels, cesse déjà d'être un Etat, « n'est plus un Etat au sens propre du terme ». C'est un Etat du type de la Commune de Paris, qui *substitue* à une armée et à une police distinctes l'armement direct du peuple lui-même. *Telle* est l'essence de la Commune que les écrivains bourgeois ont calomniée et couverte de mensonges et à laquelle l'on prêtait à tort, entre autres, l'intention d' « instaurer » immédiatement le socialisme.

C'est précisément un Etat de ce type que la Révolution russe a *commencé* à créer en 1905 et en 1917. La République des Soviets de députés ouvriers, soldats, paysans, etc., etc., unis par l'Assemblée Constituante des représentants populaires de Russie ou par le Soviet des Soviets, etc., etc., tout cela *entre déjà dans notre vie*, maintenant, de par l'initiative des masses populaires, créant spontanément une démocratie *à leur manière*, sans attendre ni que MM. les cadets aient rédigé leurs projets de lois pour République parlementaire bourgeoise, ni que les pédants et les routiniers de la « social-démocratie » petite-bourgeoise, dans le genre de M. Plékhanov ou de Kautsky renoncent à leur falsification du marxisme sur la question de l'Etat.

Le marxisme se distingue de l'anarchie en ce qu'il reconnaît la *nécessité* de l'Etat et du pouvoir d'Etat en période révolutionnaire et, notamment, dans la période transitoire du capitalisme au socialisme.

Le marxisme se distingue du « social-démocratisme » petit-bourgeois, opportuniste, de MM. Plékhanov, Kautsky et Cie, en ce qu'il reconnaît la nécessité, pour ces périodes, *non pas* d'un Etat comme la république bourgeoise démocratique habituelle, mais d'un Etat du genre de la Commune de Paris.

Les caractéristiques essentielles de ce dernier type d'Etat sont les suivantes :

Le retour de la république parlementaire bourgeoise à la monarchie est très facile (comme l'a démontré l'Histoire), car toute la machine d'oppression : armée, police, magistrature, reste intacte. La Commune et les Soviets de députés

ouvriers, soldats, paysans, etc., *brisent* et rejettent cette machine.

La République parlementaire entrave, étouffe la vie politique indépendante des *masses*, leur participation directe à l'édification *démocratique*, de haut en bas, de toute la vie de l'Etat. Avec les Soviets, c'est l'inverse.

Ces derniers reproduisent le type d'Etat qu'élaborait la Commune de Paris et que Marx a qualifiée ainsi : « la forme politique, enfin trouvée, sous laquelle il est possible de réaliser l'émancipation du travail ».

On objecte d'ordinaire que le peuple russe n'est pas encore prêt pour la Commune. C'est l'argument des seigneurs disant que les paysans n'étaient pas mûrs pour la liberté. La Commune, c'est-à-dire les Soviets de Députés ouvriers et paysans, n'introduit, ne veut ni ne doit introduire aucune transformation qui n'ait pas entièrement mûri dans la réalité économique et dans la conscience de la majorité écrasante du peuple. Plus le krach économique et la crise engendrés par la guerre sont violents, plus devient urgente une forme politique supérieure, susceptible de favoriser la guérison des horribles blessures que la guerre a faites à l'humanité. Moins le peuple russe a l'expérience de l'organisation, plus il faut entreprendre délibérément l'œuvre d'organisation par le peuple lui-même et non pas par les politiciens et fonctionnaires bourgeois pourvus de « bonnes places ».

Plus vite nous abandonnerons les préjugés pseudo-marxistes cultivés par MM. Plékhanov, Kautsky et Cie, plus passionnément aussi nous pourrons aider le peuple à former dès maintenant partout des Soviets et à leur faire prendre tout le pouvoir — plus MM. Lvov et Cie différeront la convocation de la Constituante, plus il sera facile au peuple (avec la Constituante ou sans elle, si Lvov ne la convoque pas de longtemps) de se prononcer en faveur de la République des Soviets. Au début, des erreurs dans l'œuvre d'organisation par le peuple lui-même sont inévitables, mais mieux vaut commettre quelques erreurs et aller de l'avant que d'attendre que les professeurs juristes de Lvov aient rédigé les décrets convoquant la Constituante, éternisant la République parlementaire bourgeoise et étranglant les Soviets.

Si nous nous organisons et menons bien notre propagande, non seulement les prolétaires, mais les 9/10 des paysans seront contre le rétablissement de la police, contre

la magistrature inamovible et privilégiée, contre une armée séparée du peuple. Or, ce sont là les caractéristiques du nouveau type de l'Etat.

12. La substitution d'une milice populaire à la police découle de toute la marche de la révolution et s'opère maintenant dans la plupart des villes de Russie. Il nous faut expliquer aux masses que, dans la plupart des révolutions bourgeoises traditionnelles, une telle réforme a toujours été très éphémère et que la bourgeoisie si démocratique et républicaine qu'elle fut, rétablissait toujours la police du vieux type tsariste, séparée du peuple, commandée par des bourgeois, capable enfin d'opprimer le peuple de toute façon.

Il n'y a qu'un moyen d'empêcher que l'on ne rétablisse la police : c'est la création d'une milice populaire fusionnée avec l'armée (au lieu de l'armée : l'armement général du peuple). Tous les citoyens de 15 à 65 ans, par exemple — c'est-à-dire tous les citoyens, de l'adolescence à la vieillesse — doivent entrer dans cette milice. Les capitalistes doivent payer aux salariés, aux domestiques, etc., les journées de service dans la milice. Si les femmes ne participent pas à l'ensemble de la vie politique, y compris les services publics constants et généraux, il ne peut être question de socialisme, voire même de démocratie intégrale et durable. Or, des fonctions de « police » comme les soins aux malades, aux enfants abandonnés, comme le contrôle des denrées alimentaires, etc., ne peuvent être assurées à souhait sans égalité des deux sexes, non pas nominale, mais effective.

Empêcher le rétablissement de la police, appliquer les forces organisatrices de tout le peuple à la création d'une milice où entrerait toute la population, voilà ce que le prolétariat doit faire comprendre aux masses dans l'intérêt de la sauvegarde, de l'affermissement et du développement de la révolution.

Programme agraire et national

13. Nous ne pouvons dire actuellement si une puissante révolution agraire est à prévoir d'ici peu dans le village russe. Nous ne pouvons savoir où en est arrivée la division qui s'opère — et qui s'est à coup sûr accentuée ces temps derniers — entre salariés et paysans pauvres (« demi-prolétaires »), d'une part, et paysans aisés et moyens (capitalistes et petits capitalistes), de l'autre. L'expérience seule pourra nous en instruire.

Mais, en tant que parti du prolétariat, nous sommes obligés non seulement d'avoir un programme agraire, mais de préconiser des réformes immédiatement praticables dans l'intérêt de la révolution agraire.

Nous devons réclamer la nationalisation de toutes les terres, c'est-à-dire leur remise à l'Etat. C'est l'Etat qui doit fixer la grandeur du fonds de transmigration, légiférer sur la protection des forêts, l'amélioration, etc., supprimer absolument tout intermédiaire entre le propriétaire du sol — l'Etat — et son fermier — le cultivateur — (interdiction de tout trafic des terres). Par contre, la gestion des terres, tout ce qui concerne les conditions locales de propriété et de jouissance doit dépendre exclusivement non de la bureaucratie et des fonctionnaires, mais des Soviets locaux et régionaux de paysans.

Afin d'améliorer techniquement la production du blé et de l'augmenter et aussi pour développer les grandes exploitations rationnelles et leur contrôle public, nous devons, au sein des Comités paysans, nous efforcer de faire de chaque propriété seigneuriale confisquée une grande exploitation modèle sous le contrôle des Soviets de salariés agricoles.

A l'encontre des socialistes-révolutionnaires, de leur phraséologie et de leur politique petite-bourgeoise, à l'encontre surtout de leurs bavardages insensés sur la norme de « consommation » ou de « travail », sur là « socialisation de la terre », etc., le parti du prolétariat doit expliquer que le système de la petite exploitation, à une étape de production marchande, ne peut affranchir l'humanité de la misère et de l'oppression. Sans scinder immédiatement et obligatoirement les Soviets de députés paysans, le parti du prolétariat fera comprendre la nécessité de créer des Soviets distincts de salariés agricoles et de paysans pauvres (demi-prolétaires), ou, du moins, d'instituer des réunions permanentes des députés appartenant à cette classe sous forme de fractions au sein des Soviets communs. Sans cela, toute la doucereuse phraséologie petite-bourgeoise des narodniki sur le paysan, en général, ne fera que voiler la spoliation de la masse non-possédante par les paysans aisés, qui ne sont qu'une variété de capitalistes.

A l'encontre de la prédication bourgeoise, libérale ou purement bureaucratique, à laquelle se livrent tant de socialistes-révolutionnaires et de Soviets, qui conseillent aux paysans de ne pas s'emparer des terres seigneuriales et de ne

pas entreprendre la réforme agraire avant la convocation de la Constituante, le parti prolétarien invitera les paysans à réaliser immédiatement, et de leur propre chef, cette réforme et, sur décision de leurs Soviets locaux, à opérer la confiscation immédiate des grands domaines.

Il importe d'insister sur la nécessité d'augmenter la production de produits alimentaires pour les soldats des fronts et pour les villes et d'expliquer que toute détérioration du bétail, outils, machines, bâtiments, etc., est absolument inadmissible.

14. Dans la question nationale, le parti prolétarien préconisera la proclamation et la réalisation immédiate de la liberté totale pour les nations et peuples opprimés par le tsarisme, annexés ou maintenus de force dans les frontières de la Russie, de se séparer.

Toutes les déclarations, proclamations et manifestes sur la renonciation aux annexions qui ne comportent pas la liberté réelle de se séparer ne sont que mensonges de la bourgeoisie ou vœux anodins de petits-bourgeois.

Le parti prolétarien désire l'Etat le plus grand possible, car cela est avantageux pour les travailleurs ; il veut le rapprochement et ensuite la fusion des nations, mais atteindra ce but non par la violence, mais par l'union libre et fraternelle des ouvriers et des travailleurs de tous pays.

Plus la République de Russie sera démocratique, mieux elle incarnera la République des Soviets de députés ouvriers et paysans, et plus sera grande la force d'attraction qui portera librement vers elle les travailleurs de toutes nations.

Liberté absolue de séparation, autonomie locale (et nationale) la plus large, garanties détaillées des droits de minorités nationales, tel est le programme du prolétariat révolutionnaire.

Nationalisation des banques et des syndicats capitalistes

15. Le parti du prolétariat ne peut songer à « instaurer » le socialisme dans un pays de petits-paysans, tant que la majorité écrasante de la population ne se sera pas rendue compte de la nécessité de la révolution socialiste.

Mais seuls des sophistes bourgeois se cachant derrière des expressions « quasi-marxistes » peuvent déduire de cette vérité la justification d'une politique qui traîne en longueur

les mesures révolutionnaires immédiates, pratiquement mûres, réalisées partiellement pendant la guerre par maints Etats bourgeois, et absolument indispensables pour combattre la « désorganisation économique totale et la famine imminentes ».

Des mesures comme la nationalisation de la terre, des banques et des syndicats capitalistes ou, du moins, le contrôle des Soviets de députés ouvriers, etc., sans être « l'instauration » du socialisme, sont certainement à préconiser et, dans la mesure du possible, à réaliser par la voie révolutionnaire. Sans ces mesures, qui ne sont qu'une étape vers le socialisme et qui, économiquement, sont parfaitement réalisables, impossible de guérir les blessures causées par la guerre et de prévenir la catastrophe prochaine ; quant à hésiter devant une atteinte aux bénéfices monstrueux des capitalistes et des banquiers, qui s'enrichissent de la guerre d'une façon particulièrement scandaleuse, le parti du prolétariat révolutionnaire ne le fera jamais.

La situation dans l'Internationale

Les devoirs internationaux de la classe ouvrière de Russie apparaissent aujourd'hui avec un relief particulier.

Tout le monde ne jure plus que par l'Internationalisme, même les défensistes ; même MM. Plekhanov et Potressov, même Kerensky s'intitulent internationalistes. Il n'en est que plus nécessaire, pour le prolétariat, d'opposer avec clarté, précision et netteté l'internationalisme pratique à l'internationalisme verbal.

Appels aux ouvriers de tous les pays, assurances de dévouement à l'internationalisme, tentatives directes ou indirectes de fixer la « succession » des actions révolutionnaires dans les divers pays belligérants, entente recherchée entre socialistes des pays belligérants pour la lutte révolutionnaire, congrès socialistes pour faire campagne en faveur de la paix, etc., etc., tout cela, en réalité, si sincères que soient les auteurs de ces idées, tentatives ou plans, n'est que verbiage, et, dans le meilleur des cas, vœux innocents et bien intentionnés, bons seulement à voiler la duperie des masses par les patriotes. Les social-patriotes français, les plus habiles et les plus experts de tous en fait de filouterie parlementaire, ont depuis longtemps battu le record des phrases pacifistes et internationalistes retentissantes ; ils n'en ont pas moins trahi avec une insolence inouïe le socialisme et l'Internationalisme,

ils sont entrés dans les ministères qui mènent la guerre impérialiste, ils ont voté les crédits et les emprunts (tout comme Tchkeïdzé, Skobelev, Tseretelli, Steklov dernièrement en Russie), ils ont réprimé le mouvement révolutionnaire dans leur propre pays, etc...

Ces bonnes gens oublient souvent l'atmosphère de cruauté et de férocité de la guerre impérialiste. Cette atmosphère ne souffre pas la phrase, elle se moque des vœux anodins et doucereux.

Il n'y a pas deux espèces d'internationalisme pratique : le seul, c'est de travailler sans réserve à développer le mouvement révolutionnaire et la lutte révolutionnaire dans son propre pays, c'est d'appuyer par la propagande, la sympathie, les ressources matérielles, la même lutte, la même ligne et seulement celles-là dans tous les pays sans exception.

Tout le reste n'est que mensonge et rêveries creuses. Trois tendances se sont dessinées dans le mouvement ouvrier et socialiste depuis le début de la guerre dans tous les pays ; et celui qui quitte le terrain réel : voir ces trois tendances, les analyser, défendre celle qui est vraiment internationaliste, se condamne à l'impuissance et aux erreurs.

Ces trois tendances sont les suivantes :

1° Les social-patriotes, socialistes en paroles, patriotes en action — les gens qui reconnaissent la « défense nationale » en guerre impérialiste (et, avant tout, dans la guerre impérialiste actuelle).

Ces gens-là sont nos ennemis de classe. Ils ont passé dans le camp de la bourgeoisie.

Parmi eux sont la plupart des chefs officiels de la social-démocratie officielle dans tous les pays. MM. Plekhanov et Cie en Russie, Scheidemann en Allemagne, Renaudel, Guesde, Sembat en France, Bissolati et Cie en Italie, Hyndman, les Fabiens et les chefs du « Labour Party » en Angleterre, Branting et Cie en Suède, Troelstra et son parti en Hollande, Stauning et son parti au Danemark, Victor Berger et autres « défenseurs de la patrie » en Amérique, etc...;

2° Le centre » — les gens qui hésitent entre les social-patriotes et les vrais internationalistes.

Le « centre » jure ses grands dieux qu'il est marxiste, internationaliste, pour la paix, pour toutes sortes de « pressions » et de « revendications » obligeant les gouvernements à « tenir compte des aspirations pacifiques du peuple », pour toutes sortes de campagnes en faveur de la

paix, pour la paix sans annexion, etc., etc. et pour la paix avec les social-patriotes. Le « centre » est pour l' « unité », le centre est l'ennemi de la scission.

Le « centre » est le règne de la phrase petite-bourgeoise, de l'internationalisme verbal, de l'opportunisme pusillanime et des complaisances réelles envers les social-patriotes.

Mais surtout, le « centre » dans chaque pays ne croit pas à la nécessité d'une révolution contre son gouvernement, ne la prêche pas, ne mène pas de lutte révolutionnaire, invente des excuses misérables, mais « archi-marxistes » pour s'y soustraire.

Les social-patriotes sont nos ennemis de classe, ce sont des bourgeois dans le camp ouvrier. Ils sont les porte-parole de certains groupes et catégories d'ouvriers objectivement achetés par la bourgeoisie (meilleurs salaires, honneurs, etc...) qui aident leur bourgeoisie à piller et à étouffer les peuples petits et faibles, à lutter en vue du partage du butin capitaliste.

Le « centre » est composé d'hommes de routine, rongés par le souci de la légalité, gâtés par l'atmosphère du parlementarisme, de fonctionnaires habitués aux bonnes places « tranquilles ». Historiquement et économiquement parlant, ils ne représentent pas une couche distincte, ils font seulement la transition entre l'époque passée du mouvement ouvrier, l'époque de 1871-1914, qui a donné beaucoup de bon surtout dans l'art, nécessaire au prolétariat, du lent système d'organisation en grand et une nouvelle époque rendue inévitable par la première guerre impérialiste universelle, celle de la révolution sociale.

Le principal chef et représentant du « centre » est Karl Kautsky, l'autorité la plus éminente de la IIe Internationale, spécimen d'une faillite totale du marxisme, d'une faiblesse de caractère inouïe, des hésitations et des trahisons les plus lamentables depuis août 1914. La « tendance du centre », c'est Kautsky, Haase, Ledebour, ce qu'on appelle le « groupe ouvrier ou travailleur » du Reichstag ; en France, Longuet, Pressemane et les « minoritaires » en général ; en Angleterre, Philip Snowden, Ramsay Mac Donald et beaucoup d'autres leaders du « Parti ouvrier indépendant » et du Parti socialiste de Grande-Bretagne ; Morris Hilquitt et beaucoup d'autres, en Amérique ; Turati, Trèves, Modigliani, etc., en Italie ; Robert Grimm, etc., en Suisse ; Victor Adler et Cie, en Autriche ; le Parti du C. O. (1), Axelrod, Tchkeidzé, Tseretelli et autres, en Russie, etc.

(1) Comité d'organisation : dénomination des mencheviks.

Il est naturel que certaines personnes passent parfois, sans s'en apercevoir, des positions social-patriotes aux positions centristes et *vice versa*. Tout marxiste sait que les classes sont distinctes, malgré le passage des individus d'une classe à une autre. De même, les tendances politiques se distinguent entre elles, malgré le passage des individus de l'une à l'autre, malgré les tentatives et les efforts pour les fusionner ;

3° La troisième tendance, ce sont les internationalistes, la « gauche de Zimmerwald » (nous reproduisons en « appendice » son manifeste de septembre 1915, afin que le lecteur puisse faire connaissance, par un document authentique, avec la naissance de cette tendance).

Son caractère essentiel : rupture complète avec les social-patriotes et avec le « centre ». Lutte révolutionnaire sans réserve contre son propre gouvernement et sa propre bourgeoisie impérialiste. Principe : « Notre ennemi principal est dans notre propre pays ». Guerre implacable à la phrase social-pacifiste (le social-pacifiste est un socialiste en paroles, un pacifiste bourgeois dans l'action ; les pacifistes bourgeois rêvent d'une paix perpétuelle sans renversement de la domination capitaliste et aux faux-fuyants de toutes sortes ne tendant rien moins qu'à nier la possibilité de l'opportunité de la lutte révolutionnaire du prolétariat et de la révolution prolétarienne et socialiste, en rapport avec la guerre actuelle).

Les porte-parole les plus éminents de cette tendance sont : en Allemagne, le « groupe Spartakus » ou « groupe de l'Internationale », qui a Karl Liebknecht comme membre. Karl Liebknecht est le plus fameux représentant de cette tendance et de la nouvelle et véritable Internationale prolétarienne.

Karl Liebknecht invitait les ouvriers et les soldats d'Allemagne à tourner leurs armes contre leur propre gouvernement. Karl Liebknecht le faisait ouvertement, de la tribune du Parlement. Ensuite, il se rendit sur la Potsdamerplatz, une des principales places de Berlin, avec des proclamations imprimées illégalement, à une manifestation, aux cris de : « A bas le gouvernement ! » Il fut arrêté et condamné aux travaux forcés. Il est maintenant emprisonné en Allemagne, comme des centaines, sinon des milliers, de vrais socialistes de ce pays pour leur campagne contre la guerre.

Karl Liebknecht a mené une lutte implacable, par ses lettres et ses discours, non seulement contre les Plékhanov et les Potressov d'Allemagne (les Scheidemann, les Legien, les David et Cie), mais aussi contre les hommes du centre (Kautsky, Haase, Ledebour et Cie).

Karl Liebknecht et son ami Otto Rühle, ont, seuls parmi cent-dix députés, enfreint la discipline, rompu l' « unité » avec le « centre » et les patriotes et sont allés contre tous. Seul Liebknecht représente le socialisme, la cause prolétarienne, la révolution prolétarienne. Tout le reste de la social-démocratie allemande n'est, selon la juste expression de Rosa Luxembourg (membre aussi et un des chefs du groupe « Spartacus ») qu'un cadavre puant.

Un autre groupe de vrais internationalistes est celui du journal : *la Politique ouvrière*, de Brême.

En France, ce sont Loriot et ses amis qui sont le plus près du vrai internationalisme (Bourderon et Merrheim ont roulé au social-pacifisme) et aussi le Français Henri Guilbeaux, qui a publié à Genève la revue *Demain*.

En Angleterre, le journal *Trade-Unionist* et une partie des membres du Parti socialiste de Grande-Bretagne et du Parti ouvrier indépendant (par exemple, William Russel, qui réclamait la rupture avec les chefs traîtres au socialisme), l'instituteur écossais Maclean, condamné par le gouvernement bourgeois au bagne pour sa lutte révolutionnaire contre la guerre ; des centaines de socialistes d'Angleterre sont en prison pour ce même crime. Eux et eux seuls sont des internationalistes de l'action.

En Amérique, le « Parti ouvrier socialiste » et ceux des éléments du « Parti socialiste » opportuniste, qui publient depuis janvier 1917 le journal *The Internationalist ;* en Hollande, le parti des « tribunistes », qui éditent le journal *De Tribune* (Pannekook, Herman Gorter, Wynjkopp, Henriette Roland-Holst, qui était du centre à Zimmerwald, et qui a passé maintenant de notre côté) ; en Suède, le parti des jeunes ou gauches, avec des chefs tels que Lindhagen, Ture, Nerman, Carlson, Ström, Z. Höglund, qui était à Zimmerwald à la fondation de la « gauche zimmerwaldienne », condamné actuellement à la prison pour lutte révolutionnaire contre la guerre ; au Danemark, Trier et ses amis, qui ont quitté le parti « social-démocrate », devenu tout à fait bourgeois, qui a à sa tête le ministre Stauning ; en Bulgarie, les « étroits » ; en Italie — les plus rapprochés sont le secrétaire du Parti Constantino Lazzari et le rédacteur de l'organe central, l'*Avanti :* Serrati ; en

Pologne, Radek, Ganetzki et autres chefs social-démocrates groupés dans le « Kraievoe Pravlenie » ; Rosa Luxembourg, Tyszka et autres social-démocrates du « Glavnoie Pravlenié » ; en Suisse, ceux de la gauche qui ont rédigé les considérants du « referendum » de janvier 1917 pour la lutte contre les social-patriotes et le « centre » de leur pays et qui ont présenté au Congrès socialiste zurichois de Theuss, le 11 février 1917, une motion révolutionnaire de principe contre la guerre ; en Autriche, les jeunes amis de Friedrich Adler, dont plusieurs ont milité dans le club « Karl Marx » de Vienne, fermé depuis par le gouvernement archi-réactionnaire qui condamne Fr. Adler pour son coup de revolver héroïque, quoique inconsidéré, contre un ministre, etc., etc.

Peu importent les nuances qui existent dans la gauche. Il s'agit de la tendance dans son ensemble. Le fait est qu'il n'est pas facile d'être internationaliste pendant l'horrible guerre impérialiste. Ces hommes sont peu nombreux, mais eux seuls sont tout l'avenir du socialisme, eux seuls sont les guides de la masse et non ses corrupteurs.

La distinction entre réformistes et révolutionnaires, parmi les social-démocrates et parmi les socialistes en général, a dû, comme c'était objectivement inévitable, être modifiée par la guerre impérialiste. Celui qui se limite à « réclamer » aux gouvernements bourgeois la conclusion de la paix ou l' « expression des aspirations pacifiques des peuples », devient, en fait, un réformiste. Car la guerre, objectivement, ne peut être résolue que par la révolution. La paix démocratique et sans oppression, l'affranchissement des peuples, la suppression des milliards d'intérêts payés à MM. les capitalistes enrichis par la guerre, ne sont possibles que par la Révolution du prolétariat. Il n'y a pas d'autre issue.

On peut et on doit réclamer aux gouvernements bourgeois toutes sortes de réformes, mais on ne peut, sans être un songe-creux et un réformiste, réclamer d'hommes ou de classes attachés par des milliers de fils au Capital impérialiste qu'ils brisent ces fils ; or, sans cette rupture, tous les discours sur la guerre à la guerre, ne sont que phrases creuses et trompeuses.

Les « kautskystes » et les centristes sont des révolutionnaires en paroles, des réformistes en fait — des internationalistes en parole et des complices du social-patriotisme en fait.

Faillite de l'Internationale de Zimmerwald
Fondons la Troisième Internationale

17. L'Internationale de Zimmerwald a adopté dès le début un point de vue hésitant, « kautskyste »,« centriste », et c'est ce qui a obligé la gauche de Zimmerwald à se séparer, à se rendre indépendante et à publier son Manifeste (imprimé en Suisse en russe, en allemand et en français).

La tare principale de l'Internationale de Zimmerwald — la cause de sa faillite (car elle a déjà fait faillite moralement et politiquement) — ce sont ses flottements, son indécision dans la question essentielle qui, en fait, détermine toutes les autres, celle de la rupture avec le social-patriotisme et la vieille Internationale social-patriote dirigée par Vandervelde et Huysmans à La Haye (Hollande).

On ne sait pas encore chez nous que les kautskystes constituent la majorité de Zimmerwald. C'est cependant un fait cardinal dont on ne peut pas ne pas tenir compte et qui est maintenant connu en Occident. Même le patriote, l'ultra-patriote allemand Heilman, directeur de l'archi-patriote *Chemnitzer Zeitung* et collaborateur de l'archi-patriote *Glocke* de Parvus (il est, cela va sans dire, « social-démocrate » et partisan ardent de l' « unité » social-démocrate), a dû reconnaître que le « centre » ou « kautskysme » et la majorité de Zimmerwald ne font qu'un.

La fin de 1916 et le début de 1917 l'ont définitivement établi. Malgré la condamnation du social-pacifisme par le Manifeste de Kienthal, toute la droite de Zimmerwald, toute la majorité de Zimmerwald ont roulé au social-pacifisme : Kautsky et Cie l'ont montré en janvier et février 1917 ; Bourderon et Merrheim en France, en votant unanimement avec les social-patriotes les motions pacifistes du Parti socialiste (décembre 1916) et de la C.G.T. (aussi en décembre 1916) ; Turati et Cie en Italie, où tout le Parti a adopté une position social-pacifiste et où Turati personnellement, a glissé (pas fortuitement, bien sûr), jusqu'à des phrases nationalistes, édulcorant la guerre impérialiste, dans son discours du 17 décembre 1916.

Le président de Zimmerwald et de Kienthal, Robert Grimm, a fait bloc, en janvier 1917, avec les social-patriotes de son parti (Greulich, Pflüger, Gustave Müller, etc.) contre les vrais internationalistes.

Dans deux conférences de zimmerwaldiens de divers

pays, en janvier et février 1917, cette conduite double et fausse de la majorité a été stigmatisée en due forme par les internationalistes de gauche : Münzenberg, secrétaire de l'organisation internationale des Jeunes et directeur de l'excellent journal internationaliste, l'*Internationale des Jeunes* ; Zinoviev, représentant du Comité Central de notre Parti ; Radek, du parti s.-d. polonais (« Kroievoe Pravlenie ») ; Hartstein, social-démocrate allemand, membre du groupe « Spartakus ».

Le prolétariat russe a beaucoup reçu : nulle part ailleurs la classe ouvrière n'a développé une telle énergie révolutionnaire. Mais qui a beaucoup reçu doit beaucoup donner.

Le marais de Zimmerwald est devenu intolérable. Il est impossible de rester ainsi, à cause des « kautskystes » de Zimmerwald, en demi-liaison avec l'Internationale patriote des Plekhanov et des Scheidemann. Il faut rompre sans délai avec cette Internationale. Il ne faut rester à Zimmerwald que pour information.

Nous devons, précisément nous et précisément maintenant, fonder sans retard une nouvelle Internationale révolutionnaire, prolétarienne, ou plutôt ne pas craindre de déclarer publiquement qu'elle est déjà fondée et qu'elle agit.

C'est l'Internationale des véritables « internationalistes » que j'ai énumérés plus haut. Eux et eux seuls sont les représentants des masses animées par l'internationalisme révolutionnaire et non leurs corrupteurs.

Il y a peu de socialistes de ce genre ; mais que chaque ouvrier russe se demande combien il y avait de révolutionnaires conscients en Russie à la veille de la Révolution de février-mars 1917 ?

Ce n'est pas du nombre qu'il s'agit, mais de l'expression fidèle des idées et de la politique du prolétariat vraiment révolutionnaire. L'essentiel n'est pas de « proclamer » l'internationalisme, mais de savoir être, même par les temps les plus durs, des internationalistes.

Ne nous faisons pas d'illusions sur un accord, sur des congrès internationaux. Les relations internationales depuis le début de la guerre impérialiste sont serrées dans les tenailles de fer de la dictature militaire bourgeoise. Si le « républicain » Milioukov, obligé de souffrir le gouvernement accessoire du Soviet des Députés ouvriers, n'a pas laissé entrer en Russie, en avril 1917, le socialiste suisse

Fritz Platten, secrétaire du parti, internationaliste, participant de Zimmerwald et de Kienthal, marié à une Russe et se rendant chez les parents de sa femme, ancien militant de la Révolution de 1905, détenu ensuite dans une prison russe et réclamant la restitution de la caution qu'il avait versée, pour être libéré, au gouvernement tsariste ; si le républicain Milioukov a pu agir ainsi en Russie en avril 1917, on peut se figurer la valeur des promesses, phrases et déclarations de la bourgeoisie sur la paix sans annexions, etc., etc...

Et l'arrestation de Trotsky, par le gouvernement anglais ? Et le refus de laisser Martov quitter la Russie, et la tentative de l'attirer en Angleterre, où l'attend le sort de Trotsky ?

Ne nous faisons pas d'illusions. Ne nous dupons pas nous-mêmes.

« Attendre » des congrès ou des conférences internationales, c'est trahir l'Internationale, puisqu'il est démontré que même de Stockholm on ne laisse venir chez nous ni les socialistes fidèles à l'internationalisme, ni même leurs lettres, malgré la possibilité complète et la férocité, qui ne laisse rien à désirer, de notre censure militaire.

Ce n'est pas « attendre » que doit notre Parti, mais fonder la Troisième Internationale, immédiatement — et des centaines des socialistes dans les prisons d'Allemagne et d'Angleterre respireront plus librement ; des milliers et des milliers d'ouvriers allemands, qui organisent maintenant des grèves et des manifestations qui font trembler ce coquin et ce brigand de Guillaume II, apprendront notre décision par les feuilles illégales, ils apprendront notre confiance fraternelle en Karl Liebknecht et seulement lui, notre décision de lutter dès maintenant contre le « défensisme révolutionnaire » — ils liront cela et se fortifieront dans leur internationalisme révolutionnaire.

Qui a beaucoup reçu doit beaucoup donner. Il n'y a pas au monde de pays aussi libre que la Russie. Utilisons cette liberté non pas pour prêcher l'aide à la bourgeoisie, ou le « défensisme révolutionnaire », mais pour fonder hardiment et franchement, à la prolétaire, à la Liebknecht, la Troisième Internationale, ennemi sans retour et des traîtres social-patriotes et des hommes hésitants du « centre ».

18. Quant à l'unification des social-démocrates de Russie, il ne peut en être question. Il n'y a pas besoin de

beaucoup de paroles pour le montrer après ce qui vient d'être dit.

Mieux vaut rester deux comme Liebknecht, avec le prolétariat révolutionnaire, qu'admettre ne fût-ce qu'un instant l'idée d'une fusion avec le parti du C. O. de Tchkeidzé et de Tseretelli, qui font bloc avec Potressov dans le *Journal Ouvrier*, qui votent l'emprunt au Comité Exécutif du Ioviet, qui se sont ravalés jusqu'au « défensisme ».

Laissons les morts enterrer leurs morts !

Pour aider les hésitants, il faut commencer par cesser d'hésiter soi-même.

Quel nom scientifiquement juste et politiquement capable d'éclairer le prolétariat portera notre Parti ?

19. Je passe à la dernière question, le nom de notre Parti. Nous devons nous appeler Parti communiste — comme s'appelaient Marx et Engels.

Nous devons répéter que nous sommes marxistes et que nous prenons comme base le « Manifeste Communiste », trahi et dénaturé par la social-démocratie sur deux points principaux : 1° les ouvriers n'ont pas de patrie : la défense nationale en guerre impérialiste est une trahison au socialisme ; 2° la théorie marxiste de l'Etat, mutilée par la IIe Internationale.

La dénomination de « social-démocratie » n'est pas juste scientifiquement, comme l'a montré Marx plus d'une fois, entre autres dans la « Critique du Programme de Gotha », en 1875, et comme Engels l'a répété d'une façon plus populaire en 1894. Du capitalisme l'humanité ne peut passer qu'au socialisme, c'est-à-dire à la possession en commun des moyens de production et à la répartition des produits proportionnellement au travail de chacun. Notre Parti voit plus loin : le socialisme se changera inévitablement peu à peu en communisme, sur le drapeau duquel il est écrit : « De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins ».

Tel est mon premier argument.

Voici le second : la seconde partie du nom de notre Parti, elle aussi, n'est pas juste scientifiquement. La démocratie est une des formes de l'Etat. Or, nous autres marxistes, nous sommes les ennemis de tout Etat.

Les chefs de la IIe Internationale (1889-1914) MM. Ple-

khanov, Kautsky et leurs semblables ont avili et perverti le marxisme.

Le marxisme se distingue de l'anarchie en ce qu'il reconnaît la nécessité d'un Etat pour préparer le socialisme, mais (et c'est en cela qu'il se distingue de Kautsky et Cie) non pas d'un Etat du type de la démocratie bourgeoise parlementaire habituelle, mais bien du type de la Commune de Paris de 1871, ou des Soviets de députés ouvriers de 1905 à 1917.

Troisième argument : *la vie*, la révolution a déjà réellement créé chez nous, quoique sous une forme faible et embryonnaire, ce nouvel « Etat » qui n'est plus un Etat au sens ordinaire du terme.

C'est déjà une question de pratique entre les mains des masses, et non une théorie pour les chefs.

L'Etat, au sens propre du terme, est la domination des masses par des détachements d'hommes armés séparés du peuple.

Notre nouvel Etat puissant est un Etat, car il nous faut des détachements d'hommes armés, il nous faut l'ordre le plus strict, il nous faut réprimer sans pitié et par la force toute tentative de contre-révolution, aussi bien tsariste que bourgeoise à la Goutchkov.

Mais notre nouvel Etat puissant n'est plus un Etat au sens propre du mot, car en bien des endroits, ces hommes armés sont la masse elle-même, tout le peuple, et non pas quelqu'un de supérieur, séparé de lui, privilégié, pratiquement inamovible.

Ce n'est pas en arrière qu'il faut regarder, mais en avant, non pas la démocratie ordinaire qui étayait la domination de la bourgeoisie au moyen des vieux instruments d'administration monarchistes, police, armée, magistrature. Il faut regarder en avant, la nouvelle démocratie puissante, qui cesse déjà d'être une démocratie, car la démocratie, c'est la domination du peuple et le peuple armé ne saurait se dominer lui-même.

Le mot de démocratie n'est pas seulement faux scientifiquement si on l'applique au Parti communiste. Il est maintenant, après mars 1917, une œillère que l'on met au peuple révolutionnaire pour l'empêcher de construire librement, hardiment, par sa propre volonté, le régime nouveau des Soviets de députés ouvriers, paysans et autres, en tant que pouvoir unique de l'Etat, en tant que précurseur de la disparition progressive de toute espèce d'Etat.

Quatrième argument : il faut tenir compte de la situation objective du socialisme international.

Elle n'est plus la même qu'en 1871-1914, à l'époque où Marx et Engels consentaient sciemment au terme opportuniste et faux de « social-démocratie ». Alors, après la défaite de la Commune de Paris, l'histoire avait posé à l'ordre du jour le lent travail d'organisation et d'éducation. Il n'y en avait point d'autre. Les anarchistes non seulement se plaçaient à un point de vue théorique radicalement faux, économiquement et politiquement (et ils y restent). Ils avaient porté un diagnostic inexact n'ayant pas compris la situation internationale : l'ouvrier d'Angleterre corrompu par les bénéfices impérialistes, la Commune de Paris écrasée, le mouvement national bourgeois qui venait de vaincre en Allemagne (en 1871), la Russie demi-féodale dormant de son sommeil séculaire.

Marx et Engels avaient juré sainement, ils avaient compris la situation internationale, ils avaient compris la nécessité d'une marche d'approche lente vers la Révolution sociale.

Comprenons, nous aussi, les objectifs et les particularités de l'époque nouvelle. N'imitons pas les marxistes manqués dont Marx disait : « J'ai semé des dragons, et j'ai récolté des puces. »

La nécessité objective du capitalisme, devenu impérialisme, a engendré la guerre impérialiste. La guerre a conduit l'humanité au bord du gouffre, à la ruine de la civilisation, à l'abrutissement et à la mort de nouveaux millions d'hommes, de millions sans nombre.

Il n'y a pas d'issue, hors la révolution du prolétariat. Au moment où cette révolution commence, où elle fait ses premiers pas timides, peu assurés, peu conscients, trop confiants envers la bourgeoisie, la majorité (c'est la vérité, c'est un fait) des chefs « social-démocrates », des parlementaires « social-démocrates », des journaux « social-démocrates » — or, ce sont les moyens d'action sur les masses — a abandonné le socialisme, a trahi le socialisme, a passé du côté de « sa » bourgeoisie nationale.

Les masses sont troublées, déconcertées, trompées par *ces* chefs.

Et vous voulez que nous favorisions cette duperie et que nous la facilitions en gardant un nom périmé, pourri comme a pourri la IIe Internationale !

De « nombreux » ouvriers conçoivent honnêtement la

social-démocratie, soit. Mais il est temps de distinguer le subjectif de l'objectif.

Subjectivement, ces ouvriers social-démocrates ont des guides très fidèles des masses prolétariennes.

Mais, objectivement, dans la situation mondiale actuelle, une mœuvaise dénomination de notre Parti facilite la duperie des masses, et entrave le mouvement en avant, car, à chaque pas, dans chaque journal, dans chaque fraction parlementaire, la masse voit des chefs, c'est-à-dire des hommes dont la parole est plus forte, dont l'æction est vue de plus en plus loin — et ces chefs sont tous « social-démocrates » ils sont tous pour l' « unité » avec les social-patriotes, traîtres au socialisme, ils se réclament tous de la sociæl-démocratie.

Et les arguments contre ?...

On nous confondra avec les « anarchistes-communistes ».

Pourquoi ne craignons-nous pas aujourd'hui qu'on nous confonde avec des socialistes-nationaux, avec les socialistes libéraux ou avec les radicaux-socialistes, le plus avancé et le plus habile, en fait de duperie bourgeoise, des partis bourgeois de la République française ?

« Les masses sont habituées, les ouvriers aiment leur parti social-démocrate. »

Voilà le seul argument, mais c'est un argument qui fait fi de toute la science marxiste, des objectifs de demain dans la révolution de la situation objective du socialisme mondial, de la faillite honteuse de la IIe Internationale et des « social-démocrates » qui environnent les prolétaires et gâtent le travail pratique.

C'est l'argument de la routine, c'est l'argument de la léthargie, c'est l'argument de l'inertie.

Nous voulons refaire le monde. Nous voulons terminer la guerre impérialiste qui a entraîné dans son tourbillon des centaines de millions d'hommes, où sont mêlés les intérêts de centaines et de centaines de milliards de capitaux, et qui ne peut être terminée par une paix vraiment démocratique sans la plus grande révolution prolétarienne de l'Histoire.

Et nous aurions peur de nous-mêmes ! Nous resterions attachés à notre « habituelle » et « chère » chemise sale !...

Il est temps de jeter la chemise sale et de mettre du linge propre.

Table des Matières

	Pages
PRÉFACE	3
Le programme du Parti Communiste Russe (Bolchevik).	5
Projet de programme de l'Internationale Communiste : BOUKHARINE	33
Projet de programme du Parti Communiste Allemand : THALHEIMER	57
Projet de programme de l'Internationale Communiste des Jeunes	107
Projet de programme du Parti Japonais	131
Projet de programme du Parti Communiste Bulgare : KABATCHIEV	137
Le programme d'action du Parti Communiste Italien	167
Les tâches du prolétariat dans notre Révolution (Projet de plate-forme pour le Parti Prolétarien) : LÉNINE.	211

Imprimerie Française (Maison J. Dangon), 123, Rue Montmartre, Paris
Georges Dangon, Imprimeur

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

N. Lénine. —	L'Etat et la Révolution	4 »
—	La Révolution prolétarienne	4 »
—	La Maladie infantile du Communisme	4 »
—	L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme	3 50
—	Sur la Route de l'Insurrection	5 »
L. Trotsky. —	Terrorisme et Communisme	7 »
—	Nouvelle Etape	4 »
—	Entre l'Impérialisme et la Révolution	4 »
—	1905	15 »
E. Varga. —	La Dictature du Prolétariat	6 »
G. Zinoviev. —	L'Internationale Communiste au travail	4 50
	Compte rendu de la Conférence de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (Moscou, Février-Mars 1922)	5 »

PETITE BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

E. Brand et H. Walretsky. —	Le Communisme en Pologne (Préface de A. Dunois)	3 »
P. Frölich. —	La Terreur blanche en Allemagne	1 »
A. Glebov. —	Les Syndicats russes et la Révolution (Préface de B. Souvarine)	» 50
Kollontaï. —	La Famille et l'Etat Communiste (*épuisé*)	
—	L'Ouvrière et la Paysanne dans la République Soviétique	» 60
Kertjenzev. —	Les Alliés et la Russie	3 »
Z. Leder. —	L'Offensive du Capital & l'unité du front prolétarien	1 50
N. Lénine. —	Lettre aux Ouvriers Américains (*épuisé*)	
—	Les Problèmes du pouvoir des Soviets (*épuisé*)	
—	Les Bolchéviks et les Paysans (*épuisé*)	
—	Le rôle de la Jeunesse Communiste	» 40
Rosa Luxembourg. —	Le Programme Communiste	» 75
Karl Kader. —	La Tactique communiste et l'Offensive du capital	1 25
L. Trotsky. —	Le Terrorisme (*épuisé*)	
—	La Commune de Paris et la Russie des Soviets	» 60
—	Le Communisme en France et l'Internationale	1 25
—	La Crise du Parti communiste français	» 20
—	Le Salut du Parti communiste français	» 25
—	La Nouvelle politique économique des Soviets et la Révolution mondiale	1 25
C. Zetkin. —	Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne	» 75
G. Zinoviev. —	La Tactique du front unique	» 75
—	N. Lénine	» 75
—	Les Problèmes de la Révolution Allemande	» »
	Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste (Introduction de B. Souvarine) (*épuisé*)	
	Le Programme du Parti Communiste Russe (*épuisé*)	
	Le Monde capitaliste et l'Internationale Communiste (Manifeste du 3e Congrès)	» 75
	L'Internationale Communiste et sa Section Française (documents)	1 50
	IVe Congrès Communiste mondial : Résolutions	4 »

Librairie de " l'Humanité " - PARIS